

L'Organisation de l'Economie impériale par les Comités coloniaux

Ainsi se conçoit positivement le destin héroïque de l'homme, l'incessante conquête sur la nature, l'adaptation aux faits d'expérience, à la réalité, la tension continue de l'esprit vers l'amélioration progressive de la condition humaine.

(Maurice H. LENORMAND.)

Thèse de Doctorat en Droit, présentée et soutenue le 8 juin 1942

par Bertrand MOUNIER

Breveté de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer

Président : M. R. MAUNIER, Professeur à la Faculté de Droit de Paris.
Suffragants : M. G. PIROU, Professeur à la Faculté de Droit de Paris.
M. MARCHAL, Professeur à la Faculté de Droit de Dijon.

PARIS
ÉDITIONS A. PEDONE

LIBRAIRIE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS
13, rue Soufflot, 13

1942



Digitized by the Internet Archive
in 2026

L'Organisation
de l'Economie impériale
par les
Comités coloniaux

A LA MÉMOIRE
DE MON FRÈRE GEORGES MOUNIER

Officier des Affaires Indigènes

Mort au Service Impérial le 7 mars 1942

L'Organisation de l'Economie impériale par les Comités coloniaux

Ainsi se conçoit positivement le destin héroïque de l'homme, l'incessante conquête sur la nature, l'adaptation aux faits d'expérience, à la réalité, la tension continue de l'esprit vers l'amélioration progressive de la condition humaine.

(Maurice H. LENORMAND.)

Thèse de Doctorat en Droit, présentée et soutenue le 8 juin 1942

par Bertrand MOUNIER

Breveté de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer

Président : M. R. MAUNIER, Professeur à la Faculté de Droit de Paris.

Suffragants : M. G. PIROU, Professeur à la Faculté de Droit de Paris.

M. MARCHAL, Professeur à la Faculté de Droit de Dijon.

PARIS

ÉDITIONS A. PEDONE

LIBRAIRIE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, rue Soufflot, 13

1942

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



Table des Matières (1)

INTRODUCTION

	Pages
Principes et justification de la nouvelle organisation économique.....	I
Position de la nouvelle organisation dans le temps et dans l'espace.....	5
(Le Colbertisme ; la politique impériale britannique ; la politique impériale russe ; l'économie dirigée à travers le monde).	

PREMIÈRE PARTIE

PRÉAMBULE	31
-----------------	----

LIVRE I. — LES FAIBLESSES DE L'ORDRE MÉTROPOLITAIN.

CHAPITRE PREMIER. — <i>La carence de l'esprit communautaire..</i>	33
(La crise démographique. La débâcle économique et financière : déficit de la balance des comptes, déficit du budget).	
CHAPITRE II — <i>La carence de l'autorité publique.....</i>	47
(Le gaspillage des deniers publics ; l'épargne dilapidée ; le franc à l'encan).	

LIVRE II. — LE POTENTIEL IMPÉRIAL.

CHAPITRE PREMIER. — <i>Consistance et valeur territoriale de l'Empire.....</i>	55
(Situation géopolitique et géophysique, situation démographique).	
CHAPITRE II. — <i>L'économie et les finances impériales.....</i>	60
(Budget ; dette publique ; circulation fiduciaire ; prix ; balance commerciale).	

(1) Abréviation : G. P. C. = Groupements professionnels coloniaux.

	Pages
CHAPITRE III. — <i>La marche vers une économie impériale corporative et dirigée</i>	66
(1. Les lois d'aide et de soutien. — 2. L'économie concertée. — 3. L'économie dirigée : le compte en couverture d'achats intéressant le ravitaillement général, le compte d'achat sur place des denrées coloniales, le fonds de solidarité coloniale, la naissance des groupements professionnels coloniaux).	

DEUXIÈME PARTIE

LIVRE I. — L'ORGANISATION PROFESSIONNELLE DE L'EMPIRE.

CHAPITRE PREMIER. — <i>L'organisation centrale</i>	82
(1. Le comité central : organisation, fonctionnement, attributions, moyens d'action. — 2. Les groupements professionnels et comités d'organisation : organisation, fonctionnement, attributions. — 3. Les sections et sous-sections.)	
CHAPITRE II. — <i>L'organisation locale</i>	96
(1. Délégué permanent et commissaire du gouvernement local. — 2. Sous-sections coloniales. — 3. Les entreprises.)	
CHAPITRE III. — <i>Caractères de l'organisation professionnelle coloniale</i>	101
(1. Organisation partielle. — 2. Organisation désarmée : insuffisance des liaisons, chevauchement de compétences et d'attributions, insuffisance des pouvoirs. — 3. Organisation exclusivement économique : colonisation financière, absence d'organismes sociaux, tutelle économique de l'Etat. — Conclusion : les groupements professionnels face aux difficultés de l'heure.)	

LIVRE II. — LA SOLIDARITÉ ÉCONOMIQUE.

CHAPITRE PREMIER. — <i>Les aspects du problème</i>	119
(La révolution de l'économie impériale par les méthodes nouvelles et les progrès de la technique. La part du commerce colonial dans le commerce français.)	
CHAPITRE II. — <i>L'Empire fournisseur de matières premières</i> ...	124
(Produits coloniaux dont l'importation en France et à travers l'Empire se développera grâce à la politique économique des G. P. C. : 1. Matières alimentaires. — 2. Matières nécessaires à l'industrie : a) matières premières d'origine végétale ou animale ; b) produits miniers : métaux, combustibles ; c) carburants de remplacement : alcool, huiles végétales, charbon de bois.)	

CHAPITRE III. — <i>L'empire importateur</i>	148
(Caractère et valeur des importations impériales ; produits métropolitains dont l'exportation vers les colonies pourra être développée par la politique économique des G. P. C.)	
CHAPITRE IV. — <i>Le problème de l'industrialisation</i>	153
(Position des G. P. C. à l'égard du problème de l'industrialisation des colonies ; incidences de la crise mondiale actuelle sur ce problème ; le programme d'industrialisation de l'Indochine ; celui de l'A. O. F.)	

LIVRE III. — LA SOLIDARITÉ HUMAINE.

CHAPITRE PREMIER. — <i>Le problème de la main-d'œuvre</i>	161
(Attitude des G. P. C. à l'égard de la question de la main-d'œuvre ; aspects nouveaux du problème ; éducation et encadrement des travailleurs.)	
CHAPITRE II. — <i>Le problème du juste prix</i>	168
(La politique des prix des trusts nationaux et internationaux ; la sous-consommation généralisée qui en résulte ; conséquences fâcheuses de la sous-alimentation pour la colonisation et pour l'homme ; accroissement de la consommation par la multiplication des biens, l'élévation des revenus, la suppression du parasitisme des intermédiaires. Le rôle des G. P. C. dans la fixation des prix des produits coloniaux.)	
CHAPITRE III. — <i>Le problème du crédit</i>	177
(Les nouveaux principes et la pratique de l'usure aux colonies ; le crédit aux entreprises ; l'intervention de l'Etat par le truchement des banques coloniales et du crédit colonial ; la loi du 31 décembre 1941. Le programme d'action du groupement professionnel du crédit.)	

LIVRE IV. — LES TRANSPORTS : MOYEN DE LA SOLIDARITÉ.

CHAPITRE PREMIER. — <i>Les transports dans l'Empire</i>	188
(Insuffisance des transports coloniaux ; les remèdes envisagés par l'économie nouvelle.)	
CHAPITRE II. — <i>Les liaisons impériales</i>	191
(Ce que sont et ce que doivent être les liaisons : maritimes, aériennes et radiophoniques.)	
CONCLUSION. — <i>L'ordre professionnel dans l'ordre des pouvoirs</i> .	204

TROISIÈME PARTIE

	Pages
PRÉAMBULE	213
(1. La représentation impériale. — 2. Les lois impériales. — 3. Le statut impérial.)	
LIVRE I. — LES ORGANES DE LA DIRECTION MÉTROPOLITAINE.	
CHAPITRE PREMIER. — <i>Le ministère de la France d'outre-mer.</i>	219
(Sa nécessité ; les projets.)	
CHAPITRE II. — <i>L'économie professionnelle mixte</i>	222
(L'économie mixte facteur d'ordre et d'unité ; les applications qu'elle a déjà reçues. La nécessité de l'intervention de l'Etat aux colonies. Les éléments favorables à son extension. Ses avantages dans l'ordre professionnel.)	
CHAPITRE III. — <i>Les organismes complémentaires de l'économie professionnelle mixte</i>	230
(1. Le comité de la propagande impériale. — 2. Le Comité d'études et de recherches scientifiques et techniques. — 3. Les inspections générales de l'agriculture et des industries coloniales.)	
CHAPITRE IV. — <i>La caisse autonome de la France d'outre-mer.</i>	236
(1. Médiocrité et dispersion des crédits. — 2. Les exemples et les projets. — 3. Organisation et fonctionnement de la Caisse.)	
LIVRE II. — LES ORGANES DE LA DIRECTION ÉCONOMIQUE COLONIALE.	
CHAPITRE PREMIER. — <i>Caractère de l'organisation locale</i>	245
(Sa nécessité. Les précédents. La fusion de l'économique et du social.)	
CHAPITRE II. — <i>Comité général et Comité régional</i>	252
CHAPITRE III. — <i>L'entrepreneur impérial et les Associations professionnelles locales</i>	254
(1. L'entrepreneur impérial. — 2. Les associations professionnelles culturelles : a) le centre modèle ; b) la coopérative de production ; c) la coopérative de consommation ; d) les caisses de prévoyance ; e) les camps de travail. — 3. Les associations professionnelles industrielles et minières. — 4. L'organisation sociale.)	

LIVRE III. — L'ORGANISATION DU COMMERCE EXTÉRIEUR.

	Pages
CHAPITRE PREMIER. — <i>Nécessité d'un régime douanier homogène et équilibré</i>	263
CHAPITRE II. — <i>Système douanier de l'économie impériale organisée et dirigée</i>	267
(1. Importations. — 2. Exportations. — 3. Dérogations. — 4. Avantages.)	

CONCLUSION

<i>Economie coloniale et économies continentales</i>	273
<i>La vocation impériale de la France</i>	278
BIBLIOGRAPHIE	286

Table des Figures

	Pages
1. Carte des Empires coloniaux et des liaisons impériales françaises.....	xii
2. Evolution de la situation économique et financière de la métropole d'une guerre à l'autre.....	41
3. Schéma de l'organisation centrale des groupements professionnels coloniaux	87
4. Schéma de l'organisation du groupement professionnel et comité d'organisation des productions agricoles et forestières coloniales.....	99

INTRODUCTION

Principes et justification de la nouvelle organisation économique.

L'Empire traverse, dans le sillage de la France et de l'humanité tout entière, la plus grande crise que le monde ait jamais connue. La mobilisation des forces inorganiques ayant provoqué un progrès matériel foudroyant, alors que le progrès moral et social restait insensible, une rupture d'équilibre s'est produite, qui menace la civilisation contemporaine dans son essence même.

En 6.000 ans, l'énergie dont chaque homme pouvait disposer n'avait fait que doubler. Mais elle a quadruplé dans les 120 années suivantes, pour devenir onze fois plus grande encore dans les trois dernières décades. Or, à cet accroissement fantastique des capacités productives, n'a pas correspondu un accroissement comparable de la consommation mondiale. Plutôt que d'assurer un confort et une vie digne de l'homme à l'humanité souffrante, c'est-à-dire à presque toute l'humanité, les peuples civilisés ont préféré réserver leur production à un petit nombre de privilégiés, qui, déjà riches, pouvaient payer des prix élevés. D'où une suite de crises, de surproduction en apparence, et en fait de sous-consommation, un chaos économique qui devait bientôt s'accompagner d'un chaos politique. Aveuglés par leur égoïsme, les peuples cherchent en effet un remède à leurs maux non dans l'extension des marchés, mais dans la conquête de leurs marchés respectifs. La France, terrassée dès la première phase de la lutte, prépare aujourd'hui sa renaissance dans le recueillement.

Délibérément, elle s'engage avec ses colonies dans la

voie de l'économie dirigée, où la plupart des nations l'ont précédée. Sa politique économique tend à dominer sa politique générale. La guerre précédente avait fait naître l'idée d'Empire ; à travers la guerre actuelle se marque la préoccupation de diriger l'économie pour l'organiser.

Par l'économie impériale, la France se proposait d'intégrer métropole et possessions d'outre-mer dans un circuit économique unique pour échapper le plus possible aux ingérences étrangères. Par l'économie dirigée, elle entend remplacer des activités incohérentes, arbitraires et souvent antagonistes, par une activité basée sur un programme cohérent et unitaire dans le but d'atteindre le plein développement et la valorisation intégrale de toutes les forces de la nation (1). D'une valorisation toutefois moins orientée vers la recherche de la puissance que vers une œuvre humaine et constructive tendant à assurer le plein épanouissement de la vie des membres de la communauté impériale et éventuellement des autres membres de la communauté humaine qui viendraient s'y agréger. C'est par cet aspect social et généreux que l'expérience française se révèle originale. C'est par lui que, loin d'être une imitation servile d'expériences étrangères, notre ordre nouveau constitue un régime adapté au climat traditionnel et au génie de notre pays. Tard venue à l'économie dirigée, la France, par les principes qu'elle pose, montre les voies de l'avenir ; car tous les peuples devront bien convenir un jour que l'on ne peut rien fonder sur la violence.

Ainsi, la France reprend dès à présent de par le monde sa mission de novatrice et de conductrice des nations. Et pas seulement sur le plan des idées, de la doctrine : dans l'ordre pratique, elle a déjà fait ses preuves et donné des exemples. En dépit des difficultés de l'heure, l'organisation de l'économie impériale est en marche. Les comités et organismes professionnels métropolitains, ainsi que les groupements professionnels coloniaux créés par de récentes lois, sont entrés dans l'action. Sous leur égide, en France comme outre-mer, s'élabore une économie corpo-

(1) Voir F. PERROUX : *Autarcie et Expansion*, (1940).

rative dirigée par l'Etat. Les intérêts publics et les intérêts particuliers devront désormais être strictement solidaires. Sous la tutelle des pouvoirs publics, les producteurs de la France et de la France d'outre-mer seront unis en un faisceau solide, soumis à une discipline commune élaborée par la profession, ils recevront l'aide et le soutien d'organismes collectifs. Les particularismes, destructeurs de toute action d'envergure, disparaîtront. L'organisation rationnelle de l'économie assurera notre redressement économique et financier et un niveau de vie plus élevé des populations d'outre-mer. Les intérêts coloniaux s'harmoniseront toujours plus étroitement avec les intérêts et les besoins de la métropole. Si l'égoïsme des peuples l'y contraint, la France sera en mesure de constituer une autarcie à peu près totale avec ses colonies, par une politique hardie des succédanés. De toutes façons, l'Empire n'apparaîtra plus désormais comme un vain mot, mais bien comme une entité économique, comme un bloc territorial de 13 millions de kilomètres carrés, où vivent, produisent, commercent et consomment 110 millions d'hommes, sous la direction d'une, énergique et efficace de chefs responsables.

Nous ne sommes plus aux temps lointains, où, dans les colonies lointaines, on disait volontiers jadis : « Dieu est haut et le roi est loin » (1). Au temps où les ordres, lorsqu'ils parvenaient à destination — et ils n'y parvenaient pas toujours — avaient perdu opportunité et valeur, où le contrôle de leur exécution était pratiquement impossible. Aujourd'hui, grâce au progrès des communications, les mêmes directions peuvent être données partout avec la même rapidité ; les résultats peuvent en être connus aussitôt. Désormais, le souverain est partout, l'impulsion du chef se fait sentir en tous lieux au même instant. « Imprimer des directives, harmoniser une production et une économie dans des possessions éparses à travers les cinq parties du monde, n'apparaît plus comme une ga-

(1) Mot cité par M. RENÉ MAUNIER dans son *Cours de Législation coloniale*.

geure pour un ministre des colonies. » Veut-il de son bureau s'adresser par radio aux colonies qui sont à l'autre bout de la terre, aux antipodes ? Sa voix devance le temps, elle y parvient avant que la terre n'ait accompli sa révolution. Elle arrive à Tahiti un jour avant son départ de Paris. Veut-il contrôler l'exécution de ses ordres à travers tout l'Empire ? quelques semaines lui permettent de le faire. Par avion, cinq jours seulement le séparent de Saïgon, quatre de Brazzaville ; en quelques heures la Méditerranée est franchie.

Et si le ministre veut alors galvaniser les masses d'outre-mer à la fois par sa présence et par sa parole, les entraîner à sa suite dans son œuvre créatrice, les hauts-parleurs lui permettent de s'adresser à des foules innombrables, de leur donner directement des mots d'ordre (1). Ses collaborateurs, placés à la tête des colonies, disposant des mêmes moyens d'action, peuvent à leur tour répéter sans cesse ces mêmes mots d'ordre, en les adaptant aux mœurs et aux coutumes des indigènes qu'ils administrent. A leur tour, leurs subordonnés peuvent s'en faire les propagateurs, si bien qu'il n'y aura pas de lieu, pas de brousse, pas d'âme, où l'appel à l'œuvre constructive, ou la mystique du plan, n'ait retenti et, en définitive, pénétré.

Si l'on ne fait rien de grand que par le cœur, si la foi est indispensable pour bâtir l'Empire, le concours de peuples formidables n'est toutefois pas nécessaire. Des populations bien dirigées, même peu nombreuses, même peu denses, peuvent produire presque sans limite, si l'on met à leur disposition des outils, des machines, et l'énergie potentielle nécessaire pour les mettre en mouvement. Et il n'est pas nécessaire non plus pour organiser l'économie impériale que les colonies soient capables de fournir toutes et les seules matières premières qui manquent à la métropole, puisque sans cesse la chimie autorise de plus larges, de plus nombreuses, de plus parfaites mutations de la matière.

(1) Bien des auditeurs, certes, ne saisiront pas les paroles du ministre, mais les orateurs qui ont le plus de succès ne sont pas toujours ceux que l'on comprend le mieux.

La politique des produits de remplacement, l'abondance sans cesse accrue de l'énergie inorganique, les progrès fulgurants des moyens de communication renouvellent de fond en comble les données de l'économie de tous les pays, et plus particulièrement des pays neufs. Ces différents facteurs permettent en effet à ces derniers, une fois pourvus du ferment prodigieux du capital, de remédier à l'insuffisance de leur population, de surmonter les obstacles qu'une nature ingrate ou trop riche oppose à l'action de l'homme. Ils les élèvent techniquement au niveau des peuples les plus hautement civilisés et leur permettent de s'intégrer dans leur économie. De s'y intégrer pour former des empires au sein desquels chaque territoire contribue à la prospérité commune, en apportant la production qui correspond le mieux à son climat et à son génie, conformément au plan d'ensemble établi par les autorités responsables de l'économie impériale. Ces autorités, non seulement dirigent la production, mais en assurent aussi la répartition et la consommation. Le grand nombre d'agents qu'elles ont sous leurs ordres, et dont le réseau de compétences tisse une véritable toile d'araignée à la surface de l'Empire, leur permet un contrôle rigoureux de ces trois phénomènes qui renferment toute l'économie. Elles sont en conséquence maîtresses de cette économie. Ainsi, grâce au progrès technique et à la multiplicité des agents de l'Etat, la répartition et la consommation peuvent être approximativement contrôlées. Il n'est donc plus chimérique, ni même dangereux, de vouloir adapter la consommation à la production au sein d'un empire.

Position de la nouvelle organisation dans le temps et dans l'espace.

Un pays pouvant désormais régler sa production selon les circonstances, l'adapter rapidement aux besoins du moment, au rythme de la demande, et l'orienter dans le sens qui paraît le plus favorable à son dynamisme interne,

le reproche que l'on a parfois adressé au Colbertisme, celui de manquer de souplesse, ne serait plus fondé actuellement. D'ailleurs, l'histoire est là pour témoigner que ce système, qu'il est d'usage de qualifier de néfaste dans le monde des économistes libéraux, a été la source d'une prospérité inouïe en son temps et son heure.

Il venait à son heure, dans un monde qui, traversant une crise de trop rapide croissance, réclamait une orientation, une surveillance, des soins attentifs.

Les grandes découvertes, la conquête du Nouveau Monde, avaient gorgé d'or certaines nations. L'or avait fait naître le capital, qui avait engendré le grand commerce, les grandes industries, les grandes armées et, partant, les grandes guerres. Il apparaissait que la puissance politique d'un peuple était liée à sa puissance économique, qui dépendait à son tour de l'importance de son capital, c'est-à-dire de la masse de métaux précieux qu'il possédait : ni la monnaie fiduciaire, ni notre moderne crédit n'existaient alors.

Pour accroître la richesse d'un pays, les pouvoirs publics dirigeaient donc le commerce extérieur de manière que l'excédent de la balance commerciale déclenchât un afflux de métal précieux. Politique commerciale qui impliquait le développement d'une production industrielle de qualité, le maintien à des prix peu élevés des produits agricoles, et la colonisation des pays tropicaux, pour se procurer les produits indispensables, que l'on ne pouvait songer à trouver en Europe. L'expansion économique outre-mer, comme la prospérité économique et l'ordre financier, n'étaient ainsi que les attributs et les moyens de la puissance de l'Etat.

Par cette orientation de l'économie vers la réalisation d'un but politique de productivité, le Colbertisme est étrangement proche des doctrines contemporaines. « Dans l'Allemagne nationale-socialiste, comme dans l'Italie fasciste, en effet, toute activité humaine est subordonnée à l'intérêt général et à la puissance de l'Etat, dont le but est l'expansion politique et économique. » (*Laufenburger*). La parenté apparaît plus proche encore si l'on met

en regard la politique autarcique et l'interventionnisme qu'impliquent ces divers systèmes.

L'Etat colbertien, ne voyant aucune harmonie entre les intérêts particuliers et l'intérêt général, n'a pas confiance dans l'initiative privée, et réglemente minutieusement le commerce extérieur. L'Etat, toutefois, respecte la propriété privée, et fait appel à l'initiative des particuliers, se contentant de la contrôler et de l'orienter dans le sens le plus propre à l'intérêt national, exactement comme aujourd'hui dans les États totalitaires.

Le rapprochement est tout aussi saisissant sur le terrain des faits que sur celui de la doctrine (1).

Employant par avance les procédés des dictateurs contemporains, Colbert, désireux de mettre le royaume « en état de se passer de recourir aux étrangers pour les choses nécessaires à l'usage et à la commodité des sujets du roi », et cherchant à vendre le plus possible à l'étranger, organise une vaste *enquête de recensement*.

En 1663, il envoie par tout le royaume des commissaires chargés de s'informer de tout : esprit des populations, dispositions de chaque région pour l'agriculture, le commerce, la manufacture, nature du sol et des cultures, méthodes d'exploitation, ... Puis, statistiques en main, le ministre dresse un *plan d'action* énonçant les importations à limiter, les cultures et les fabrications, à amplifier, les productions à monter à l'imitation de l'étranger, en faisant venir des machines, au besoin en débauchant à prix d'or les spécialistes des pays voisins.... Il faut produire beaucoup, à bon marché, donc avec de bons rendements, et de la bonne qualité : pour cela, rationaliser la culture, standardiser l'industrie.

Ayant posé ces principes, Colbert dresse un *programme d'exécution* et passe à l'action. Quatre mois doivent suffire aux industriels pour adapter leur matériel aux fabrications nouvelles.

Par un édit de 1673, il organise les corporations, mais il ne le fait guère que pour contrôler l'emploi des matières.

(1) C.-J. GIGNOUX, *Monsieur Colbert*, (1941).

premières, rares et de circulation difficile, et éviter tout gaspillage : en fait, il n'aime pas beaucoup ces organismes trop conservateurs, rebelles aux techniques nouvelles. Le véritable instrument de sa politique est la manufacture, qui permet d'innover, dans la discipline.

A côté des manufactures du Roi, qui sont des ateliers d'Etat, — les Gobelins par exemple, — il y a des manufactures royales, encouragées et subventionnées, généralement dotées d'un monopole, en échange d'un règlement extrêmement minutieux et strict, allant jusqu'à fixer l'heure à laquelle les ouvriers doivent se laver les mains, et aller se coucher le dimanche...

De telles réglementations seraient évidemment dérisoires sans une *organisation de contrôle* : elle est dévolue aux commis-inspecteurs des manufactures, qui circulent à partir de 1670, recevant des instructions, surveillant, rendant compte. Les maires et échevins reçoivent compétence sur la police des manufactures et la « bonne discipline des marchands et ouvriers ». Les sanctions sont sévères.

Mais Colbert n'entend pas travailler dans la crainte, faire travailler à coup de sanctions ; il veut entraîner d'un même élan, dans une mystique de grandeur, tous ceux qui œuvrent pour le roi. Il donne l'exemple d'un travail acharné, d'une volonté tenace, et qui balaie les obstacles. Il est le « grand moteur » de l'immense appareil qu'il a échafaudé, comme il le dit lui-même, comme le répétera Napoléon. Avidé d'espace et d'aventure, il secoue les routines. Il ne craint pas de reprocher aux Etats Provinciaux de préférer les « considérations particulières » aux considérations générales « qui sont l'objet des grandes âmes ». Il encourage les financiers à investir leurs capitaux dans les entreprises. Il accorde des primes, des privilèges, des lettres d'anoblissement à ceux qui en fondent de nouvelles. Il empêche l'émigration des ouvriers, fait travailler obligatoirement les chômeurs, réduit le nombre des fêtes chômées, fait fermer des cabarets. La pauvreté, la misère, apparaissent des crimes contre l'Etat et sont pourchassés. Seuls ceux qui travaillent méritent de vivre.

Ainsi, bon gré mal gré, les masses, l'esprit public sont

entraînés par le grand moteur dans un tourbillon créateur. La culture du mûrier naît et se propage. Les Haras, les Ponts et Chaussées sont créés. « De temps à autre, Colbert dressait lui-même le bilan des résultats obtenus. Sous l'état de 1669, il trace au bas de la page, d'une main triomphante, ces deux mots où éclatent à la fois la passion de créer et le mobile de cette implacable ardeur : « Grandeur et munificence ».

C'est l'époque où les tapisseries des Gobelins et de Beauvais, les glaces de Saint-Gobain et de Cirey s'imposent au monde entier. Rien ne paraît trop hardi : on se lance dans la construction du canal du Midi, œuvre gigantesque pour l'époque. Pour que la France puisse faire elle-même son commerce, et en sécurité, la construction d'une puissante marine marchande et d'une puissante marine de guerre sont décidées et réalisées.

Colbert crée les compagnies de navigation. Le lancement de la plus célèbre, la Compagnie des Indes Orientales, se fait au mois d'août 1664. Pour trouver les 15 millions nécessaires pour réunir le capital social, Colbert fait une propagande de grand style, digne des grandes campagnes publicitaires modernes. On promène par les rues de Paris l'or souscrit par la famille royale. En province, on mobilise les consuls, intendants, officiers des finances pour répandre la bonne parole. On envoie des conférenciers. On mobilise un académicien, Charpentier, qui rédige le « Discours d'un fidèle sujet du Roi à tous les bons Français ».

Colbert voyait en effet dans les compagnies de colonisation l'instrument indispensable pour se libérer des Espagnols et des Hollandais. Il en vint à imaginer une économie coloniale, systématisée par la suite sous le nom de Pacte Colonial :

1^o La production des colonies était réservée à la métropole ;

2^o La métropole en revanche ne demandait de produits coloniaux qu'à ses possessions, tout en se réservant le droit de les taxer ;

3^o Les colonies ne pouvaient avoir de manufactures, et

ne pouvaient acheter leurs produits fabriqués que dans la métropole ;

4^o La marine nationale avait le privilège exclusif de la navigation coloniale et intercoloniale.

En schématisant ainsi la pensée de Colbert, on l'a certainement déformée : ce ministre savait être opportuniste à l'occasion. On le voit ainsi décider d'appliquer au Canada les règlements métropolitains sur les manufactures, et de les concerter avec les principaux habitants du pays : ce qui montre sa prudence ; ce qui montre aussi que, malgré les principes du Pacte, il y avait des manufactures au Canada. S'il est peu favorable au développement de l'industrie aux colonies, ce n'est pas tant par esprit de système que parce qu'il se rend compte que les colonies ne sont pas encore parvenues au stade d'évolution nécessaire pour s'industrialiser.

S'il est naturellement soucieux d'introduire dans nos possessions des industries et des cultures essentiellement complémentaires, s'il fait exploiter les forêts et les mines, s'il encourage les plantations de canne à sucre, il le fait avec une grande largeur de vues. Il écrit à un gouverneur : « Sa Majesté veut que vous laissiez agir l'envie naturelle qu'ont les hommes de gagner quelque chose et de se mettre à leur aise. » On ne peut formuler plus libéralement l'appel à l'initiative et à l'intérêt personnel.

D'ailleurs, si par la suite on a fait grief à Colbert de l'« étroitesse de son protectionnisme », de « l'égoïsme de sa politique coloniale », si l'on a proclamé les vertus du laisser-faire et laisser-passer, la liberté de l'économie, on s'est peu éloigné dans la pratique des règles du pacte colonial. Les métropoles n'ont jamais vu d'un très bon œil le développement industriel de leurs colonies ; elles se sont toujours efforcées de favoriser la vente de leurs produits fabriqués dans ces territoires ; elles ont essayé d'en assurer le plus largement possible le commerce, en se réservant le droit de taxer les produits coloniaux.

Au point de vue social, Colbert savait être humain et généreux. Il préconise ainsi d'appeler les indigènes du Canada « en communauté de vie avec les Français », pour

les associer à la grande famille de l'Etat, qui a pour chef le roi, selon la conception des auteurs du temps, comme ils sont aujourd'hui associés aux destinées de la nation française. Il n'y a donc pas un fossé entre les conceptions coloniales de Colbert et les conceptions contemporaines.

Toutefois, il faut reconnaître que, dans l'Economie impériale telle qu'on la conçoit aujourd'hui, le circuit métropole-colonies est fondé sur une communauté d'intérêts plus sensible, le but étant la valorisation intégrale de toutes les forces non seulement de la métropole, mais de tous les territoires nationaux envisagés comme un bloc.

Quoi qu'il en soit, les règles posées par Colbert favorisèrent longtemps l'enrichissement de la France sans nuire au développement des colonies. Ce n'est que lorsque ces dernières atteignirent un degré de prospérité considérable qu'elles eurent par moment l'impression d'étouffer dans ce vieux cadre, d'ailleurs déformé par les successeurs de Colbert : « il y a 200 ans comme aujourd'hui, les chances d'une économie dirigée étaient à la mesure de l'autorité et de la valeur du directeur ».

Sous l'impulsion de Colbert, elle faisait merveille. A sa mort, la population de nos colonies s'était multipliée, 160 vaisseaux partaient chaque année de France aux îles, d'importateurs de sucre nous passions exportateurs, le Canada faisait plus que se suffire à lui-même. Et le développement de la prospérité de la métropole était plus grand encore. Créant la grande industrie française, réorganisant l'agriculture, jetant les fondements d'une politique impériale, coordonnant tous ces éléments, dirigeant toute l'économie du royaume selon les lois de la raison et les règles inflexibles de sa volonté, Colbert a assuré durant près d'un siècle la suprématie française en Europe.

Et si le Colbertisme a fait ses preuves dans le passé, c'est aussi incontestablement la doctrine qui a reçu le plus d'application dans les faits par la suite.

*
* *
*

« Avant d'enseigner au monde l'Evangile libéral, l'Angleterre emprunta avec son opportunisme traditionnel au

mercantilisme de Colbert, non point sans doute le détail de ses méthodes, mais ce qu'il impliquait, pour ainsi parler, d'égoïsme sacré (1). » Et, comme le montre M. André Siegfried dans *La crise de l'Europe*, le libéralisme britannique, bien loin de ruiner les principes colbertiens, en tire ses fondements et en marque l'extension. Ayant pu, grâce à sa situation qui la mettait à l'abri des ravages des guerres continentales, et à sa structure géologique qui en fait un bloc de houille sur un bloc de fer, pratiquer une politique commerciale et industrielle puissante, la Grande-Bretagne avait conquis au XVIII^e siècle une avance de près d'un siècle sur tous ses concurrents. De ce fait, elle était en mesure d'étendre le Pacte Colonial au monde entier. Aucune doctrine ne pouvait mieux la servir dans ce dessein que la doctrine libérale. Proclamant le laisser-faire et le laisser-passer, abattant les barrières douanières entre les Etats, elle permettait à la Grande-Bretagne de recevoir à très bon marché du monde entier les matières premières qui lui étaient nécessaires, et de vendre sans obstacle au monde entier ses produits fabriqués, sans avoir à redouter une concurrence quelconque. Le bon marché des marchandises ouvrées britanniques entraînait pour les pays qui les recevaient en franchise l'impossibilité même de songer à les produire sur leur propre sol. Et, par ailleurs, la primauté acquise par la flotte britannique faisait que presque tout le commerce s'opérait sous son pavillon. La Grande-Bretagne avait donc bien, sous le couvert de la doctrine libérale, étendu à son profit le Pacte Colonial au monde entier (2). Ses économistes ne craignaient d'ailleurs pas de le proclamer ouvertement. « Actuellement, écrivait Stanley Jevons en 1866, les cinq parties du monde sont nos tributaires volontaires. Les plaines de l'Amérique du Nord, la Russie, voilà nos champs de blé ; Chicago, Odessa sont nos greniers ; le Canada, les Pays baltiques, nos forêts. L'Australie contient nos stations de

(1) C.-J. GIGNOUX, *op. cit.*

(2) L'exportation de Grande-Bretagne des machines à tisser le coton fut interdite sous peine de mort jusqu'en 1842.

moutons, l'Amérique nos troupeaux de bœufs ; le Pérou nous expédie son argent et la Californie son or. Les Chinois cultivent du thé pour nous et, des Indes Orientales, affluent vers nos rivages le café, le sucre, les épices. La France et l'Espagne sont nos vignobles, la Méditerranée notre verger ; notre coton, nous le tirons des Etats-Unis... »

Mais, déjà à l'époque où S. Jevons écrivait ces lignes triomphales, les nations du monde commençaient à être lasses d'être les tributaires de la Grande-Bretagne, de cultiver et de planter pour elle. En 1851, Frédéric List avait fait apparaître dans son *Système national d'économie politique* que, dans une nation agricole, « une portion considérable des forces productrices et des ressources naturelles demeure oisive et inemployée. » Ayant pris conscience d'eux-mêmes, de leurs ressources, les pays d'Europe, puis les Etats-Unis, désireux de s'élever de la phase agricole, ou agricole et manufacturière, à la phase agricole, manufacturière et commerciale (dont la Grande-Bretagne semblait avoir le monopole), s'entourèrent de barrières douanières pour favoriser la naissance ou le développement de leur industrie, et absorbèrent une quantité de plus en plus considérable des matières premières qu'ils fournissaient jadis à l'Angleterre (1). Puis ils entrèrent en concurrence avec elle. Dès le début du ^{xx}e siècle, les produits allemands commencèrent à se substituer aux articles anglais et même à envahir les Iles Britanniques ; ce furent ensuite les articles américains et japonais.

Sentant ses positions de jour en jour plus menacées sur le marché mondial, la Grande-Bretagne songea à se réserver au moins son marché impérial. Mais, si l'idée d'économie impériale était ancienne en Angleterre, si dès 1884 l'« Imperial Federation League » avait pour programme l'expression de « Greater Britain » lancée par Seely, elle

(1) De 1860 à 1913, la part de l'Angleterre dans la production universelle est tombée de 25 à 10 %. De 1880 à 1913, la production de la France comme celle de la Grande-Bretagne s'est trouvée multipliée par 3,5, celle de l'Allemagne par 7, celle des Etats-Unis par 12.

ne fut néanmoins pas appliquée à temps. Lorsque la Grande-Bretagne se décida à agir, il était trop tard. Entraînés par le mouvement protectionniste, ayant appris durant la guerre à produire presque tout ce qui leur était nécessaire, les Dominions, pour protéger leurs industries en plein développement (1), pratiquèrent une politique douanière allant à l'encontre même des intérêts du Royaume-Uni, et firent un commerce de plus en plus large avec les pays étrangers voisins.

Pour essayer de ramener les Dominions dans l'orbite économique de la métropole, une conférence fut réunie à Ottawa en 1932. Elle se proposait : la consolidation du régime douanier favorable aux Dominions, l'aggravation des droits sur les importations étrangères.

A la suite de cette conférence, l'Angleterre modifia profondément son tarif douanier en faveur des Dominions, mais ceux-ci ne voulurent pas renoncer à leurs tarifs protecteurs. Or, l'Australie, le Canada, l'Inde occupaient respectivement les 3^e, 4^e et 5^e rangs parmi les nations les plus protectionnistes du monde, l'Angleterre ne venant qu'au 15^e rang.

Les statistiques soulignent clairement l'impuissance du Royaume-Uni à ouvrir des brèches sérieuses dans la barrière douanière des territoires d'outre-mer. Comme le fait apparaître le tableau ci-dessous, le commerce « interimpérial » ne passe de 1927 à 1936 que de 26,3 % à 30,6 % du commerce total des pays britanniques.

(1) L'Inde même (qui n'est pas tout à fait un dominion) a connu depuis lors un développement industriel continu. En 1938, C. ROBEQUAIN pouvait écrire dans *L'évolution économique de l'Indochine* : « Les filatures et tissages de l'Inde travaillant à plein rendement sont à même de produire les 4/5 des cotonnades qui lui sont nécessaires. Elle fabrique les rails et tout le matériel exigés par l'équipement et l'exploitation de ses voies ferrées, sauf les locomotives. Elle n'importe presque plus de pneumatiques. L'industrie du sucre, qui vient de connaître un essor très rapide, lui permet de satisfaire largement à la consommation locale. »

POURCENTAGE ENTRE LE COMMERCE BRITANNIQUE
AVEC L'ÉTRANGER ET LE COMMERCE INTERIMPÉRIAL

Années	Commerce avec l'Étranger	Commerce Interimpérial.
1927	73,7 %	26,3 %
1928	74,1	25,9
1929	74,3	25,7
1930	73,9	26,1
1931	74,3	25,7
1932	70,9	29,1
1933	70,5	29,5
1934	70,3	29,7
1935	69,6	30,4
1936	69,4	30,6

Si l'on s'attache au seul commerce du Royaume-Uni avec l'Empire, on constate que si les achats s'élèvent de 30,4 % à 37,6 %, les ventes passent seulement de 45,2 % à 47,7 % de 1928 à 1935.

Quelques chiffres extraits des statistiques officielles publiées en 1939 et reproduites par *La vie industrielle* permettent de mieux apprécier encore le peu de succès de la politique impériale britannique :

	Commerce total (millions de livres).	Imports d'Angle- terre.	Exports en Angle- terre.	% du commerce avec l'étranger.	% du commerce avec la G.-B.
Australie.....	210	46	80	40 %	60 %
Nlle-Zélande.....	122	22	56	34,5	65,5
U. S.-Africaine....	228	43	98	38,2	61,8
Canada (1935)....	257	23	61	67,4	32,6
Indes (1935).....	223	40	38	65,1	34,9

Ce tableau marque l'importance toute particulière du commerce du Canada et de l'Inde avec l'étranger. Et l'examen des statistiques relatives à ces pays révèle qu'ils ont de plus en plus tendance à entrer dans l'orbite économique d'un autre pays que la Grande-Bretagne.

En 1938, les achats du Canada à l'Angleterre sont 3 fois moindres que ses achats aux Etats-Unis, puisqu'ils sont de 145 contre 487 millions de dollars, et ses ventes aux Etats-Unis sont aussi supérieures à ses ventes à la Grande-Bretagne.

La même année 30 % des importations et 33 % des exportations de l'Inde s'opèrent avec la Grande-Bretagne pour respectivement 13 % et 10 % avec le Japon.

Alors qu'en 1913 l'Inde exportait 2571 millions de m² de tissus de coton de Grande-Bretagne et 176 seulement du Japon, ce dernier a exporté aux Indes 669 millions de mètres carrés de plus que la Grande-Bretagne en 1936.

Ce fait, et les données numériques précédentes, permettent d'affirmer que :

1^o Les marchés des dominions et de l'Inde échappent de plus en plus à l'Angleterre au profit de l'étranger, et parfois d'un seul pays étranger.

2^o Que l'Angleterre achète au total à ses dominions deux fois plus qu'elle ne leur vend.

Or, à travers les statistiques concernant certaines colonies de la Couronne, commencent à se manifester les mêmes tendances. Ces « Crown colonies » ont en effet une économie qui n'est pas davantage dirigée ou organisée. Elles acceptent ou refusent les suggestions du ministre. Le patriotisme local y est intense. Les intérêts de la colonie, même s'ils vont à l'encontre de l'intérêt supérieur évoqué par la métropole, y sont défendus avec une rigueur et une âpreté surprenantes.

Aussi n'est-il nullement étonnant en contre-partie que les achats et les ventes des colonies et protectorats de la Grande-Bretagne n'aient représenté respectivement que 26,4 % et 23,9 % de leur commerce total en 1936.

En 1937, 14 % du trafic de la Gold Coast revenait aux Etats-Unis, 10 % à l'Allemagne. La même année, les Bermudes importaient d'Angleterre 719 millions de livres sterling de marchandises seulement, sur une importation totale de 2.183 millions. Les îles Bahrein, riches des 8.600.000 barils de pétrole exportés en 1938, et possédant une des plus modernes raffineries du monde, importent du Japon 90 % de leurs cotonnades et 60 % de leurs importations totales.

Et si la situation des Crown Colonies est peu brillante du point de vue de l'Economie Impériale britannique, celle

des Mandats et Territoires sous Condominium l'est moins encore, du fait des entraves qu'apportent au commerce métropolitain les conventions internationales. Si leurs ventes à la Grande-Bretagne atteignent en effet 45 % de leurs exportations, leurs achats au Royaume-Uni ne dépassent pas 21,7 % de leurs importations. Et même, en 1937, le Cameroun, sur une importation totale de 337.000 livres, ne recevait du Royaume-Uni que 38.000 livres de marchandises.

Ainsi, les commerces des mandats et des colonies et protectorats soulignent à leur tour la valeur médiocre d'une économie à peu près abandonnée à elle-même, en dépit de sa qualification d'Impériale. On ne peut que répéter avec Sir Samuel, dans son ouvrage sur *La faillite du protectionnisme impérial* : « les espoirs fondés sur Ottawa ont été complètement déçus. » Les richesses de l'Empire britannique sont dispersées, aujourd'hui peut-être encore plus qu'hier. Elles appartiennent à des Etats différents, au nombre de 808. Etats répartis sur toute la surface de la terre, et dont souvent les intérêts divergent. La Grande-Bretagne n'a pas pu ou n'a pas su agir assez tôt pour essayer d'en faire une entité économique solide, capable d'alimenter et d'assurer des débouchés à ses industries, à l'heure où le réveil économique des nations annihilait l'avance industrielle qu'elle avait acquise à la fin du XVIII^e siècle, et les amenait à rejeter les doctrines libérales grâce auxquelles la Grande-Bretagne avait fait du vieux Pacte Colonial de jadis un Pacte Mondial à son seul profit. Aussi ne semble-t-il pas exagéré de parler d'échec britannique et de conclure que seule une économie organisée, parce que dirigée, peut assurer la valorisation intégrale des forces des nations.

*
* *

Le développement économique qu'a connu à partir de la fin du XIX^e siècle le second empire colonial du monde, celui qui vient immédiatement après l'Empire Britannique par sa superficie et sa population : l'Empire Russe (1), est

(1) Voir M. DUBOIS : *Systèmes coloniaux et peuples colonisateurs* (1895).

l'image des résultats fournis par une politique rigoureuse et une discipline méthodique. N'ayant pu déjouer « l'enchantement maléfique de la géographie » en s'ouvrant un jour sur une mer libre, la Russie a tourné ses forces d'expansion vers le continent ; et, forte de ses 5.040.000 km², elle en a colonisé du Caucase au Pacifique, en passant par le Turkestan, 16.136 mille de plus (1). A travers ces immenses territoires, grands comme 40 fois la France, rapidement conquis et pacifiés, sa population a largement essaimé de gré ou de force, comme a essaimé la population britannique à travers l'Empire volontairement ou sous le coup des persécutions religieuses. Mais, tandis que les Etats-Unis, puis les Dominions, suivis aujourd'hui par l'Inde, se sont détachés de la métropole comme des fruits mûrs se détachent de l'arbre, toutes les possessions russes sont étroitement liées au même tronc. Bien que très diverses de climat et de population, puisque les unes touchent au pôle et les autres au tropique, que les unes ne sont que d'immenses plaines et que les autres renferment des sommets qui comptent parmi les plus hauts du globe, elles forment politiquement un bloc, et tendent de plus en plus à constituer racialement une entité homogène. Ces deux traits différencient radicalement la politique coloniale de l'empire continental russe de celle de l'empire maritime britannique. La Russie ne connaît pas des citoyens russes et des *natives*, mais seulement la population de la Russie. Elle n'a jamais distingué une métropole et des colonies, hier, il y avait seulement la Russie, et aujourd'hui, il y a l'U.R.S.S., confondant dans une masse unique les 179 nationalités du pays et les soumettant étroitement au gouvernement fédéral central, personnifiant l'Union des Républiques.

De l'unité politique et administrative de la Russie d'hier et de l'Union d'aujourd'hui découlait et découle tout naturellement son unité économique. Comme il n'y a pas de métropole, il n'y a pas, et il ne peut pas y avoir de Pacte Colonial. A l'œuvre coloniale doivent participer également les nouveaux occupants et les anciens habitants.

(1) Voir la carte en tête de l'ouvrage.

C'est par là que la politique coloniale russe est vraiment impériale, et dépasse le Colbertisme auquel elle s'apparente étroitement par ses méthodes.

Cette parenté des méthodes entre le Colbertisme et l'autocratisme russe, qui peut paraître surprenante à première vue, sur le plan des idées, saute aux yeux au seul examen des faits. Comme l'écrit Dubois (*Systèmes coloniaux et peuples colonisateurs*) : « Les tsars ont su plier leur politique à des conditions physiques et naturelles très diverses... et ont conduit l'expansion avec une fermeté et une franchise de moyens qui sont l'apanage de la vraie puissance. » Usant des moyens de la vraie puissance, ils vont aussi directement à ses sources : comme à Colbert, l'œuvre économique leur paraît primordiale : « Ils opèrent par les travaux publics : l'occupation complète, l'assimilation et la mise en valeur de leurs colonies. » Comme Colbert, hantés par la question de la peuplade, ils n'hésitent pas à recourir à des moyens peu libéraux. Bon nombre de nationaux sont transportés en troupes et cantonnés à poste fixe au milieu des peuplades sans consistance de la Sibérie. Ils y reçoivent des terres, qui peuvent devenir des propriétés. La population européenne de la Sibérie passe de 220.000 en 1840 à 4.500.000 en 1895. Ainsi est rendue possible l'exploitation des forêts, des mines et des fleuves.

On peut suivre pas à pas la comparaison avec la colonisation de Colbert. Dès 1793, des cosaques du Dniepr vont s'établir par ordre au sud du Caucase. Un cosaque a droit à 33 hectares, un colonel à plusieurs centaines. Au contact des colons russes, les tribus indigènes se civilisent : les Vogouls de l'Oural deviennent chrétiens, les Toun-gouzes de la Sibérie orientale et de l'Amour agriculteurs et industriels.

Au Turkestan même, domaine tropical de l'Empire, les tsars font effort pour englober la population dans la vie russe. Ils convertissent mahométans, chamanistes et bouddhistes, propagent la langue russe, multiplient les lignes postales télégraphiques, allongent les chemins de fer suivant un plan raisonné, en vue de drainer tout le commerce au profit de l'Empire. Par de grands travaux, on se con-

cilie les indigènes et on opère la mise en valeur. Après avoir créé des dépôts d'alluvions, détourné des fleuves, construit des villages, on introduit des machines, des plants d'Europe et d'Amérique. On apporte du bois de Russie pour les constructions, on reboise les hauteurs. On introduit une nouvelle espèce de coton, qui double presque immédiatement la production du Turkestan. En 1898, il arrive à Moscou 120.000 tonnes de coton, 20 fois plus qu'en 1888.

Ainsi, la politique coloniale russe sait être aussi hardie et féconde dans les pays tropicaux, que dans les régions de climat plus accessible : elle est cohérente dans l'espace et dans le temps. La Russie a changé de régime, mais les traits dominants de sa politique, commandés par l'immensité des territoires à occuper et à mettre en valeur, la faible densité et la disparité des populations, sont restés les mêmes. « Les progrès de la civilisation n'iront jamais jusqu'à effacer les traits originaux que la nature de sa patrie imprime à chaque peuple » (*Dubois*). Le passé et la terre commandent à l'homme. Or, la Russie est faite d'un conglomerat de peuples hétérogènes fatalistes et souvent primitifs, réunis par conquête, qui n'ont jamais connu la propriété et la liberté au sens occidental de ces mots. L'immensité de son territoire n'est pas tant devant l'hostilité de la nature une réserve de puissance qu'un obstacle à vaincre. Elle ne peut s'élever dans le plan de la civilisation qu'au prix du plus rude effort et de la plus stricte discipline.

Aujourd'hui comme hier, comme Colbert chez nous, un seul homme, successeur du tsar, tient en main toutes les ressources du pays, exerçant son autorité souveraine par l'intermédiaire d'une énorme et minutieuse bureaucratie. La seule différence est la disparition de cette espèce de décentralisation qui s'opérait jadis à l'échelon des seigneuries. La bureaucratie aujourd'hui relie directement la masse à l'autorité souveraine. Plus de propriété privée. A côté des manufactures d'Etat, Colbert avait laissé subsister des manufactures royales seulement contrôlées par les pouvoirs publics : en Russie, toutes les industries sont des services de l'Etat. Mais comme sous Louis XIV, la plus

grande partie du commerce intérieur, et tout le commerce extérieur, sont des monopoles d'Etat, ou garantis par l'Etat. La Russie est une immense entreprise qui englobe toutes les formes d'activité productrice, et dont la tête est le pouvoir central. Celui-ci dresse les plans de travail, détermine le minimum de production à obtenir, fixe les prix, règle la nature et le volume des importations et des exportations pour, autant que possible, réduire les premières et augmenter les secondes. Le but : produire sur place tout ce dont on a besoin ; essayer de surpasser en puissance tous les autres Etats avant de songer à élever le niveau de vie général de la population. Pour le réaliser, après avoir dressé un inventaire minutieux des ressources de l'Empire, les Soviëts établirent des plans de mise en valeur, les fameux plans quinquennaux, qui malgré des inconvénients qui obligèrent parfois à faire machine arrière — collectivisation trop rapide, déséquilibre entre la production et les possibilités de répartition —, assurèrent le démarrage de la grande industrie russe. Le premier plan (1928) entraîna la remise en activité des anciens centres, la création d'exploitations nouvelles modernes, pour la production massive des matières premières, et des machines nécessaires à la production ultérieure des produits de consommation. La fabrication de celles-ci fut entreprise en grande série par les Manufactures d'Etat au cours de l'exécution du second plan quinquennal.

Les échelons successifs de l'organisation de la production sont :

- Les usines d'Etat.
- Les trusts (du coton, de la laine...).
- Les Combinats (de l'industrie extractive, ou textile, ou chimique,...)
- Les trois commissariats : industrie lourde, industrie légère, forêts.
- La Commission du Plan d'Etat, avec qui collaborent les savants et les instituts scientifiques. Le plan, une fois ratifié par le gouvernement, a force de loi, ce qui l'assortit de sanctions.

L'agriculture est presque aussi entièrement contrôlée

par l'Etat : les surfaces occupées par les entreprises individuelles n'occupent pas plus de 8 % des terres cultivées.

Les anciennes propriétés impériales et seigneuriales (17 % des terres cultivables) forment les Sovkhozes, n'occupant que des salariés, avec un directeur.

Sur les autres terres, les Kolkhozes, sont des coopératives. Culture et élevage se font en commun. Le Kolkhoze est dirigé par un chef assisté d'un bureau, choisi et contrôlé par l'assemblée générale des membres. L'Etat guide et surveille, fournit les machines et les mécaniciens pour les gros travaux.

L'adaptation des masses paysannes russes ne s'opéra pas sans résistances, bien qu'on ne s'écartât guère des anciennes institutions rurales de l'Empire. Mais aujourd'hui, la mystique du plan, l'enthousiasme de bâtir un monde nouveau se sont propagés des villes dans la campagne. « Les masses populaires supportèrent et supportent encore les rudes privations nécessaires pour que le Gouvernement puisse financer sans aide étrangère cette entreprise grandiose et travaillent néanmoins avec une ardeur accrue par l'émulation entretenue par les pouvoirs publics. » (Leyritz.)

L'Etat soviétique, en plus de l'émulation, de la crainte, de la discipline et de la minutie de l'organisation, fait appel aux méthodes les plus techniques et les plus scientifiques. Il rationalise le travail et la fabrication, recherche les applications pratiques des découvertes scientifiques. C'est ainsi que « l'URSS est en train de transformer scientifiquement la géographie botanique de certains de ses territoires pour développer la culture des céréales jusqu'à des latitudes presque polaires, renouveler la culture du coton, et inventer de nouvelles plantes à caoutchouc » (1). Les plantes ne se transforment tout de même pas sans longs délais, et la Russie se lance dans une politique de succédanés pour se procurer les matières premières qui lui manquent. Sa production de caoutchouc synthétique est ainsi passée de 11.139 t. en 1934 à 53.000 t. en 1938. Comme elle produit en abondance les matières premières de cette

(1) ALLIX : *Les principales puissances économiques du Monde* (1941).

fabrication — alcools de pomme de terre et de céréales — elle peut employer aujourd'hui deux fois plus de caoutchouc synthétique que de caoutchouc naturel. Cette rapide adaptation est la preuve qu'une bureaucratie — puisque la Russie n'est qu'une immense bureaucratie — est ce que la fait le gouvernement qui la dirige. Si celui-ci est animé par une volonté puissante, brutale, elle est capable sous son impulsion d'entraîner des peuples divers par la langue, par les coutumes, par la civilisation, dans une œuvre créatrice.

Ce fait apparaît de manière plus saisissante encore si l'on considère les progrès réalisés par l'économie russe durant les dernières décades dans le domaine de la production industrielle et agricole. La production de blé, de 1913 à 1936, est passée de 206 à 442 millions de quintaux (94 de plus que le Canada et les Etats-Unis). L'URSS a conquis le premier rang dans le monde pour la production de seigle, avec 214 millions de quintaux. Le premier rang aussi pour le sucre de betterave (22 millions de quintaux). La Russie fournit chaque année au monde les $\frac{4}{5}$ du chanvre qu'il consomme. En 1938, elle put exporter 38.500 t. de coton, sa production étant passée de 221 à 835 t. de 1913 à 1937. Elle est la première productrice de manganèse, la seconde de chrome et de fer, la troisième de fonte et d'acier.

Dans le domaine énergétique, la production de houille s'élève, d'une guerre à l'autre, de 28,9 à 133 millions de t., celle du pétrole passé de 9,2 millions de t., à 54 en 1941. Pour la production du courant électrique, la Russie, passée du 15^e rang en 1913 au 2^e en 1937, semblait devoir détrôner les Etats-Unis.

L'URSS était donc en train de s'élever au premier rang des grandes puissances économiques, passant sans transition du stade d'une agriculture semi-primitive au stade d'une agriculture industrialisée, d'une industrie embryonnaire à une industrie manufacturée. Cette mutation s'opérant par un effort de volonté et de discipline exceptionnels. Une autorité impitoyable pliant les intérêts particuliers aux desseins généraux de l'Etat. Toutes les activités

étant dirigées par le même cerveau, toutes les ressources étant centralisées dans les mains d'un homme incarnant la raison d'Etat, parce qu'incarnant en principe la volonté instinctive des masses qu'il dirige (1).

Cette soumission à une volonté unique, avec pour fin première la valorisation intégrale de toutes les forces vives du pays et pour fin seconde — et parfois lointaine — l'épanouissement de la vie de la communauté sociale ou nationale, d'autres peuples que le peuple russe l'ont admise et parfois même recherchée avec frénésie, y voyant l'unique moyen de parvenir à la réalisation de leurs ambitions, ou plus simplement de leurs aspirations vers un ordre étatique stable et prospère (2).

(1) A l'extrême opposé de l'expérience russe, se situe, à l'extrême occident, l'expérience américaine d'économie dirigée, ou plutôt d'une économie pseudo-dirigée, car, riches et puissamment dotés par la nature, les Etats-Unis n'ont pas vu les possibilités constructives de l'organisation de l'économie, ils ne lui ont demandé qu'un remède contre la crise qui les secoue depuis 1929. Le but recherché n'a pas été un accroissement de la production, mais au contraire sa réduction pour élever le niveau des prix. De plus, l'Etat n'a pas assumé la direction de l'économie, mais l'a confiée aux trusts, dont il a favorisé l'unification. Si bien qu'en définitive, si l'expérience américaine s'est soldée par une reprise partielle, elle n'apparaît nullement comme une œuvre constructive. C'est une thérapeutique curative établie à coups de lois et de décrets, non une adaptation préventive de l'économie aux conditions imposées par le monde moderne, et réalisée conformément à une doctrine solide. Elle ne peut donc pas être considérée comme une véritable manifestation d'économie dirigée. Son demi-succès ne saurait faire préjuger de la valeur du système.

(2) Variations comparées de la production des Etats pratiquant une économie dirigée et des Etats pratiquant une économie semi-libérale, de 1929 à 1938.

(« L » = Libéraux ; « T » = Totalitaires ; dernière colonne : variations en % de la production de 1929 à 1938).

PRODUITS —	MOYENNE 1925-29		1938		VARIATION	
	« L »	« T »	« L »	« T »	« L » %	« T » %
Blé	317 m. Q	317	367	590	+ 15	+ 86
P. de terre	291	832	323	1255	+ 11	+ 50
Sucre	20	33	31	60	+ 55	+ 81
Houille	867 m. T	239	630	366	— 27	+ 54
Pétrole.....	138	14	164	29	+ 18	+ 107
Fonte.....	61	19	32	36	— 47	+ 89
Acier	76	25	45	48	— 40	+ 92
Aluminium ...	140	41	198	254	+ 41	+ 520
Cuivre.....	1022	154	578	263	— 43	+ 70

Mais chaque peuple a conçu comme il se devait un régime adapté à son climat et à son génie. Chaque pays a adopté le système économique qui lui semblait le plus conforme à sa nature et à ses traditions, celui dont il attendait les meilleurs résultats.

C'est ainsi qu'au Japon, dès 1868, le gouvernement prend l'initiative de la révolution économique. Il ouvre le « Meiji » par un véritable programme d'économie dirigée (1). Mais, à la suite d'une première phase qui va de 1868 à 1885 et où l'Etat prend tous les frais de la mise en valeur à sa charge et impose les méthodes, s'ouvre une seconde phase. Assez de Japonais sont instruits des méthodes nouvelles pour que l'Etat confie à l'initiative privée le soin des entreprises nouvelles, pour n'être plus qu'un inspirateur et un guide. Il contrôle les achats de matières premières ; oblige les entreprises à s'organiser en syndicats de producteurs, intervient dans l'administration des banques. Mais il reste le maître des industries intéressant la Défense Nationale. Et, avec l'armée réorganisée et instruite à l'européenne, il se préoccupe d'ouvrir les débouchés nécessaires. Cette combinaison de l'activité étatique avec les activités privées caractérise toutes les expériences contemporaines d'économie dirigée occidentales. Mais, si elles ne se distinguent entre elles que par une question de dosage de ces activités, les expériences européennes toutefois se différencient profondément de l'expérience japonaise, en ce sens que dans cette dernière, contrairement à la norme habituelle, l'activité économique exclusive de l'Etat a précédé celle des particuliers. Cette différence

(Tableau établi d'après les *Annuaire statistiques de la S. D. N.*, en comprenant dans les Etats dirigistes : l'Allemagne, l'Italie, le Japon, l'U. R. S. S. ; dans les Etats libéraux ou semi-libéraux : les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France.

Pour les matières premières minérales, les chiffres donnés sont ceux de la seule année 1929.)

(1) L'organisation rationnelle des forces japonaises devait permettre au Japon : de vaincre la Russie (les Russes ne se sont-ils pas inspirés depuis lors de l'expérience de leur vainqueur ?) — de constituer un empire — de devenir une grande puissance économique mondiale.

apparaît particulièrement sensible si l'on considère les débuts de l'économie dirigée en Italie. Ce n'est qu'avec beaucoup de prudence et de lenteur que le gouvernement fasciste, arrivé au pouvoir en 1922, s'efforça d'intégrer les entreprises privées dans l'orbite de l'Etat. Les grandes lois sur les corporations parurent seulement en 1934. Cette mesure fit passer l'économie italienne du plan de l'économie libérale sur celui de l'économie dirigée sans à-coups ni secousses ruineuses ; sa progression fut constante. En huit ans, de 1926 à 1934, la production du blé passa de 50 à 80 millions de quintaux, le rendement s'éleva de 11 à 16 quintaux par hectare. La valeur des importations de blé tomba de 1.560 millions de quintaux en 1930 à 200 en 1933. Parallèlement, le développement de l'utilisation de la houille blanche permit de massives économies sur les importations de combustible. En 1932, une économie de 280 millions de liras, correspondant à 3.600.000 tonnes de houille, put être réalisée de ce chef.

Les résultats de l'application des méthodes de l'économie dirigée apparaissent plus considérables encore en Allemagne, pays beaucoup plus richement doté par la nature que l'Italie, et où, si l'économie dirigée ne fut introduite que dix années plus tard, elle put progresser à pas de géants grâce à la concentration économique préexistante. La réalisation d'un programme de grands travaux fit rapidement disparaître le chômage et remonter l'indice de la production industrielle. Les recettes fiscales passèrent de 6 milliards de marks en 1932 à 17 milliards en 1938. L'accroissement constant du revenu national permit un financement gigantesque de la politique germanique. « Dans le discours qu'il a prononcé après la guerre de Pologne, le chancelier Hitler a cité le chiffre de 90 milliards de marks, soit 1.800 milliards de francs français, comme coût du financement de la période de 1933 à 1939, qui était une préparation directe et indirecte de la guerre ou du risque de guerre » (*Laufenburger.*)

La lutte pour les matières premières et les débouchés devait, en effet, s'engager peu après, dès septembre 1939. L'imminence du conflit ne devait pourtant pas suffire à

tirer de la demi-euphorie où elles s'étaient endormies les puissances qui détenaient la plus grande part des richesses du monde. Ces puissances restaient empêtrées dans les règles du libéralisme, qu'elles rendaient plus inaptes encore à surmonter la nouvelle situation économique en les reniant à moitié. Seule parmi elles, la Russie, restée un empire pauvre, était en pleine mobilisation de toutes ses forces pour devenir un empire riche par la mise en œuvre d'un formidable potentiel économique, d'un patrimoine jusque-là négligé. Aussi, seule la Russie allait se montrer adaptée aux exigences de la guerre moderne, pour avoir à temps adapté son économie aux nouvelles conditions de la vie économique, comme l'avaient fait l'Allemagne, l'Italie et le Japon. Ces puissances, en acceptant une même discipline, en groupant toutes leurs ressources en un même faisceau, en bandant toutes leurs énergies dans un même but, se trouvaient formidablement préparées et armées pour la lutte qui allait s'ouvrir. Parce qu'elles avaient porté au maximum leur puissance et leur prospérité économiques, par un labeur méthodique, une épargne sévère de leurs ressources et de leurs énergies, par une politique audacieuse et cohérente, elles avaient porté au maximum leur puissance et leurs possibilités d'action.

Pour prétendre forger l'avenir, il faut avoir osé, peiné et œuvré dans le passé.

PREMIÈRE PARTIE

SITUATION ET POSITION

Préambule

Pendant que les puissances voisines croissaient en force sous des régimes d'économie dirigée, la France connaissait, sous des apparences de libéralisme, un régime de recours de plus en plus large aux interventions de l'Etat. Une pseudo-économie dirigée, larvée et honteuse, bien incapable de remédier à la gravité des circonstances en redressant une économie et des finances chancelantes.

L'industriel en difficulté sollicitait des commandes « pour faire vivre ses ouvriers », la banque qui allait faire faillite demandait l'appui de la Banque de France « pour éviter des perturbations dans l'économie nationale » (1). En contre-partie, l'Etat réclamait certaines garanties, le droit d'exercer son contrôle. Ses interventions se multipliaient à mesure que s'accroissaient les difficultés économiques. Il étatisait, créait des offices, intervenait même dans les contrats de bail, dans la fixation de certains prix.

Mais aucune de ces mesures ne résultait d'un plan conçu dans un esprit synthétique, elles étaient prises en ordre dispersé, pour parer aux événements qui demandaient une solution urgente.

Pratiquer une économie dirigée rationnelle était impossible, les Pouvoirs publics n'étant pas outillés pour avoir à réquisition et sur-le-champ une opinion même modeste sur tel ou tel problème économique. Ils ne pouvaient généralement pas prévoir toutes les incidences des mesures qu'ils prenaient. Les lois de 1931 et 1933 limitant et réglementant les plantations des vignobles et le prix du blé n'atteignirent pas leur but. Le cours des vins ne s'éleva pas sensiblement et le blé fut vendu au-dessous du minimum fixé.

(1) BERTRAND DE JOUVENEL, *L'Economie dirigée* (1928).

L'économie nationale ne parvenant pas à se dégager du marasme où l'avait plongé la crise, la France dans son malheur songea à ses colonies. Une Conférence Impériale fut réunie à la fin de l'année 1934. Elle publia des rapports indiquant les voies du salut. Mais la volonté d'organisation manqua, les sacrifices nécessaires ne furent pas consentis. On en resta là. On oublia les travaux sérieux pour ne se soucier que des formules fallacieuses dont une propagande bien orchestrée les avait entourées. Et c'est ainsi que l'idée d'Empire devint un slogan creux qui donna à la France l'illusion de sa force. « Nous vaincrons parce que nous sommes les plus forts », disions-nous.

Et certes, le monde français s'étalant en larges surfaces rouges sur la carte du globe était gigantesque. Mais en fait son potentiel économique s'esquissait à peine outre-mer et était en pleine régression dans la Métropole.

LIVRE PREMIER

LES FAIBLESSES DE L'ORDRE MÉTROPOLITAIN

CHAPITRE PREMIER

La carence de l'esprit communautaire.

SECTION I. — LA CRISE DÉMOGRAPHIQUE.

Alors qu'à la fin de l'Ancien Régime la France était encore le plus peuplé des États civilisés, elle vient aujourd'hui au dernier rang des grandes puissances pour l'effectif de sa population. En 1801, les Iles Britanniques avaient 15.900.000 habitants, la France 27.350.000 ; aujourd'hui la France a 42 millions d'habitants et la Grande-Bretagne 47,5.

Ce renversement de situation résulte de la dénatalité, qui a commencé en France dès la fin du xviii^e siècle, alors qu'à l'étranger elle a commencé beaucoup plus tard ou même a été surmontée, comme le fait apparaître la variation du taux de la natalité dans quelques grands pays à partir de 1850 :

NOMBRE ANNUEL DE NAISSANCES POUR 1.000 HABITANTS :

PAYS	1850	1900	1932	1938
Allemagne	37	35	15	19,7
Danemark	31	29	18	18,1
France	26	21	17	14,6
Grande-Bretagne..	33	29	15	15,5
Norvège	31	31	16	15,5
Pays-Bas	35	31	22	20,6

On voit qu'en 1900, dans tous les pays — à l'exception de la France — le taux de natalité avait encore peu baissé. En 1932, au contraire, sa diminution est générale et considérable. Mais, au cours des années suivantes, certains peuples se ressaisissent. En Allemagne, le relèvement du taux de natalité atteint près d'un tiers, tandis qu'au contraire la décadence de la France s'affirme.

Et si son taux de natalité est désormais le plus bas de tous les taux, son taux de mortalité reste par ailleurs supérieur à celui de presque tous les autres pays depuis 1913 :

NOMBRE ANNUEL DE DÉCÈS POUR 1.000 HABITANTS :

PAYS	Moyenne 1911-13	Moyenne 1921-25	1933	1938
Allemagne	—	13,3	11,2	11,7
Danemark	13	11,3	10,6	10,3
France	19	17,2	15,8	15,4
Grande-Bretagne...	14,2	12,4	12,5	11,8
Italie	19,3	17,3	13,7	13,9
Norvège	13,3	11,5	10,2	10
Pays-Bas	13,1	10,4	8,8	8,5

Ce tableau révèle en particulier que l'Italie dont le taux de mortalité était supérieur à celui de la France en 1911, conformément à la règle qui veut que la mortalité grandisse à mesure que la latitude diminue, a aujourd'hui, grâce à la politique d'hygiène dont les pouvoirs publics ont pris l'initiative, un taux de mortalité inférieur à celui de notre pays.

Or, la situation démographique de la France, d'inquiétante dans l'avant-guerre, est devenue grave du fait des hostilités. Par rapport à 1939, on a eu en 1940 une baisse de la nuptialité de 32 %, une réduction de la natalité de 9 %, une augmentation de la mortalité générale de 18 pour 1000, un relèvement de la mortalité infantile de 45 %, et un accroissement de l'excédent des décès de 476 % (1).

Ainsi la France se trouve aujourd'hui menacée dans son potentiel humain. Non pas tant à cause même de la guerre, comme en 1914, qu'à cause de ses conséquences : la captivité de la plupart des hommes valides et la sous-alimentation. La diminution et la restriction des naissances qui en sont les corollaires évidents vont accentuer encore le vieillissement de la France.

Avant la guerre elle avait déjà la population la plus vieille de l'Europe. En 1936, 14 % des Français avaient 60 ans ou davantage, alors qu'en Allemagne la proportion des vieillards était de 9 %, et en Pologne de 7 % seulement.

Un pays ayant l'âge de sa population, rien d'étonnant à ce que l'on ait souvent qualifié à l'étranger la France de vieux pays. La France était jeune quand à 16 ans le futur Louis XI réorganisait le Dauphiné, elle l'était encore lorsque Bonaparte à 27 ans, avec une pléiade de jeunes généraux, conquérait l'Italie. Le peuple français se répandait alors comme un fleuve fougueux sur l'Europe. Mais, par la suite, la poussée, l'élan de la jeunesse s'étant fait moins fort, l'élan de la France s'est aussi ralenti. Elle a pris un pas de sénateur. La longévité est devenue la condition primordiale de l'accession aux emplois élevés. La jeunesse a été égarée dans un labyrinthe d'examens, et suffoquée sous une cascade de concours, qui la tenaient à

(1) Situation démographique pour 10.000 habitants en 1939 et en 1940 :

Année	Naissances	Excédent des décès	Mortalité infant. pour 1.000 naiss.
1940	133	49	91
1939	146	9	63

l'écart de l'action au moment où elle y aurait été le plus apte (1).

Sa jeunesse tarie ou embourgeoisée à travers de longs stages de médiocrité, la France semblait peu à peu dans la sénilité.

Pour suivre son cours dans l'histoire, ne trouvant plus assez de vigueur en elle-même, elle devait faire appel à des forces mercenaires de plus en plus considérables. En 1931, sur 41.835.000 habitants, on comptait 2.891.000 étrangers, soit près de 7 % de la population. Leur francisation massive (puisque'elle était passée de 450.000 en 1926 à 800.000 en 1936) dans le but de les assimiler, ne faisait en réalité que pervertir l'âme et le corps du peuple français. La France, certes, a été formée par les apports successifs de races différentes. Mais ces apports étaient de qualité; ils étaient le fait de conquérants, sinon supérieurs en civilisation, du moins plus grands par leur courage et leur vertu puisqu'ils étaient capables de subjuguier le premier occupant. La lutte était jadis un mode de sélection, alors qu'au contraire, dans l'invasion pacifique qu'a subie la France durant les dernières décades, aucune sélection ne s'opérait. Tous les indésirables que refoulaient leurs pays d'origine venaient s'accumuler au sein du plus beau royaume qui fut sous le ciel. Les individus dont la nationalité était la plus douteuse étaient naturellement ceux qui étaient le plus affamés de natura-

(1) « A quelle époque vivons-nous ! Quel absurde pouvoir laisse ainsi se perdre des forces immenses ! ... Là (à Paris) se trouve la fleur inutile, et qui se dessèche, de cette admirable jeunesse française que Napoléon et Louis XIV recherchaient, que néglige depuis trente ans la gérontocratie sous laquelle tout se flétrit en France, belle jeunesse dont hier encore le professeur Tissot, homme peu suspect, disait : « Cette jeunesse, vraiment digne de lui, l'empereur l'employait partout, dans ses conseils, dans l'administration générale, dans des négociations hérissées de difficultés ou pleines de périls, dans le gouvernement des pays conquis, et partout elle répondait à son attenté » (H. DE BALZAC. *Un Prince de la Bohême*).

« Nous sommes gouvernés par des vieux, et c'est ce qui fait que ce pays, qui est cependant un pays jeune et ardent, manque toujours d'audace dans les conceptions et d'énergie dans l'exécution. » (Gouverneur Général Van Vollenhoven.)

lisation. Devenus citoyens français, ils devenaient les plus avides d'autorité et de pouvoir. Par désir de gloriole, et par un instinct de puissance avivé par un complexe d'infériorité cuisant, se poussant les uns les autres, ils envahissaient les lieux d'où l'on parle et d'où l'on commande à l'opinion. Et c'est ainsi que, maîtres de la presse, de la radio, de l'industrie du cinéma et du livre, maîtres de la lecture et de la pâture intellectuelle du peuple français, ils ont contaminé ce grand peuple jusqu'à la moelle. Substituant au culte de l'honneur le culte de l'argent, au culte de l'entraide fraternelle le culte de la haine, ils ont fait du pays où fleurissaient les saints et les héros un pays aveuli et divisé. Ils ont fait du pays des vigneronns tourangeaux et des bâtisseurs de cathédrales, acharnés au labeur, amoureux de l'« ouvrage bien faite », un pays où le sabotage et l'alcoolisme causaient des ravages sans cesse plus effrayants.

Ayant plus de goût à la sécurité bourgeoise qu'à la lutte, atteint dans son essence même, diminué qualitativement et plus encore quantitativement, le peuple français n'a plus été en état d'assurer par lui-même sa défense nationale. Il a dû faire appel à des alliés qui lui ont imposé de mauvaises paix, et recourir de plus en plus largement aux contingents d'outre-mer, privant ainsi les colonies d'une main-d'œuvre déjà rare. Paralysé dans sa défense par la dénatalité qui le rongait, le peuple français l'était plus encore dans son expansion. Pour assurer la mise en valeur de l'Afrique du Nord, prolongement naturel pourtant de la France, il a fallu faire appel si largement aux travailleurs italiens et espagnols que notre position politique dans ces territoires s'en est trouvée ébranlée.

La métropole a souffert elle-même de la raréfaction progressive de sa main-d'œuvre. De 1906 à 1936, la population productive étant tombée de 19.514.000 habitants à 17.110.000, en dépit du développement du machinisme, la production ne s'élevant pas au rythme de la consommation, la France a dû importer sans cesse davantage. Et

l'activité commerciale, comme l'accroissement du revenu national ne progressant pas dans la mesure où l'Etat devait faire face à des dépenses nouvelles, les budgets accumulèrent les déficits, tandis que le nombre des Français n'augmentant qu'insensiblement, chacun d'eux était frappé de plus en plus lourdement par l'impôt.

Ainsi les difficultés financières et économiques que connaît la France ont leur source dans une plaie à cause morale : la dénatalité. Parce que la France s'est dépeuplée, elle n'a pas eu assez de soldats pour la défendre, de colons pour essaimer de par le monde, de jeunesse pour être audacieuse et hardie, de travailleurs pour produire. Ses budgets et sa balance commerciale sont le reflet de sa situation démographique.

SECTION II. — LA DÉBACLE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE.

Le ralentissement de l'activité économique, et surtout la diminution de la production et l'accroissement des importations depuis plusieurs années, expliquent l'aggravation effrayante de la situation économique de la France avant, et, dans une large mesure, à travers la présente guerre.

« Déjà en 1938, l'Etat consommait par ses dépenses annuelles près de deux fois le total des impôts qu'il percevait, et la nation française consommait en marchandises provenant de l'étranger près de deux fois la valeur de celles qu'elle exportait.

« Accumulé sur 8 années, c'est-à-dire depuis 1930, le déficit de notre balance commerciale s'élevait à 83 milliards de francs (1). »

A. — *Déficit de la balance des comptes.*

La situation de notre balance des comptes, que traduit le tableau ci-dessous, n'était guère plus rassurante :

(1) PAUL BAUDOIN. Préface de *l'Inventaire économique de l'Empire*, de GUY LACAM (1938).

BALANCE DES COMPTES

	1937		1913
	En millions de fr.	En millions de fr.-or	En millions de fr.-or
Balance commerciale	— 18.380	— 2.295	— 1.303
<i>Intérêts sur placements :</i>			
Etrangers en France.....	— 500	— 70	— 300
Français à l'étranger	+ 6.700	+ 837	+ 2.600
<i>Revenus tirés :</i>			
Du fret maritime	+ 2.250	+ 281	+ 350
Des assurances maritimes...	+ 150	+ 17	+ 30
Du transit	+ 330	+ 41	+ 50
Du tourisme.....	+ 3.750	+ 469	+ 650
<i>Remises des sommes envoyées dans leurs familles par les étrangers travaillant en</i>			
<i>France</i>	— 1.250	— 156	— 30
<i>Soldes :</i>			
Débiteur	— 7.000	— 876	
Créditeur			+ 2.047

La mise en regard des soldes des balances des comptes des années 1913 et 1937 (+ 2047 et — 876 millions de francs-or) fait apparaître la situation pitoyable dans laquelle était tombée et risquait de sombrer l'économie française à la veille de la guerre actuelle.

Le déficit énorme de la *balance commerciale*, supérieur en 1937 de près de 80 % de ce qu'il était en 1913, soulignait l'accroissement des importations et la diminution des exportations, concomitants de l'accroissement de la consommation intérieure et de la diminution de la production.

Le poste *remises des ouvriers étrangers établis en France* expliquait à son tour cette diminution de la production en révélant l'insuffisance croissante du travail et de la main-d'œuvre française, imposant un appel de plus en plus large à la main-d'œuvre étrangère.

Le ralentissement des investissements productifs à l'étranger, la perte d'une partie de ceux opérés avant la grande guerre se marquaient dans l'examen des postes : *Intérêts sur placements étrangers*, tout comme à travers les postes *transports maritimes et assurances maritimes*

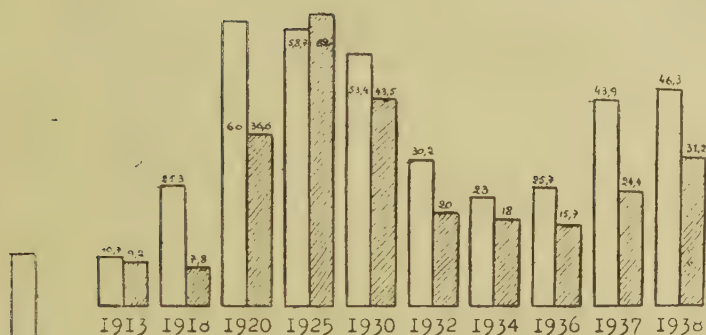
apparaissait la situation de plus en plus alarmante de la Marine marchande.

Ainsi, chaque élément de la balance des comptes de 1937 jetait une vive lumière sur les tares de l'économie française.

L'excès même du mal devait amener l'année suivante une réaction salutaire. Un vigoureux coup de barre fut donné qui évita le naufrage. Pour la première fois depuis 1930, la balance des comptes de la France ne fut pas négative en 1938. Elle ne fut pas positive toutefois, mais s'équilibra juste autour de 26,814 millions. Le déficit commercial fut, en francs de 1928, de 3.500 millions inférieur à ce qu'il avait été l'année précédente. « La promesse du gouvernement de pratiquer une politique ferme avait ramené la confiance. Les industriels n'importaient plus pour constituer de nouveaux stocks, mais au contraire utilisaient ceux qu'ils possédaient déjà. Le retour à la confiance monétaire et la possibilité de produire plus leur permirent d'exporter davantage d'objets fabriqués. La France, par ailleurs, produisant plus de matières premières, et en particulier de houille, en achetait moins à l'étranger. D'où diminution des importations et accroissement des exportations (1). »

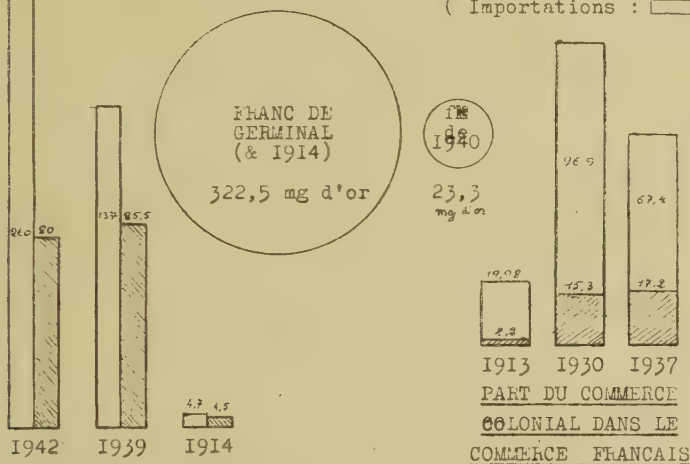
Ce fléchissement de nos achats à l'étranger est devenu encore plus sensible depuis l'armistice, tant du fait du blocus que de la politique générale du gouvernement. Il est en effet d'une impérieuse nécessité pour la France, depuis qu'elle n'est plus exportatrice de capitaux, d'équilibrer ses importations et ses exportations. Elle y parvient, semble-t-il, à l'heure actuelle. Car si pour 1941 les importations se chiffrent autour de 24 milliards et les exportations de 14, le déficit qui semble résulter de la différence entre ces deux chiffres n'est qu'apparent. Le déficit réel est très faible, le déséquilibre du bilan ci-dessus provenant presque exclusivement du surplus considérable de nos achats par rapport à nos ventes en Afrique du Nord.

(1) D'après C. Rist dans : *De la France d'avant-guerre à la France d'aujourd'hui* (1939).



COMMERCE EXTERIEUR EN MILLIARDS DE FRANCS :

(Exportations : )
 (Importations : )



FINANCES PUBLIQUES

(milliards de frs)

recettes : 
 dépenses : 

commerce } 
 colonial }

*Évolution de la situation économique
 et financière de la Métropole d'une guerre à l'autre.*

Mais il n'est pas douteux qu'en dépit de la politique d'économie dirigée aujourd'hui pratiquée, un tel équilibre ne pourra vraisemblablement pas être maintenu dans les années qui suivront la guerre. Toutes les réserves, tous les stocks de la France épuisés, il faudra fatalement importer pour assurer la vie même du pays. Le phénomène a été particulièrement sensible après la grande guerre, bien que la France n'ait pas eu à souffrir d'un blocus, le déficit de la balance commerciale atteignit 35.910 millions en 1920 alors qu'il était seulement de l'ordre de 7.000 millions entre 1910 et 1913.

De plus, le déficit considérable du poste de la balance du commerce s'accompagnera sans doute d'un amenuisement sensible des mouvements de capitaux et des intérêts et arrérages des placements français à l'étranger, qui s'inscrivaient au crédit de notre balance des comptes pour près de 20 milliards en 1938. Ayant engagé toutes les ressources financières dans la lutte gigantesque qu'ils se livrent, les Etats étrangers n'auront en effet ni la possibilité de procéder à des investissements de capitaux, ni même celle de faire pleinement face à leurs engagements antérieurs.

Ainsi la situation de la France au point de vue de ses échanges extérieurs, de difficile aujourd'hui, peut devenir tragique demain. La perspective de ne plus toucher ses créances sur l'étranger, et la nécessité d'importer à l'heure où sonnera la paix doivent l'inciter à guérir les tares de son économie et à tirer parti de toutes les ressources des territoires où flotte son drapeau pour accroître sa richesse, et être mieux à même de couvrir ses besoins dans les temps à venir.

B. — *Déficit du budget.*

L'évolution des dépenses publiques appelle aussi plus que de la vigilance. Elle exige, comme en matière de commerce extérieur, une mise en valeur optima de toutes les ressources du pays. Et quand bien même cette mise en valeur ne suffirait pas à parer d'inextricables difficultés, elle aiderait du moins à les limiter dans le temps et dans

l'espace. Elle permettrait à l'économie française de ne pas s'engloutir à jamais dans l'abîme, mais de surnager, pour reprendre bientôt sa marche en avant, après avoir fait table rase du formidable passif légué par trois guerres consécutives, à peine séparées par l'intervalle d'une génération.

En 1913, la dette résultant de la guerre de 1870 n'avait pas été résorbée. Cependant le budget s'équilibrait sensiblement autour de 5 milliards, le revenu national dépassant légèrement 36 milliards. En 1939, la situation était déjà toute différente. À la dette de 1870 s'était ajoutée celle de 1914, puis la crise était venue, contractant des recettes déjà limitées par la fraude fiscale et un appel trop timide à l'impôt, alors que les dépenses enflaient sans cesse, l'Etat étant chaque jour conçu davantage comme un Etat-providence. Le déficit du budget était constant depuis 1930. En 1939, les dépenses publiques, s'élevant à 137 milliards, n'étaient couvertes qu'à concurrence de 62 % par les recettes correspondantes qui atteignaient 85,5 milliards.

Les dépenses annuelles absorbaient ainsi plus de la moitié du revenu national, évalué à 250 milliards, et représentaient à peu près le dixième des fortunes privées françaises, qui étaient de l'ordre de 1.400 milliards.

Cette proportion, qui paraissait alors fantastique, a été pourtant très largement dépassée aujourd'hui, du fait de la guerre et des conséquences de la défaite. Au cours de l'exercice 1942, les dépenses de l'Etat français atteindront ou dépasseront 260 milliards de francs, se répartissant comme suit :

BUDGET DE 1942. DÉPENSES Millions de francs.

1. *Budget ordinaire :*

Dette publique	18.581
Dette viagère.....	16.324
Personnel	26.342
Matériel	16.461
Travaux	8.691
Charges sociales et subventions	16.586
	102.985

	REPORT.....	102.985
2. Budget extraordinaire :		
Liquidation des dépenses de guerre ..		26.502
Travaux et lutte contre le chômage..		6.379
3. Budgets annexes :		13.355
Frais d'occupation.....		110.000
		259.421

Si, à ces 260 milliards, représentant le total des charges de l'Etat, on ajoute les dépenses de la Caisse autonome d'amortissement, celles des collectivités locales, et celles faites au titre du Secours National, qui atteignent, d'après les estimations de M. Laufenburger, environ 30 milliards, on arrive à un total de 290 milliards pour l'ensemble des dépenses publiques. Alors que le revenu national est évalué à 360 milliards et la fortune française à 1.600 milliards. Il en résulte que les dépenses publiques absorbent 22,5 % des ressources de la nation, et 80,5 % du revenu national, au lieu de 15 % en 1911.

Ainsi, pour faire face immédiatement à toutes les dépenses publiques, il faudrait opérer sur le revenu du pays un prélèvement des 4/5. Comme on ne peut évidemment y songer et que les recettes de l'Etat s'élèvent à 80 milliards seulement, alors qu'il doit à lui seul en dépenser 260 : on recourt d'une manière permanente aux avances de la Banque de France et au système du circuit monétaire, les avances étant plus particulièrement destinées à couvrir les frais d'occupation.

Le rapport de la Banque de France fait apparaître que les avances pour les troupes d'occupation s'élevaient à 142,5 milliards, et le montant des avances à l'Etat à 69,5 milliards au 31 décembre 1941. Bien que le chiffre des billets en circulation ait progressé moins rapidement que celui des avances, il a, au cours de l'année 1941, accusé une augmentation de 22,15 %, passant de 218.383 millions à 266.761. Comme en 1940 il s'était accru de 67 milliards, le pouvoir d'achat en billet a augmenté en 2 années de 115.378 millions, dans le temps même où se restreignit considérablement l'offre de marchandises. Or, cette situa-

tion est d'autant plus redoutable qu'à ce pouvoir d'achat déjà formidable pourrait s'ajouter éventuellement celui que représentent les 200 milliards de Bons du Trésor actuellement émis, et qui viennent à échéance à intervalles rapprochés.

Pour parer à cette menace, pour éviter que ce pouvoir d'achat excédentaire ne porte sur les rares biens de consommation et sur les rares biens disponibles, ce qui ferait monter les prix en flèche et détraquerait totalement le marché financier, l'Etat se voit dans l'obligation impérieuse de résorber ce pouvoir d'achat.

Il s'y emploie par l'impôt et par l'emprunt. De nouveaux bons du Trésor absorbent les bons du Trésor qui arrivent à échéance, et, à chaque nouveau tour de circuit, des bons supplémentaires et l'impôt doivent absorber les disponibilités nouvelles résultant des avances. Cette nécessité de détourner du marché interne tous les capitaux qui ne sont pas nécessaires pour assurer un standard de vie minimum aux individus fait la faiblesse du système. Même en dépit d'impôts très lourds, le circuit peut être rompu, si, brusquement, l'engouement du public pour les Bons du Trésor cesse, pour se porter sur les biens de consommation. Et, en dehors de cette menace constamment suspendue sur le circuit, en existe une autre : celle de son terme, qui, si elle est à plus lointaine échéance, n'en est que plus redoutable. S'il est facile d'entrer dans le circuit, il est ensuite difficile d'en sortir. C'est un cercle infernal, qui ne peut en définitive que se briser, car l'Etat n'a évidemment pas la faculté de verser indéfiniment plus qu'il ne reçoit, ainsi qu'il doit le faire à chaque tour de circuit. En dépit du faible taux d'intérêt qu'autorise l'abondance des capitaux sur le marché, la charge de la dette publique ne cesse de s'accroître à mesure qu'elle enfle davantage. De 445.742 millions, elle était passée dès juillet 1941 à 600 milliards, auxquels il convenait d'ajouter les 120 milliards de la dette des chemins de fer, et les 30 milliards de la dette des collectivités. Dès aujourd'hui, on peut considérer qu'au total la dette publique atteint la moitié de la fortune nationale française, évaluée à 1.600 milliards. Son service, qui

réclamait 15.100 millions en 1939, en demande 18.580 en 1942.

L'économie française se trouve présentement paralysée sous le fardeau d'une dette représentant la moitié du patrimoine du pays, et qui va s'alourdissant sans cesse. Elle devra où le rejeter, et construire hardiment sur une table rase, ou se condamner à une mort lente sous son poids. L'énormité des dépenses publiques, l'accroissement continu de la circulation, et la hausse concomitante des prix en dépit des efforts faits pour les maintenir à un niveau constant, semblent ne pas ouvrir d'autre alternative. Parce que les travailleurs et parce que la classe dirigeante n'ont pas rempli hier leur mission, on a connu hier la défaite et on côtoie maintenant la faillite. « Parce que l'on a voulu épargner l'effort, on rencontre aujourd'hui le malheur. »

CHAPITRE II

La carence de l'autorité publique.

Des malheurs de la Patrie, les gouvernants qui ont eu peur de gouverner portent la responsabilité à l'égal des particuliers qui ont eu peur de vivre. Ils ont assisté indifférents ou complices au pillage des deniers publics, au pillage de l'épargne ; à la dilapidation des réserves héritées du passé, comme à la dissipation des richesses qui devaient féconder l'avenir.

SECTION I. — LE GASPILLAGE DES DENIERS PUBLICS.

Le rapport public de la Cour des Comptes montre avec la certitude de l'authenticité et de l'impartialité un gaspillage des deniers publics tellement énorme qu'on a peine à y croire. Voici par exemple une partie de la comptabilité vérifiée en 1936.

Aux colonies, quand il y a une entreprise, l'administration apprécie en gros combien coûtera la main d'œuvre et verse immédiatement à l'entrepreneur le total des salaires qu'il devra payer, et si l'entrepreneur ne dépense pas toute cette somme, le reste est bénéfice pour lui. La Cour des Comptes cite une entreprise qui, en trois ans, a réalisé de ce seul chef un bénéfice de 60 millions.

Il y a un désastre à la Martinique ; on envoie un architecte pour reconstruire les immeubles détruits. Il avait droit à une rémunération de 5 % sur les travaux, rémunération normale des architectes. Mais il s'est fait garantir pour 10 millions de travaux et 2 millions d'honoraires en 4 ans. Or, on n'a pas eu besoin de ces dix millions de travaux. Il s'est adressé au Conseil d'Etat et a dit : « On m'avait promis 5 % sur une somme déterminée ; ces 5 %

devaient me procurer 2 millions. J'ai touché 1.400.000 fr., on doit me donner 600.000 fr. » Et on lui a donné 600.000 fr. pour travaux non faits.

Une société privée devait, pour des travaux qu'elle avait fait exécuter dans les arsenaux de l'Etat, 1.500.000 fr. L'administration de la Marine n'a jamais réclamé ces 1.500.000 fr. Quand la Cour des Comptes est arrivée, la société était morte, et c'était fini.

A la suite des inondations du sud-ouest, le Parlement vote un milliard pour faire des avances recouvrables aux sinistrés. Or, 97 % des fonds distribués l'ont été à titre d'allocations gratuites. Il n'y a eu d'avances recouvrables que pour 20 millions : 20 sur 1000

On achète des moteurs d'avion 150.000 fr. l'un, payés au moment où la caisse arrive dans le dépôt ; puis, trois mois après, chacun de ces moteurs est vendu 3.000 fr., sans que la caisse ait été ouverte.

Jusqu'à ces dernières années, il n'existait aucun compte d'ensemble des avances remboursables consenties par l'Etat. Celui qui a été établi à la demande instante de la Cour des Comptes reste très incomplet. Il totalise à peine plus d'un dixième des créances réelles de l'Etat. Beaucoup, il est vrai, ne pourront sans doute jamais être recouvrées, et notamment les avances de rentlouement consenties par le Trésor à des établissements bancaires et industriels.

En 1932, pour éviter l'écroulement de tout l'édifice du crédit menacé par la suspension des paiements de la BNC et de la Banque d'Alsace-Lorraine « tombées aux mains de financiers peu scrupuleux et aventurées dans d'imprudentes opérations, le Gouvernement jugea nécessaire d'intervenir. Il avança respectivement à chacune de ces banques 2.075 et 909 millions. Or, aucune convention écrite ne fut conclue, on se contenta d'un accord verbal (1) ». Comme les intérêts ne devaient être payés qu'après remboursement complet du capital, leur recouvrement, et plus encore celui du capital même, apparaissent comme plus qu'hypothétiques. Et il s'agit là de près de 3 milliards.

(1) A. BISSON, *Les Finances publiques françaises* (1941).

Ainsi, à l'heure où la situation de la France était de plus en plus tragique au point de vue financier, son patrimoine était géré comme est géré le patrimoine d'un prodigue. Une large part des impôts que versaient les contribuables pour assurer la vie de la communauté nationale était distraite au profit de particuliers et d'entreprises privées.

SECTION II. — L'ÉPARGNE DILAPIDÉE.

Si les deniers publics n'étaient pas défendus contre les appétits particuliers, l'épargne ne l'était pas davantage contre la voracité des financiers internationaux. Et pourtant, comme l'a dit un homme d'État, « l'épargne est sacrée, elle est le fruit d'efforts, de privations et de souffrances qui souvent s'étendent sur plus d'une génération. Qui-conque la gaspille doit être tenu pour ennemi de la nation. » Nombreux apparaissent donc les ennemis de la nation française si l'on considère qu'avant cette guerre-ci, sur les 40 milliards de fr.-or investis à l'étranger en 1910, et représentant 540 milliards de francs de 1940, on avait :

10 milliards 1/2 d'emprunts russes, dont le service était totalement interrompu ;

8 milliards de valeurs américaines pour lesquelles des moratoires étaient intervenus, laissant subsister seulement 200 millions d'arrérages ;

5 milliards de valeurs de pays de l'Europe centrale ne rapportant également que 200 millions à leurs porteurs ;

6,5 milliards d'emprunts divers, dont le service était de l'ordre de 50 millions ;

4 milliards de valeurs de l'Europe septentrionale, dont les arrérages atteignaient 1 milliard ;

6 milliards de livres sterlings, rapportant 800 millions.

Seuls donc, sur 40 milliards-or, 10 milliards (ceux investis en Europe septentrionale et en livres sterlings) étaient rémunérés correctement. Les 30 autres, soit 415 milliards d'aujourd'hui, pouvaient être considérés comme perdus (1).

(1) D'après GUY LACAM, *op. cit.* :

Or, du fait de la guerre, cette situation s'est encore aggravée. Seules les puissances de Scandinavie et d'Europe Centrale paient encore des arrérages pour les emprunts contractés avant 1914, et pour les 4,5 milliards de prêts consentis entre 1914 et 1939.

« Ces quelques indications suffisent à mesurer l'étendue du désastre qui est venu affecter, avec l'épargne française, l'économie même du pays. Les pouvoirs publics n'ont pas défendu avec la vigueur convenable les intérêts des épargnants français qui, en l'occurrence, coïncidaient avec l'intérêt général. » Ils ont laissé des financiers et des publicistes, dont la rémunération reçue de l'étranger était d'autant plus considérable que les titres à placer étaient plus douteux (1), répandre ou propager dans le public des valeurs qui ne devaient bientôt plus en avoir aucune. Et, par la suite, les mêmes pouvoirs publics ont accordé avec beaucoup trop d'indulgence des moratoires aux pays étrangers.

Ainsi, comme l'a fait apparaître M. Dieterlen, dans une étude consacrée à l'épargne dans la *Revue d'Economie Politique*, les gouvernants ont eu « moins à cœur d'utiliser l'épargne que de la galvauder, de la protéger que de la pervertir ».

SECTION III. — LE FRANC A L'ENCAN.

La cascade de dévaluations intervenues en France depuis la grande guerre a placé les porteurs de valeurs françaises dans une situation guère plus enviable que celle des porteurs de la plupart des valeurs étrangères. Leur capital est resté numériquement le même, mais ne représente plus que du franc-papier, de même que les intérêts qu'ils touchent et qui ont perdu plus des 9/10 de leur pouvoir d'achat.

(1) A l'occasion de l'emprunt anglais de 1931, emprunt de « père de famille » pourtant, 300 millions furent versés en pourboire aux banquiers, à la presse et aux hommes politiques sur les deux milliards et demi empruntés.

Aux termes de la loi du 7 germinal an XI, un franc correspondait à 322,5 milligrammas d'or à 900/1.000 de fin. Aux termes du décret-loi du 1^{er} mars 1940, un franc ne correspond plus qu'à 23,34 milligrammes d'or. C'est dire qu'il faut 13,85 francs d'aujourd'hui pour faire un franc d'hier, ou encore qu'un franc d'aujourd'hui ne représente plus qu'à 7 % du franc de 1914. Et si par ailleurs on considère que le mark qui avant la grande guerre valait 1,25, vaut actuellement 20 fr., la dévaluation de notre unité monétaire apparaît plus sensible encore. Elle atteint 16.

Franc nominal en %
du franc de germinal

	—
Avant guerre.....	100 %
1920.....	56
1921.....	40
1922.....	37
1923.....	27
1924.....	28
1925.....	19
1926.....	20
1935.....	20
1936.....	15
1937.....	13
1938.....	8,5
1940.....	7
Par rapport au mark.....	6,3

Le tableau ci-dessus enregistre et traduit, comme un baromètre la pression, cette dépréciation de notre unité monétaire, reflet de la décadence économique et financière du pays.

Bien qu'un décalage se soit manifesté, comme toujours, entre la dépréciation de la monnaie et celle de son pouvoir d'achat, la progression du coût de la vie ne l'en a pas moins suivi d'assez près, en dépit d'un fléchissement traduisant la période aiguë de la grande crise économique de la précédente décade.

Si l'on affecte l'indice du coût de la vie de la base 100 en 1914, on constate qu'il évolue de la manière suivante :

1931...	611	1935...	470	1939...	700
1932...	536	1936...	600	1940...	965
1933...	491	1937...	702	1941...	1000
1934...	423	1938...	705		

Ainsi, la hausse moyenne des prix pour les 13 articles d'usage courant d'après lesquels est établi l'indice du coût de la vie a été de l'ordre de 10 entre 1914 et 1941. En dépit des efforts faits pour fixer les prix, ceux-ci n'ont pas cessé de croître. Leur courbe ascendante traduit une plus grande rareté des marchandises, coïncidant avec un accroissement du pouvoir d'achat sur le marché. Qu'on le veuille ou non, on est ainsi ramené à la loi de l'offre et de la demande.

L'Etat se révèle donc encore impuissant à empêcher le jeu de l'inflation et de la hausse des prix de concourir à l'avilissement continu de la monnaie nationale. Dépréciation indifférente aux commerçants et aux producteurs, mais dont souffrent profondément tous les salariés, tous ceux qui sont rémunérés par l'Etat et dont les traitements et salaires ne s'ajustent toujours qu'avec beaucoup de retard aux nouvelles conditions économiques. Dépréciation funeste aussi à tous les épargnants, dont les revenus et le capital réel vont en s'amenuisant. Dépréciation enfin qui risque de rendre vaine toute thésaurisation, et partant tout espoir de voir dans l'avenir se reconstituer une épargne à partir des sommes que thésaurisent massivement les paysans.

Parce que hier la gestion économique a été inexistante ou anarchique, parce qu'on a connu un gaspillage éhonté des deniers publics, une épargne galvaudée et épuisée, une balance des comptes en déficit de plusieurs milliards, des dépenses publiques doubles des recettes, une population amoindrie et démoralisée, la volonté de redressement de la France se heurte à de pesants obstacles. Si elle veut vivre, elle doit se dégager du passé, rompre avec lui pour regarder délibérément vers l'avenir. Le problème est double. Sur le *plan intérieur*, il s'agit en premier lieu d'accroître suffisamment le revenu national de manière à pouvoir faire face aux dépenses publiques (sans qu'il soit nécessaire de l'amputer comme il faudrait le faire aujourd'hui, dans la proportion des 3/4), et par ailleurs, de permettre la formation de la nouvelle épargne, sans laquelle la nation ne peut songer à maintenir sa puis-

sance, et encore moins à l'accroître. Sur le *plan extérieur*, il s'agit, pour recréer les réserves financières du pays, non pas de réaliser l'équilibre de la balance des comptes, mais de la rendre positive. La difficulté sera considérable, du fait de l'effondrement des postes « revenus sur l'étranger » et « tourisme », et du fait que la France se trouvera dans l'obligation de reconstituer ses stocks de matières premières. Pour éviter des importations massives à la fin des hostilités, et partant une balance commerciale catastrophique, il convient que la France s'habitue à consommer peu et à produire beaucoup. Et comme la réalisation de ces conditions permettra par ailleurs d'accroître les disponibilités nationales nécessaires pour parer aux dépenses publiques, il apparaît que sur le plan interne comme sur le plan externe les problèmes économiques et financiers se résument en un problème de production et un problème de consommation.

Il importe donc de réorganiser toute l'économie nationale en fonction de ces deux facteurs. Comme l'a dit M. Guy Lacam, il faut rajuster le train de vie du pays à ses ressources, et plus encore demander au sol, au sous-sol et aux usines françaises de fournir le maximum de leur capacité de production. Et cet effort doit s'étendre à tous les territoires français, à ceux du continent européen comme à ceux d'outre-mer. En accroissant ses ventes de matières premières à la métropole, l'Empire se rendra capable d'y accroître ses achats de produits manufacturés. Se demander dans quelle mesure et dans quel délai il pourra devenir un vaste réservoir de matières premières et un exutoire pour une production accrue, c'est se demander si la France peut ou non être sauvée. Si en effet, par une économie impériale organisée méthodiquement, s'améliore sérieusement notre commerce et s'accroît largement notre revenu, la France renaîtra financièrement et économiquement.

Mais il est nécessaire de bien se pénétrer de l'idée que, quelles que soient les possibilités de mise en valeur de l'Empire et quelles que soient ses ressources, celles-ci ne seront pas acquises sans peines ni sacrifices. L'effort persévérant est seul créateur de valeurs nouvelles. « Le travail est l'ultime ressource de la Patrie. »



LIVRE II

LE POTENTIEL IMPÉRIAL

CHAPITRE PREMIER

Consistance et valeur territoriale de l'Empire (1).

L'empire colonial français est formé d'immenses territoires, où la densité moyenne de la population est faible. Alors qu'il est grand comme vingt fois la métropole avec sa superficie de 12.465.000 km², sa population n'atteint encore que 69.131.000 habitants, soit pas tout à fait le double de celle de la France, et seulement 5,5 habitants au km², contre 76,1 pour la France.

S'étendant sur les cinq parties du monde, géopolitiquement, « l'Empire comporte trois blocs principaux reliés entre eux par des territoires d'escala. Unie à la France par la Méditerranée, l'Afrique française étale tout d'abord sa masse imposante. Entre Rabat et Brazzaville, Tunis et Konakry : 9 millions de km², 38 millions d'habitants.

« Au Sud-Est du continent africain, reliée à la métropole par Djibouti et la Syrie, se profile ensuite l'Afrique indienne, composée de Madagascar et de ses satellites, la Réunion et les Comores : 600.000 km², 4 millions d'habitants.

(1) Voir la carte en tête de l'ouvrage.

« Enfin, voici l'Indochine, gonflée de ses deux deltas, carrefours des peuples, aujourd'hui imprégnée de civilisation française : 700.000 km², 23 millions d'habitants.

« En suivant le méridien à travers l'océan Pacifique, nous trouvons la Nouvelle-Calédonie, les Nouvelles-Hébrides, l'archipel Tahitien, voire même l'îlot Clipperton. De l'autre côté de Panama, les Antilles françaises commandent le golfe du Mexique, tandis que la Guyane garde jalousement ses mystérieuses richesses.

« Ainsi, sans quitter la France, nous avons fait le tour du monde » (1). Et si, délaissant un moment le méridien de Panama, nous sommes passés par Saint-Pierre et Miquelon au nord, les Kerguelen dans l'océan Austral, et la Terre Adélaïde dans l'Antarctique, nous avons connu aussi toutes les variétés de climat, s'étagant des pôles à l'Équateur.

Cependant, notre empire colonial est essentiellement formé de pays chauds. Si du point de vue de la géopolitique il forme trois blocs, géophysiquement, il n'en comprend que deux : le bloc méditerranéen avec l'Afrique du Nord et la Syrie, et le bloc des possessions qui s'ordonnent autour des Tropiques. Les possessions méditerranéennes prolongent et complètent les territoires métropolitains tempérés, et peuvent jouer le rôle de trait d'union et de fournisseurs des pays tropicaux. Ces derniers procurant, à titre de réciprocité, les denrées nécessaires au reste de l'Empire.

Ainsi, parmi les trois facteurs de la production : nature, population et capital, le premier, la nature, par la variété des climats qui s'accompagne de celle des productions, favorise matériellement la constitution d'une entité économique impériale. Mais, en contre-partie, par l'immensité des surfaces et les formes extrêmes des températures et des précipitations, il y fait humainement obstacle, et par là même étouffe les facteurs population et capital. Soumis à des températures extrêmes s'accompagnant d'une sécheresse ou d'une humidité excessive, l'homme n'atteint pas

(1) PHILIPPE ROQUES, *L'empire français*.

L'ESSOR DÉMOGRAPHIQUE DE L'EMPIRE

Pour la clarté du tableau, nous avons supposé incorporés à l'Empire dès 1912 les territoires qui l'ont été en 1919.

	SUPERFICIE		POPULATION		DENSITÉ		FRANÇAIS	
	1936	1912	1936	VARIATION	1912	VARIAT.	1912	1936
EUROPE	550.986	41479000	41937030	+ 428.000	75,3	76,1 + 0,8	40 386 000	59 659 000 - 892 000
AFRIQUE DU NORD	2.759.521	12693000	16139000	+ 3446000	4,6	5,8 + 1,2	730 000	1 011 000 + 281 000
RESTE DE L'AFRIQUE	8.633.486	19025000 + 3070000 (Togo-Cameroun)	25494030	3409000	2,5	2,9 + 0,4	80 000	32 000 + 12 000
ASIE	943.377	17485000 + 3210000	26759030	6057000	21,9	28,3 6,4	80 000	51 000 + 31 000
AMÉRIQUE	94.126	445.000	592.000	147.000	4,7	6,3 1,5	80 000	12 000 + 2 000
Océanie	34.651	125.000	147.000	22.000	3,6	4,3 0,7	20 000	40 000
EMPIRE	13.015.986	97469000	111038000	13569000	7,4	8,5 1,1	11 156 000	16 590 - 556 000

à la plénitude de son développement physique et intellectuel. L'indigène, généralement incapable de l'effort de volonté nécessaire pour lutter utilement contre les conditions du milieu, s'abandonne aux lois qu'il lui impose. Il meurt jeune, travaille peu et donne pour borne à son existence une vie familiale ou tribale. Aussi, dans les sociétés indigènes, les races sont-elles très diverses, l'épargne à peu près nulle, et les civilisations arriérées ou peu évoluées.

C'est la mission des peuples nés sur les terres au climat vivifiant, dont l'énergie peut rayonner à travers l'expansion coloniale, de tirer ces attardés de leur sommeil, de vouloir pour eux, de les défendre contre leur milieu, en leur donnant le nombre, la sécurité, la richesse et le confort pour le plus grand profit de la communauté humaine. Cette mission, la France ne l'exerce guère dans la plupart de ses territoires d'outre-mer que depuis deux ou trois générations. Cependant, les effets en sont chaque jour plus sensibles. Si, dans les pays tropicaux, les Français ont dû se contenter d'encadrer les indigènes, ils ont pu, en dépit d'une faible immigration, associer d'assez nombreux colons à l'effort des autochtones dans les possessions méditerranéennes. En Afrique du Nord, plus d'un million de Français sont aujourd'hui établis. Et leur enracinement n'a en rien nui au développement des populations indigènes. La population de l'Algérie, où vivent 820.000 Français, est passée de 2.400.000 habitants en 1872 à 7.240.000 en 1936. Le Maroc, depuis 25 ans, a vu sa population croître de 6 millions d'hommes.

Le rythme de l'accroissement de la population est presque aussi rapide dans les colonies tropicales. Chaque année, l'Indochine compte 200.000 âmes de plus. Entre 1911 et 1936, l'A. O. F. a gagné 3.200.000 habitants. La marche ascendante de la situation démographique de l'ensemble de l'Empire apparaît nettement dans *le tableau précédent*.

On voit que, tandis que le nombre des Français de France est tombé de 40.346.000 à 39.454.000 entre 1912 et 1936, pendant la même période la population de l'Empire colonial s'est accrue de 13.141.000 habitants. Il en résulte

qu'en dépit du malaise démographique français, le potentiel humain de l'ensemble métropole-colonies conçu comme un bloc s'élève de 500.000 unités chaque année.

Et ce chiffre a tendance à s'enfler sans cesse, car tandis que la natalité se maintient, la *mortalité* diminue constamment grâce à l'élévation du niveau de vie, à l'établissement de la sécurité, et à la limitation des épidémies par des vaccinations massives.

La mortalité reste cependant très importante, surtout si l'on considère la mortalité infantile. Alors qu'en Europe la moyenne des décès parmi les enfants de 1 à 4 ans est de 11 pour mille, en Afrique, on estime qu'elle atteint 500 pour mille. Et même dans les centres de l'Indochine où l'hygiène occidentale a largement pénétré, comme à Saïgon et à Hanoï, le taux de mortalité reste élevé puisqu'il est supérieur à 30.

Si l'on considère que ce taux est tombé de 29,9 à 22,4 aux Indes, et de 32,8 à 20,5 en Malaisie Britannique entre 1911 et 1938, il apparaît qu'un progrès considérable peut encore être réalisé dans nos possessions d'outre-mer.

Il n'est que juste d'ailleurs de reconnaître que les efforts dans ce but ont été multipliés durant la dernière décade. Dans notre grande colonie d'Extrême Orient, les formations sanitaires sont passées de 591 en 1929 à 867 en 1939, et le nombre des consultations de 6,7 millions à 15,7 millions.

Parallèlement à l'amélioration des races indigènes en nombre et en vigueur a été poursuivie une politique tendant à leur évolution mentale et intellectuelle, pour les adapter, ou tout au moins les rapprocher des mœurs et des méthodes européennes. En Algérie, en 1929, 1832 écoles primaires et maternelles reçoivent 365.000 enfants ; en 1938, 4.105 écoles du même degré en accueillent 490.000. Dans le même laps de temps, en Indochine, le nombre des établissements d'enseignement élémentaire passe de 6.410 à 8.510, tandis que le nombre des écoles professionnelles entre 1934 et 1937 s'élève de 1.745 à 1.890.

CHAPITRE II

L'Economie et les finances impériales.

A l'essor démographique de l'Empire, à l'accroissement en nombre de sa population, il ne semble pas qu'ait correspondu un essor équivalent de ses richesses. En 1937, M. Paul Bernard disait de l'Indochine : « La mise en valeur des ressources naturelles du pays est à peine ébauchée, l'outillage économique est insuffisant, l'épargne individuelle ou publique ne joue qu'un rôle accessoire. » Et, en ce qui concerne l'Afrique, la belle formule de M. Robert Delavignette : « L'Afrique est une brousse où l'exception c'est la terre cultivée » conserve toute sa vérité. Là, plus encore qu'en Extrême Orient, le ferment du capital a manqué pour permettre le développement rapide de l'économie. Alors que les investissements, par tête d'habitant, sous forme d'emprunts, de subventions, ou de capitaux privés représentent 7.000 fr. en Rhodésie, 2.400 fr. au Congo Belge, 1.800 fr. en Mozambique et dans l'Angola, ils n'atteignent que 600 fr. dans les possessions françaises du continent noir (1).

A ces modestes investissements coloniaux correspond un modeste potentiel financier colonial. Les dépenses publiques prévues pour 1938 s'établissaient comme suit (en milliers de francs) :

Afrique du Nord	4.037.847
Afrique	2.399.328
Asie	2.846.720

(1) D'après les évaluations de sir Frinckels dans son ouvrage intitulé *Capital and investments in Africa*.

Amérique	213.447
Océanie.....	50.945

Soit au total :

Empire : 9.545.286

Et, sur ces 9,5 milliards représentant le total des dépenses publiques de l'Empire, 685 millions provenaient de fonds d'emprunt. Alors que les dépenses publiques à cette époque représentaient déjà 3.100 fr. par individu dans la métropole, elles étaient 22 fois moindres aux colonies, ne s'élevant qu'à 137 fr. par personne. En dépit de l'inégal développement des deux économies, cela fait apparaître que les charges fiscales pesant sur les indigènes étaient relativement légères. Les budgets coloniaux, préparés et arrêtés par les autorités administratives, échappaient aux entraînements démagogiques qui pesaient lourdement sur ceux de la métropole. Finances modestes, les finances coloniales étaient saines et bien gérées. Les recettes l'emportaient régulièrement sur les dépenses, comme le font apparaître par exemple les résultats de l'exercice 1938 pour les budgets de la grande fédération de l'A. O. F. :

	Recettes	Dépenses	Excédents de recettes
Budget gé- néral....	355.040.949 05	284.983.445 01	70.057.504 04
B. unique des transports.	185.655.933 02	160.143.875 02	25.512.058 »
B. annexe du Port de commerce .	10.381.898 09	9.768.251 10	613.646 90
B. de la cir- conscription	68.606.715 27	65.211.564 66	3.395.150 61
Sénégal ...	150.598.062 14	139.071.058 59	11.527.003 55
Mauritanie..	17.837.580 76	17.837.580 76	0 »
Soudan.....	94.598.280 41	91.693.414 97	2.904.865 44
Guinée	75.166.449 39	69.137.528 95	6.028.920 44
Côte d'Ivoire	174.509.791 27	161.304.887 27	13.204.904 »
Dahomey...	53.198.016 32	51.039.740 13	2.158.276 19
Niger.....	38.761.167 »	36.756.501 »	2.004.666 »
	1.224.354.842 72	1.086.947.847 46	137.406.995 26

Et si cet excédent de recettes de près de 137,5 millions, représentant 12,5 % du budget total de l'A. O. F., ne se retrouve pas proportionnellement à travers tous les budgets coloniaux, tous traduisent néanmoins le souci de faire de loyales et bonnes finances.

Les prévisions sont établies avec beaucoup de prudence. C'est ainsi qu'en Indochine les recettes atteignirent 89.788.511,70 piastres en 1938, alors que les prévisions étaient de 80.883.200. De ce fait, l'exercice se clôtura avec un large excédent de recettes en ce qui concerne le budget ordinaire. Quant au budget extraordinaire, il put être allègrement soldé par des fonds fournis par la Caisse de Réserve et le Fond de prévoyance. Et les budgets locaux présentèrent en définitive un excédent de 2.878.430,5 piastres.

Si aux chapitres des dépenses des budgets généraux la *dette publique* s'inscrit pour une lourde part (19 % par exemple pour le Budget de l'Indochine), il n'en reste pas moins qu'elle apparaît faible pour l'ensemble de l'Empire, comparée à la dette métropolitaine. Bien que cette dernière n'atteignît pas en 1938 les 2/3 de ce qu'elle est aujourd'hui, son service s'ajoutant à celui de la dette viagère exigeait déjà 32.634 millions, tandis que celui des colonies n'en réclamait que 1.177 à la même époque.

Echappant à un gonflement redoutable de leur dette, les colonies ont aussi évité une progression dangereuse de leur *circulation fiduciaire*. Tandis que celle-ci s'accroissait entre 1933 et 1938 de 27 milliards dans la métropole, elle augmentait seulement de 1.593 millions dans l'ensemble de l'Empire. Et, si nous considérons plus particulièrement le cas de l'Indochine, nous constatons une progression de 146,2 à 173,8 millions de piastres, entre 1929 et 1938, que d'aucuns estimèrent insuffisante pour la seule commodité des transactions. L'inflation étant restée limitée au rythme des échanges, ou même lui ayant été inférieure, on n'assista pas au moment de la reprise économique à une hausse des *prix* comparable à celle qui se produisit en France. Bien des prix, même, ne retrouvèrent pas leur niveau de 1929. C'est ainsi que, tandis que le coût de la vie à Paris en 1938 était de 24 % supérieur à ce qu'il était

en 1929, à Hanoï le coût de la vie européenne avait baissé de 4 % entre ces deux dates. Et le coût de la vie d'une famille ouvrière avait suivi le même mouvement, progressant de 20 % en France, diminuant de 4,4 % en Indochine.

*
* *
*

De l'ensemble de ces données, il résulte que les colonies ont eu une économie plus stable, moins sujette à de brusques variations, des finances modestes mais plus saines que la métropole, durant la période qui va d'une guerre à l'autre. Si, nous détournant de leur activité et de leur situation internes, nous les examinons maintenant dans leurs activités externes à travers la balance commerciale de l'Empire, établie en retranchant du commerce total des colonies le commerce intercolonial, nous sommes amenés à formuler des observations analogues.

BALANCE COMMERCIALE DE L'EMPIRE POUR 1938
(en millions de francs).

	IMPORTATION	EXPORTATION	SOLDE
Afrique du Nord	8.085,4	7.960,7	— 124,7
Reste de l'Afrique.....	2.929,4	3.014,4	+ 85
Asie	3.356,3	3.342,5	— 13,8
Amérique	579,5	667,5	+ 88
Océanie.....	221,7	212,5	— 9,2
Empire.....	15.172,3	15.197,6	+ 25,3

L'excédent des exportations sur les importations fait apparaître que l'on a à faire à des pays d'économie jeune, disposant de matières premières abondantes et ayant des besoins de consommation encore rudimentaires. L'ensemble relativement peu élevé de ce commerce (puisque, de 30.369.000.000 au total, il est deux fois et demie inférieur à celui de la métropole, qui a été de 76.654.322.000 en 1938) confirme dans l'idée que, dans l'ensemble, les colonies n'ont pas encore atteint un niveau certain d'existence internationale. Le commerce extérieur de l'Empire ne représente que 438 fr. par habitant contre 1.830 en

France (1). Cependant, si le commerce impérial n'est pas considérable, il convient de ne pas oublier qu'il s'équilibre favorablement, alors que la balance commerciale de la métropole présentait un déficit de 19 milliards en 1937, de 15 milliards en 1938.

Et ce fait est plus sensible encore si l'on met en regard du commerce métropolitain non plus le commerce de tout l'Empire, mais celui des colonies jouissant d'un régime commercial analogue à celui de la France, c'est-à-dire l'Algérie, l'Indochine, Madagascar, la Martinique, la Guadeloupe, la Réunion, la Guyane. Le tableau des variations comparées de la balance des comptes de ces colonies et de la métropole pour les années 1926, 27, 28 et 1936, 37, 38 s'établit en effet comme suit (en millions de francs) :

PÉRIODE :	MOYENNE 1926/27/28	MOYENNE 1936/37/38
FRANCE :		
<i>Total du commerce général.....</i>	<i>126.561,2</i>	<i>62.510</i>
Importations	63.344,6	38.695
Exportations	63.216,6	23.815
<i>Solde</i>	<i>— 128</i>	<i>— 14.880</i>
COLONIES ASSIMILÉES ET ALGÉRIE :		
<i>Total du commerce général.....</i>	<i>17.657,6</i>	<i>14.989,2</i>
Importations	9.377,6	6.743,6
Exportations	8.280	8.245,6
<i>Solde</i>	<i>— 1.097</i>	<i>+ 1.502</i>

On voit que, tandis que le commerce total de la métropole s'effondrait d'une décade à l'autre de plus de la moitié de sa valeur, de plus de 50 %, celui de ces colonies ne diminuait que de 15 %. Et, par ailleurs, on constate un *renversement complet du sens de leur balance commerciale, qui, de négative, devient largement positive, alors que le dé-*

(1) En 1938 alors que le commerce total de l'Indochine était de 670 millions de francs-or, celui de la Birmanie, pays peuplé seulement de 15 millions d'habitants, atteignait 1.285 millions de francs-or. La même année, la Gold Cost avec ses 3,5 millions d'habitants avait un commerce supérieur à celui de toute l'A. O. F.

ficit métropolitain devient 116 fois plus grand. Si les importations de ce groupe de colonies ont considérablement décru, c'est sans doute avant tout à cause de la loi de 1928, qui les a mis à l'abri des séductions des marchandises étrangères fabriquées en grande série. Mais si leurs exportations, non seulement se sont maintenues, mais se sont élevées au-dessus du niveau qu'elles connaissaient avant la grande crise de 1929, c'est moins parce qu'elles consistaient en denrées alimentaires à démarche peu élastique que du fait d'une féconde politique économique; moins à la nature des choses qu'aux lois d'aide et de soutien qui, après avoir permis aux colonies de surmonter le marasme économique qui atteignait le monde entier, leur permirent de développer sensiblement leur production et leur commerce.

CHAPITRE III

La marche vers une économie impériale corporative et dirigée.

Les mesures de soutien des produits coloniaux ne se limitèrent pas, comme il avait été prévu tout d'abord, à la seule période de crise. Elles furent à l'origine de toute une législation nouvelle. L'Etat métropolitain intervint réglementairement et financièrement. Et en contre-partie, il exigea progressivement des producteurs coloniaux la soumission à certaines règles de conduite qui tendirent à les fédérer en associations contrôlées par les pouvoirs publics. On s'orienta ainsi vers la constitution de groupes organiques émanation des particuliers, et intermédiaires entre eux et les gouvernants, à qui était confiée la gestion des intérêts de leur profession, l'Etat s'assurant, et au besoin assurant la conformité des intérêts de cette profession avec ceux des autres professions, c'est-à-dire avec l'intérêt général. Moteur à l'origine, l'Etat, une fois l'impulsion première donnée, le mouvement acquis, se cantonnait dans son rôle d'arbitre, laissant agir l'intérêt professionnel.

Cette politique économique, appliquée avec continuité dans la décade qui précéda la guerre, et qui se modelait sur les nécessités de l'activité coloniale, assura d'une part le soutien des cours et le développement de la production coloniale, d'autre part, facilita la cueillette, le stockage et le transport de ces produits, tout en élargissant leurs débouchés sur les marchés européens par une propagande appropriée.

Les moyens de cette politique furent fournis par des taxes sur les produits exotiques que supportèrent les con-

sommateurs français et dont bénéficièrent les producteurs coloniaux. Ce système fut institué par les lois du 31 mars 1931 et du 7 janvier 1932, qui frappèrent les importations de café, de sisal, de manioc, de bananes à leur entrée en France quelle que fût leur provenance. Toutefois, pour les produits dont la provenance était surtout ou presque exclusivement coloniale, comme les oléagineux, la loi du 6 août 1933 institua une taxe douanière à caractère discriminatoire frappant les seuls produits étrangers.

A l'origine, le total de ces taxes était réparti entre les différentes colonies au prorata de leurs exportations, et ensuite entre les producteurs coloniaux de la denrée intéressée, sous forme de primes destinées à combler l'écart entre les prix de vente et le prix de revient.

Un régime spécial, tenant compte de l'extrême mobilité des cours, fut institué en ce qui concerne le caoutchouc. Des caisses de compensation établies dans les colonies productrices suspendaient leurs versements lorsque le cours de ce produit était égal au prix de revient, et encaissaient des ristournes payées par les planteurs quand le prix de revient était inférieur d'une certaine somme au prix de vente.

Lorsque les cours, et celui même du caoutchouc, se furent stabilisés à un niveau rentable, commença une nouvelle étape dans la direction de l'économie coloniale. De négative elle devint positive. L'Etat, qui n'était intervenu que sous la pression des événements pour éviter une catastrophe complète, parvenu par une injection financière à tirer les colonies du coma, les laissa jouir de ce remède dont il ne faisait pas d'ailleurs directement les frais, pour les laisser entrer en convalescence et même en croissance. De salvatrices, les taxes devinrent fortifiantes. Les primes de soutien devinrent primes de production pour les différentes denrées tropicales, à l'exemple de ce qu'avaient fait les lois du 31 mars 1927 et du 30 décembre 1928, instituant des taxes à l'importation pour le développement de la culture du coton et de la laine.

Orienté d'abord dans le sens de la quantité, l'effort de production le fut ensuite dans celui de la qualité, en parti-

culier en ce qui concerne le café ; le reliquat des fonds fournis par les taxes était affecté à la constitution de fonds de réserve.

Puis, lorsque la production des diverses denrées couvrit les besoins métropolitains, commença une troisième phase. L'Etat s'efforça d'élargir les débouchés, non plus seulement par une politique de qualité, mais en faisant connaître les produits, et en améliorant leur manutention et leur transport pour qu'ils arrivent sur les marchés mondiaux au plus bas prix possible. Pour la banane, c'est une loi de 1937 qui décida que le produit de la taxe à l'importation, d'ailleurs notablement abaissée, serait désormais employé pour la propagande, l'organisation de la vente, l'amélioration du stockage et du transport de ce fruit. Deux décrets-lois du 24 mars 1938 prirent des mesures analogues pour assurer par la propagande l'accroissement de la consommation du cacao et des thés coloniaux. De même, une large fraction du produit de la taxe douanière sur les oléagineux fut employée à supprimer la taxe de sortie, réduire les tarifs des transports intérieurs et accorder des subventions aux sociétés de prévoyance.

Cette législation eut de très heureux résultats. Elle provoqua un gonflement des achats de la métropole aux colonies, parallèle à l'accroissement de leur production. Celle du caoutchouc passa de 13.000 tonnes en 1931 à 49.000 en 1937. Le café colonial, dans le même temps, parvint à couvrir 1/3 des besoins de la métropole contre 1/15^e auparavant. Les besoins en bananes furent entièrement satisfaits par une production de 164.300 tonnes, et ceux en oléagineux semblaient devoir l'être bientôt aussi.

Ces résultats, satisfaisants par eux-mêmes, le paraissent davantage encore si l'on met en regard la modicité des moyens mis en œuvre. Ce n'est guère en effet au total que 600 millions que les lois d'aide et de soutien mirent à la disposition des colonies entre 1932 et 1938 pour défendre puis développer leur économie. On conçoit dès lors que les progrès réalisés dans le domaine de la production lainière et cotonnière, qui auraient exigé de gros capitaux et de longs délais, aient été à peu près nuls. On conçoit aussi

que l'on n'ait pas pu songer à détourner des fonds de la production agricole pour les consacrer aux productions minières et industrielles encore embryonnaires.

* * *

Ces mesures législatives formaient par ailleurs un ensemble plus cohérent en apparence qu'en réalité. Elles avaient été prises en ordre dispersé, plus par opportunisme qu'en exécution d'un plan préconçu. On avait secouru les produits un à un, en s'occupant des plus menacés. Aussi on constata bientôt que les lois d'aide et de soutien, devenues des lois de production et de répartition, n'étaient pas toujours capables de servir de cadres à une économie organisée ; et pas toujours capables non plus de compléter harmonieusement l'économie métropolitaine, de concilier les intérêts particuliers et de les faire tendre vers l'intérêt général.

Dès 1937, M. Paul Bernard, dans son ouvrage sur *Les nouveaux aspects du problème économique indochinois*, posait en ces termes le problème : « Les privilèges dont jouissent les producteurs impliquent des devoirs. Le premier de ces devoirs est, pour chaque producteur, de se plier dans sa sphère à une organisation de la production au sein de l'Empire. » Après avoir remarqué que l'on ne pouvait rien attendre de bon d'une organisation si elle devait être élaborée par le Parlement, il ajoutait en conséquence : « La police de la production doit être faite par les producteurs eux-mêmes. *C'est donc une organisation corporative impériale qu'il faut créer.... Les corporations provoqueront des ententes librement concertées entre producteurs*, et c'est seulement lorsque l'accord se révélera impossible que la puissance publique aura à intervenir en désignant un arbitre choisi pour ses capacités et son impartialité, et dont les décisions seront sans appel. » Soit qu'il fût entraîné par ce mouvement d'idées, soit bien plutôt sous la pression des circonstances, on vit dès lors le législateur faire dans le domaine colonial une *politique d'économie semi-corporative, ou concertée*, fondée sur l'or-

ganisation professionnelle. Toute une série de mesures fut prise en 1937 pour rendre obligatoires les accords professionnels conclus entre producteurs et leur assurer une sanction juridique, le but final étant de réaliser l'équilibre de la production coloniale et de régler les conflits d'intérêt entre les diverses catégories de producteurs. C'est ainsi qu'en ce qui concerne la production du sucre un décret de 1937 permet de rendre obligatoires les ententes entre producteurs de sucres de canne coloniaux et producteurs métropolitains de sucre de betterave, tout en soumettant, pendant la durée de ces accords, la construction de toute nouvelle sucrerie à l'autorisation du ministre.

D'autres textes sont intervenus pour tenter d'éviter sur le plan général la concurrence entre production coloniale et production métropolitaine. L'un d'eux dispose que « des décrets peuvent assurer l'application des accords professionnels intervenus entre producteurs métropolitains et producteurs coloniaux en vue de permettre l'équilibre de leurs productions et la répartition de celles-ci aussi bien sur le marché métropolitain que sur les marchés coloniaux.

« Les quantités en sus des contingents déterminés par ces ententes seront soit soumises au paiement d'une taxe perçue sur les bases des droits de douane, soit prohibées à l'exportation. Des pénalités sont en outre prévues. »

Un troisième décret concerne les accords conclus entre producteurs coloniaux pour la répartition de leurs exportations sur le marché métropolitain et algérien. Il permet au gouvernement, non seulement de sanctionner les ententes entre producteurs, mais encore d'y suppléer en procédant d'office à la répartition des exportations au cas où aucun accord n'aurait pu être réalisé.

Le quatrième décret, du 22 août 1937, tend à la rationalisation de l'économie coloniale, en fixant les conditions auxquelles doivent satisfaire les produits originaires des colonies pour pouvoir être exportés vers la métropole. Ces dispositions sont sanctionnées par un contrôle du conditionnement des produits, soit à leur sortie des colonies, soit à leur entrée dans la métropole.

Un décret du 24 mai 1938 favorise la création de groupements d'exportateurs. Deux décrets-lois du 17 juin 1938 créent des syndicats obligatoires pour les producteurs d'agrumes et les cultivateurs de cotonniers en Algérie.

Enfin, un dernier décret interdit toute majoration de prix. Les prix sont fixés par un comité, ou un comité régional de surveillance des prix présidé par le chef de la colonie ou du territoire, et ses décisions sont sanctionnées pénalement.



L'intervention de l'Etat s'exerce ainsi d'une manière déconcentrée à la colonie ; et, indirectement, par l'intermédiaire des professions, dans les relations entre la métropole et les colonies. Ce n'est qu'en cas de carence des initiatives privées que l'Etat se reconnaît droit et compétence pour agir directement pour harmoniser et développer la production et la répartition des denrées de consommation. Attitude dictée par le souci de laisser les intéressés régler leurs propres intérêts dans la plus large mesure possible : les organes de l'Etat, alors anonymes et souvent inexistants dans le domaine économique, n'étant pas capables d'endosser une telle responsabilité. Mais, à la suite de la formation du nouvel Etat français, cet obstacle s'est évanoui ; à la tête de tous les secteurs de l'activité économique, le gouvernement a désigné des chefs responsables et compétents. Par ailleurs, il est apparu que seule une *politique étatique* pouvait avoir la puissance nécessaire pour assurer la vie de la nation et de l'Empire à travers la défaite et le blocus. Aussi n'est-il pas surprenant que l'on ait assisté à une multiplication de ses interventions en nombre et, plus encore, en importance, conduisant d'une politique d'économie concertée à une politique bientôt systématique d'ententes obligatoires. Les colonies plus encore que la métropole (leurs exportations étant pour elles une question de vie ou de mort, et ne pouvant s'opérer que par mer) avaient besoin de l'intervention de l'Etat dans leur économie. Celui-ci prit les mesures de salut

qui s'imposaient, par deux lois, celles du 13 août et du 20 août 1940.

La première créa un *Compte en couverture d'achats intéressant le ravitaillement général* : compte consentant des avances aux importateurs métropolitains, pour leur permettre de régler leurs achats aux exportateurs coloniaux, la raréfaction des transports amenant le risque de mévente. Même, d'ailleurs dans l'hypothèse de la perte ou de la saisie du navire ou de sa cargaison, le paiement a lieu. Ce compte se soldera bien entendu en perte, en dépit de quelques récupérations provenant du remboursement d'importateurs et du recouvrement d'indemnités d'assurances que pourra opérer l'Etat. Il sera clos six mois après la signature de la paix. Les pertes seront supportées par l'Etat et les colonies intéressées. En mai 1941, plus de 700 millions d'avances avaient été consentis en couverture d'achats intéressant le ravitaillement général.

L'intervention de l'Etat s'est manifestée plus puissamment encore en ce qui concerne l'*achat sur place de denrées coloniales*, qui a fait l'objet de la loi du 20 août 1940. Cette loi organisait un système de prêts sur les stocks accumulés aux colonies et dont l'exportation ne pouvait avoir lieu. Et, si les achats furent tout d'abord garantis par les colonies, et les avances faites par les banques, aujourd'hui, et depuis une modification intervenue le 25 février 1941, l'achat se fait pour le compte de l'Etat, et les risques de perte sont entièrement supportés par lui. Les achats opérés de ce chef dépassaient à la fin de 1941, 900 millions pour le caoutchouc, 150 pour le coton et 1.500 pour les oléagineux.

Ainsi, l'action de l'Etat métropolitain pour remédier aux conséquences des événements politiques est beaucoup plus massive aujourd'hui qu'elle ne l'avait été dix ans auparavant pour remédier aux conséquences de la crise économique. La législation nouvelle s'est aussi révélée plus hardie et prévoyante que l'ancienne. Alors que les lois d'aide et de soutien ne sont devenues des lois de production qu'à l'issue de la crise, en pleine crise, l'Etat nouveau

a pris des mesures propres à développer et à étendre la production de l'Empire. Un *Fonds Exceptionnel de Solidarité Coloniale* a été créé par la loi du 25 octobre 1940. Habilité à couvrir toutes dépenses nouvelles que nécessiterait le soutien de la production minière, agricole et industrielle, il absorbe le solde des comptes spéciaux antérieurs et de la caisse de compensation du caoutchouc. Par ailleurs, il est alimenté par les taxes qui pèsent sur l'importation de différents produits exotiques et par des subventions de l'Etat. Disposant de 400 millions de crédit au départ, il a dépensé 196 millions en 1941, et 170 millions de dépenses sont prévus pour 1942.

Le comité de gestion est rattaché à la direction des Affaires Economiques. Il est chargé de statuer sur les propositions d'intervention en faveur des produits coloniaux ; il doit d'autre part étudier et faire mettre en application un programme d'utilisation des ressources des territoires relevant du ministère des colonies. Il doit enfin établir un rapport annuel sur le fonctionnement du fonds et le soumettre au ministre des Finances. Si donc la métropole consent des sacrifices en faveur des colonies, elle en laisse le contrôle, l'appréciation suprême, à des services et à un chef dont les préoccupations sont à peu près exclusivement métropolitaines. Sans conteste, le fond de solidarité présente cependant dans l'ordre financier des avantages par rapport aux anciens comptes spéciaux. En les fusionnant, il a établi une solidarité entre les différentes colonies et les divers produits coloniaux dont la situation était très inégale. Et par ailleurs il bénéficie de subventions de l'Etat. Mais il convient de ne pas s'exagérer l'importance de celles-ci : elles n'ont guère atteint jusqu'ici que 30 millions de francs. On est donc en droit de se demander si cet accroissement des ressources du fond suffit à répondre aux besoins nécessités par l'élargissement de son activité étendue du domaine agricole au domaine minier. Par ailleurs, il est à craindre que son comité de gestion soit animé plus par l'esprit de prudence qui caractérise l'action des fonctionnaires que par l'esprit d'entreprise et même d'audace que réclame souvent le succès des

affaires (1). La loi du 6 décembre 1940 en créant les groupements professionnels coloniaux est venue toutefois pallier en partie à cet inconvénient. Déjà, à plusieurs reprises, les praticiens ont demandé et obtenu que les crédits du fond soient employés à la création ou au développement de telle ou telle branche de l'activité professionnelle d'outre-mer. Comme les comités d'organisation métropolitains, les comités d'organisation et groupements professionnels coloniaux associent en effet les représentants des employeurs aux représentants de la puissance publique dans l'œuvre d'organisation de la nouvelle politique économique. Par cette association de la compétence et de l'autorité pourront être évités les atermoiements, les demi-mesures, comme les mesures inopportunes ou même dangereuses. Ainsi pourront être vaincues les routines, surmontées les habitudes de facilité ; ainsi l'économie française pourra être adaptée à celle des pays voisins ; mais surtout ainsi pourront être préparées les voies de l'avenir. Sans une pareille organisation, assurer la rationalisation de l'économie, sa discipline et sa loyauté (qualités en l'absence desquelles l'économie dirigée n'est qu'un vain mot), serait resté une tâche irréalisable. Ayant en principe en mains tous les éléments de l'économie coloniale, agissant sur la production, la consommation et la répartition, les GPC ont mission d'harmoniser les économies de la France et de la France d'outre-mer, à travers une organisation

(1) C'est par prudence, pour ne pas autoriser la sottise publique à suspecter l'intégrité de l'administration, qu'il fut décidé en 1928 que le produit des taxes à l'importation sur le coton et la laine serait réservé uniquement à des entreprises ne présentant pas un caractère commercial, c'est-à-dire en définitive ne portant pas un intérêt direct au développement de la laine ou du coton. Le produit de la taxe sur l'importation du coton a été attribué en presque totalité à l'Association cotonnière coloniale qui, au lieu d'employer intégralement les fonds en encouragements à la culture cotonnière, les a partiellement utilisés à couvrir une fraction de ses frais généraux et à se constituer un patrimoine important. On est donc arrivé en définitive au résultat que l'on avait voulu éviter, c'est-à-dire l'enrichissement avec une partie du produit de la taxe d'un organisme privé, qui n'avait même pas l'excuse d'agir dans le sens dicté par l'intérêt général. (D'après A. Bisson, *Finances Publiques Françaises*.)

précorporative contrôlée par l'Etat, pour créer une communauté impériale des intérêts mais aussi des esprits. Une communauté où tous travailleront, entraînés par une même mystique, où chacun aura la satisfaction de participer à une œuvre créatrice, et, recevant une juste rémunération de ses œuvres, sera mis à l'abri des soucis matériels, où le confort, la sécurité, la prospérité ne seront plus l'apanage de quelques-uns, mais de tous ceux qui sauront les mériter.

Conclusion

Création nouvelle, les GPC ne sont néanmoins pas une création impromptue. Ils sont l'aboutissement, et comme la clef de voûte autour de laquelle vient s'ordonner toute une législation, souvent touffue et contradictoire parce que bâtie à grands renforts de lois et de décrets pris sans vues d'ensemble, et souvent sous la pression des circonstances ou de préoccupations électorales. Désormais, le grand corps que forment les territoires d'outre-mer semble pourvu d'une tête et d'un cerveau à sa mesure, capables d'assurer une vie harmonieuse de tout l'être. L'union de la France et de l'Empire n'apparaît plus comme un caprice passager, comme une passion teintée de lyrisme, mais comme le plus raisonnable des mariages de raison. Les colonies « n'ayant pas souffert des fautes et des erreurs du régime » (gouverneur général Brévié), apportent en dot à une métropole ruinée, pour avoir été à la fois trop prodigue et trop avare de ses deniers, une économie et des finances modestes mais parfaitement saines et pleines d'avenir. Une population qui s'accroissant et s'enrichissant sans cesse est le gage certain d'une production de matières premières et d'une consommation de produits fabriqués grandissantes pour le plus grand bien de tous. Toutefois, pour que l'union de la France et de son empire soit pleinement féconde, il faut que la métropole se décide à répandre la manne de ses capitaux sur les territoires d'outre-mer. Comme on l'a dit, un minimum de richesses apportées est indispensable pour permettre à une colonie jeune de se fortifier. Si beaucoup de nos colonies ne se sont développées que comme des enfants privés d'aliments, si elles sont toujours restées souffreteuses et peu prospères, c'est

que ce minimum leur a manqué. Tandis qu'il en est encore temps, aujourd'hui où tout peut encore être sauvé, aujourd'hui où l'Etat accepte davantage de responsabilité, il faut souhaiter qu'il ait un sens plus impératif de ses devoirs. Ayant créé les GPC et leur ayant assigné une mission, il lui appartient de leur donner les moyens matériels et moraux de la remplir, c'est-à-dire l'argent et l'autorité.

Ce n'est qu'à ce prix que le mouvement d'idées et l'évolution des faits qui ont conduit, fortuitement ou non, l'Etat métropolitain, en trois étapes, à associer toujours plus étroitement son action à celle des producteurs coloniaux ; en prenant des mesures propres à sauver et à développer l'économie coloniale, puis en invitant les professionnels à organiser cette économie, et enfin en créant et en plaçant des groupements professionnels sous son contrôle, porteront tous leurs fruits. C'est à ce prix seulement que les territoires d'outre-mer seront liés à la métropole non plus tant par des mots que par des liens économiques étroits, qui feront que désormais « la France ne pourra pas plus être conçue sans l'Empire que l'Empire sans elle » (1).

(1) Inspecteur général BARTHES.

DEUXIÈME PARTIE

L'ÉVOLUTION ACTUELLE

LIVRE PREMIER

L'ORGANISATION PROFESSIONNELLE DE L'EMPIRE (1)

CHAPITRE PREMIER

L'organisation centrale.

Les groupements professionnels coloniaux ont leur siège social et leurs services centraux à Paris, nœud vital de l'Empire comme de la métropole. Tous ceux qui œuvrent

(1) *Textes :*

Loi du 6 décembre 1940 relative à l'organisation des groupements professionnels aux colonies ;

Loi du 5 mars 1941 modifiant la loi du 6 décembre 1940 relative à l'organisation des groupements professionnels aux colonies ;

Décret du 25 mars 1941 relatif au rôle et à la composition du Comité central des groupements professionnels coloniaux ;

Arrêté du 25 mars 1941 relatif à l'organisation des groupements professionnels coloniaux ;

Arrêté du 8 avril fixant à titre provisoire l'organisation et les conditions de fonctionnement des six groupements professionnels coloniaux ;

Arrêté du 7 octobre 1941 relatif aux cotisations des ressortissants des groupements professionnels coloniaux ;

Décret du 26 octobre 1940 déclarant applicable en Algérie la loi du 16 août 1940 ;

Dahir du 9 décembre 1940 créant au Maroc des groupements industriels et commerciaux ;

Loi du 16 août 1940 concernant l'organisation provisoire de la production industrielle ;

là, pour la plus grande France, sont des hommes d'action, des hommes qui ont gouverné les êtres et les choses. Ils ont une mentalité de grands administrateurs ou de grands brasseurs d'affaires. Ils voient haut et loin. Les conceptions hardies et neuves, les responsabilités ne les effraient point. Ils ont plus de confiance en eux que dans les recettes toutes faites. De prime abord, on comprend que ces chefs qui ont mission de diriger les Groupements professionnels sont moins tournés vers la règle écrite, vers les textes, que vers la vie.

Un même goût d'entreprendre, de créer, de construire au delà de la commune mesure, semble s'être emparé de tous les membres de ce grand corps. Et c'est une des meilleures raisons que l'on puisse avoir de croire en l'Empire, de penser que demain son unité sera maintenue et renforcée dans le réseau d'une organisation professionnelle dont les instruments existent et sont déjà à l'œuvre. Déjà, en effet, à la base, les entreprises coloniales sont réparties en sections et sous-sections. Au centre, sections et sous-sections s'ordonnent en groupements professionnels ; tandis qu'au sommet de la pyramide de l'organisation un Comité central joue le rôle d'organe centralisateur et coordinateur sous le contrôle du Département des Colonies.

I. — LE COMITÉ CENTRAL.

A. Organisation. — Le Comité central des Groupements professionnels coloniaux a à sa tête un président et quatre vice-présidents. En sont membres de droit : le Secrétaire général du Comité central, le président ou, à

Loi du 2 décembre 1940 relative à l'organisation corporative de l'agriculture ;

Loi du 13 mars 1941 relative à l'organisation corporative des pêches maritimes ;

Charte du Travail (Loi du 4 octobre 1941) ;

Loi du 10 septembre 1940 créant l'Office de Répartition des produits industriels ;

Décret du 30 avril 1941 créant le Centre d'Information interprofessionnel.

son défaut, un vice-président de chacun des six groupements, et un commissaire du gouvernement assisté éventuellement de commissaires adjoints.

Le Secrétaire d'Etat aux Colonies peut appeler à siéger dans le Conseil, à titre consultatif, des fonctionnaires du département des Colonies ou des personnalités qualifiées, métropolitaines, coloniales ou indigènes.

Les présidents et vice-présidents du Comité central et des groupements sont nommés pour une durée d'un an, avec faculté de renouvellement, par arrêté du secrétaire d'Etat aux colonies.

Le commissaire du gouvernement est désigné par le secrétaire d'Etat aux Colonies, les commissaires adjoints également, mais après accord, s'il y a lieu, avec les secrétaires d'Etat intéressés. Le commissaire du gouvernement et les commissaires adjoints sont choisis parmi les fonctionnaires en activité de service.

Le titulaire du Secrétariat général institué auprès du Comité central est désigné par le Secrétaire d'Etat aux colonies, après avis du président du Comité.

B. Fonctionnement. — Le *Président du Comité central* convoque le Comité central, fixe son ordre du jour, prend les mesures que commande l'exécution de ses décisions et celles du secrétaire d'Etat aux Colonies.

Il peut donner mission aux *Vice-Présidents*, en vue de l'organisation des groupements professionnels coloniaux :
d'agir par délégation du président,

d'accomplir toutes missions d'étude ou de représentation,
de préparer toutes mesures de coordination entre les comités d'organisation,

d'examiner, pour l'ensemble des professions, les questions qui concernent la représentation professionnelle coloniale et ses rapports avec les administrations locales,

de préparer la représentation des intérêts artisanaux et familiaux,

de réunir les données générales que comporte l'étude des questions professionnelles sous leur aspect administratif et juridique.

Le *Commissaire du Gouvernement* représente le secrétaire d'Etat aux Colonies auprès du Comité. En cas de carence du Comité, le Commissaire du Gouvernement exerce tous les droits dévolus à ce dernier. Les Commissaires adjoints assistent ou suppléent dans ses fonctions le commissaire du Gouvernement. Tout comme lui, ils peuvent faire inscrire à l'ordre du jour des séances du Comité central toute question dont l'étude leur paraît opportune.

Le *Secrétaire général* assiste le président dans la préparation des travaux du Comité central et dans l'exécution de ses décisions. Il a le droit d'assister à toutes les réunions du Comité central. Il propose au président la nomination et le licenciement de ce personnel, ainsi que le taux de sa rémunération.

Il établit, pour l'ensemble du Comité central et des Comités d'organisation, un budget unique, qu'il soumet, après qu'il a été arrêté par le Comité central, à l'approbation du Commissaire du Gouvernement.

Il centralise les recettes et pourvoit aux dépenses.

Il délègue aux présidents de groupements les crédits qui leur sont nécessaires.

Il tient la comptabilité, et rend annuellement au Comité central le compte général des recettes et des dépenses. Ce compte est approuvé par le Commissaire du Gouvernement.

Le Comité central dispose de plus d'un *Conseiller technique*, pour l'accomplissement des tâches qui lui sont confiées par la loi du 6 décembre 1940, et pour assurer en outre toutes les liaisons utiles avec les organisations professionnelles de la métropole et de l'Afrique du Nord. Ce conseiller technique est choisi parmi les fonctionnaires en activité de service. Il est nommé sur la proposition du président du Comité central, par arrêté de l'Amiral de la Flotte, ministre secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères et à l'Intérieur, et du Secrétaire d'Etat aux Colonies.

La coordination entre les groupements professionnels coloniaux et les groupements professionnels métropolitains est établie par des arrêtés signés du Secrétaire d'Etat aux Colonies et des Secrétaires d'Etat intéressés.

C. *Attributions.* — Le Comité central est chargé, sous l'autorité du Secrétaire d'Etat aux Colonies :

1^o De préparer, suivant les directives fixées par le Secrétaire d'Etat aux Colonies, les programmes de *production* et d'*exportation* des produits coloniaux, ou de ravitaillement des colonies.

2^o De proposer au département, sur sa demande, les règles à imposer aux entreprises, en ce qui concerne les conditions générales de leur activité, l'acquisition et la répartition des matières premières, l'emploi de la main-d'œuvre, les modalités des échanges de produits et de services ; le souci de la qualité, le recensement des entreprises, des moyens de production et des stocks, la régularisation de la concurrence, et toutes questions d'ordre professionnel.

3^o De proposer, s'il y a lieu, le prix des produits et des services.

4^o De proposer, le cas échéant, toutes mesures visant à constituer ou faire constituer les organismes susceptibles d'assurer une meilleure organisation de l'économie coloniale, au mieux des divers intérêts en présence.

Mais il est chargé avant tout de coordonner et de contrôler l'activité des six groupements englobant toutes les activités professionnelles coloniales.

Les propositions du Comité doivent, pour devenir exécutoires, être approuvées, après accord avec les secrétaires d'Etat intéressés, par arrêté du Secrétaire d'Etat aux Colonies, qui peut déléguer, pour certaines catégories de questions, le droit d'approbation au Commissaire du Gouvernement.

D. *Moyens d'action.* — Le Comité central des Groupements professionnels coloniaux est doté de la personnalité civile. Il est autorisé, par arrêté du Secrétaire d'Etat aux colonies et du Ministre Secrétaire d'Etat aux Finances à imposer aux entreprises une cotisation dont le produit est destiné à couvrir les dépenses administratives du Comité, des groupements, des sections et des sous-sections.

Sa comptabilité est soumise au contrôle de l'Inspection des Colonies.

Le Comité central fixe, par voie de règlement intérieur tant en ce qui le concerne qu'en ce qui concerne chacun des groupements professionnels, tous les détails d'organisation et de fonctionnement qui n'ont fait l'objet d'aucun arrêté du Secrétaire d'Etat aux Colonies.

En cas d'infraction aux règlements édictés par lui, le Comité propose au Secrétaire d'Etat aux Colonies les sanctions ci-après :

1. Interdiction temporaire ou définitive pour le chef d'entreprise, ou pour plusieurs des dirigeants de l'entreprise, d'exercer des fonctions de directions dans aucune entreprise de la branche d'activité considérée, ou dans aucune entreprise industrielle ou commerciale.

2. Une amende au profit du Trésor, à l'encontre d'une entreprise, pouvant aller jusqu'à 10 % du chiffre d'affaires.

II. — LES GROUPEMENTS PROFESSIONNELS ET COMITÉS D'ORGANISATION.

A. Organisation. — Au-dessus du Comité central — placé au sommet de la pyramide de l'organisation professionnelle coloniale — se trouvent six groupements qui sont à la fois Comités d'Organisation et Groupements professionnels. Englobant toutes les branches de l'activité économique, ils forment :

Le Comité d'Organisation et Groupement des Productions Agricoles et Forestières coloniales.

Le Comité d'Organisation et Groupement des Productions Industrielles coloniales.

Le Comité d'Organisation et Groupement des productions minières.

Le Comité d'Organisation et Groupement du Commerce.

Le Comité d'organisation et Groupement des Transports.

Le Comité d'Organisation et Groupement du Crédit.

Chaque groupement comprend autant de sections et de

sous-sections que le nécessite l'exercice d'activités particulières. Les présidents des comités d'organisation et groupements professionnels sont nommés par arrêté du Secrétaire d'Etat aux Colonies, ainsi que les vice-présidents qui les assistent. Les membres des bureaux consultatifs — composés des présidents de sections — sont nommés dans les mêmes conditions que leur président, sur la

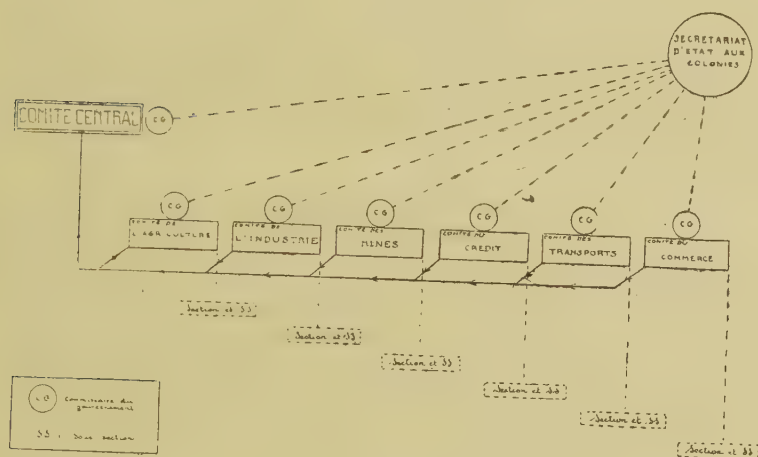


Schéma de l'organisation métropolitaine des G. P. C.

proposition de celui-ci, et avec l'agrément de tous les échelons successifs.

C'est aussi par arrêté du Secrétaire d'Etat aux Colonies que sont nommés les commissaires du gouvernement adjoints auprès des groupements professionnels coloniaux.

B. Fonctionnement. — Le *Président du Groupement*, responsable vis-à-vis du Comité central, assure l'exécution des décisions de ce comité pour tout ce qui a trait à l'activité particulière de son groupement dans les territoires d'outre-mer.

Il reçoit à cet effet une délégation de pouvoirs du Comité central.

Il est chargé de la direction d'ensemble du groupement et du contrôle général de son activité, notamment au point de vue technique, économique et social.

1. Il propose au Comité central : le règlement des questions qui touchent à la discipline du groupement et à l'honneur des diverses professions qu'il rassemble. Le prix des produits et services pour les activités relevant de son groupement.

2. Il prend les mesures que commande l'organisation interprofessionnelle à l'intérieur du groupement, et arbitre les différends éventuels entre les présidents responsables des sections.

3. Il représente son groupement dans tous ses rapports avec tous les organismes publics ou privés, français ou étrangers, et notamment avec les groupements similaires et les comités d'organisation métropolitains. Il est tenu, dans ce cas, d'informer de toutes ses démarches le Commissaire du Gouvernement, et d'en rendre compte au Comité central.

4. Il convoque, quand il le juge nécessaire, ensemble ou séparément, les membres du bureau consultatif.

5. Il peut également, en vue d'une consultation, réunir tous les membres du groupement intéressés à une question particulière, et notamment ceux dont les entreprises sont situées dans une même colonie ou un même groupe de colonies.

6. Il peut exiger de toutes entreprises les documents à son information.

7. Il effectue ou fait effectuer toutes enquêtes et tous contrôles qu'il juge indispensables à l'exécution de sa mission.

8. Il peut, pour certains objets définis, et pour une durée limitée, faire détacher auprès de lui, par les sections dépendant du groupement, les collaborateurs d'entreprises privées dont la compétence lui serait nécessaire.

9. Il assume ou délègue la présidence effective des organismes de nature scientifique ou technique que les entreprises de la profession constitueraient dans l'intérêt général de la production, et coordonne leurs activités tant dans la métropole qu'aux colonies.

10. Il peut déléguer à des présidents de sections, aux cas et dans la mesure où il le juge utile, une partie des pouvoirs qui lui ont été remis par le Comité central.

11. Avec l'agrément du Comité central, il peut désigner un délégué permanent dans chaque colonie ou groupe de colonies.

12. Les décisions des présidents de groupement sont exécutoires et deviennent définitives si, dans un délai de cinq jours après la notification qui lui en est faite, le Commissaire du Gouvernement n'a pas usé de son droit de veto suspensif.

Des *Vice-Présidents* assistent le président dans sa tâche. Ce dernier peut leur déléguer une partie de ses pouvoirs. En cas d'absence ou d'empêchement, il charge l'un d'entre eux de le représenter. Eventuellement, les vice-présidents du groupement peuvent être chargés de la présidence d'une section.

Les présidents de sections se réunissent en *bureau consultatif* sur convocation du président de groupement.

Le *Commissaire du Gouvernement* doit être averti de toute réunion du bureau consultatif du groupement. Comme ses adjoints, le Commissaire du gouvernement assiste de droit aux séances des comités d'organisation, et, comme eux, il peut faire inscrire à l'ordre du jour des séances du Comité d'organisation toute question dont l'étude lui paraît opportune.

L'avis du Commissaire du Gouvernement accompagne les propositions élaborées par les comités d'organisation, lorsqu'elles ont été adoptées par le Comité central, et sont transmises par lui au Secrétaire d'Etat aux Colonies.

Les groupements sont dotés suivant leurs besoins de *secrétariats permanents* chargés de mettre en œuvre les directives de leur président.

Ils sont *représentés en justice* et dans tous les actes de la vie civile par leur président responsable, qui peut déléguer aux présidents de sections et de sous-sections, ainsi qu'à tel mandataire de son choix, tout ou partie des pouvoirs qu'il détient à ce titre.

Les *dépenses administratives* de l'organisation métropolitaine sont couvertes par une cotisation dont le taux représente une charge inférieure à 2 pour 1.000 du chiffre d'affaires des entreprises que groupe le Comité.

C. Attributions. — Les groupements professionnels sont chargés de la gestion des intérêts communs de la profession et de l'exécution des mesures prises, sur la proposition du Comité central, par le Secrétaire d'Etat aux Colonies.

Les Comités d'organisation et groupements professionnels sont ainsi à la fois un instrument d'exécution, destiné à assurer dans la branche d'activité qui lui est propre l'application des directives générales de la politique d'économie dirigée, et un organisme tuteur, doté d'une fraction de la puissance publique pour élaborer et appliquer la politique économique de la profession.

1) *Dans sa collaboration à la tâche de direction de l'économie*, chaque groupement doit transmettre et faire appliquer les directives émanant du Secrétaire d'Etat aux Colonies à l'instigation du Comité central, et, en retour, fournir des renseignements. Il doit, soit directement, soit par l'intermédiaire des sections et sous-sections :

a) Recenser les entreprises — les immatriculer — leur adresser des questionnaires pour savoir ce qu'elles sont socialement et économiquement — interpréter, traduire et apprécier ces renseignements.

b) Etablir la conjoncture. Etre les yeux et les oreilles de l'Etat pour la branche d'activité qui lui est dévolue. Le renseigner, non seulement sur l'état présent, mais sur la situation future. Fournir des pourcentages d'activité, des indices de consommation, de matières premières, de main-d'œuvre.

c) Préparer le programme de production et de fabrication :

Recenser les besoins en matières premières, les répartir entre les entreprises. Fixer les règles de conditionnement. Faire toute la propagande. Préparer l'orientation des productions, les rendre effectives. Préparer les règles de régularisation de la concurrence, les contingents et les règles de distribution.

Eventuellement, répartir les fabrications entre entreprises, qui pourront utiliser même les moyens de fabrication protégés par des droits de propriété individuelle. Rechercher de nouveaux débouchés.

Recueillir tous renseignements et statistiques.

Etudier toutes les questions relatives à la main-d'œuvre. Résoudre les problèmes du présent en les répartissant entre les entreprises, en prévoyant et en réalisant le transfert d'un lieu à un autre.

Etablir des plans de transport.

d) Proposer les prix des produits et services. Proposer des décisions ; puis, celles-ci étant prises par les pouvoirs publics, en assurer l'exécution et la contrôler.

2) *Pour organiser la profession sur le plan économique*, les Comités d'organisation ont tout d'abord élaboré et fait approuver par arrêté du Secrétaire d'Etat aux Colonies leurs règlements et statuts. Puis ils se sont préoccupés de leur donner des cadres, de perfectionner leurs techniques, d'améliorer leur constitution organique et leurs conditions de fonctionnement, de créer une organisation touchant les ressortissants dans leur vie journalière, et associant les intéressés à la vie du comité.

S'attachant à entreprendre la réalisation de la compétence de la profession, les Comités doivent s'attaquer à :

a) La normalisation — susciter des études la concernant — les coordonner — les faire homologuer — les diffuser — prendre des mesures coercitives et de contrôle.

b) L'étude des problèmes de technique.

Créer des organismes de recherches et de propagande.

Les administrer. Faire entre eux une division des tâches.

Faire tous les travaux scientifiques ou expérimentaux.

Déterminer les meilleures qualités de produits, dont la culture, l'extraction ou la fabrication doivent être stimulées.

Prendre des règlements obligeant les entreprises à changer leurs méthodes ; prohibant certains modes de fabrication ou de culture, en imposant d'autres.

c) L'organisation même des entreprises et celle de la profession, en tâchant d'améliorer la répartition interne des différents éléments qui la constituent, leur collaboration entre eux. En faisant prendre des décisions ou en constituant des organismes susceptibles d'assurer un meilleur fonctionnement de la branche d'activité, dans l'intérêt commun des entreprises et des salariés.

Etudier les charges pesant sur les producteurs.

Proposer toutes modifications à la législation en vigueur.

Fixer la place de chaque catégorie d'entreprise, la pourvoir à cette place des conditions les meilleures pour son activité.

Résoudre les problèmes touchant à l'éducation générale, économique et technique de la profession.

Etudier et faire toutes propositions sur le régime du travail :

La formation professionnelle ;

Les œuvres de prévoyance et d'assistance.

Par entente avec les organismes correspondants de chacun des autres groupements, rechercher la solution de toutes les questions d'intérêt général ou d'intérêt commun intéressant les producteurs, comme : industrialisation, transports, frets, assurances, crédit, prêts, warrants, opérations commerciales, tarifs, etc...

Enfin, articuler le fonctionnement de la profession en cause avec les organismes professionnels métropolitains dans la direction préalablement déterminée par l'économie nationale tout entière, afin de :

— coordonner la consommation métropolitaine et la production coloniale ;

— harmoniser les productions métropolitaine et coloniale.

3. — LES SECTIONS ET SOUS-SECTIONS.

Les sections et sous-sections sont créées par décision du Comité central sur la proposition des Présidents de groupements, chaque groupement devant comprendre autant de sections et de sous-sections que le nécessite l'exercice de ses activités particulières.

Ces divisions et subdivisions correspondent soit à une activité professionnelle particulière, soit à une catégorie d'activités professionnelles, soit aux aires géographiques distinctes où ces activités se manifestent.

C'est ainsi par exemple que le groupement professionnel des produits agricoles et forestiers coloniaux, le plus nombreux de tous, comporte dans la métropole 12 sections et 15 sous-sections.

Les sections correspondent à un grand produit, comme le bois, la canne à sucre, ou à un groupe de produits de même nature tels que caouchouc, gommés, résines ou céréales et féculents, capables de rendre des services analogues, ou ayant une utilisation industrielle analogue.

Les produits non compris dans l'énumération des sections sont rattachés suivant leur affinité et les commodités de l'organisation à l'une ou l'autre des douze sections. Par exemple le miel aux Fruits et Agrumes. La transformation des produits lorsqu'elle ne modifie pas leur structure ou leurs caractères d'origine est, en principe, de la compétence des sections correspondantes : l'égrenage du coton est du ressort de la section « Coton ».

Certaines sections, comme celles de la « Canne à sucre », du « Sisal et fibres diverses », ne comportent pas de sous-section. En sont seules dotées les sections importantes ou représentant des productions assez sensiblement différenciées.

Dans le premier cas, les sous-sections correspondent à des divisions territoriales. Ainsi, la section « Bois » possède trois sous-sections : celles de l'A. E. F., du Came-

roun et de la Côte d'Ivoire, et du groupe Indochine-Guyane-Madagascar.

Dans le deuxième cas, quand il s'agit de productions assez sensiblement différenciées, les sous-sections correspondent aux différents produits. Ainsi, la section des oléagineux est dotée d'une sous-section « Arachides » et d'une sous-section « Coprah-Ricin ».

Le groupement du crédit, lui, ne comporte pas de sous-section, et seulement trois sections : la section des Banques d'émission, la section des Banques privées, la section des Institutions privilégiées de Crédit.

Par contre, le groupement général des transports coloniaux, au-dessus des sections et des sous-sections, se divise en groupements particuliers et possède un organisme chargé d'étudier et d'appliquer les mesures de coordination indispensables entre les différents genre de transport. — Cet organisme porte le nom de « Comité de coordination des transports coloniaux ».

Les sections, les sous-sections, sont dirigées par un président assisté éventuellement d'un ou de plusieurs vice-présidents. En fait, seules les sections qui ne comportent pas de sous-sections ont généralement un vice-président. Comme les groupements, elles possèdent un bureau consultatif.

Les divers échelons étant hiérarchisés, l'impulsion et les directives viennent du président de groupement, puis des présidents des sections et sous-sections ; sections et sous-sections étant les relais nécessaires pour l'exécution de la politique d'économie dirigée du groupe, et pour l'application de la politique de la profession.

L'organisation des sections et sous-sections, les règles de leur fonctionnement, les pouvoirs de leurs présidents sont fixés par voie de règlement intérieur du groupement, préparé par le président du groupement et arrêté par le Comité central.

Chacune des sections du groupe du Crédit se réunit sur convocation de son président, soit pour examiner les questions qui sont de sa compétence propre, soit pour être tenue au courant des travaux du Bureau consultatif et

soumettre éventuellement à ce dernier des observations ou suggestions sur les textes ou résolutions qu'il a adoptés.

Comme le président du groupement, les présidents des sections et sous-sections disposent d'un personnel d'exécution dont les conditions-types d'engagement sont déterminées par le Comité central.

Dans la limite des crédits ouverts et sous leur responsabilité, ils nomment et licencient ce personnel.

CHAPITRE II

L'organisation locale.

I. — DÉLÉGUÉ PERMANENT ET COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT LOCAL.

Chaque président de groupement peut désigner, avec l'agrément du Comité central, dans chaque colonie ou groupe de colonies, un délégué permanent qui est son représentant local, et l'intermédiaire entre les sous-sections coloniales et l'Administration.

Le délégué permanent a surtout un rôle de liaison, de coordination et d'arbitre. C'est ainsi qu'il est chargé d'arbitrer les différends éventuels entre les présidents des sous-sections.

Le Comité central peut lui déléguer, sur la proposition du président du groupement, et pour s'exercer dans les limites du territoire pour lequel il a été désigné, tout ou partie des pouvoirs appartenant au président du groupement.

Le délégué permanent rend compte au président du groupement de l'exercice de cette délégation.

Un commissaire, pourvu d'un droit de veto suspensif, est délégué par le chef de la colonie pour connaître des décisions du délégué permanent.

Ces décisions sont exécutoires et deviennent définitives si, dans un délai de cinq jours après la notification qui lui en est faite, le commissaire n'a pas usé de son droit de veto.

Celui-ci ne s'exerce pas toutefois à l'égard des mesures prises par le délégué permanent en exécution des décisions du Comité central.

II. — SOUS-SECTIONS COLONIALES.

Les sous-sections coloniales sont créées dans chaque colonie ou groupe de colonies selon les productions et l'activité professionnelle existant dans le territoire considéré ou d'après une certaine aire géographique.

Ainsi, le groupement professionnel des productions agricoles et forestières coloniales, qui possède 22 sous-sections en A. O. F., en a seulement quatre en Guyane : celles du bois, de la canne à sucre, des céréales et des fruits.

Le groupement professionnel des productions minières coloniales a seulement au total quatre sous-sections locales : 1 en A. O. F., 1 à Madagascar, 1 en Indochine, 1 en Guyane.

Placées sous l'autorité des sections ou sous-sections métropolitaines correspondantes, les sous-sections locales sont le rouage qui permet, d'une part, d'assurer à la colonie l'exécution des mesures prises par les organismes centraux ; et, d'autre part, de faire connaître les possibilités ainsi que les besoins de chaque territoire colonial.

L'ensemble des divers problèmes intéressant la profession est étudié à l'échelon local dans chaque colonie par les présidents de sous-sections, avec le concours des principaux membres de la profession, puis coordonné en première étape par le délégué permanent, et en second lieu par le Comité du groupement, assisté de son bureau consultatif composé de personnalités appartenant à la profession. En sens inverse, le délégué permanent fait exécuter les décisions importantes prises à l'instigation du Comité par le Secrétaire d'Etat, et les décisions mineures prises par lui-même conformément aux directives du Comité sous le contrôle d'un Commissaire du Gouvernement local.

L'agrément préalable du gouverneur de la colonie est nécessaire pour la nomination des présidents et, éventuellement, des vice-présidents des sous-sections, tous nommés par arrêté du Secrétaire d'Etat aux colonies sur proposition de l'échelon immédiatement supérieur et avec l'agrément de tous les échelons successifs.

Les présidents, vice-présidents, des sous-sections locales comme toutes les autres personnalités et tous les membres et employés du groupement professionnel sont tenus au secret professionnel.

Les dépenses administratives des sous-sections locales sont couvertes par des cotisations spéciales dont le taux et les modalités de perception sont fixés, pour chaque colonie, par un arrêté du Secrétaire d'Etat aux Colonies, pris sur la proposition du Comité central et après l'avis du gouverneur général ou du gouverneur.

III. — LES ENTREPRISES.

Toutes les entreprises coloniales, quelle que soit leur nature, sont obligatoirement partie des groupements professionnels. Cette obligation n'est pas sanctionnée, comme l'est une infraction, par une peine, mais seulement par la privation de certains avantages. Les licences d'exportation ou d'importation, les mesures de soutien prévues en faveur des entreprises coloniales, les subventions sur les fonds publics ne sont accordées qu'aux entreprises appartenant à l'un des groupements professionnels, et les marchés administratifs ne peuvent être passés qu'avec elles.

Par entreprises coloniales, il faut entendre, en ce qui concerne les professions agricoles, minières et industrielles, toutes les entreprises autres que familiales et artisanales, dont l'activité s'exerce totalement ou partiellement à la colonie, quel que soit le lieu du siège social. Pour les autres branches professionnelles, le critère varie selon les activités. Sont tenues d'adhérer au groupement du commerce colonial toutes personnes, maisons de commerce, entreprises industrielles ou agricoles, se livrant à des actes de commerce aux colonies, quel que soit le lieu de leur siège social.

Les entreprises de transport sont toutes les entreprises et tous les services publics (quel que soit le lieu de leur siège social) qui consacrent en faveur des tiers, totalement ou partiellement, leur activité aux transports, soit dans les territoires relevant du Secrétariat d'Etat aux Co-

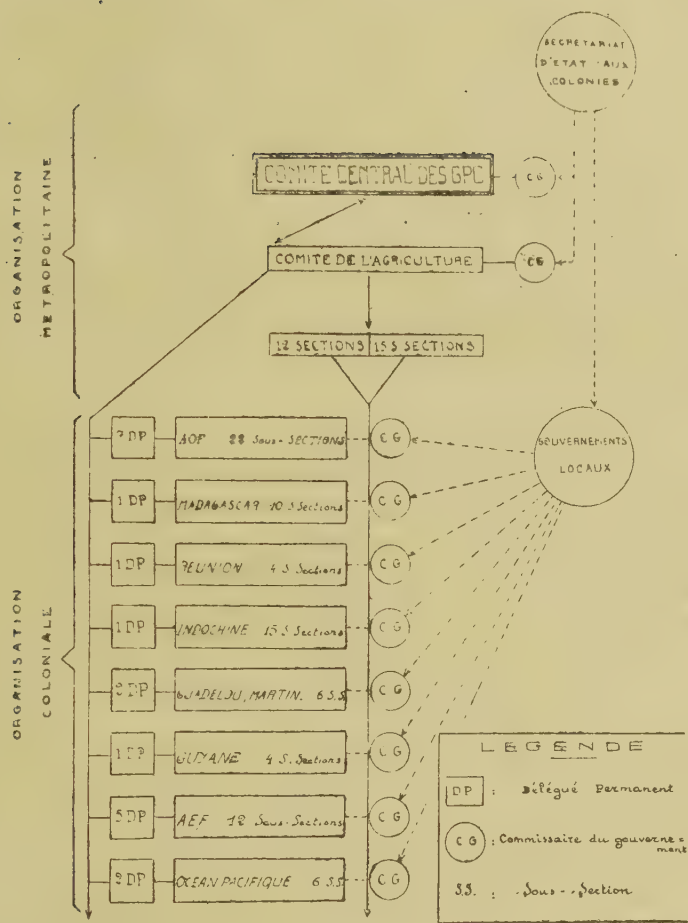


Tableau schématique de l'organisation du groupement professionnel et comité d'organisation des productions agricoles et forestières coloniales.

lonies, soit entre ces divers territoires, soit entre ces territoires et la métropole, qu'il s'agisse de transport par mer, par voie fluviale, par fer, par route ou par air.

Les entreprises de crédit devant adhérer au groupement du Crédit ne sont pas définies mais seulement énumérées limitativement par l'arrêté du 8 avril. Et, dans l'organisation et le fonctionnement du groupement, il est tenu compte des dispositions statutaires ou réglementaires qui leur sont propres.

Mais, si les entreprises coloniales ne sont pas toutes définies de la même manière, toutes doivent être obligatoirement immatriculées, tant auprès des sections ou sous-sections métropolitaines du groupement dont elles relèvent, si elles sont représentées en France, qu'auprès des sous-sections coloniales pour leur activité directe dans la colonie. Et cela à raison de la seule constatation de fait d'une activité coloniale, quelle que soit l'importance de cette activité au regard de l'importance des activités de l'entreprise, quelle que soit la nationalité de l'entreprise, quel que soit le lieu de son principal établissement. Les entreprises ayant plusieurs activités sont immatriculées à chacun des groupements, à chacune des sections ou sous-sections correspondant à leurs différentes productions.

CHAPITRE III

Caractères de l'organisation professionnelle coloniale.

I. — ORGANISATION PARTIELLE.

Intégrant dans les Groupements professionnels coloniaux les seules entreprises dont l'activité s'exerce totalement ou partiellement dans les territoires relevant du Secrétariat d'Etat aux Colonies, la loi du 6 décembre 1940 en exclut par là même les entreprises dont l'activité s'exerce dans les autres territoires de l'Empire. Cela ne veut pas dire toutefois que ces territoires échappent à toute organisation professionnelle : des dispositions particulières ont été prises à leur égard.

Un décret du 26 octobre 1940 a déclaré applicable en Algérie la loi du 16 août 1940, qui prévoit l'établissement de comités d'organisation dans les différentes branches d'activité industrielle et commerciale de la métropole. Le rôle des comités d'organisation doit s'exercer sur l'ensemble des activités métropolitaines et nord-africaines de chaque branche d'industrie.

Au Maroc, à la suite d'un dahir du 9 décembre 1940, des groupements économiques ont été formés par les industriels et les commerçants ; l'administration prononce l'affiliation et l'exclusion de leurs membres. Les personnes affiliées à chaque groupement peuvent seules exercer les professions qui en relèvent. Les groupements économiques agissent sous le contrôle de l'autorité publique dans le cadre du programme général arrêté par celle-ci. Les décisions concernant l'organisation des achats, la ré-

partition des fabrications et des productions, l'emploi de la main-d'œuvre, les tarifs des prix, sont prises par le chef de l'administration responsable sur la proposition du groupement intéressé.

En Tunisie, des Comités professionnels ont été institués par arrêté du Résident général.

On peut regretter que le législateur ait cru devoir reproduire ainsi dans l'ordre économique des différences d'ordre statutaire et politique existant entre les divers membres de la communauté impériale française. L'Afrique du Nord est beaucoup plus proche par son économie des autres possessions françaises que la métropole. Il est à craindre que, même en Algérie, les Comités d'organisation métropolitains ne possèdent pas une représentation suffisante pour assurer la diffusion et le contrôle de l'application de leurs décisions. Par ailleurs, la loi du 16 août n'intéressant que les seules entreprises commerciales et industrielles, la question de l'organisation des autres activités professionnelles reste pendante en Afrique du Nord. Enfin, la différence d'organisation économique entre celle-ci et l'Afrique Noire risque d'entraver les efforts en cours pour rendre les deux Afriques complémentaires l'une de l'autre.

II. — ORGANISATION DÉARMÉE.

A. Insuffisance des liaisons. — Il est peu probable, en effet, que le technicien dont dispose le Comité central des G. P. C. pour assurer toutes liaisons utiles avec les organisations professionnelles de l'Afrique du Nord et de la métropole puisse remplir pleinement cette tâche, qui est plus qu'une tâche de liaison, puisqu'elle devrait assurer la coordination, l'unification des politiques économiques.

En fait, le cloisonnement des économies est tel qu'il impose, pour y remédier, la création d'organismes accessibles. C'est ainsi qu'a dû être établi, entre le Comité général d'organisation de l'Industrie Textile et le Groupement des Productions Agricoles et Forestières Coloniales, un Comité Paritaire de coordination, dénommé : « Comité interprofessionnel cotonnier ».

Le seul lien tangible entre professions métropolitaines et coloniales est l'Office central de la Répartition des Matières Premières, qui coiffe tous les Comités d'Organisations, et dont la gestion est presque confondue avec l'administration de l'Etat. Mais il n'est pas certain que l'action de cet office s'inspire d'une égale bienveillance à l'égard des intérêts coloniaux et métropolitains.

B. Cherauchement de compétence et d'attribution. — La nécessité d'un accord préalable des Secrétaires d'Etat intéressés pour que le Secrétaire d'Etat aux Colonies puisse approuver et rendre exécutoires les propositions du Comité central ne s'inspire certainement pas davantage d'un désir de tous les pouvoirs de collaborer à une harmonisation des économies de la France et de la France d'outre-mer. Elle est bien plutôt le reflet sur le plan économique de la tutelle, souvent égoïste et incompréhensive, qu'exercent les autres ministères sur le ministères des Colonies.

Certes, la comptabilité des G. P. C. est soumise au contrôle de l'Inspection des Colonies, alors que celle des Comités d'Organisation métropolitains est soumise au contrôle direct du Ministère des Finances. Mais, comme l'a fait remarquer M. Culmann, « un contrôle de comptabilité ne constitue pas une ingérence dans l'administration de l'organe contrôlé. Il n'est en aucune manière un contrôle d'opportunité des décisions prises. Ce qui est lourd de conséquences pour la vie même des comités, c'est l'intervention du Ministre des Finances au côté du Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle, ou du Secrétaire d'Etat aux Colonies, pour imposer aux entreprises une cotisation dont le produit couvrira les dépenses administratives du Comité. Cette intervention revient au fond à exiger des comités qu'ils aient un budget et que ce budget soit soumis à l'approbation du Ministre des Finances, puisque celui-ci peut examiner le taux de la cotisation, son rendement, et exiger une justification approximative de son emploi. D'où l'inconvénient d'une divergence d'appréciation possible entre le Directeur du Comité, qui doit être maître de ses moyens, puisqu'il est responsable des résultats obte-

nus, et l'Administration des Finances irresponsable d'une bonne réalisation des fins recherchées, mais maîtresse souveraine des moyens d'action. »

Ces observations, valables pour tous les comités, semblent particulièrement pertinentes en ce qui concerne les comités coloniaux. Les partages de compétence et d'attribution entre l'Administration des Finances et celle des Colonies se sont toujours révélés difficiles, la première étant dominée par les intérêts continentaux, regardant obstinément vers le dedans, alors que la seconde est ouverte aux problèmes d'outre-mer.

Ce n'est malheureusement pas seulement dans leurs rapports avec les diverses autorités publiques, dans leurs rapports externes, que les G. P. C. se heurtent à des difficultés : il en est qui sont inhérentes à leur propre organisation. M. Du Vivier de Streel, Vice-Président du Comité central, montre dans un récent Bulletin de ce Comité que les lois et décrets constitutifs mettent en présence un certain nombre d'autorités : Présidents responsables, Commissaires du Gouvernement, Répartiteurs, « dont les pouvoirs chevauchent fréquemment, d'où conflits d'amour-propre, de prestige, de doctrine même ». Malentendus qui peuvent être « plus vifs encore à la colonie qu'à la métropole du fait de l'éloignement, de l'aspect différent sous lequel se présentent les problèmes aux yeux des professionnels et de l'administration, des susceptibilités froissées, des influences climatiques ou politiques. »

C Insuffisance des Pouvoirs. — Les retards et les indémissions qui naissent de ce manque d'harmonie entre le travail des praticiens et des administrations, comme du manque de liaison avec l'économie métropolitaine, risquent d'entraver l'action des comités coloniaux. Ce danger est d'autant plus manifeste que, selon la formule du Gouverneur général Brévié, ces comités, pour résoudre les difficiles problèmes qui se posent à eux et tiennent en suspens de graves intérêts publics et privés, ne « détiennent pas tous les pouvoirs et ne les exercent pas entièrement ».

L'organisation nouvelle n'a pas été dotée d'un pouvoir

réglementaire, répondant dans l'ordre professionnel au caractère autoritaire de l'ordre législatif colonial.

Alors qu'on reconnaît traditionnellement qu'un bon gouvernement des territoires d'outre-mer exige que la compétence de prendre des décisions impératives et de portée générale soit presque entièrement dévolue au chef de l'Etat, et par conséquent réclame une organisation autoritaire des pouvoirs publics, en matière d'organisation professionnelle on s'est montré timide, plus timide même que dans la métropole. La loi du 16 août dote les Comités d'Organisation d'un pouvoir propre de *décision*. Le Comité central des G. P. C., aux termes de la loi du 6 décembre 1940, ne fait que *préparer et proposer*. Toutefois, si les propositions du Comité central doivent être approuvées par arrêté du Secrétaire d'Etat aux Colonies pour devenir exécutoires, les décisions des Comités d'organisation métropolitains ne sont définitives qu'après avoir été approuvées par le Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle. Il en résulte que, tant que l'approbation n'est pas obtenue, les décisions de ces comités ne sont susceptibles d'aucune application. Elles restent lettre morte. Le silence du ministre paralyse entièrement l'action des comités. Dans les limites des ressources financières qui lui sont accordées et des règles générales de gestion que le Ministre peut être appelé à édicter, le Comité central, tout comme les comités métropolitains, peut librement agir et décider en matière d'administration courante.

Enfin, il n'est pas douteux que, par leur organisation horizontale, n'englobant dans chaque comité que des entreprises de même nature, les G. P. C. échappent aux causes de dépendance résultant de l'organisation verticale des comités métropolitains. L'organisation verticale, en intégrant toutes les entreprises qui participent à la production, à la transformation, au commerce d'un même objet ou procurent un même service, multiplie pour l'Etat les occasions d'intervenir dans les affaires intérieures des comités. Ceux-ci, en effet, n'englobent pas seulement des gens d'un même métier ayant des intérêts communs, mais rassemblent des gens de professions diverses, dont les inté-

rêts sont le plus souvent opposés : l'Etat se révèle l'arbitre indispensable et unique pour les concilier.

Dans la métropole, aucun organisme, si ce n'est l'Etat, n'existe en effet pour harmoniser les productions ou le jeu des services interdépendants des 110 comités d'organisation. Le Centre d'information Interprofessionnel créé par le décret du 30 avril 1941 n'ayant pas le pouvoir réglementaire ne peut pas résoudre par voie d'autorité les problèmes intercomités. Les comités généraux, comme celui de l'Industrie des Textiles, n'exercent leur tutelle que sur un certain nombre de comités particuliers et n'autorisent la communauté d'action des organismes décentralisés que d'une branche de l'activité nationale.

Le Comité central des G. P. C. apparaît au contraire comme un « organisme de coordination dictant une discipline commune à toutes les forces actives de la colonisation » (*Du Vivier de Streel*). Il assure la confrontation des intérêts des diverses professions, comme il assure la solution de leurs problèmes communs. Gérant et « représentant une masse d'intérêts qui, suivant les évaluations de l'avant-guerre, s'élevaient à quelque 20 milliards, soit près du tiers des échanges extérieurs de la métropole, et qui touchent à tous les ordres de l'activité humaine, sa tâche est particulièrement lourde et délicate. » (*Gouverneur général Brévié*.) Si, à plus de biens, il faut plus d'organes, à plus de force plus de règles, il convient que le Comité central soit doté de plus grands moyens d'action que les comités métropolitains. On peut donc regretter que, non seulement il ne soit pas pourvu d'un large pouvoir de décision, mais encore que les prérogatives dont il jouit soient moins nombreuses et moins étendues que celles dévolues par la loi du 16 août aux organismes directeurs des professions industrielles et commerciales françaises.

Contrairement à cette loi, la loi du 6 décembre ne prévoit pas pour les comités coloniaux la faculté de proposer au Ministre dont ils relèvent de procéder à la *réquisition* des matières premières, des produits, des services personnels et des entreprises : droit qui peut être pourtant néces-

saire pour assurer une bonne exécution des programmes de fabrication envisagés par les Comités d'Organisation.

En ce qui concerne le *Commissaire du Gouvernement*, alors que la loi coloniale déclare qu'il doit être choisi parmi les fonctionnaires en activité de service, la loi métropolitaine dit seulement : « Le ministre désigne un commissaire du Gouvernement pour le représenter auprès du Comité d'Organisation. » Aucune disposition ne détermine les conditions de son choix. Le ministre responsable peut donc nommer à ce poste une personne extérieure à l'administration. La loi métropolitaine ne précisant pas non plus les attributions du Commissaire du Gouvernement, M. Culmann estime qu'il ne peut exercer qu'une tutelle économique, seule une personne désignée par le ministre des Finances pouvant à son avis exercer une tutelle financière. En matière coloniale, l'arrêté du 25 mai 1941 interdit de raisonner de cette manière. Il déclare, en effet, dans son article 7 : « Le secrétaire général tient la comptabilité et rend annuellement au Comité central le compte général des recettes et des dépenses. Ce compte est approuvé par le Commissaire du Gouvernement. »

Autre différence notable entre les deux organisations, tandis que le même arrêté proclame dans son article 1 : « Les décisions du président du groupement sont exécutoires et deviennent définitives si, dans un délai de cinq jours après la notification qui lui en est faite, le Commissaire du Gouvernement n'a pas usé de son droit de veto suspensif », aux termes de la plupart des décrets instituant des comités d'organisation en France : « Les décisions du Directeur responsable sont immédiatement exécutoires et deviennent définitives si, dans un délai de 48 heures après leur notification au Commissaire du Gouvernement, celui-ci n'a pas usé de son droit de veto suspensif. » Ainsi, non seulement les décisions d'ordre intérieur que peuvent prendre les présidents des groupements coloniaux ne sont pas exécutoires immédiatement, ne le deviennent qu'à l'expiration du délai, mais encore ce délai, pendant lequel le Commissaire du Gouvernement peut opposer son veto suspensif, est deux fois et demi plus long en matière coloniale qu'en

matière métropolitaine. Cette inégalité de durée se justifie apparemment par l'éloignement des colonies, et le désir que peut avoir le pouvoir central de consulter leurs gouverneurs sur l'opportunité de la décision prise, mais elle souligne par là même le manque d'harmonie et de liaison qui existe entre professions et administration.

Par ailleurs enfin, si les commissaires du gouvernement représentant le ministre secrétaire d'Etat à la production industrielle peuvent décider que certaines décisions des Comités pour lesquelles ils ont reçu droit d'approbation ne leur seront pas soumises, il ne semble pas que les commissaires coloniaux puissent décider de même en ce qui concerne les propositions du Comité central pour lesquelles le droit d'approuver leur a été délégué. Si on peut en effet donner tacitement par avance son homologation à une décision, on ne peut raisonnablement le faire en ce qui concerne une proposition. Il en résulte qu'en matière coloniale la tutelle rigide établie par la loi ne comporte aucun assouplissement.

Mais là s'arrêtent les dissemblances, en matière coloniale comme en matière métropolitaine ; en cas de dissentiments et de conflits d'attribution entre Commissaires du Gouvernement placés auprès d'un même comité, il appartient à leur supérieur hiérarchique de les départager, le commissaire en titre ayant une compétence de droit commun par rapport à celle des commissaires adjoints, qui est limitée à certaines questions.

Si des différends s'élèvent, non plus entre représentants du pouvoir central, mais au sein même des organismes professionnels, ceux-ci ont qualité pour les apprécier, pour les trancher, et aussi, s'ils révèlent des infractions aux règlements du comité, pour proposer des *sanctions* au ministre dont ils dépendent.

Dans ce domaine encore, toutefois, l'Etat semble avoir hésité à donner aux comités les pouvoirs nécessaires. De l'avis de M. Roland Pré, Délégué général du Comité d'Organisation du Bâtiment et des Travaux Publics : « En matière de sanctions, les comités n'ont pas été pourvus d'un arsenal suffisant pour asseoir leur autorité dans tous

les cas et faire respecter leurs décisions. » Les sanctions identiques prévues par les lois du 16 août et du 6 décembre « sont si lourdes en effet qu'elles ne peuvent être maniées qu'avec circonspection ».

En dehors d'une interdiction temporaire ou définitive pour le chef d'entreprise d'exercer des fonctions de direction, on ne peut que recourir à une amende de 10 % du chiffre d'affaires (au maximum). Or, une amende de 10 % représente avec les décimes 100 %, soit la totalité du chiffre d'affaires. De plus, les comités ne disposent pas directement de ces sanctions, puisqu'ils peuvent seulement adresser à ce sujet des propositions aux ministres.

Mais si ces sanctions ne peuvent pas être facilement utilisées et manquent de souplesse, elles n'en sont pas moins remarquables par leur caractère économique qui les apparente à certaines sanctions prévues par la loi du 16 novembre 1940 sur les sociétés anonymes. L'administrateur délégué qui établit de faux bilans, tout comme le chef d'entreprise frappé par la sanction professionnelle majeure continue à percevoir les bénéfices où à supporter les pertes de l'entreprise, mais il n'a plus le droit d'en assurer personnellement la direction. Ce fait souligne l'aspect social, le caractère de droit public sous lequel est désormais envisagée la fonction de production. Et c'est en raison de ce caractère aussi sans doute que l'amende est versée au Trésor. C'est toute la communauté nationale qui est indemnisée du dommage qui lui a été causé. Néanmoins, on eût facilement admis qu'en matière coloniale l'amende fût versée à un organisme colonial : en agissant ainsi, on n'eût fait que rendre à César ce qui était à César. Quoi qu'il en soit, en ce qui concerne les G. P. C., la sanction est proposée par le Comité central et l'infraction jugée par le Secrétaire d'Etat aux Colonies. Aucun appel n'est prévu contre son jugement. Toutefois, comme toute décision administrative, il est susceptible d'être déféré au Conseil d'Etat.

3. — ORGANISATION EXCLUSIVEMENT ÉCONOMIQUE.

Alors que la loi du 16 août 1940 charge des Comités d'Organisation d'effectuer le recensement des entreprises, sans autre précision, la loi du 6 décembre définit ce qu'il faut entendre par entreprise coloniale.

En excluant de l'organisation professionnelle les entreprises familiales et artisanales, de nature agricole, industrielle et minière, elle semble avoir marqué ses préférences pour une colonisation par les grandes sociétés de capitaux. Le fait qu'elle ne prononce aucune exclusion en ce qui concerne les entreprises commerciales et de transports ne va pas à l'encontre de cette idée, car ces activités ne peuvent pas être exercées sans un capital important et surtout ne sont pas les éléments, mais seulement les moyens de la colonisation.

Cette orientation vers une colonisation par entreprises européennes fait apparaître le désir du législateur de ne pas alourdir dans le présent la politique d'organisation et, pourrait-on dire dans bien des cas, de création de l'Economie impériale, de lourdes préoccupations sociales. Mais il ne recule pas devant la perspective de créer en son temps et à son heure une communauté impériale totale, puisqu'il prévoit que les vice-présidents peuvent être chargés par le président du comité central « de préparer la représentation des intérêts artisanaux et familiaux », c'est-à-dire l'association des petits entrepreneurs et du paysannat indigène à l'œuvre de construction économique confiée aux G. P. C.

C'est sans doute aussi le désir du législateur de bâtir vite, grand et neuf qui l'a poussé à balayer un certain nombre d'organismes coloniaux. Comme l'a bien montré M. R. Maunier (1), ces groupements plus ou moins officiellement constitués sous un déguisement professionnel étaient en fait des instruments d'agitation aux mains de meneurs européens qui faisaient des masses indigènes leur outil et leur proie. De toutes façons, en provoquant

(1) R. MAUNIER : *Cours de Doctorat*, 1938-1939.

par des décrets la dissolution des groupements et organismes professionnels coloniaux existant, le législateur colonial s'est montré pour une fois plus hardi que le législateur métropolitain. La loi du 16 août a seulement provoqué la dissolution par décret des Groupements généraux, rassemblant à l'échelle nationale les organisations patronales et ouvrières. Les autres syndicats ont été placés sous le contrôle des Comités d'Organisation. Ces comités étaient au terme de la loi créés à titre provisoire, et, jusqu'à l'établissement du cadre de l'organisation professionnelle, devaient apparemment disparaître devant la Charte du Travail, promulguée le 4 octobre 1941 et constituant ce cadre.

Mais le législateur, estimant probablement les temps encore trop agités, est revenu sur sa décision primitive et a déclaré que, sauf exceptions, les questions d'ordre économique resteraient dans les attributions des comités provisoires. En ce qui concerne les syndicats existant à la date de la publication de la Charte, il fut entendu qu'ils poursuivraient leur activité jusqu'à ce qu'il soit statué par décret sur leur dissolution ou leur intégration dans la nouvelle organisation professionnelle. Cette dernière disposition accentue le fossé existant entre l'économique et le social, puisqu'elle sépare entièrement les syndicats des comités d'organisation qui jusque-là les contrôlaient. Or le but suprême de l'organisation corporative est précisément de combler ce fossé, d'assurer la fusion de l'économique et du social. Si donc dans l'avenir l'organisation professionnelle française est appelée à être corporative et à connaître de tous les aspects sociaux et économiques de l'activité professionnelle, présentement, l'économie s'organise sur un plan distinct et par conséquent sur des bases diamétralement opposées au corporatisme.

Il n'est pas douteux qu'ainsi les personnalités placées à la tête du comité ont les coudées franches pour agir, aussi franches que celles placées à la tête des G. P. C. — Pas plus que celles-ci, elles n'ont à s'occuper d'autres questions que de questions économiques. Il faut souhaiter qu'elles les résolvent conformément aux intérêts de tous les mem-

bres des professions, bien qu'elles ne représentent que les seuls chefs des grandes entreprises. La classe patronale, désormais une et indivisible et participant à l'exercice de la puissance publique, se doit de mériter la confiance que lui ont témoignée les gouvernants, en ayant pleinement conscience de la solidarité qui la lie aux salariés. Certes, un jour, que l'on peut croire prochain, la fusion des deux systèmes organiques, celui des comités d'organisation et celui de la classe ouvrière organisée selon les modalités de la Charte, assurera une solidarité professionnelle totale, dotant la métropole d'une organisation corporative.

Mais, dans le domaine impérial, on ne saurait arriver à un pareil stade d'organisation professionnelle avant que les indigènes se soient élevés au niveau de la civilisation mondiale. Seulement donc après une évolution assez lente, qui pour être bien conduite et arriver à terme exige que la France n'abandonne pas les populations confiées à sa garde à leur propre instinct, mais poursuive sa mission civilisatrice pour les rendre aptes à s'intégrer dans la communauté professionnelle impériale. Comme l'a écrit une haute personnalité du monde colonial, le législateur a eu dans l'esprit la situation sociale de la métropole beaucoup plus que celle de nos colonies en promulguant la Charte du Travail (1). Outre-mer, les problèmes dominants ne sont ni la lutte des classes, ni les rapports du capital et du travail. « Ce sont plutôt les relations entre les Européens et les indigènes : l'organisation d'une tutelle bienveillante et bienfaisante à l'égard de communautés primitives auxquelles il convient de faire franchir en un court espace de temps les étapes que notre continent a mis plusieurs siècles à parcourir »... « Avant de songer aux classes qui peuvent entrer en lutte, on pense à la distinction que crée la

(1) L'art. 79 de la loi prescrit formellement que « les conditions dans lesquelles la loi ou certaines de ses dispositions pourront éventuellement être rendues applicables à l'Algérie, aux colonies et aux territoires placés sous mandat français seront fixées par décret ». De toutes façons d'ailleurs, du fait du principe de la spécialité de la législation coloniale, la loi n'aurait pu s'appliquer automatiquement aux colonies, ni totalement ni partiellement.

diversité de races et de cultures. On cherche les solutions qui intéressent, non le paysan et le salarié, mais l'ensemble de la population indigène »... « En bref, on fait de la politique indigène plutôt que de la politique sociale ». Or, pour faire une bonne politique indigène, il convient de créer d'abord une économie saine et prospère. « Aux colonies, l'amélioration de la condition des individus dépend avant tout de l'accroissement de la production. » « Si, pour augmenter les garanties largement données déjà par les décrets sur le travail promulgués de 1937 à 1938, on prenait des dispositions de nature à troubler l'économie coloniale, on irait à l'encontre des intérêts de tous.

« Au contraire, toute mesure propre à améliorer la situation économique de l'Empire aura sa répercussion bienfaisante sur la situation matérielle et morale des populations et rendra leur avenir plus lumineux et plus souriant. » — Ces réflexions, qu'inspirent à leur auteur une longue expérience et une parfaite connaissance des choses coloniales, semblent d'ailleurs pleinement conformes à l'évolution qu'a subie l'organisation des G. P. C. Comme l'a fait observer M. l'Inspecteur général Barthes, la loi du 6 décembre a créé d'emblée des groupements professionnels, alors que la loi du 16 août s'est contentée de créer des comités d'organisation provisoires pour la métropole. Mais le législateur n'a pas tardé à faire machine en arrière, en raison sans aucun doute de la prédominance, sur le plan colonial, de l'économie sur le social. Le décret du 25 mars 1941 a créé six comités d'organisation « pour assurer la constitution des groupements professionnels et proposer un statut d'ensemble des professions intéressées ». Aux termes de ce décret, comités d'organisation et groupements professionnels devaient fonctionner parallèlement ; en fait, ils se sont confondus, et chaque organisme directeur s'appelle en même temps comité d'organisation et groupement professionnel de telle ou telle branche d'activité. Cette souple adaptation de la législation coloniale aux nécessités positives de la vie d'outre-mer montre que le législateur n'entend pas brûler les étapes, mais bien créer et organiser l'économie im-

périale avant d'organiser des professions encore à l'état embryonnaire sur le plan social. Et, pour atteindre cette fin dernière, peut-être aura-t-il à s'inspirer davantage de la loi du 2 décembre 1940 relative à l'organisation corporative de l'agriculture que de la Charte du Travail. Celle-ci, en effet, correspond à un stade de civilisation industrielle raffinée, qui dépassera longtemps, sinon toujours, l'économie coloniale restée essentiellement rurale et forestière.

Quoi qu'il en soit, quand bien même il ne devrait pas y avoir avant longtemps de charte du travail pour l'Empire, la France n'en continuerait pas moins à y pratiquer une politique humaine et généreuse. La présence du Gouverneur général Brévié à la tête des G. P. C. l'atteste hautement. La politique de ce grand chef en A. O. F. comme en Indochine s'est toujours inspirée de considérations profondément humaines, propres à assurer aux populations indigènes un confort matériel et moral sans cesse croissant (1). Et, en tête du premier bulletin du Comité central présentant l'organisation professionnelle aux colonies, il a affirmé sa volonté de ne pas se départir d'une telle ligne de conduite, en déclarant que cette nouvelle organisation devait se développer en évitant les écueils des vieux systèmes, et en particulier « l'oppression des trusts qui accaparaient les forces économiques au profit d'intérêts coalisés et régentaient les marchés à leur guise sans souci des intérêts de l'Etat et des consommateurs ».

Il semble d'ailleurs que si les consommateurs et les petits producteurs sont absents de l'organisation nouvelle, les pouvoirs qu'exerce l'Etat lui permettent, s'il en a le désir, d'interdire aux puissants d'y commettre des abus. Toutes les décisions, en effet, sont prises par le secrétaire d'Etat responsable. Aux colonies comme dans la métropole, l'activité professionnelle est contrôlée par ses représen-

(1) « Inclignons-nous d'abord vers les plus déshérités de la vie ; ce faisant, nous accomplirons le geste de solidarité humaine qui s'impose entre tous. » (Discours prononcé le 2 juin 1937 par le Gouverneur général Brévié à l'inauguration du réseau d'irrigation de Vinh Nord).

tants. Au sommet de l'organisation, les postes de commande ne sont pas occupés par des praticiens, mais par des hommes ayant déjà rendu des services éminents au pays. En principe, les professionnels proposent, et l'Etat dispose. Les professionnels sont le moteur de l'action, ils mettent la machine en marche, l'alimentent, l'animent ; l'Etat la conduit. C'est donc l'Etat qui a en définitive la responsabilité du fonctionnement de l'organisation conformément à l'intérêt général qu'il représente. L'économie dirigée veut qu'il soit plus encore que l'arbitre des intérêts professionnels, le chef suprême du commandement économique, intimement lié à la direction politique. L'entrepreneur unique, dont la mission est de faire concourir les activités privées à des fins publiques. Un Etat qui, comme l'Etat français, n'a pas encore constitutionnellement organisé la représentation des intérêts économiques, ne leur a pas confié la gestion des pouvoirs publics, n'a pas assuré la primauté de l'économie sur la politique, est un Etat dont les organes législatifs et exécutifs n'ont pas encore acquis le caractère corporatif. L'homogénéité n'est pas alors complète de la base au sommet de l'organisation professionnelle. Au sommet, les gouvernants dirigent l'économie sans être liés par des règles impératives, ni même être guidés par des préoccupations d'ordre strictement professionnel, tandis qu'au-dessous d'eux toutes les activités s'ordonnent dans une organisation hiérarchisée qui a reçu un caractère de droit public et où l'on trouve à tous les échelons de la hiérarchie autorité et responsabilité.

C'est ainsi par exemple que le chef d'une entreprise coloniale est responsable de son activité vis-à-vis du président de la sous-section locale ; le président de la sous-section est responsable vis-à-vis du président de la section ; le président de la section est responsable vis-à-vis du président du groupement, le président du groupement vis-à-vis de celui du Comité central, qui est responsable vis-à-vis du Secrétaire d'Etat, lui-même responsable devant le Chef de l'Etat et la communauté nationale.

Si la propriété individuelle subsiste, si le moteur de

l'action reste l'intérêt personnel, « la propriété et le profit ne sont plus aujourd'hui des privilèges absolus dont les bénéficiaires peuvent jouir à leur guise. La fonction sociale du citoyen, la subordination complète de l'intérêt particulier à l'intérêt général deviennent la loi fondamentale de l'ordre nouveau ». (*Du Vivier de Steel.*) Ainsi, la liberté de chacun est limitée, mais au nom du bien-être de tous.

*
* *

La volonté de direction et d'organisation de l'Etat opère en principe sur les entreprises privées par l'intermédiaire des groupements professionnels. Ces relais dans la direction de l'économie sont, selon la formule de M. Laufenburger, « la synthèse de l'expérience des affaires et de l'autorité de l'Etat ». Ils sont en effet composés de praticiens qui ont reçu délégation de la puissance publique pour organiser, gérer, développer leurs professions respectives, c'est-à-dire l'ensemble des entreprises qui produisent les mêmes biens ou rendent les mêmes services, conformément aux intérêts supérieurs de la communauté nationale, intérêts qu'il appartient à l'Etat de définir.

Pour remplir cette mission, les groupements peuvent avoir été investis d'une autorité plus ou moins large. Il semble qu'en France les pouvoirs publics se soient méfiés des enfants qu'ils avaient fait naître. Ceci nous est apparu particulièrement vrai en ce qui concerne les comités coloniaux, qui n'ont apparemment pas reçu des moyens d'action proportionnés à leur tâche. L'insuffisance des pouvoirs délégués, comme d'ailleurs les chevauchements de compétence et d'attributions, et la déficience des liaisons avec l'économie métropolitaine, sont autant d'obstacles à l'œuvre constructive des G. P. C.

Et, à ces difficultés organiques considérables, s'ajoutent les pesants obstacles accumulés par la guerre. Après la défaite, des masses de produits destinés au ravitaillement de la métropole restèrent sans écoulement et sans emploi aux colonies. Le financement des affaires se heurta à de

sérieuses difficultés. Le fret national, déjà en infériorité à l'égard de ses concurrents étrangers, fut presque entièrement éliminé. Une asphyxie progressive menaça certaines de nos possessions d'outre-mer. Si elles ne pouvaient pas exporter leurs produits vers la métropole du fait du blocus, elles ne pouvaient pas non plus en recevoir les produits fabriqués indispensables à leur économie. Tous autres moyens de liaison que les communications radiophoniques étaient pratiquement interrompus ; l'envoi de cadres administratifs ou professionnels ne pouvait s'opérer qu'à intervalles irréguliers. Le contrôle sur place de l'exécution des ordres donnés devenait impossible. En sens inverse, les cotisations des entreprises, destinées à assurer le fonctionnement de l'organisation professionnelle, retraient mal. Les desseins du comité central, le sens et l'étendue de sa mission étaient faussement interprétés ou totalement incompris par l'administration et les entreprises locales. La dissidence de certaines colonies venait encore assombrir les perspectives de l'organisation de l'économie impériale.

Et, tandis que l'aire géographique ouverte à l'action des G. P. C. se restreignait, les incertitudes du lendemain posaient des problèmes délicats. Il pouvait sembler vain de jeter les jalons d'une organisation à venir, de tirer des plans, alors que l'on travaillait sur des bases incertaines, ne connaissant ni la consistance future de l'Empire ni le rôle qu'il serait appelé à jouer dans l'économie mondiale. Il pouvait sembler vain de vouloir construire dans une période troublée où les réalisations positives se heurtaient souvent, sinon toujours, à des impossibilités matérielles.

Mais, aux coloniaux résolus auxquels a été confiée la direction des G. P. C., il est apparu qu'il n'était pas inutile d'entreprendre et d'espérer. Ils ont estimé « qu'il convenait d'examiner sous l'angle de l'avenir certaines questions qui, dans l'heure présente, risquent peut-être de paraître saugrenues ». Ils ont pensé que c'est dans la mesure où seraient résolus les problèmes de l'économie impériale que la France aurait des chances, après le règlement final du conflit actuel, de jouer dans le monde le rôle qu'elle ambitionne. Ayant donc à cœur de donner corps et vie à

cette notion de l'Empire français « dont on parlait tant, mais qu'on ne réalisait pas » (1), ils se sont mis vigoureusement à la tâche. Et, à la différence d'un certain nombre de comités métropolitains, ils ne se sont pas laissés absorber par l'inévitable besogne administrative qui est la rançon de l'économie dirigée. Rien ne leur a fait perdre de vue la nature exacte de leur mission. Dès leurs statuts complétés, leur organisation achevée, leurs cadres constitués, ils se sont attachés sans trêve à orienter les activités coloniales de manière à ce que soient remis en marche la production et les échanges commerciaux, de manière que soit établie une efficace discipline sur toutes les activités, de manière enfin que plus de richesses soient mises à la disposition de la communauté française.

Si des obstacles énormes s'opposent encore à l'œuvre rénovatrice des G. P. C., ils les surmonteront malgré tout, parce qu'ils ont la foi qui soulève les montagnes. Et, si leurs moyens sont petits, ils viseront malgré tout haut et loin, car, s'il appartenait à Dieu seul de faire de rien toutes choses, il a toujours appartenu aux coloniaux français de faire avec peu de choses de grandes choses. Et les coloniaux d'aujourd'hui ne renieront certes pas les traditions de leurs aînés. En fondant la solidarité économique et humaine de la communauté impériale, ils feront de « l'Empire l'expression vivante de la force sereine de l'idéalisme français (2) ».

(1) et (2) Gouverneur général BRÉVIÉ.

LIVRE II

LA SOLIDARITÉ ÉCONOMIQUE

CHAPITRE PREMIER

Les aspects du problème.

Coordonner et harmoniser consommation et production de la métropole et des colonies sont les problèmes primordiaux que doit résoudre la nouvelle organisation professionnelle. S'ils se posent aujourd'hui dans les mêmes termes qu'hier, l'économie nouvelle et le progrès de la technique permettent d'y apporter des solutions entièrement neuves et radicales. Il convient donc de ne les étudier, selon la formule de Descartes, qu'après avoir « ôté de notre esprit toutes les opinions reçues », et en particulier qu'après nous être bien persuadés que les vœux même de la Conférence Impériale de 1934 se trouvent dépassés.

Alors en effet que l'économie d'hier n'atteignait que la production, celle d'aujourd'hui est aussi maîtresse de deux autres facteurs de l'économie, la répartition et la consommation. Elle peut à son gré substituer à la consommation d'un produit dont la production nationale est insuffisante et le restera longtemps encore, sinon toujours, un produit similaire surabondant, et qui, pour des raisons géographiques, sociales ou militaires, le restera longtemps encore, sinon toujours. Certes, les similaires sont rares dans la

nature, mais les permutations de la matière que permet la Chimie les rend de jour en jour plus nombreux, et assure dès à présent toute la souplesse désirable au système. On peut, à partir d'une seule matière première excédentaire, tirer des dizaines et des centaines de matières premières déficitaires. De ce chef, le problème des productions supplémentaires concurrentes entre métropole et colonies s'évanouit et celui des productions complémentaires peut être résolu. On objecte que les produits obtenus chimiquement sont de mauvaise qualité. Si cette opinion était hier une vérité, c'est aujourd'hui une erreur dans la plupart des cas, et ce sera demain une contre-vérité. Comme on le lit dans un article de *La Vie Industrielle*, « les qualités, déjà remarquables, des plus importants des produits de remplacement vont en se perfectionnant ». L'hostilité qu'ils rencontrent suffit d'ailleurs à prouver leur valeur. Si on les combat âprement dans certains milieux, c'est parce qu'on voit en eux des concurrents possibles. On invoque l'intérêt général pour défendre des intérêts personnels, des situations acquises, et si celles-ci ne s'étaient pas au grand jour il est permis de croire qu'elles ne sont pas légitimes.

Peut-être l'esprit de routine a-t-il aussi sa part cependant, dans l'opinion très répandue que les nouveaux produits industriels ne survivront pas aux circonstances particulières qui ont provoqué leur naissance ou développé leur emploi. Comme on le lit encore dans *La Vie Industrielle* : « Le caractère de la production des produits de remplacement leur assure, contre un renversement possible de la fortune, des points d'ancrage solides ». « Dans le domaine de l'industrie, une entreprise conserve fatalement sa destination. Si elle a été construite pour fabriquer du caoutchouc, elle continuera à fabriquer du caoutchouc quoiqu'il arrive, parce qu'elle ne peut pas faire autrement. Peut-être perdra-t-elle de l'argent, peut-être compromettra-t-elle son capital : ce sont des risques de toute entreprise industrielle ; la production, pour autant, ne sera pas supprimée.

« Comme la betterave sucrière, culture accouplée à l'in-

dustrie du sucre de canne, a persisté au delà du blocus continental, comme la rayonne a persisté au delà de la guerre de 1914, de même les autres produits issus de la crise actuelle défendront leurs positions après elle, et les anciens devront compter avec eux. » Il est même permis de penser que, dans bien des domaines, les produits qualifiés de produits de remplacement seront un jour les seuls existants. En ce qui concerne le pétrole par exemple, comme l'a fait observer M. Du Vivier de Streel dans la *Revue des Deux Mondes*, les gisements du monde entier seront vidés dans 40 ou 50 ans. « Il n'est donc pas inutile de se procurer des matières de remplacement qui proviennent de sources indéfiniment renouvelables, c'est-à-dire des matières végétales que la nature élabore annuellement. »

D'ailleurs, « il ne s'agit pas pour la France d'inventer des fabrications nouvelles, mais seulement de copier ce qui a déjà été fait par des Etats plus entreprenants ou plus impérieusement commandés par les nécessités de leur existence ». L'Italie, le Japon, l'Allemagne, l'URSS fabriquent en quantités de plus en plus considérables les textiles synthétiques, les essences, les huiles et les graisses synthétiques. Ces puissances utilisent les matières plastiques dans presque toutes les branches de l'industrie, depuis les industries chimiques jusqu'aux industries mécaniques. A leur suite, les puissances anglo-saxonnes se sont mises à fabriquer du caoutchouc synthétique. Le fait qu'avant la guerre même, avant d'être privés du caoutchouc d'Asie, les Etats-Unis se soient tournés résolument vers cette production, et le fait qu'ils comptent aujourd'hui plus sur son développement que sur celui des cultures d'Amérique du Sud est à méditer.

S'il est vrai que, d'une façon générale, les produits synthétiques restent plus chers que les produits naturels, il convient de remarquer qu'ils constituent une production nationale. Ils n'impliquent aucune sortie d'argent des pays producteurs, mais procurent au contraire une source d'activité supplémentaire, un accroissement du pouvoir d'achat interne. Ils permettent d'échapper aux conséquences de la

surabondance de certains produits, c'est-à-dire au chômage et à la ruine, et accroissent le potentiel de force du pays.

Que le consommateur puisse avoir une certaine répugnance à les utiliser est peu concevable si leur qualité est égale ou supérieure à celle des produits anciens. Sans même utiliser les moyens de contrainte que fournit l'économie dirigée, on peut aujourd'hui orienter la consommation comme on l'entend par la réclame et la propagande. Bien faite, parlant à tous les sens, elle crée des engouements auxquels ne résistent pas les masses humaines. Les femmes même pourvues de nombreuses paires de chaussures de cuir utilisent aujourd'hui les inconfortables souliers à semelles de bois parce que telle est la mode.

Il apparaît donc que, pouvant suggérer, orienter, contrôler étroitement l'activité des consommateurs et des producteurs, d'une part, et pouvant d'autre part opérer à volonté la permutation des matières, l'économie d'aujourd'hui dispose de moyens complémentaires, puissants et souples, pour harmoniser et coordonner production et consommation au sein d'un Empire. C'est pourquoi il semble que l'on puisse envisager avec optimisme l'évolution de la nouvelle économie de la France continentale et de la France d'Outre-Mer, si, dépassant le stade de l'organisation fractionnelle, elle arrive à une organisation unitaire des activités professionnelles impériales et métropolitaines.

* * *

L'on est d'autant plus fondé à être optimiste qu'alors même que les moyens d'action de l'Economie étaient limités, sinon précaires, la part du commerce colonial dans le commerce français est allé croissant d'une guerre à l'autre, comme le fait apparaître le tableau ci-dessous :

COMMERCE DE LA FRANCE AVEC L'EMPIRE

	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS
	—	—
1913	10 %	12 %
1923	9,4	13,4

1930	12,4	20,7
1932	20,9	31,5
1934	25,3	30,9
1936	28,5	33,4
1937	28,5	33,4
1938	27,1	27,4

Si, en 1938, la proportion du commerce de la France avec l'Empire a subi un léger fléchissement par rapport à l'année précédente, ce fléchissement est plus apparent que réel. Il tient en effet non pas à une diminution du volume des échanges franco-coloniaux, mais seulement à ce que son gonflement n'a pas été proportionnel à l'accroissement du volume total des échanges de la France.

Tandis que le commerce global de la France est passé de 66.250 millions en 1937 à 76.654 en 1938, son commerce avec les colonies s'est élevé de 17.111 millions en 1937 à 20.881 en 1938. Si donc l'accroissement du commerce colonial n'a pas suivi celui du commerce étranger, il n'en a pas moins été effectif d'une année à l'autre, puisque égal à 3.770 millions.

Quoiqu'il en soit, on peut dire qu'en moyenne, à la veille de la guerre, le commerce colonial représentait à peu près 1/3 de notre commerce total, alors qu'il représentait à peine plus d'1/9 de ce commerce en 1913.

CHAPITRE II

L'Empire fournisseur de matières premières.

Tandis que, considéré en bloc, le commerce français apparaît comme un édifice imposant, sinon harmonieux, l'analyse de l'économie française dans les dernières années où elle s'est exercée librement révèle des déficiences organiques. On y découvre un système d'échanges irrationnel parce que dicté par des intérêts particuliers, un manque certain d'imagination dans les conceptions, comme de volonté et de méthode dans les réalisations (1). Il n'est pas douteux que, grâce à la nouvelle organisation professionnelle, l'ordre se substituant au désordre, l'audace à la timidité, l'importation en France et à travers l'Empire de la plupart des produits coloniaux croîtra à pas de géant.

SECTION I. — MATIÈRES ALIMENTAIRES

Si nous recevions de nos colonies beaucoup plus de denrées alimentaires que de matières industrielles, la part de l'étranger restait malgré tout très forte avant la

(1) « Outre-mer comme sur tout notre territoire européen, nous devons, nous *pouvions* organiser au moins un marché national pour chacun de nos produits coloniaux au lieu de le laisser sous la *tyrannie accablante* des grands trusts internationaux. » (MARIUS LEBLOND, dans *La Vie*.)

« Avec le régime corporatif, on ne doit plus voir les banques juives introduire le blé du Canada et de Russie, quand le paysan français ne peut pas vendre le sien, ni introduire des vins étrangers quand le viculteur algérien en est réduit à arracher ses vignes. » (M. H. LENORMAND.)

guerre dans nos importations de produits alimentaires, comme le montre le tableau ci-dessous pour une année moyenne d'avant-guerre :

PRODUITS	IMPORTATIONS GLOBALES (en milliers de qx)	ÉTRANGER en %	COLONIES en %
Blé.....	4.623	47,5	52,5
Orge	1.253	35	65
Avoine	788	84	16
Maïs.....	7.490	22	78
Riz	7.150	4	96
Thé	13	61	39
Café.....	1.856	78	22
Cacao	435	15	85
Sucre.....	2.080	47	53
Huile d'olive .	233	31	69

A. Produits dits supplémentaires. — Cette forte proportion de produits étrangers dans nos importations permet d'affirmer que les denrées qui sont considérées, en dehors des périodes de crise, comme supplémentaires ou concurrentes des denrées métropolitaines (céréales et vins, riz, rhum et sucre de canne), pourraient trouver une plus large place sur le marché métropolitain que celle qui leur est faite, en se substituant aux produits étrangers correspondants ou similaires. Une meilleure organisation des relations intercoloniales permettrait d'autre part à toutes ces matières de trouver des débouchés complémentaires sur les marchés coloniaux.

L'examen du seul commerce du *blé* suffit d'ailleurs à le démontrer. En 1937, la France importe 463 millions de tonnes de blé, dont seulement 85 de ses possessions. Et, ce qui est plus paradoxal encore, c'est que, parmi ces possessions, celles qui gémissent sous le poids de leur excédent de blé, comme la Tunisie et le Maroc, procèdent à des importations. En 1937, la Tunisie achète 15 milliers de tonnes de blé à l'étranger et 3,9 à la France ; le Maroc 4 à la France et 51 à l'étranger. Toujours en 1937, l'ensemble des colonies importe 91 milliers de tonnes de farine, dont 36 seulement de France. Sur 19 milliers de tonnes,

l'Indochine en reçoit 18,9 de l'Australie et de Hong-Kong (1).

Il est permis d'espérer que la nouvelle organisation économique fera disparaître de pareilles anomalies. Que demain le blé que la métropole devait importer des USA et du Canada lui sera fourni par l'Afrique du Nord. Que celle-ci fournira également aux autres colonies les milliers de tonnes de farine et de blé qu'elles achètent à l'étranger. Enfin que, pour éviter tout risque de surproduction, une propagande bien conduite assurera le développement de la consommation du pain, aliment nutritif et bon marché, dans celles de nos possessions où la sous-alimentation fait le plus de ravages. La progression de la consommation du pain au Japon, où la production du blé est passée de 6,4 mq en 1910 à 12,3 en 1938, est là pour attester les possibilités qui existent dans ce domaine.

De même en ce qui concerne le *vin* : la consommation coloniale pourrait être augmentée. Alors qu'aux dires de M. Guernier la consommation moyenne est seulement de 0,4 litre par indigène dans nos colonies, elle atteint 2,7 litres dans les colonies italiennes, et 7,4 dans les possessions espagnoles.

Dès à présent, l'Empire pourrait fournir aux colonies importatrices les 139.000 hectolitres de vin qu'elles ont importés en 1937 de l'étranger. L'Afrique du Nord, en s'orientant vers une production de vins de liqueur et de mistelles, serait également en mesure de couvrir la totalité des besoins de la France dans ce domaine. Et si à l'ensemble de ces mesures s'ajoutait un développement de la consommation des raisins frais et du jus de raisin, le problème viticole, de problème de surproduction, deviendrait vraisemblablement un problème de sous-production. Les événements récents ont montré que de la surabondance à l'insuffisance criante la marge n'était pas large.

(1) *Bulletin de la Statistique générale de la France*. Commerce de la France et de ses dépendances pour certains produits. Juillet-septembre 1939.

Cette observation, vraie pour le vin, l'est encore plus pour le *sucré*. Avant la guerre même, dans les années de mauvaise récolte, la production française, aidée d'une production coloniale volontairement limitée, ne suffisait pas à couvrir les besoins de la consommation nationale. Ce fut le cas en 1938, où, la production métropolitaine n'ayant atteint que 8,1 millions de quintaux métriques de sucre de betterave, la France dut importer de l'étranger 125.000 tonnes de sucre. Et comme, dans ces années de paix, les sucres étrangers étaient frappés d'un droit de douane, et les sucres coloniaux rigoureusement contingentés les cours étaient maintenus artificiellement à un taux élevé. De plus, la France, toujours pour le plus grand bénéfice des trusts, importait à bas prix, sous le régime de l'admission temporaire, des sucres bruts étrangers qu'elle ré-exportait raffinés et chers dans ses territoires nord-africains.

En fait, sans nuire à la production métropolitaine, le contingentement colonial pourrait être doublé, puisque nous avons reçu en 1937, 207.000 tonnes de sucre de nos colonies pour 180.000 de l'étranger. Par ailleurs, le sucre de nos possessions exportatrices acheminé vers le reste de l'Empire y trouverait un marché encore libre (1).

Ainsi, il apparaît que les produits dits concurrents, soit parce qu'ils proviennent de colonies situées dans la zone tempérée, soit parce qu'ils ont un succédané européen, ne concurrençaient hier ceux de la métropole que du fait d'une organisation vicieuse ou d'une absence d'organisation de la production, de la consommation et des échanges au sein de l'Empire.

B. Produits complémentaires. — Les cultures vivrières complémentaires : fruits, café, cacao, thé, réclament avant tout un effort massif de production, les marchés impériaux et souvent même le marché mondial leur restant largement ouverts.

(1) Au cours de ses tournées en Afrique, M. l'Inspecteur général BARTHES a rencontré des populations qui ne connaissaient pas encore cet aliment d'une haute valeur énergétique.

Il paraît paradoxal que la France achète chaque année de l'étranger pour plus de 700 millions de fr. de *fruits*, quand on pense à la diversité de production des vergers de la métropole et des plantations des différents territoires de l'Empire. Alors que nous importons 250.000 tonnes d'agrumes de l'étranger, nous n'en demandons que 71.000 à l'Afrique du Nord et à la Syrie, pays cependant particulièrement bien doués pour cette production.

Le seul marché métropolitain pourrait donc offrir un débouché considérable aux exportations coloniales. Débouché qu'il serait d'ailleurs loisible d'élargir largement encore par une propagande accrue et une politique des prix raisonnable. Si les 178.000 tonnes de bananes que la France reçoit de ses possessions suffisent à saturer le marché métropolitain, c'est seulement à cause de leur prix élevé qui en fait un produit de luxe. L'Angleterre consomme 390.000 tonnes de bananes, soit 100 bananes par an et par habitant, alors que le Français en mange seulement 45 dans son année.

Un programme de fabrication de *bananes séchées* a été établi sous l'impulsion du Comité d'Organisation de la production agricole coloniale, pour éviter la perte des bananes qui ne peuvent être exportées en France du fait de l'insuffisance actuelle des liaisons maritimes. Les méthodes de fabrications ont été mises au point. Des séchoirs industriels sont en cours d'installation en Côte d'Ivoire et en Guinée en vue d'y récupérer dans un avenir prochain la majeure partie des régimes qui seront transformés en bananes séchées ou en cossettes de bananes. Cette industrie née de la crise actuelle lui survivra, car elle autorisera la consommation de la banane en toutes saisons en Europe.

Le problème du *café* est avec celui du blé un de ceux dont les dessous révèlent le mieux l'action non seulement matérielle, mais psychologique, que peuvent avoir certaines oligarchies d'importateurs sur l'opinion publique métropolitaine, et leur rôle néfaste dans la mise en valeur des colonies. C'est ainsi qu'il est communément admis que si nous développons notre production nationale de café,

le Brésil, par mesure de représailles, cesserait de nous acheter des machines, et tout particulièrement des automobiles, ce qui ne pourrait manquer d'avoir un effet désastreux sur nos exportations. Or, les statistiques du commerce extérieur font apparaître que, tandis que la France achetait de janvier à août 1939 pour 254 millions de café au Brésil, elle ne lui vendait que pour 37 millions de machines (1).

La France se doit donc sans hésitation (et la chose est d'ailleurs facilitée par l'interruption présente des relations avec le Brésil) de réaliser les vœux du Conseil National Economique qui, dans sa session de juillet 1939, demandait l'extension de la culture du caféier et déclarait qu'en 5 ans la production coloniale serait susceptible de couvrir les 2/3 des besoins métropolitains. Dans ce but, la qualité, le rendement du café colonial pourraient être assurés par l'action de stations expérimentales nouvelles puissamment dotées pour poursuivre l'étude des problèmes botaniques, agricoles, mécaniques, créer des types sélectionnés, et fournir les millions de graines qu'attendent les planteurs.

En ce qui concerne le *cacao*, les besoins de la métropole sont dès à présent couverts. Les colonies ont même pu en exporter 55.000 tonnes vers les pays étrangers en 1938. Pour que ces exportations puissent être accrues, M. Jean Rose, Président de la Chambre d'Agriculture et d'Industrie de la Côte d'Ivoire, estime qu'il faudrait appliquer un conditionnement sévère, réduire les droits de circulation et de sortie, créer un service officiel chargé d'inculquer aux indigènes des méthodes de culture rationnelles.

La production du *thé* intéresse l'Empire tout entier, et plus encore l'Indochine et l'Afrique du Nord que la France, où l'on ne consommait que 30 gr. de thé par habitant et par an en 1937, contre 1.400 en Hollande et 4.010 en Grande-Bretagne. L'Afrique est le pays où la consommation a

(1) En 1937, nos ventes de machines au Brésil n'avaient atteint que 26 millions.

subi le plus fort accroissement depuis la grande guerre. Elle a triplé au Maroc, en Tunisie et au Sénégal, quintuplée en Algérie. La demande totale pour l'Empire est de l'ordre de 14.000 tonnes. Sur ce chiffre, 600 tonnes seulement sont fournies à l'heure actuelle par les colonies, l'Afrique du Nord important 9.000 tonnes de thé vert de Chine chaque année.

Ces thés de Chine, comme les thés indiens, pourraient fort bien être remplacés par les thés d'Indochine, dans un proche avenir.

Dans l'ensemble, il apparaît que, sous réserve de pousser activement et méthodiquement, comme se proposent de le faire les GPC, la mise en valeur de notre Empire, la métropole a la faculté d'assurer entièrement son ravitaillement en matières alimentaires, sans recourir à l'étranger, à qui nous avons acheté, durant les huit premiers mois de l'année 1939, pour 2,234 millions de ces produits.

SECTION II : MATIÈRES NÉCESSAIRES A L'INDUSTRIE.

A. *Matières premières d'origine végétale ou animale.*

Le tableau ci-dessous montre dans quelle proportion les colonies subvenaient aux besoins métropolitains en matières premières végétales ou animales avant l'ouverture des hostilités :

PRODUITS	IMPORTATIONS GLOBALES (en milliers de qx)	PART DE L'É- TRANGER en %	PART DES COLONIES en %
Coton	3.134	98	2
Laine.....	2.135	90	10
Soie	51	98	2
Lin	374	100	0
Chanvre	193	98,9	1,1
Jute.....	995	99,5	0,5
Caoutchouc	720	83	17
Tabacs	402	70	30
Bois communs	13.344 m3	84	16
Bois exotiques	724	80	20
Pâtes de cellulose	8.723	100	0
Peaux et pelleteries	520	69	31

GRAINES ET FRUITS

OLÉAGINEUX :

Palmistes.....	701	0	100
Arachides	8.967	25	75
Coprah	1.376	63	37
Ricin	182	84	16
Lin	2.740	96,3	3,7
Moutarde.....	137	99,3	0,7
Soja.....	298	100	0
Divers	108	100	0

HUILES PURES :

Palme	341	0,3	99,7
Olive	233	30,5	69,5
Arachides	15	86,7	13,3
Coton	3	33,3	66,7
Lin	3	100	0
Soja.....	18	100	0
Divers	29	62	38
Graines	138	78,2	21,8

La lecture de ces données donne la mesure de l'effort que peuvent et doivent fournir les colonies dans l'œuvre de redressement de notre balance commerciale.

Pour les grands produits *textiles*, coton et laine, qui ont représenté en 1938 plus de 14 % de nos importations de l'étranger, soit près de 5 milliards, la participation impériale est insignifiante. M. Du Vivier de Streel écrit à ce propos dans la *Revue des Deux Mondes* : « Nous consommons 224.000 tonnes de laine et nous en produisons 16.000 tonnes dans nos colonies. Quel que soit l'effort fait pour augmenter notre cheptel ovin et introduire le mouton à laine en A. O. F., les progrès que l'on peut escompter seront inévitablement assez lents. De même pour le coton, notre production coloniale est de 21.000 T. et nous en achetions, en 1938, 291.000 T. à l'étranger. L'A. E. F. est arrivée à exporter 12.000 T. en sept ans, mais en A. O. F. la production reste stationnaire parce qu'elle est moins rémunératrice pour l'indigène que celles de l'arachide et du cacao. Le Directeur de l'Office du Niger, M. Belime, estime qu'après réalisation de son programme d'irrigation, on pourra obtenir 90.000 T. de coton sur les terrains arrosés par le fleuve dans... trente années. Il s'agit donc là

de perspectives lointaines, et qui ne répondent pas à nos besoins monétaires, très proches.

« On peut, il est vrai, développer la culture des fibres textiles secondaires : jute, sisal, m'paka, dah, ramie, kapok ; mais, malgré cette contribution, on n'arrivera pas dans notre empire à augmenter la production de fibres de plus de 500 à 700 millions ; le déficit de ce côté resterait donc considérable si l'on ne recourait pas à des produits de remplacement. » Ces produits sont connus. Ce sont principalement la rayonne de viscose ou d'acétate, la fibrane et la laine cellulosique. Mais il semble que la France ait eu jusqu'ici une certaine répugnance à faire appel à eux. Quoique ne devant rien à l'étranger pour les matières premières, la production de *la rayonne* et de la fibrane ne représentait chez nous qu'une faible part de la production mondiale en 1938, 34.000 T. sur 465.000. En 1941, la production française s'est sensiblement accrue, elle a atteint 51.000 T. Cette progression s'explique sans doute par la pénurie de la laine et du coton, mais aussi par le fait que la rayonne, devenue un produit de haute valeur, est une fibre nationale et universelle. Fabriquée à partir de la cellulose de bois, elle fournit à volonté de somptueux tissus d'ameublement, des parures, de la lingerie fine, ou au contraire de rudes toiles à bâches, des filtres industriels, des câbles pour bandages pneumatiques. La part du Japon dans la production mondiale de rayonne, qui n'était que de 1 % en 1925, est passée à 20 % en 1939. Cette année-là, la production de soie artificielle et de laine cellulosique s'établissait comme suit, en tonnes, pour les principaux producteurs mondiaux.

	Soie artificielle.	Laine cellulosique.
Allemagne	65.000	155.000
Japon.....	108.000	140.000
Italie	54.000	86.600
Etats-Unis.....	150.000	24.000
Grande-Bretagne.....	54.400	27.200

La laine cellulosique joint à des qualités analogues à celles

de la laine naturelle l'avantage de prix inférieurs. Sa production a fait des progrès vertigineux en Allemagne. En 1940, elle en produisait 100 fois plus qu'en 1932, et se suffisait. La laine cellulosique est devenue une matière très appréciée également aux Etats-Unis. La production américaine est passée de 51,3 millions de lbs en 1939 à 81,1 en 1940. Pour l'année en cours, on compte qu'elle atteindra 140 millions de lbs.

En Italie, par rapport à 1939, la production de fibres artificielles a progressé, en 1940, d'environ 20 %, et ce presque exclusivement en faveur de la laine cellulosique. La laine de cellulose italienne, baptisée Lanital, provient de la caséine du lait. D'autres usines de la péninsule extraient la cellulose de la paille de céréales, de la paille de riz, des feuilles de pommes de terre. Dans la région marécageuse et jusque-là stérile d'Udine, on doit planter 6.000 hectares de roseaux propres à fournir de la laine de cellulose. Le rendement des fils textiles par hectare sera de l'ordre de 9.000 kg. alors que l'on n'obtient que 1.200 kg. de fil par hectare avec le chanvre, et 500 avec le lin et le coton.

Au Japon, on utilise entre autres choses pour la production de la laine cellulosique des tiges de haricot, des cosses de riz et des goémons, des bambous, des résidus de canne à sucre et diverses autres plantes tropicales. Toutes ces matières premières existent en abondance dans l'empire colonial français ; la production massive de la laine cellulosique y est donc seulement une question de volonté. Les Comités Coloniaux, qui en ont déjà donné tant de marques, trouveront là l'occasion d'en donner une nouvelle preuve éclatante.

Déficient dans le domaine des textiles, l'empire était capable à la veille de la guerre de fournir à la métropole les 65.000 T. de *caoutchouc* qui lui étaient nécessaires, grâce au progrès de la production en Indochine. Toutefois, sur 64.700 T. importées en 1938 les statistiques révèlent que la France n'en a demandé que 16.100 à ses colonies, se rendant ainsi tributaire de l'étranger pour plus

d'un demi-milliard. Alors que ses achats de caoutchouc pour la seule Malaisie Britannique dépassaient 275 millions, les importations d'Indochine n'en représentaient pas plus de 175. Ne pouvant plus recevoir de caoutchouc d'Asie du fait de la crise mondiale, la France songe à son tour à fabriquer du caoutchouc synthétique, à l'exemple de l'Allemagne, de l'URSS et des Etats-Unis. Les Russes utilisent surtout comme matière première les alcools de pomme de terre et de céréales. La « Buna » allemande est à base de chaux et de charbon. Plusieurs variétés sont supérieures au caoutchouc naturel en ce qui concerne la solidité, la résistance à la température et à l'essence. Toutefois comme elles sont d'un prix de revient élevé et réclament beaucoup de charbon pour la fabrication, la France, qui n'a pas assez de houille pour suffire à ses besoins, a surtout cherché jusqu'ici à acclimater dans son Empire des plantes susceptibles de fournir de la gomme. En Afrique du Nord, on a pu arriver à produire du caoutchouc en partant de l'*euphorbe*. On estime qu'en exploitant seulement le tiers des plantations d'*euphorbe* (qui couvrent plus de 100.000 hectares) on pourrait obtenir 90.000 T. de caoutchouc. Par ailleurs, à l'instigation du *Comité d'Organisation de l'Agriculture*, un travail de prospection doit être bientôt effectué en Afrique Noire à l'aide d'une subvention du fonds de Solidarité Coloniale. Il sera effectué par une mission en trois directions différentes : caoutchouc d'herbe, caoutchouc sylvestre, hevea-culture.

Le problème du *bois* mérite d'être aussi considéré. Nos forêts coloniales, qui couvrent 90 millions d'hectares et renferment à peu près toutes les essences connues, peuvent nous fournir à peu près la totalité des bois que nous importons. Le manque d'homogénéité du peuplement, la rareté des moyens de transport et de débitage en rendent l'exploitation relativement coûteuse ; néanmoins, tandis que nous achetions 700.000 tonnes de bois à l'étranger, l'Allemagne s'en procurait 400.000 T. en A.E.F., durant les années qui ont précédé la guerre.

Une autre matière première végétale pour laquelle la France pourrait faire un plus large appel à ses colonies c'est la *noix de coco*. La France vient en effet en tête des pays importateurs de coprah ; en 1938, sur 142.800 tonnes importées, 46.900 seulement provenaient de nos colonies. Un effort dans le sens de l'accroissement de la production coloniale est d'autant plus souhaitable que la noix de coco apparaît comme une plante quasi universelle, ayant une infinité d'utilisations.

En plus du coprah, on en tire des huiles pour fabriquer du *savon*, de la *margarine* ; elle fournit aussi des huiles de *graissage*. Les résidus de l'extraction de l'huile donnent les *tourteaux* oléagineux. Le *lait* de coco est une boisson appréciée. Les *amandes* séchées et coupées sont utilisées pour la pâtisserie. Des *coques* dures, on fait des *ustensiles* de ménage, des charbons pour cartouches de *masques à gaz*. Les poils ou fibres de coco sont utilisés en *matelasserie*, *corderie*, et aussi pour faire des *brosses*, des *nattes*, des *tapis*. A partir de la sève des palmes, on produit des *sucres*, des *sirops*, de la *bière*, du *vinaigre*. Avec les feuilles, on fabrique des *paniers* et des *nattes*.

Pour la multiplicité de ses utilisations, la noix de coco ne trouve de concurrent que dans le *soja*. Ce « haricot miraculeux », originaire du Mandchoukouo, est aujourd'hui cultivé sur plus de deux millions d'hectares aux Etats-Unis, et sa culture va sans cesse s'étendant en Europe centrale. Dans notre empire, on ne le trouve guère qu'en Indochine, où, culture sèche, il sert depuis longtemps aux indigènes d'*aliment* d'appoint. La nature a voulu que ses éléments nutritifs soient réglés chez lui d'une manière modèle pour la nourriture de l'homme. Il fournit des *farines*, des *huiles* pour l'alimentation et pour l'éclairage, des *tourteaux* et des *engrais*. Un *lait* permettant de fabriquer des *fromages*, et dont les résidus servent à engraisser les porcs. En Allemagne on utilise le soja pour compléter l'alimentation humaine en matières grasses végétales et en matières fortifiantes.

Mais c'est surtout par ses utilisations industrielles qu'il

s'impose. On en extrait des *laques*, des *verniss*, des *couleurs*, des *matières explosives* et *plastiques*. Il donne également des *savons*, des *colles*, de l'*encre*. Il fournit enfin des *fibres textiles*, des produits analogues au *caoutchouc*.

Cette longue énumération des propriétés du soja suffit à elle seule à justifier les études et les essais très poussés qui sont faits actuellement pour acclimater en France et dans l'Empire des espèces à fort rendement de ce haricot miraculeux.

Si noix de coco et soja sont encore rares dans l'Empire, il n'en va pas de même de l'arachide, qui représente 50 % des exportations de l'A. O. F. Néanmoins, les 600.000 T. d'arachides que produit en moyenne le Sénégal, qui a le quasi-monopole de cette denrée, ne suffisent pas aux besoins métropolitains. Nous faisons appel pour 25 % de nos besoins aux Indes Britanniques. Cette culture, qui s'accommode des sols légers de presque tous les pays tropicaux et subtropicaux, semble donc appelée à un large développement dans nos colonies, en particulier à Madagascar et au Cameroun, qui n'ont produit au total que 12.000 tonnes d'arachides en 1938. Si nous parvenions, par l'accroissement de la production impériale, à couvrir nos besoins, notre balance commerciale se trouverait de ce fait allégée de 510 millions.

Par l'ensemble des améliorations apportées dans la production et l'exploitation des ressources agricoles de l'Empire, et, à l'occasion, par une politique hardie de produits de remplacement, la France pourrait espérer se dispenser de recourir, d'ici une décade, dans une très large mesure, aux produits étrangers. De janvier à août 1939, les importations étrangères nécessaires à l'industrie (1) ont atteint 15.896 millions, les colonies n'en ayant fourni que pour 2.299 millions.

B. Produits miniers.

« Développer l'industrie minière coloniale, introduire

(1) Y compris les matières minérales.

encore plus d'ordre, de science, de méthode dans la recherche pour arracher au sous-sol de l'Empire les richesses qu'il contient pour la plus grande prospérité de la communauté française », tel est l'objectif qu'assigne au *Groupement des Productions Minières Coloniales* son président, M. Blondel.

Aux termes de ce programme, la production des substances minérales que l'on peut faire parvenir en France sans trop de difficultés, et de celles qu'il est possible de vendre actuellement à l'étranger, sera poussée au maximum. A l'égard de celles dont on peut envisager l'envoi ultérieur vers la métropole, ou poussera les recherches et la production, et l'on constituera des stocks. Les autres produits seront momentanément abandonnés.

Un projet de loi est à l'étude pour permettre d'allouer aux entreprises et aux groupements qui recherchent et qui outillent des gisements minéraux aux colonies les subventions indispensables pour la poursuite féconde de leur action. Mais il convient toutefois de ne pas se laisser entraîner par un enthousiasme et des espoirs excessifs. Bien que la prospection de l'Empire soit loin d'être achevée, le grand spécialiste qu'est M. Blondel estime que l'on est fondé dès à présent à déclarer que « les richesses minières de notre Empire ne sont pas exceptionnelles ». Et il faut observer par ailleurs que « les gisements à mettre en valeur ne sont ni faciles à déceler ni aisés à exploiter ».

On ne peut donc voir progresser que lentement l'aide apportée à la métropole par les colonies en ce qui concerne les matières minérales. Et le tableau ci-dessous fait apparaître qu'elle était relativement faible en moyenne avant-guerre :

PRODUITS	IMPORTATION GLOBALE (en milliers de tonnes)	PART DE L'ÉTRANGER en %	PART DES COLONIES en %
—	—	—	—
Charbon.....	29.831	98,8	1,2
Pétrole	6.769	100	0
Minéral de fer	921	73	27

Cuivre	141	98,5	1,5
Plomb	75	70	30
Zinc.....	36	89	11
Étain.....	10,1	90	10
Manganèse	592	75	25
Soufres et pyrites.....	792	100	0
Nickel	9,1	54	46
Antimoine	3,6	32	58
Chrome	38,9	100	0
Cobalt	1,1	9	91
Phosphate de chaux ...	1.012,9	10	90
Graphite	4,2	52	48
Amiante	18,1	100	0
Mercure	0,2	100	0

a) *Métaux*. — Ces données cependant ne doivent pas amener à considérer la production minière coloniale comme négligeable. Pour la plupart des métaux en effet, c'est seulement une fraction, et parfois minime, de leur production totale, qui est exportée vers la métropole, au profit des pays producteurs étrangers concurrents.

C'est ainsi que la France achète 54 % du *nickel* qui lui est nécessaire à l'étranger, alors que la Nouvelle-Calédonie peut aisément lui fournir les 9.100 tonnes indispensables à son industrie. De même, nous importons 40.000 tonnes de *chrome* de l'étranger, et seulement 7 de nos colonies, alors que la Nouvelle-Calédonie et l'Indochine peuvent en fournir 80.000. Nous achetons 52 % du *graphite* qui nous est nécessaire à l'étranger, alors que Madagascar en possède des gisements qui sont très supérieurs aux besoins de la métropole. Bien que devenus un des principaux fournisseurs du marché mondial des *phosphates* grâce aux gisements nord-africains, nous importons chaque année de l'étranger 60.000 tonnes de superphosphates et 70.000 de phosphates naturels.

Les gisements de minerai de *fer* et de *manganèse* de l'Afrique du Nord offrent de larges possibilités. Or, hier, alors même que le bassin lorrain n'était pas rattaché à celui de la Ruhr, nous importions 335.000 tonnes de fer de l'étranger. Nous achetions par ailleurs 400.000 tonnes de manganèse à la Russie, pays avec lequel nos échanges commerciaux se traduisaient par un très lourd déficit. En

exploitant les très importants gisements de manganèse de l'Atlas marocain et de l'A. O. F., M. Guy Lacam estime que nous pourrions économiser 100 millions chaque année.

Le déficit commercial de 800 à 1.300 millions de francs qu'entraînent nos achats de *cuivre* à l'étranger pourrait être aussi sérieusement limité si la France faisait preuve de toute la fermeté désirable à l'égard des grands trusts internationaux, et exploitait activement les gisements de l'A. E. F. et du Maroc. La même fermeté permettrait de développer sensiblement la production de l'or en Guyane.

Toutefois, la production de l'or dans l'ensemble des colonies françaises, très faible en 1829, apparaît aujourd'hui comme une des principales extractions minérales de ces territoires. La production est passée en douze ans de 1 à 10 tonnes, valant au cours officiel de l'or 470 millions. Et l'on peut s'attendre à une ascension rapide de ces chiffres, le Comité Minier (estimant que la disparition du rôle de l'or comme moyen international d'échanges est improbable) étant en effet décidé à pousser au maximum la production de ce métal. L'attribution d'une somme de huit millions prélevée sur le Fonds de Solidarité Coloniale a été envisagée pour l'exploitation de l'or par la *Conférence Minière* tenue à Alger en juillet 1941. Cette subvention permettrait, dépassant le stade de l'exploitation alluvionnaire, de procéder à l'exploitation des filons.

Une première conférence tenue également à Alger a aussi examiné le problème de l'or, mais elle s'est plus spécialement attachée à confronter les points de vue métropolitains et coloniaux sur les différents problèmes miniers. Un programme de développement et un programme de recherches ont été établis. Il a été décidé que les ressources déficitaires seraient supportées par tous, et que la production excédentaire serait répartie entre tous. Une politique minière commune a été arrêtée entre la métropole et les colonies. L'harmonisation et la coordination de tous les efforts se trouvent donc dès à présent réalisées dans cette branche d'activité professionnelle.

b) *Combustibles*. — Si l'accroissement de la production et surtout de l'exportation des métaux coloniaux vers la France paraît devoir s'accroître sensiblement sous l'impulsion d'une organisation professionnelle tenace et méthodique, il ne semble pas qu'il puisse en être de même en ce qui concerne les combustibles minéraux du fait de leur rareté dans l'Empire. En 1938, la France a dû importer pour 3.807 millions d'essence et de pétrole et pour 4.778 millions de houille, soit donc au total pour plus de 8,5 milliards de francs de combustible. Ces importations pèsent donc plus lourdement encore sur sa balance commerciale que celles de textile, et, plus encore que dans ce dernier domaine, il convient de faire des efforts puissants et hardis pour faire rendre à la production impériale tout ce qu'elle peut rendre. Quand bien même elle ne devrait jamais être très importante, il n'est pas douteux qu'elle pourrait l'être beaucoup plus qu'elle ne l'est aujourd'hui, et permettre, sinon des exportations très considérables vers la métropole, du moins le ravitaillement des colonies en combustible.

On décidait trop volontiers, il y a seulement une décade, que le *charbon* se mourait devant la concurrence que lui faisait le pétrole. On constate à l'heure présente que le combustible solide est devenu une des sources du précieux combustible liquide. Et peut-être en sera-t-il la seule source, quand les gisements de pétrole seront épuisés. Quoiqu'il en soit, si l'on considère qu'en dehors de son rôle énergétique la houille est à la base de la fabrication de la plupart des autres produits de remplacement, caoutchouc synthétique, graisses synthétiques, matières plastiques utilisées en mécaniques, et de la plupart des produits chimiques, on ne peut qu'affirmer qu'elle est restée, ou redevenue la matière première universelle, et primordiale. La France, qui pourrait absorber, de l'avis de M. Lacam, 800.000 tonnes d'anhracite indochinois, n'en recevait en moyenne que 280.000 tonnes par an avant la guerre. Les marchés asiatiques eux-mêmes n'en absorbent guère qu'un million de tonnes, alors qu'une bonne organisation commerciale aurait permis de leur en vendre le double. Les

gisements tonkinois, qui en fournissent déjà plus de deux millions de tonnes, auraient pu s'acquitter facilement d'un pareil accroissement des exportations. M. L'Ingénieur Général Collin estime par ailleurs que la production houillère de l'Union Indochinoise pourrait être très sensiblement augmentée par une utilisation plus intense ou nouvelle des gisements de Phan Mé, de Loc Binh et de Nong Son. Il n'est pas douteux également, au dire des experts, que les gisements d'Afrique du Nord et de Madagascar (1) pourraient donner des charbons gras en quantité appréciable si ces territoires étaient dotés de moyens de communication et d'évacuation adéquats. La construction du premier tronçon du Transsaharien autorise déjà à entrevoir un accroissement de la production du gisement de Kenadza qui s'étend sur 500 kilomètres de longueur. M. Bichelonne considère qu'elle passera de 10.000 à 15.000 tonnes par mois vers juin 1942, et à 20.000 tonnes à la fin de 42.

« Lourdemment tributaire de l'étranger en ce qui concerne le charbon, la France et l'Empire sont presque entièrement sous sa dépendance en ce qui concerne le *pétrole*. Nos importations, de 700.000 tonnes en 1914, avaient plus que décuplé à la veille de cette guerre, celle des colonies dépassait un million de tonnes ; notre production nationale et coloniale était de l'ordre de 80.000 tonnes. Cette faible production, s'ajoutant à celle de notre pipe-line de Mésopotamie, ne couvrait nos besoins qu'à concurrence de 20 %. Comme l'a fait observer Walther Pahl, « de tout-puissants intérêts britanniques et américains décidaient du sort du pétrole. Quand on accordait une petite participation à d'autres pays, c'était uniquement au prix de leur entrée dans l'ordre du front pétrolier anglo-saxon ». C'est cette entrée forcée de la France dans le front anglo-saxon qui lui interdisait de pousser la production du pétrole dans ses possessions. On a prétendu même que cer-

(1) Après un essai d'exploitation du charbon de la Sakou par la colonie, celle-ci semble vouloir en confier l'extraction à la « Société des charbonnages de la Sakou ».

tains trusts anglais avaient racheté des puits au Maroc pour en suspendre l'exploitation. Leur influence paraît évidente dans tous les cas dans notre législation du pétrole, et en particulier dans le décret du 20 août 1938 fixant à 10.000 tonnes par an seulement le contingent de pétrole marocain qui pouvait être introduit en France. Les manœuvres des trusts expliquent aussi, sans doute tout autant que la parcimonie dont la France a toujours fait montre à l'égard de ses colonies, les crédits dérisoires qui furent consacrés aux recherches. Leur faiblesse a interdit en Algérie, aussi bien qu'en Tunisie et au Maroc, de faire des sondages assez nombreux et profonds pour arriver à des résultats intéressants. En A. O. F., en A. E. F., en Indochine et en Guyane, les recherches n'avaient pas dépassé le stade des observations de surface. A Madagascar, 13 puits furent forés dès 1917, mais par une société sud-africaine.

Toutefois, aujourd'hui souffle un vent nouveau, et l'on peut espérer que tout le nécessaire sera fait pour alléger la balance commerciale de l'Empire de l'hypothèque des pétroles. L'Etat français est résolu à prendre sa part du risque, en participant lui-même à la constitution de grandes sociétés de recherche jusqu'à concurrence de 50 % de leur capital. La *Conférence minière d'Alger* a décidé la constitution de réserves sur le Fonds de Solidarité Coloniale pour la recherche du pétrole à Madagascar. Par ailleurs, un syndicat pétrolier comprenant plusieurs sociétés financières ou équipées pour les recherches (Banque d'Indochine, Société Française d'Entreprises, Société financière Transafricaine, Pechelbronn) s'est constitué pour faciliter les recherches entreprises par les divers « Syndicats d'études et de recherches pétrolifères » créés avant-guerre dans certaines colonies. Mais même si ces efforts conjugués arrivent, comme on est en droit de l'espérer, à accroître honnêtement notre production nationale de combustibles minéraux, il n'est pas douteux que celle-ci restera malgré tout très inférieure à nos considérables besoins. C'est pourquoi la France se préoccupe de trouver d'autres sources d'énergie et se lance hardiment dans une politique de

carburants de remplacement, d'utilisation de la houille blanche et de l'énergie thermique des mers. Et l'impossibilité où elle se trouve actuellement d'importer du pétrole la fouette dans son effort et la conduit à rechercher des solutions immédiates.

C. Les carburants de remplacement.

Par arrêté du 27 janvier 1942, il a été créé auprès du secrétariat d'Etat aux colonies une Commission coloniale des Carburants de remplacement. Elle est chargée, en liaison étroite avec la Commission Générale des Carburants de remplacement, de préparer et de soumettre au secrétariat d'Etat aux Colonies des propositions sur les mesures propres à développer et coordonner la production, améliorer les conditions d'utilisation de tous les produits coloniaux susceptibles d'être utilisés en remplacement des dérivés du pétrole, en vue d'assurer en carburants de remplacement l'approvisionnement des colonies et, s'il y a lieu, de la métropole et de l'Afrique du Nord.

A la demande du secrétariat d'Etat aux Colonies, elle donne son avis sur les programmes de production de carburants ou lubrifiants de remplacement établis dans les colonies ainsi que sur les projets d'installations destinées à la production industrielle de ces carburants ou lubrifiants ; elle peut faire assurer l'exécution de tranches des programmes de production en établissant, s'il y a lieu, les liaisons avec les Comités d'organisation intéressés.

Les membres de la commission appartiennent aux groupements professionnels. Il semble que de ce fait les conflits de compétence et d'attribution entre elle et la section « Distilleries et Carburants » pourront être évités. Quoiqu'il en soit, M. E. Boinvillers, Président de la section Distillerie, a déjà publié une étude approfondie sur la situation actuelle et les projets envisagés dans chaque colonie en ce qui concerne la production des carburants de remplacement.

Sous ce nom, on groupe tous les produits qui sont capables d'alimenter les moteurs à explosion en lieu et place

des essences de pétrole. Sont donc carburants de remplacement : l'alcool, les huiles végétales transformées et distillées, les produits gazeux de carbonisation de la houille et du bois.

a) *L'alcool*. — Il est employé en mélanges, dont le taux varie de 15 à 50 %, ou sous forme d'alcool déshydraté à 99,8°. Sous ces deux formes, les moteurs à explosion peuvent l'employer sans transformation préalable. Il peut être transporté et distribué avec le matériel utilisé pour l'essence.

On l'obtient par la distillation de toutes espèces de végétaux : banane, patate, manioc, sisal, agave, résidus de canne à sucre, riz, et surtout par hydrolyse du bois. On considère qu'en Indochine une plus large utilisation du bois permettrait d'économiser 50.000 t. de brisures de riz. Aux Antilles et à la Réunion, on songe à parer au manque d'essence en transformant en alcool carburant une partie des mélasses et des rhums qui ne peuvent être stockés, et par la suite à faire appel à la canne à sucre dont le rendement est économiquement moins déficitaire. En Afrique noire, la production d'alcool carburant, à partir du bois, sera assurée facilement, et dans des conditions relativement économiques, dans toutes les forêts denses de la zone tropicale ou subtropicale. Dans les régions de culture, la majeure partie des plantes annuelles, sorgho, maïs, riz, manioc, canne à sucre, étant des cultures vivrières, dont l'utilisation rationnelle est proprement alimentaire, et par ailleurs le prix de revient de l'alcool obtenu à partir de ces plantes étant élevé, il convient d'imiter l'exemple américain et de développer la culture des plantes alcooligènes que sont les maïs fourragers et le sisal.

« Le maïs-fourrager qui, au Mexique, donne deux récoltes par an, a un rendement de 85 hectolitres à l'hectare. Le sisal donne de 200 à 300 litres d'alcool par tonne de fibre. L'A. O. F. pourrait tirer dès maintenant des 6.000 t. de fibres qu'elle exporte 16.000 hectolitres d'alcool. Sa production pourrait facilement s'élever à 100.000 hl. par an. Avant la guerre, l'alcool produit à Diakomdape était ab-

sorbé par la pharmacie, la parfumerie, ou employé comme alcool à brûler. » (R. Bocquet.)

b) *L'utilisation des oléagineux* comme carburants de remplacement (arachide, ricin, palme, karité) présente les mêmes inconvénients que l'emploi des plantes annuelles pour la fabrication de l'alcool. Que les herbes végétales servent directement de carburant, ou qu'elles soient transformées au préalable en hydrocarbures, il s'agit de matières premières à prix de revient élevé, exigeant un ramassage coûteux, et qui trouveront dans des conditions normales des débouchés alimentaires ou industriels, beaucoup plus rémunérateurs dans la métropole. Il convient toutefois de remarquer avec M. J. Jalbert que l'huile végétale (1) est un combustible dont le pouvoir calorifique, inférieur seulement de 10 % à celui du pétrole, est supérieur de 30 % à celui de l'alcool. « L'A. O. F., par sa terre fertile, constitue un magnifique réceptacle de chaleur solaire, dont l'énergie se retrouve dans la végétation et surtout dans les oléagineux qui la peuplent. » La mise en œuvre d'un plan d'exploitation de la production d'huile végétale dans cette colonie pourra rendre les plus grands services pour la mise en valeur de l'Afrique noire et le ravitaillement de la France en combustible. Déjà plus de 6.000 t. d'huile d'arachide ont été consommées par la marine en 1941, et environ 800 t. ont été utilisées sur les pistes sahariennes ou au Sénégal.

A Madagascar, la production des oléagineux, bien qu'ayant été fortement poussée depuis 1939, est encore insuffisante pour que l'on puisse envisager d'y produire des carburants à partir des huiles végétales.

c) *En fait, c'est le gazogène* qui semble le carburant de remplacement le mieux adapté aux possibilités et aux nécessités impériales. L'extension de nos forêts coloniales,

(1) Une tonne d'arachide fournit de 200 à 300 m³ de gaz, 340 kg. d'essence. Après raffinage, une tonne d'huile coloniale donne au moins : 20 à 50 litres d'essence, 50 à 70 de pétroles, 100 à 130 de gazoil et 60 à 100 kg. de brai. Les moteurs Diesel utilisent directement l'arachide (R. BOCQUET, *Mémoire ENFOM* 1941).

qui couvrent près de 90 millions d'hectares, le bon marché du gaz qui, à puissance égale, revenait au Soudan à 0,35 fr. quand le litre d'essence coûtait quatre francs, enfin son haut rendement (1), sont autant d'arguments en sa faveur. Mais malgré tout, les difficultés de distribution qu'il présente conduisent à le réserver aux camions, et dans certaines régions seulement. C'est ainsi qu'en Indochine c'est surtout dans l'intérieur que le gazogène semble appelé à conserver une grande importance, les pétroles néerlandais pouvant facilement atteindre les régions côtières. Et si l'Afrique n'a qu'un faible développement de côtes, et se trouve relativement éloignée des sources de production du pétrole, l'alcool qu'elle fabriquera par hydrolyse du bois n'en contribuera pas moins à limiter l'emploi du gazogène sur son territoire. — Cependant, un millier de camions sont en cours de transformation, et 2.500 camions à gazogène ont été commandés, de telle sorte que 3.500 camions, soit un tiers du parc automobile actuel de l'A. O. F., se trouveront susceptibles de fonctionner au charbon de bois. La production du charbon de bois doit donc être généralisée, et passer du plan artisanal où elle est confinée au plan industriel. Par l'utilisation du charbon de bois, et accessoirement des huiles végétales, dans les régions intérieures, il n'est pas impossible que les besoins en carburants de nos colonies puissent être couverts dans un délai rapproché. Couvrant leurs besoins, elles pourront alors songer à exporter vers la métropole, allégeant progressivement le déficit massif que creusent dans sa balance commerciale les importations de carburant à partir de l'étranger. M. Du Vivier de Streel est d'avis que le progrès de ces exportations, s'ajoutant au progrès des exportations de produits miniers et agricoles, « représenterait une

(1) Aucune locomotive, aucune motrice, aucun autorail ne sont équipés au gazogène dans nos colonies. Et pourtant, un moteur de 25 CV fonctionnant à la vapeur consomme 1,250 kgs de bois en 10 h. Si le bois sert à faire fonctionner un gazogène, la consommation tombe à 250 kg., soit le 1/5. On considère par ailleurs qu'il y a équivalence entre 50 kg. de bois, 40 kg. d'anhracite, 25 l. de gazoil, 50 litres d'essence, coûtant respectivement 17, 10, 35 et 110 fr. (R. BOCQUET, *op. cit.*).

amélioration de notre balance commerciale d'environ 8 milliards ». Si ce chiffre est de 2 milliards inférieur à celui qu'il paraît souhaitable d'atteindre pour qu'au lendemain des hostilités la France puisse songer à équilibrer sa balance des comptes, ce n'est qu'une raison supplémentaire pour la « métropole de jouer son rôle dans cette compétition et d'augmenter un peu sa production de matières premières. L'exemple en est donné par nos charbonnages français dont l'extraction peut, nous affirmait-on, passer de 42 millions de tonnes à 60 millions (1) ; l'augmentation de la production de l'électricité, l'augmentation de la production d'aluminium en vue de remplacer le cuivre, l'extension du raffinage des pétroles bruts sont des progrès qui influenceront aussi sur notre balance commerciale et qui nous conduiront au but cherché. »

Sans efforts surhumains, mais par un simple effort d'imagination et de méthode, par le retour à un rythme de travail raisonnable, l'équilibre des économies, l'enrichissement de la France par l'Empire et de l'Empire par la France pourront être atteints.

(1) En 1937, à cause d'une baisse anormale de la production de nos houillères, nous avons dû acheter à l'étranger 9 millions de tonnes, soit pour 2 milliards de charbon de plus qu'à l'ordinaire.

CHAPITRE III

L'Empire importateur.

Le développement de la solidarité économique entre la France et son Empire doit entraîner parallèlement à l'accroissement des ventes un accroissement des achats des colonies à la métropole. Il n'est pas douteux en effet que le développement des exportations françaises outre-mer est fonction de l'accroissement du pouvoir d'achat des populations, et que ce pouvoir d'achat est lui-même essentiellement fonction de nos importations (1). Il en résulte qu'en accroissant ses achats aux colonies la France non seulement peut atténuer le déficit de sa balance commerciale vis-à-vis de l'étranger, mais encore peut créer des débouchés nouveaux sur les marchés de l'Empire pour sa production grandissante.

Il est significatif à cet égard de constater que l'Algérie, dont nous sommes les meilleurs clients, avec 7 millions d'habitants nous achète presque autant que les 120 millions d'Allemands et d'Anglais réunis, et deux fois et demi plus que les 130 millions d'Américains. Toutefois, il ne faut pas se dissimuler que cette importance des achats de l'Algérie à la métropole tient à ce qu'elle est une colonie ancienne bénéficiant depuis longtemps de l'Union doua-

(1) Les exportations du Cameroun de 1936 à 1937 s'élèvent de 168 à 263 millions. Dans le même temps, les importations de poissons salés passent de 1,047 à 2,078 tonnes, celles de cotonnades de 1,388 à 2,138 tonnes ; les importations d'articles de ménage de 427 à 691 tonnes ; les importations de chaussures ordinaires de 35.000 à 54.000 paires, celles de chaussures de caoutchouc de 377.000 à 775.000 paires ; enfin les achats de bicyclettes passent de 1,800 à 4,400 par rapport à l'année précédente. (Extrait de l'*Exposé des Motifs du Budget spécial du Cameroun de 1939.*)

nière Notre commerce avec nos autres colonies dont le régime douanier a été beaucoup plus flou est bien moins satisfaisant. Le tableau ci-après fait apparaître une différence considérable entre les ventes et les achats des colonies à la métropole au détriment de cette dernière. Il montre par ailleurs que la part de la France dans les importations de ses possessions était plus faible en 1938 qu'en 1913. Si donc entre ces deux dates la part de la France dans les importations des colonies s'est accrue, celle de l'étranger s'est proportionnellement accrue davantage encore (1).

PART DE LA FRANCE (EN %) DANS LE COMMERCE
EXTÉRIEUR DE SES POSSESSIONS (1913-1938)

COLONIES	VENTES des colonies à la France en % du total de leurs exportations		ACHATS des colonies à la France en % du total de leurs importations	
	1913	1938	1913	1938
Algérie	68,7	83,5	82,5	75,1
Tunisie.....	40,8	55,9	52,8	62,0
Maroc	25,0	44,8	16,6	33,6
Levant	—	17,6	—	13,1
A. O. F.	52,6	78,9	44,1	69,0
Togo.....	—	66,5	—	16,7
Cameroun.....	—	56,5	—	26,6
A. E. F.	39,9	69,6	42,9	35,3
Madagascar	61,4	78,4	82,3	75,4
Réunion	88,5	92,8	47,2	54,6
Somalis	7,5	10,3	22,9	20,7
Inde	55,7	29,8	3,6	7,5
Indochine	25,2	47,5	39,8	52,3
Nouvelle-Calédonie	40,6	46,8	47,8	35,6
Nouvelles-Hébrides....	—	99,5	—	17,8
Océanie.....	13,3	71,8	16,7	27,1
Martinique	92,8	99,7	51,4	65,9
Guadeloupe	91,1	97,7	56,0	63,2
Guyane	68,8	97,7	68,3	66,8
St-Pierre et Miquelon..	91,7	1,0	5,8	18,4
EMPIRE.....	50,2	66,8	57,8	54,6

(1) Si à la suite de la guerre ont été annexés à l'Empire des territoires non défendus économiquement, en contre-partie les lois douanières de 1928 ont assuré une meilleure protection à certaines colonies.

Ainsi, en 1938, les exportations des colonies vers la France représentaient 66,8 % de leurs exportations totales. Leurs importations de France ne s'élevaient qu'à 54,6 % de leurs importations totales, ce dernier pourcentage étant inférieur de 3,2 % à celui de 1913. Les importations de colonie à colonie ne représentant que 4,5 %, les importations en provenance de l'étranger atteignaient donc 40,9 % des importations impériales. Autrement dit, sur 16.235 millions d'importations, 8.390 provenaient de France, 1.550 des colonies et 6.295 de l'étranger.

Ce chiffre et cette proportion considérable des achats faits à l'étranger apparaissent dans toute leur gravité si l'on remarque que de 1913 à cette guerre-ci les exportations françaises s'étaient considérablement amenuisées.

Les exportations, en millions de francs-or, étaient tombées pour les tissus de soie de 360 à 85 millions, pour les tissus de coton de 350 à 125, pour les tissus de laine de 210 à 30, pour les laines brutes de 340 à 150, pour les bourres de soie de 160 à 8, pour les peaux et pelleteries de 150 à 70, pour les peaux préparées de 125 à 25, pour les vins de 220 à 90, pour les automobiles de 205 à 105 millions (1).

Cette crise des exportations françaises devant l'autarcie de plus en plus étroite que pratiquaient les pays étrangers ne pouvait se dénouer que par une proportion de plus en plus considérable d'exportations vers l'Empire. Or, un régime douanier exclusif, s'il avait été totalement réalisable, aurait permis de les accroître de 75 %, c'est-à-dire des trois quarts.

Cette simple constatation permet d'envisager dans quelle prodigieuse mesure il serait possible d'améliorer nos exportations vers nos colonies grâce à un système économique établissant un régime douanier sans fissures et accroissant en même temps le pouvoir d'achat des populations blanches et indigènes du fait même de l'accroissement de leurs ventes. Il semble que l'*Office de la Répartition*, clef

(1) CLERGET : *La France dans le Monde*.

de voûte de la nouvelle organisation, résolve la question en ce qui concerne les matières premières. Il lui est et il lui sera loisible en effet d'accorder la préférence aux matières premières nationales pour assurer la couverture des besoins qu'expriment par l'intermédiaire du Comité central les chefs des colonies pour les Services publics, et les entreprises pour leurs besoins propres. Mais il faudra que la répartition soit faite avec largeur d'esprit pour que les colonies puissent s'accommoder de ce système et ne se sentent pas sacrifiées aux intérêts métropolitains comme elles en ont eu le sentiment en 1941. Cette année-là en effet, pour ce qui touche les métaux ferreux, l'attribution trimestrielle pour l'ensemble des colonies ne dépassait pas 1.800 tonnes, alors que le tonnage en produits sidérurgiques dont disposait la métropole était de 100.000 tonnes par trimestre. Il fallut toute l'énergie du *Comité central*, faisant ressortir les graves conséquences pour l'Empire de cette disproportion considérable, pour que la Production Industrielle consentît à élever le contingent colonial à 5.400 tonnes pour le quatrième trimestre de 1941.

Si une plus large compréhension des nécessités et besoins coloniaux permettra, semble-t-il, lorsque la paix sera revenue, d'alimenter plus fortement que par le passé les colonies en matières premières nationales, c'est aussi de plus de compréhension de ces nécessités et de ces besoins que devra faire preuve la France de demain pour développer ses autres exportations vers l'Empire. Trop souvent jusqu'ici les machines-outils, en particulier les machines agricoles, adressées à la colonie par la métropole, étaient des machines de série identiques à celles utilisées en France. Elles ne correspondaient pas aux conditions dans lesquelles les travaux doivent être effectués dans les colonies, et aux caractéristiques de la main-d'œuvre indigène. Comme le fait observer M. Paul Dugué, Président de la Section Mécanique, « la standardisation coloniale doit non seulement être l'occasion d'une recherche de types simples et robustes, déjà bien adaptés, ayant fourni leurs preuves à la colonie, mais aussi correspondre à une véritable recherche, dans le pays même, en station d'essai, de la créa-

tion de types originaux conçus en fonction des observations faites expérimentalement. »

Une connaissance des mœurs, des goûts, des habitudes, du pouvoir d'achat des populations de chaque colonie, sera aussi indispensable pour favoriser la vente aux indigènes de la bimbeloterie, des objets ménagers, de cette multitude de petits objets qu'ils achètent très volontiers lorsqu'ils savent en tirer parti. L'Allemagne a su apprécier ce qu'une telle production pouvait apporter de profits au commerce. Plus de 50 maisons établies à Hambourg et à Brême produisent pour les Indes et la Chine des articles absolument spéciaux à ces débouchés particuliers. La France, vieille puissance coloniale, ne dispose que de six maisons semblables établies à Paris, et qui ne sont que commerçantes alors que les maisons allemandes sont en même temps leur propre commissionnaire.

C'est donc vers une révolution de ses conceptions et de ses méthodes commerciales, vers une adaptation de sa production industrielle aux besoins, que la France doit s'orienter si elle veut occuper demain sur les marchés des empires, et plus particulièrement de son empire, la place à laquelle elle prétend. Pays à *coût de production élevé*, elle y arrivera ainsi beaucoup plus aisément et efficacement que par le malthusianisme industriel qu'elle a infligé jusqu'ici à ses possessions. Si en effet la production industrielle coloniale « tarit en partie certaines branches d'importation, elle crée d'autres besoins qu'il faut satisfaire. Elle nécessite en premier lieu l'apport de l'équipement indispensable à la création et au fonctionnement de l'industrie en question. Mais surtout, l'argent ainsi distribué dans le pays sous forme de salaires, de commissions et de ventes, est à son tour dépensé, et il est le plus souvent *employé à acquérir des objets dont le standard de vie des indigènes n'a pas permis jusqu'alors l'écoulement* » (1).

(1) LE NEVEU : *Les Empires coloniaux*.

CHAPITRE IV

Le problème de l'industrialisation.

M. Paul Bernard, aujourd'hui président du Groupement professionnel des Productions industrielles coloniales, écrivait en 1937 dans son ouvrage consacré aux *Nouveaux aspects du problème économique indochinois* : « L'industrialisation des colonies devrait procéder de l'initiative des producteurs européens eux-mêmes. La concurrence serait remplacée par une vaste association d'intérêts, et la vieille querelle qui, depuis le Pacte Colonial, divise les producteurs français et ceux d'outre-mer perdrait l'essentiel de son aliment. » Par ailleurs, dans un mémoire adressé deux ans plus tard au département des colonies, M. l'ingénieur général Collin déclarait : « Si l'industrie française boude à l'occasion favorable qui s'offre à elle d'intervenir en Extrême Orient, non seulement le marché indochinois lui échappera, mais les situations exceptionnellement favorables qui se rencontrent en Indochine seront occupées et exploitées par d'autres, et le marché d'Extrême Orient lui sera désormais pratiquement fermé. »

Cet avertissement, et l'appel de M. Paul Bernard, restés longtemps sans effet, semblent avoir été entendus par les industriels français sous la pression des événements. Le Comité central étudie les possibilités de transfert aux colonies des *industries sinistrées*, sans que, par le fait même de ces transferts, le droit à indemnité des intéressés puisse être mis en cause. D'autre part, de nombreuses entreprises françaises ont réussi un effort de colonisation dans d'autres pays, ou des sociétés industrielles dont l'avenir paraît incertain dans la métropole sont désireuses d'étendre leur activité aux colonies, et d'y apporter leur expé-

rience, leur technique et leurs capitaux. Ainsi, les industries qui redoutaient jadis la concurrence coloniale ont enfin compris que le meilleur moyen de conserver leur clientèle est de créer elles-mêmes, sur place, des usines. Il ne semble pas douteux qu'en servant de cette manière leurs intérêts propres, elles servent en même temps l'intérêt général. Beaucoup de produits coloniaux, comme le fait observer M. du Vivier de Streel, ne peuvent trouver accès au marché européen que s'ils ont été transformés sur place en produits semi-ouvrés ou même ouvrés. Disposant d'une main-d'œuvre et de matières premières bon marché, les industries établies aux colonies permettront à la production française de lutter à armes égales avec la production de masses et à bas prix de revient de certains pays. Tandis que l'empire fournira le demi-produit, et, éventuellement, certains articles de fabrication courante, la France se spécialisera de plus en plus dans l'ultra-manufacturé, dans la production de qualité. Domaine où elle est imbattable, qui convient le mieux à l'ouvrier français, qui est un ouvrier qualifié, et production de luxe qui, seule, sera demain ouverte à ses exportations du fait des hauts salaires et des charges sociales de plus en plus lourdes qui pèsent sur les entreprises métropolitaines. Sans aucun doute, si les industries coloniales, se perfectionnant, se mettaient un jour à fabriquer à leur tour des produits de qualité, il en résulterait du chômage en France, et une diminution du pouvoir d'achat de l'ensemble de la communauté impériale, les salaires restant moins élevés aux colonies qu'en France. Mais il ne semble pas qu'une telle éventualité soit à redouter. Comme le souligne M. André Siegfried dans *La Crise de l'Europe*, « il est aisé d'élever des usines sur la matière première elle-même, avec une prime de position qui paraît d'abord irrésistible. Mais on s'aperçoit ensuite, surtout quand il s'agit de fabrications difficiles et plus encore de « services » compliqués, qu'il faut plusieurs générations pour constituer un personnel... On construit une usine en quelques mois, mais un équipement industriel, dans le sens complet et complexe du terme, comporte des facteurs humains qui ne

s'improvisent pas. Pour une fabrication standardisée, c'est possible, mais s'il s'agit d'une technique savante, d'une atmosphère industrielle comme à Lyon, ou financière comme à Londres, il se peut que même plusieurs générations n'y suffisent pas. »

*
* *

Quoi qu'il en soit d'ailleurs, quelles que puissent être à l'avenir ses conséquences, l'industrialisation des colonies est aujourd'hui inévitable ; les événements précipitent sa marche et lui donnent une force irrésistible. Pour ne pas périr d'asphyxie, les colonies doivent produire elles-mêmes les objets et les matières industrielles que la métropole n'est plus en mesure de leur procurer. Les transports se faisant essentiellement par route outre-mer, elles tournent présentement leur effort surtout vers la production des carburants de remplacement. En A. O. F., une première usine pour l'*hydrolyse du bois* doit être créée à Abidjan. Sa puissance sera de 30.000 hectolitres d'alcool et de 3.000 tonnes de protéine par an. Le secrétariat d'Etat aux Colonies vient de passer une convention avec la « Société d'exploitation du Carburant colonial » pour l'achat d'une licence de fabrication d'*hydrocarbures*, en partant de la noix de karité, et pour la construction-exploitation d'une usine dans la partie haute de la Côte d'Ivoire. Toujours en A. O. F., des contrats pour la création rapide de deux usines donnant 6.000 tonnes de *charbon de bois* doivent être incessamment conclus. A Ebasida, près d'Assinie, le Service des Mines est en train de monter une usine susceptible de traiter 20 tonnes de *sables bitumeux* par jour, c'est-à-dire 6.000 tonnes par an. Le rendement en huile est annoncé comme devant être de l'ordre de 700 tonnes.

Dès 1934, une importante entreprise avait construit en Indochine deux installations de *déshydratation de l'alcool*, capables de fournir 125.000 hectolitres d'alcool par an. Deux déshydrateurs nouveaux, capables de fournir 100.000 hectolitres supplémentaires par an, ont été établis. Par ailleurs, l'Indochine accroît sa production minière et se

met en état de produire la *fonte*, l'*acier* les *tissus de coton*, le *sucré* nécessaires à sa consommation.

* * *

Pour que le développement industriel de l'Union ne s'opère pas en ordre dispersé et ne s'inspire pas des seuls besoins de l'heure, besoins qui pourraient ne pas correspondre aux besoins de l'avenir, le Groupement des Productions Industrielles Coloniales a constitué une commission de techniciens chargés de l'étude de l'industrialisation de l'Indochine.

M. l'ingénieur général Collin, qui dirige cette commission, estime que l'Indochine est favorablement placée pour produire la plupart des matières lourdes ou semi-lourdes, acide chlorhydrique, soude, carbonate de soude et engrais qu'elle importe, car elle dispose de matières premières, de charbon excellent et à très bon marché, de main-d'œuvre, et est riche, sous une forme encore potentielle, d'une quantité d'énergie électrique considérable. Les prospections faites de 1929 à 1935 par la Société des Grands Travaux d'Extrême Orient ont abouti à des propositions d'aménagement des chutes de la Lagna, de Cam Khont, de Cho Bo et de Krong Pha. Et à ces prospections anciennes est venu s'ajouter depuis lors un projet d'aménagement du Haut-Donai, dont l'exécution réclamerait de 18 mois à 2 ans, et aboutirait à la création de deux centrales, l'une de 27.000, l'autre de 75.000 kw.

Grâce à une telle réserve d'énergie, l'Indochine pourrait multiplier ses usines électrochimiques pour le plus grand profit de l'agriculture indochinoise, qui manque de matières fertilisantes. Des riziculteurs français ont réussi à obtenir en Cochinchine trois fois plus de paddy à l'hectare que les paysans annamites grâce à l'utilisation des engrais. C'est aussi le manque de matières fertilisantes qui est responsable du faible rendement en sucre de la canne indochinoise. Bien que l'emploi des engrais se soit sérieusement développé au cours des dernières années, ce développement est entravé par leur prix élevé. Or les prix des

engrais peuvent baisser s'ils sont produits en Indochine même, celle-ci appliquant à ses ressources naturelles sa main-d'œuvre à bon marché.

Dans ce but, il convient en premier lieu de pratiquer une politique du sel pour la fabrication des engrais potassiques ; ensuite, d'exploiter plus largement les phosphates naturels du pays pour en faire des engrais phosphatés. Par ailleurs, des fabrications locales de sulfate d'ammoniaque et de cyanamide pourraient conduire à des prix de revient assez bas pour améliorer rapidement le marché indochinois et prendre sur les voisins des positions intéressantes en ce qui concerne les engrais azotés.

En dehors des engrais qui lui sont nécessaires, l'Indochine pourrait produire la soude que consomment les fabriques de pâte de bambou et les verreries. En produisant à bon marché, elle placerait les industries de la verrerie et du papier dans une situation favorable pour s'assurer de nouveaux débouchés. L'acide formique nécessaire pour l'hévéaculture et l'acide chlorhydrique utilisé par les distilleries pourraient aussi être produits sur place. Une industrie basée sur les pétroles de Bornéo serait susceptible de fournir à des prix intéressants des carbures aromatiques.

La fabrication des rayones au xanthate ou à l'acétate sera possible à partir du jour où des industries de la cellulose, de la soude et de l'acide sulfurique seront installées en Indochine et exploitées dans de bonnes conditions. Or, pour la production des pâtes de cellulose (dont la consommation dans le monde tend à dépasser la production) l'Indochine est suffisamment pourvue en ressources forestières et végétales.

En ce qui concerne les industries métallurgiques, on peut concevoir des fabrications électrométallurgiques, telles que celle de l'aluminium et celles de ferro-alliages tels que le ferro-chrome et le ferro-tungstène. La métallurgie du fer et de l'acier semble aussi offrir certaines possibilités en ce qui concerne les fabrications légères. Mais l'intérêt général commande de développer les industries électrochimiques de préférence aux industries électrométal-

lurgiques ; car les premières, productrices d'engrais, provoqueront un enrichissement du pays sans aucune commune mesure avec les minces salaires que laisseraient les secondes aux mains de quelques indigènes.

* * *

Pour l'ensemble de l'A. O. F., l'inventaire des ressources d'énergie hydraulique potentielle n'a pas encore été fait. Mais, à l'instigation de M. Paul Bernard, cette lacune va être comblée. La section « Eau, Electricité, Mécanique » du groupement de la production industrielle va envoyer sur place une mission chargée d'élucider ce problème.

Tardivement équipée électriquement, l'A. O. F. aura peut-être l'honneur d'être le premier pays du monde à utiliser l'énergie thermique des mers. Un organisme d'étude pour la création d'une station d'énergie thermique près d'Abidjan vient en effet d'être créé. Il a pour mission, sous la direction de M. George Claude, de rechercher si la réalisation d'un tel projet est techniquement possible, d'envisager le rendement probable de l'entreprise et les modalités de construction de la station. Ce projet hardi est particulièrement intéressant du fait de la pauvreté en houille de l'A. O. F. Qu'il soit appelé ou non à aboutir, il n'en traduit pas moins le désir de charpenter largement l'ensemble de la colonie de gros ouvrages de force motrice capables d'en permettre l'industrialisation.

Industrialisation dont M. Paul Bernard, à la suite d'une enquête approfondie sur place, a dressé le programme dans un récent bulletin des *Groupements professionnels*. A son avis, du fait de la rareté de la main-d'œuvre et des cadres indigènes, la forme de l'industrie qu'il y a lieu d'implanter en A. O. F. est celle qui fait appel d'une part à un très petit nombre de techniciens européens éprouvés, d'autre part à de simples manœuvres, également en petit nombre, qu'on recrutera dans la classe indigène.

Les richesses, forêts, plantes oléagineuses, cheptel, faune sous-marine, ne manquent pas, mais il faut organiser et rationaliser la production pour en tirer parti. Il faut sub-

stituer au système de la cueillette le système des plantations, créer à proximité des lieux de production des usines de transformation pour les denrées périssables ou pour celles qui ne peuvent supporter les frais de transport à l'état brut.

Les industries que l'on peut chercher à instaurer en premier lieu sont les industries vitales pour les besoins de la population, c'est-à-dire celles des carburants et lubrifiants, du ciment, des emballages, de la sidérurgie et du sucre. Ces industries devront avoir des assises définitives dans le pays. Des marchés de longue durée devront être passés par le gouvernement avec les entreprises, leur garantissant l'écoulement de leurs produits à des prix rémunérateurs pendant un nombre suffisant d'années.

Pour ce qui touche aux industries ou cultures industrielles destinées au ravitaillement de la métropole dont on peut envisager le développement, on peut citer par ordre d'urgence les productions ci-après : huile, coton, huile de palme, huile de ricin, sisal, fibre remplaçant le jute, cellulose, pêche, viande frigorifiée ou en conserve, caoutchouc, café.

Actuellement, la métropole réclame ces différents produits et elle est disposée à les payer n'importe quel prix, mais il faut se préoccuper pour chacun d'eux des possibilités d'écoulement, de fret et de transfert en période normale, si l'on ne veut pas s'exposer à des déboires dans l'avenir.

En ce qui concerne enfin les industries utilisant des matières premières produites localement pour la consommation propre de l'A. O. F., industrie de la filature, des tissages, des tanneries, de la corderie, de la sacherie, des papeteries, tout est à faire encore. Mais on ne peut songer à les créer qu'avec le concours des industries similaires en France, afin de prévenir les conflits futurs, de canaliser les activités antagonistes. D'une manière générale, c'est le déplacement d'industries métropolitaines à la colonie qu'il faut souhaiter en veillant toutefois à ce que le matériel ainsi transporté soit du matériel moderne travaillant dans les conditions optima de prix de revient, et avec l'économie maxima de main-d'œuvre.

Toutefois, il est certain qu'un pareil effort d'industrialisation ne pourra pas être réalisé par les méthodes actuelles. Il appartient aux groupements professionnels de rechercher et d'envoyer en A. O. F. les techniciens indispensables pour mener à bien cette œuvre difficile. Il leur appartient par ailleurs de convaincre les entreprises privées métropolitaines de l'intérêt des activités nouvelles à créer et de les amener à investir dans la colonie les capitaux nécessaires.

Si les GPC réussissent dans cette œuvre de conviction et de persuasion, de bonne organisation, d'utilisation optimale de tous les facteurs favorables, demain nos sociétés industrielles pourront produire à bon marché des produits semi-ouvrés et d'usage courant grâce à leurs entreprises coloniales, et poursuivre la conquête des marchés mondiaux par les produits de qualité et de luxe grâce à leurs entreprises de France. Ainsi la communauté des intérêts s'affirmera au sein de la communauté impériale et préparera dans une activité et une prospérité plus grandes la communauté des esprits et des cœurs.

LIVRE III

LA SOLIDARITÉ HUMAINE

CHAPITRE I

Le problème de la main-d'œuvre.

La faible densité de population de notre Empire est souvent considérée comme un obstacle à son développement économique. Sans sous-estimer les problèmes que pose cette difficulté, *les groupements professionnels coloniaux* pensent qu'elle peut être surmontée à force de méthode dans l'organisation du travail. Le Comité central vient d'ouvrir une enquête sur l'utilisation et le développement de la main-d'œuvre aux colonies. Chaque ressortissant devra indiquer si, dans sa sphère d'activité, l'emploi de la main-d'œuvre est judicieux, s'il ne se traduit pas en fait par un gaspillage d'énergie humaine. Si l'on observe, en effet, que la densité de 8 h/km², qui est celle de notre Empire, est aussi celle de l'Empire Russe, que celle du Canada est de 1,1 et celle de l'Australie de 0,9 seulement, on ne peut s'empêcher de penser que le facteur nombre n'est pas le facteur déterminant du rendement humain. Et si par ailleurs on met en regard la densité de population des Etats-Unis : 15,6, avec la densité de celle de la Chine : 102, et que l'on compare les activités économiques de ces deux pays, on est obligatoirement amené à conclure que cette activité est fonction

de la concentration de la main-d'œuvre en certains points et des forces inorganiques qui sont mises à sa disposition. « Read a fait ressortir que, par l'utilisation du charbon, du pétrole et des forces hydrauliques, la production du travail est aux U. S. A. 10 fois plus grande que la production qui pourrait être réalisée par la population de la Chine, bien que celle-ci ait environ quatre fois plus d'habitants que les Etats-Unis. L'ouvrier mineur américain produit une quantité d'énergie correspondant à celle que produiraient 8.000 hommes n'ayant à leur disposition que leur seule force musculaire (1). » Ainsi, l'étude de la main-d'œuvre dans les pays neufs se ramène à l'étude de leur équipement en énergie potentielle et de leur outillage. Tout l'effort qui doit être accompli aux colonies dans ce domaine se mesure aisément si l'on songe qu'à Madagascar la charrue a été introduite après la guerre de 1914-18 ; qu'en 1920, on en comptait 14 dans toute l'île ; en 1925 : 1.500, et, en 1931 : 4.000.

* * *

Mais, si l'équipement industriel d'une colonie ou d'un pays quelconque apparaît comme le facteur déterminant de sa puissance économique, il n'en reste pas moins que des hommes sont nécessaires pour tirer parti de cet équipement. Aux Etats-Unis, l'appât du gain a réalisé spontanément la concentration démographique désirable ; dans les pays moins évolués, où le sens et l'intérêt du profit ne sont pas toujours très clairement perçus, il appartient aux gouvernants de l'opérer. Les empereurs russes et chinois s'en sont acquittés par des transports massifs de populations. La France jusqu'ici n'a agi dans ce sens qu'avec beaucoup de timidité. Oubliant les traditions chinoises, et même annamites, pour dégorger le delta tonkinois de l'excédent de population qui y grouille dans la misère et poursuivre le peuplement de la Cochinchine, on a longtemps laissé les compagnies de colonisation agir seules. « Pour obtenir la main-d'œuvre nécessaire à leurs exploi-

(1) WALTHER PALH : *La bataille pour les matières premières.*

tations, elles s'adressaient à des recruteurs qui ramassaient pour leur compte les indésirables dont voulait se débarrasser le village, ou les meurt-de-faim (1). » Aujourd'hui, s'étant rendu compte qu'avec de tels éléments on ne pouvait songer à une mise en valeur sérieuse et que par ailleurs l'Annamite quitte peu volontiers sa famille et son village natal, en songe à des déplacements de groupes de familles et même de villages. A l'image de ce qui se passait dans l'antiquité grecque, des populations entières, avec leurs ancêtres et leurs dieux, viendraient ainsi peupler des terres nouvelles. Les premières expériences faites en ce sens en Cochinchine et dans certaines îles du Pacifique ayant donné satisfaction, il n'est pas exclu qu'elles soient un jour étendues à l'Afrique elle-même. Toutefois, de tels transferts, aboutissant à un changement total de milieu et de climat, ne peuvent être envisagés qu'avec beaucoup de prudence, tout homme ne pouvant pas s'adapter partout. Après avoir songé à peupler le Macina, où l'Office de Niger poursuit son œuvre de mise en valeur, par des Nord-Africains, on fait aujourd'hui davantage confiance aux régions voisines pour procurer la main-d'œuvre nécessaire. Au début, le déplacement des familles indigènes a nécessité quelque contrainte, mais la persuasion suffit maintenant, et, selon M. Perrot, on assiste même à des demandes spontanées. Dans le centre de Baguineda, 15 villages ont été créés, comptant 450 familles, 5.600 habitants, dont 1.100 travailleurs.

Si de longs délais sont encore à envisager pour que le Macina voie sa population passer de 3 à 45 habitants au kilomètre carré, comme on le juge indispensable pour une culture rationnelle du coton, plusieurs régions de notre A. O. F. possèdent dès à présent une population suffisante pour prétendre à un développement économique poussé. Le Dahomey, le Togo, le Mossi ont une densité voisine de celle de la Nigeria britannique. Aux confins de la Guinée et du Soudan, 100.000 individus s'emploient à extraire des gisements de Siguiri 3 tonnes d'or par an. Une

(1) PHILIPPE EMPIS : *La colonisation en Indochine*.

exploitation mécanique des gisements libérerait et rendrait disponible une masse énorme de ces travailleurs. Si nous en croyons M. André Siegfried, ils pourraient sans longue transition être employés à certaines industries de transformation, car « l'usine, durant la dernière génération, a changé de caractère pour s'adapter à la décadence et à l'insuffisance de la main-d'œuvre. Elle est devenue un mécanisme normalisé, automatique, interchangeable : on l'expédie, n'importe où, en pièces détachées, et à l'autre bout du monde ; quelques spécialistes, dépêchés avec elle, vous la remontent en la mettant en marche. C'est si bien agencé que le rendement demeure le même, ou à peu près, quels que soient les ouvriers : en raison de la pénurie de qualifiés, ses inventeurs l'ont conçue pour fonctionner sans initiative aucune de la part des individus qui la servent, et c'est à peine si la moindre compétence est requise : Ford n'a-t-il pas dit que l'effort maximum demandé à ses ouvriers ne dépassait pas en difficulté le geste de suspendre leur chapeau dans un vestiaire ? Quel est l'homme de race jaune, noire ou brune qui ne puisse faire cela ? » Certes, tous les travailleurs de nos possessions sont capables de ce geste-là. Mais, si tous pourraient être des ouvriers des usines Ford, cela ne veut pas dire toutefois que tous feraient de bons ouvriers dans toutes nos industries coloniales. Beaucoup de nos entreprises d'outre-mer, outillées plus modestement que celles des Etats-Unis, devront sans aucun doute faire un plus large appel à l'initiative et à l'intelligence de leurs salariés.

* *

M. Paul Dugué, Président de la section Mécanique du G. P. de l'Industrie, estime quant à lui que les industries mécaniques demandent une main-d'œuvre déjà quelque peu évoluée, susceptible dans la plupart des cas de lire un plan, de travailler à la cote avec la précision voulue. Nous sommes loin déjà du simple geste évoqué tout à l'heure. Des essais très précis, même en A. O. F., où la main-d'œuvre est le moins évoluée, ont permis d'affirmer

cependant que, d'une manière générale, l'indigène s'intéresse vivement à la mécanique, et que beaucoup d'éléments, à condition d'être enseignés dans le plan même de leur niveau intellectuel, sont suffisamment doués pour devenir de bons ouvriers mécaniciens. D'ailleurs, si l'on peut considérer que tout est à créer dans l'ordre colonial, pour la formation pratique de spécialistes des industries de la mécanique, il n'en va pas de même dans les autres domaines. L'apprentissage professionnel a déjà été l'objet de réalisations sérieuses, principalement dans le cadre de l'artisanat et de l'agriculture. En déclarant en 1936 : « L'installation de l'économie européenne en Afrique suppose une éducation technique et manuelle du travail indigène », M. Albert Charton se faisait l'apôtre de l'enseignement populaire, de l'éducation massive, simple, élémentaire des peuples indigènes, conçue et organisée par le Gouverneur général Brévié. A la tête des G. P. C., le gouverneur général va pouvoir étendre cette œuvre féconde à toutes les colonies et à toutes leurs activités. C'est désormais en effet aux professions qu'il appartient de former les professionnels. C'est à elles aussi qu'incombe de dégager des masses indigènes une élite de chefs d'équipe et de contremaîtres. Déjà, certaines sociétés ont fondé des écoles dans ce but. On envisage à Hanoï la création d'une école de maîtres mineurs indigènes.

*
* *

Peut-être sera-t-il bon que ces établissements fassent aussi appel aux mulâtres qui, élevés par leur situation au-dessus de tous les mépris, pourraient être les traits d'union naturels entre les européens et les autochtones. Encadrés et guidés par les meilleurs d'entre eux, par des gens ayant de leur sang dans les veines et dévoués aux intérêts européens comme aux intérêts indigènes, les travailleurs des colonies seraient plus aptes et plus disposés à bien remplir leur tâche. Et grâce à la hiérarchie et aux rouages que ne peut manquer d'instaurer l'organisation professionnelle, on peut espérer que l'on aura

moins à se plaindre dans l'avenir que par le passé de « l'instabilité de la main-d'œuvre », de son insouciance, et du manque de conscience professionnelle dont elle a souvent fait preuve. Un élargissement des satisfactions qui lui seront offertes en compensation de son effort aidera aussi à ce progrès. Quand l'indigène constatera que par son travail il peut accroître sensiblement son bien-être, satisfaire ses goûts, il ne se contentera plus seulement de travailler de 60 à 140 jours par an pour acquitter ses impôts et s'assurer une misérable existence. Comme le fait observer M. Jean Mazel, Président de la Section des Epices et Aromates, « l'indigène qui vagabonde au lieu de travailler régulièrement voue ses enfants à la misère et à la déchéance ». Or, jusqu'ici il pouvait impunément désertier la plantation qui l'avait engagé, il se riait certes bien des dommages et intérêts que pouvait seulement entraîner pour lui la violation de son contrat. Il faudrait surtout s'efforcer d'attacher peu à peu l'indigène à son métier, lui donner le sens de la profession, lui insuffler une mystique du travail et du progrès. Lui faire sentir que l'organisation nouvelle reconnaît dans le travailleur une personne humaine et non une machine. Que le travail a pour fin l'amélioration des conditions de vie de celui qui s'y soumet. Que le salaire procure l'élévation du niveau de vie personnel et familial. Que personne désormais ne pourra échapper aux obligations du travail, et que personne ne sera tenu en dehors du profit commun. Que les efforts de tous doivent converger vers l'exécution la plus parfaite possible de leur fonction, en se soumettant à l'orientation unique imposée par les chefs. C'est aux organismes professionnels, qui succéderont aux syndicats dissous, qu'il appartiendra de grouper les indigènes, de leur inculquer ces idées simples et fortes à la fois puisqu'elles n'excluent ni l'intérêt personnel ni l'amour-propre. Fier d'appartenir à un métier, à une profession, conscient des profits et des avantages qu'il en retire, le salarié indigène ne sera plus un déraciné, un isolé ayant rompu avec la communauté indigène sans pour cela entrer dans la communauté européenne. Il sera

intégré dans une nouvelle cellule sociale ; la famille professionnelle ne sera pas pour lui un vain mot. Il y trouvera assistance, aide et conseil pour tous les actes de sa vie. Il y sera à l'abri des tentations et des haines, il ne pourra devenir désormais la proie des agitateurs. Bien conduit, bien dirigé, il sera au contraire un facteur d'ordre et de stabilité. C'est pourquoi, alors même qu'elle devrait provoquer un accroissement du nombre des salariés en réclamant une main-d'œuvre plus considérable pour les réalisations qu'elle envisage, la nouvelle organisation économique de l'Empire ne paraît devoir nuire ni au bon ordre ni à la dignité de la vie des autochtones. Réclamant davantage d'eux, mais leur donnant davantage, leur assurant les cadres d'une vie saine et laborieuse, au sein d'une vie sociale plus intense, elle semble leur permettre au contraire de poursuivre plus aisément leur mission restreinte dans l'ordre individuel, familial et social.

CHAPITRE II

Le problème du juste prix.

La formation des prix doit être en harmonie avec les principes moraux de la nouvelle organisation professionnelle. « Le prix doit sanctionner une utilité réelle, il ne doit pas consacrer une situation privilégiée. Ainsi le juste prix apparaît-il comme un compromis entre le droit du producteur en raison de l'effort fourni et les possibilités du consommateur en raison de son pouvoir d'achat (1). » Tout en assurant un juste profit à l'entrepreneur, il met le plus grand nombre possible de biens à la disposition du plus grand nombre possible de personnes. Il est donc conforme à l'intérêt général et il appartient au représentant de l'intérêt général, c'est-à-dire à l'Etat, de le fixer. En s'assurant la maîtrise des prix, l'Etat prend en main les leviers de commande de toute l'économie, dont s'étaient emparés des coalitions d'intérêts qui, ayant brisé le mécanisme de la libre concurrence, avaient instauré des monopoles à leur seul profit. Déjà, Adam Smith avait remarqué que « des gens du même métier se rencontrent rarement sans que la conversation n'aboutisse à quelque complot contre le public ou à quelque entente pour élever les prix ». Mais, depuis l'époque où ces lignes avaient été écrites, la concentration progressive de l'économie avait considérablement étendu et aggravé le phénomène. Les consommateurs devaient obligatoirement se soumettre aux prix de monopole fixés par les trusts nationaux ou internationaux. Comme l'a dit le Chef de l'Etat dans son message du 11 octobre 1940 : « La production et les prix étaient li-

(1) LAUFENBURGER, *Cartels et Groupes économiques* (conférence).

vrés sans défense à l'esprit de lucre et de spéculation. »

Un exemple significatif du rôle des trusts dans l'établissement des prix apparaît à travers la législation du sucre en France. En 1929, pour plaire aux électeurs toujours à l'affût de « dépenses et de dégrèvements productifs » et pour complaire par la même occasion aux grands sucriers, le Parlement vota à la fois une réduction de l'impôt et un droit de douane sur les sucres. Après avoir baissé assez sensiblement, dès avril 1930, le cours du sucre abrité derrière le droit de douane passa au-dessus du cours mondial qui déclinait et, dès lors, en dépit du dégrèvement, le sucre fut plus cher en France qu'à l'étranger.

Mais le rôle néfaste des trusts dans l'économie se révèle mieux encore sur le plan international que sur le plan national.

Par une limitation de la production de l'étain, les producteurs s'assuraient d'immenses profits. La Bourse des métaux de Londres réglait à son gré son prix. En 1937, il se vendait 311 livres la tonne sur le marché de la Cité, alors que dans l'Asie Sud-Orientale on pouvait le livrer avec bénéfice au prix de 100 livres sterling. — L'« International Nickel Company of Canada », groupe anglo-américain, dominait le marché mondial du nickel. L'Anaconda Copper avec la banque Morgan exerçait la dictature du cuivre. Pour l'année commerciale 1936-37, les actionnaires de la « Rhokana Corporation » et de la « Roan Antelope Copper » empochèrent des dividendes respectifs de 62,5 % et de 80 %. En 1923, pour parer à une diminution des prix du radium, l'Union minière du Haut Katanga réduisit sa production, en dépit des besoins de l'humanité, en dépit des besoins pressants et toujours croissants des hôpitaux. Et l'esprit de lucre et de spéculation dénoncé par le Maréchal a engendré beaucoup d'autres crimes. Il porte la responsabilité de bien des révolutions, de bien des guerres qui ont ensanglanté le monde. Mais rien ne paraît plus abominable que cet attentat permanent contre l'humanité qu'était la destruction massive des matières premières alimentaires. On brûlait le café, on dénaturait le vin et le blé, on arrachait la vigne et l'olivier,

on rejetait des tonnes de poissons à la mer. Et aujourd'hui même, en dépit des privations que l'on entrevoit pour demain, ce vent de folie n'a pas complètement cessé de souffler. On continue à brûler le café au Brésil (1) et on brûle le cacao en Afrique occidentale britannique.

* * *

On agissait, et on agit ainsi sous le prétexte de surproduction, alors que des millions d'hommes et des peuples entiers étaient et sont désolés par la famine, tourmentés par la faim, diminués par une sous-alimentation constante. M. Gourou, dans *La Terre et l'Homme en Extrême Orient*, a peint la misère de ces populations grouillantes de l'Asie, qui vivent à la limite de la disette dans les bonnes années et connaissent la famine dans les mauvaises. En Indochine, M. Robequain estime que si nous avons accru les possibilités d'existence plus vite que n'augmentait la population même, que si les indigènes mangent plus et mieux qu'autrefois, il reste qu'ils ne mangent pas tous à leur faim pendant l'année entière. Or, « parmi les causes profondes de mortalité, la misère physiologique, conséquence de la sous-alimentation, n'est sans doute pas la moins pernicieuse ». Et c'est aussi dans la sous-alimentation que M. Gauthier voit une des raisons principales du faible peuplement de l'Afrique. Dans bien des régions du continent noir, aujourd'hui encore, quand les récoltes sont déficitaires, on voit les indigènes détruire les termitières, pour disputer aux fourmis leur nourriture. Même dans les pays les plus évolués, dans ceux qui ont atteint le degré de civilisation matérielle le plus élevé, beaucoup d'hommes ne sont pas en mesure de fournir à leur organisme les aliments qu'il réclame. Le Docteur René Sand écrit dans *L'Économie humaine* : « Si, depuis un siècle, dans les pays occidentaux, la durée moyenne

(1) Depuis l'année 1931, 71.470.000 sacs de café ont été détruits au Brésil. En 1940, 2.820.000 sacs ont été brûlés, et, pendant les 5 premiers mois de l'année en cours, 43.000 sacs.

de la vie a doublé en même temps que la production, si en dehors du temps de guerre le spectre de la famine a été écarté, si le niveau de l'existence s'est relevé, si les conditions de travail se sont améliorées, cependant un enfant, un adolescent, un adulte sur trois est encore débile ou malade. Même dans des pays aussi riches que l'Angleterre ou les Etats-Unis, des enquêtes précises, conduites sur une vaste échelle, établissent qu'une personne sur trois est en état de précarité, avec tout le cortège de maladies, d'infirmités, de débilités, de vieillissement précoce que cette déficience entraîne, faute non plus d'une alimentation suffisante en quantité, mais d'un régime assez riche en éléments protecteurs, et cela parce que les denrées qui contiennent ces principes sont les plus chères. »

On peut donc affirmer que sur les deux milliards et demi d'hommes, aussi bien blancs que de couleur, qui peuplent la terre, plus de deux milliards « manquent du minimum nécessaire à une vie normale, cette privation entraînant une détérioration des forces physiques, morales, professionnelles » des plus pauvres. Les statistiques révèlent en effet que « la vie est plus courte, en moyenne, à mesure que les individus occupent une situation sociale inférieure ». C'est ainsi, toujours d'après le Docteur Sand, qu'en Angleterre la mortalité des hommes de 20 à 65 ans selon les classes et sur la base 100 pour la classe indépendante était la suivante en 1921-1923 et en 1930-1932 :

	1921/23	1930/32
Classe indépendante	100	100
Classe moyenne	113	108
Ouvriers qualifiés	115	112
Ouvriers semi-qualifiés . .	121	116
Ouvriers non qualifiés . .	148	128

Dans l'écart constaté entre les classes, entrent certainement en jeu à côté du niveau des ressources (qui détermine le logement, l'alimentation, le vêtement, les soins médicaux, le genre de vie), les risques différents que présentent les professions. Toutefois, l'importance du premier facteur est, sans aucun doute possible, primordiale ;

le fléchissement de la mortalité entre 1921 et 1930 atteste que « l'inégalité devant la mort » s'atténue, les risques restant les mêmes, à mesure que le progrès social s'accomplit. Il importe donc d'étendre et d'accélérer la marche de ce progrès. Ce faisant, on servira l'intérêt de chaque homme, de chaque famille, et celui de la communauté humaine toute entière, pour laquelle chacun œuvre et travaille.

Comme le remarque J. Didier dans *La Vie économique du globe*, la production des matières premières de grande consommation s'étant accrue de 96 % entre 1913 et 1939 tandis que la population humaine n'augmentait pendant la même période que de 17,4 %, si la technique moderne avait été judicieusement employée, les besoins communs de l'humanité entière auraient reçu une bien meilleure satisfaction. Mais on a préféré parler de surproduction et détruire.

*
* *

A l'avenir, il n'en sera plus ainsi. L'équilibre de la production et de la consommation, au lieu d'être cherché dans la restriction de certains produits, le sera dans le développement de la consommation. Pour y atteindre, il suffit de laisser jouer le goût naturel qu'ont les hommes pour accroître leur confort, et de rétribuer toujours avec plus de justice les efforts qu'ils font dans ce but, tout en multipliant dans le pays les activités qui peuvent être le mieux rémunérées.

En France, « entre 1911 et 1938, le pouvoir d'achat des salariés s'est nettement accru, et ce sont les travailleurs les plus déshérités, les moins rémunérés, qui ont bénéficié des coefficients d'augmentation les plus élevés. Les soins personnels (bains, parfumerie) sont devenus un article non négligeable de la dépense des classes populaires. La consommation du pain a fléchi, mais celle de la viande a augmenté, ainsi que celles du vin, du sucre, du café, des œufs, du beurre, du fromage, des fruits, du tabac. » Et « même chez les paysans assez pauvres, l'alimentation

comprend aujourd'hui des denrées achetées au dehors, sucre, café, chocolat, riz, pâtes alimentaires, même de la margarine et de l'huile d'arachides, et aussi plus de viande de boucherie qu'autrefois, quand la crise du moins n'impose pas de trop sévères restrictions » (1).

Durant les périodes de prospérité, le mouvement dans l'Empire est le même que dans la métropole. C'est, avec un accroissement très notable de la production, l'envolée des prix, l'exportation et, par voie de conséquence, l'augmentation de la consommation. Au point de vue social, le progrès est marqué ; l'indigène, pour son alimentation, pour son vêtement, dans son habitat, se rapproche des habitudes européennes. Il s'ouvre aux modes d'existence des Européens. Le mieux-être est patent. En 1938, l'Indochine consomme 17.101 tonnes de sucre contre 13.829 en 1937. En 1937, le Cameroun importe 275 tonnes de conserves contre 79 en 1936.

Mais cette marée montante de la consommation, ce flux qui accompagne une année de prospérité, le reflux d'une mauvaise année suffit à le remporter. Une mauvaise récolte, comme un court chômage, laissent les indigènes complètement démunis. Leurs ressources sont trop minces pour qu'ils puissent songer à épargner. Leurs gains comme leurs salaires sont même sans doute trop modiques pour qu'ils aient la faculté, pris individuellement, de se comporter en clients sérieux des exportateurs métropolitains. M. Pierre Gourou estime qu'en Indochine le budget d'une famille paysanne de 5 personnes considérée comme aisée est de 66 francs-papier par mois, et qu'une famille pauvre, cas le plus général, doit se contenter de 37,5 fr. Les salaires dans l'Empire varient entre 2,5 et 10 francs par jour. Quel que soit le coût

(1) CHARLES RIST et GAÉTAN PIROU : *De la France d'avant-guerre à la France d'aujourd'hui*. — Pour l'ensemble de la France, la consommation par habitant est passée entre 1839 et 1939 : de 190 à 413 kg. pour les pommes de terre, de 2,9 à 23 kgs pour le sucre, de 47 à 116 lit. pour le vin, de 12,7 à 28,2 litres pour la bière. — Pour 100 habitants : de 0,2 à 3,2 kg. pour le thé, de 35,7 à 390,6 kg. pour le café, de 3,8 à 115,54 kg. pour le cacao.

de la vie dans la colonie, il est certain qu'avec d'aussi minimes disponibilités on ne peut guère prétendre à autre chose qu'à se nourrir. Or, a déclaré le Gouverneur général Brévié, « il ne suffit pas d'assurer l'alimentation du peuple annamite : il faut encore lui créer des ressources suffisantes pour améliorer les conditions de son existence, son habitat, son alimentation, son vêtement ; bref, lui donner une capacité d'achat qui lui manque encore. » La mise en œuvre d'un tel programme exige, de l'avis de M. Paul Bernard, un essor considérable de l'industrie locale. Les pays industrialisés ont en effet un revenu national beaucoup plus élevé que les autres, et il n'est pas douteux qu'avec la conception du salaire que se fait la nouvelle organisation professionnelle, une part importante de ce revenu resterait aux mains des indigènes. C'est là un point important, car, comme le note finement le Docteur Sand, si le salaire n'est à l'égard de l'employeur qu'un élément du coût de la production, c'est à l'égard du travailleur son seul moyen d'existence, celui qui lui assigne son niveau de vie.

Mais si la notion de juste salaire peut conduire à un élargissement du pouvoir d'achat des colonies, celle de juste prix peut aussi promouvoir un large progrès en ce sens. Trop souvent, les producteurs et les consommateurs ont été sacrifiés au profit des intermédiaires pratiquant la spéculation. Les échanges entre métropole et Indochine sont grevés de frais qui apparaissent très lourds relativement au prix touché par le producteur. Les bénéfices prélevés par les intermédiaires représentent souvent un pourcentage considérable des prix de vente. La Chambre d'Agriculture du Tonkin se plaignait récemment « des prétentions exorbitantes des importateurs métropolitains, qui prétendent payer 5 ou 6 fr. le kilog un produit qui est vendu au consommateur 50 fr. et davantage (1) ». En 1936, le thé indochinois, qui coûtait en gros 15 fr. le kilog,

(1) CHARLES ROBEQUAIN : *L'évolution économique de l'Indochine française*.

s'achetait 72 fr. chez les détaillants. Le café colonial payé 5,84 revenait au détail à un minimum de 16,80.

Même sur les prix de gros, l'influence des intermédiaires était sensible. En 1938, une tonne de cacao était vendue 2.800 fr. à Douala et 4.227 à Bordeaux, une tonne d'huile de palme respectivement 1.650 et 2.844 fr. dans les mêmes ports.

Or, victime une première fois des intermédiaires à qui il vendait sa production, le producteur colonial l'était une seconde fois quand il se portait acheteur. Le fait était patent surtout en ce qui concerne les indigènes clients des commerçants chinois, hindous, syriens, moabites qui, a dit M. Le Neveu, ne se faisaient aucun scrupule de gruger de mille façons les populations et se révélaient parfois de véritables fléaux pour la colonisation.

*
* *

Si, comme l'exige le système corporatif, aucun étranger ne peut désormais faire le commerce sans avoir satisfait au préalable à une enquête approfondie sur sa moralité et ses ressources, et sans avoir présenté un casier judiciaire absolument net, on peut croire que beaucoup de ces trafiquants auront bientôt cessé de nuire (1). On est en droit de croire aussi que devant la nouvelle organisation professionnelle s'évanouira « le parasitisme de l'intermédiaire, qui drainait vers lui la plus grosse part dans la répartition des profits », comme doit s'évanouir toute tentative de domination du marché par les trusts. La loi du 21 octobre 1940 a en effet soustrait la détermination des prix à la loi de l'offre et de la demande, pour la confier à l'arbitrage des pouvoirs publics. Le *Comité Central des prix* ne statue pas sur les demandes d'homologation de prix présentées individuellement par les entreprises, il se saisit seulement

(1) Les intermédiaires inutiles ou exagérément avides, dont les gains ne restent pas dans le pays et constituent de lourdes importations invisibles (nous pensons ici aussi bien aux chettys qu'aux Chinois) doivent être éliminés (PIERRE GOUROU : *L'utilisation du sol en Indochine*).

de celles que lui présentent les comités d'organisation en ce qui concerne les produits de base. Les prix des produits secondaires ou dérivés sont fixés par les Comités d'Organisation eux-mêmes sous réserve de l'homologation du Commissaire du Gouvernement institué auprès de ces comités, et d'un commissaire du gouvernement représentant le ministre de l'Economie Nationale spécialement nommé à cet effet. En matière coloniale, le Comité central est l'intermédiaire nécessaire entre les comités et le Comité central des prix. Toutefois, pour la fixation des prix des produits coloniaux, par une bizarrerie qui révèle une fois de plus la mise en tutelle du ministère des Colonies, sont responsables les Ministères de la Production Industrielle, de la Marine et du Ravitaillement, mais non le ministère des Colonies. Et si, pratiquement, le Comité central des Prix a toujours consulté le Secrétaire d'Etat aux Colonies chaque fois qu'une question le concernait, M. du Vivier de Streel estime malgré tout souhaitable que « le Comité central des groupements coloniaux puisse être représenté à la Commission de surveillance des prix par un délégué qu'il désignera chaque fois que cette commission aura à statuer sur le prix d'un produit colonial déterminé ; en cette matière, l'avis d'un spécialiste offrant toute garantie technique étant indispensable si l'on veut obtenir des décisions conformes à l'intérêt général. » Or il n'est pas douteux que la recherche de cet intérêt s'impose seule désormais. C'est sur lui que repose la nouvelle organisation professionnelle de la France comme de l'Empire. C'est au nom de l'intérêt général que l'Etat, organe de la communauté nationale, s'est réservé la haute direction de l'activité économique. C'est en son nom que, comme jadis Stuart Mill, les pouvoirs publics ont été amenés à considérer que « les manifestations de la liberté naturelle d'un petit nombre d'individus qui risquent de mettre en danger la sécurité de la société tout entière doivent être contenues par les lois de tous les gouvernements, les plus libres comme les plus despotiques ».

CHAPITRE III

Le problème du crédit.

Le capital doit servir l'homme et non l'asservir. Il ne doit pas être un instrument d'oppression ; mais un levier puissant mis aux mains des meilleurs, pour leur permettre d'assurer, par les œuvres qu'ils ont la volonté et la capacité d'accomplir, l'amélioration de la condition des membres de la communauté nationale. L'épargne doit assurer le plein essor de la production. Le crédit est sain dans la mesure où il permet de satisfaire aux justes besoins des hommes. Le prêteur qui, animé par un esprit de lucre, non seulement spéculé sur ces besoins au lieu de les servir dans un esprit de féconde solidarité, mais exploite l'imprévoyance et les passions humaines, est un redoutable ennemi de la société.

Or, les prêteurs animés d'un pareil esprit sont malheureusement la règle aujourd'hui encore à travers l'Empire, et plus particulièrement en Extrême Orient. Dans son ouvrage consacré à *L'utilisation du sol en Indochine*, Pierre Gourou déclare que, dans cette colonie, « l'usure est le moyen le plus sûr et le plus économique d'arrondir son domaine. La population toute entière, pauvre, animée par la passion du jeu, et souvent imprévoyante, est prise dans un réseau serré de dettes et de créances ». Les banquiers hindous, les chettys, fixent le montant de leurs prêts et le taux d'intérêt d'après le rendement annuel que l'on peut tirer du débiteur. Toutefois, leur usure est relativement modérée par rapport à l'usure féroce des prêteurs annamites ou chinois. Alors en effet que ces derniers imposent des taux de 10 à 30 % par mois, les chettys se contentent de taux d'intérêt mensuel variant de 3 à 5 %.

Il n'en reste pas moins que ces taux sont encore très lourds, qu'ils vont en s'accroissant à mesure que les débiteurs renvoient à plus tard le remboursement du capital, et que généralement ils ne peuvent rembourser leur dette ; ils sont ruinés, réduits à une condition voisine du servage, et cherchent souvent leur libération dans la fuite, abandonnant terre et famille. Et, quand bien même le débiteur, n'est pas réduit à ces extrémités, le résultat de l'usure n'en est pas moins désastreux à tous égards. Le propriétaire est frustré de la meilleure part de sa production, le travailleur de ses salaires ; « le goût de l'épargne et le goût de l'effort sont systématiquement découragés ; la classe moyenne est détournée des occupations productrices puisque l'usure est encore le meilleur moyen de faire fructifier les capitaux ; le commerce et l'industrie ne se développent pas parmi les Annamites ; l'agriculture elle-même ne se perfectionne pas. » En bref, le développement économique du pays est paralysé par l'endettement général de la population. Petits propriétaires et petits fermiers verraient leur sort singulièrement relevé si l'usure ne les épuisait plus. Si par ailleurs on considère l'instrument de corruption que sont les usuriers vis-à-vis des Européens dont ils reçoivent les dépôts, à des taux allant de 1 à 2 % par mois, on ne peut conclure qu'à la nécessité de poursuivre sans trêve ni merci la lutte contre les prêteurs indigènes et étrangers.

Des coups sensibles leur ont été portés par la création en 1914 des organismes de crédit rural d'Etat, et en 1920 des établissements français de prêts fonciers. L'accroissement de capitaux disponibles, le développement des caisses de crédit agricole n'ont pas cessé depuis lors de faire reculer l'usure. La lutte toutefois s'est avérée difficile. Dans un discours prononcé au grand conseil des Intérêts Economiques et Financiers en 1937, le Gouverneur général Brévié déclarait : « La plaie de l'usure est tellement profonde qu'il faut prendre des précautions contre ceux-là mêmes qui font appel au crédit, pour éviter qu'ils ne transforment à leur tour en prêts usuraires des emprunts qui leur ont été consentis à un taux peu élevé. » Des dé-

crets sont intervenus pour obliger à faire enregistrer par l'administration chaque prêt consenti ainsi que les diverses conditions qui l'assortissent, et pour limiter le taux de l'intérêt en matière commerciale. Il semble que c'est de cette dernière mesure et de celles qui seront prises dans le même état d'esprit, c'est-à-dire d'une généralisation massive du crédit à bon marché, que l'on peut attendre les meilleurs résultats. Il n'est pas douteux que les sociétés de crédit mutuel créées en 1913 en Cochinchine et qui prêtaient à 10 et 12 % ne pouvaient pas pleinement atteindre les buts qu'elles se proposaient. L'apparition en 1927 du Crédit populaire agricole avec banques commerciales, banques provinciales et caisse centrale, a constitué un progrès certain, en étendant le crédit rural à l'Annam, au Cambodge et au Tonkin, et en faisant crédit à taux minime. En 1933, le « Crédit agricole mutuel » est venu centraliser dans les mains d'un seul organisme le crédit agricole dans tous les pays de l'Union.

Mais seul l'accroissement du nombre des caisses communales et de leurs disponibilités peut autoriser l'espoir de voir un jour disparaître les usuriers chinois et annamites. En ce qui concerne les chettys, « la question est délicate à traiter : les chettys sont assez riches pour être influents aux Indes, et, dans le passé, l'appui des consuls anglais ne leur a jamais manqué. Il est cependant possible que si, après étude, le Comité d'Organisation du Crédit aux Colonies concluait à une réglementation stricte de l'activité des chettys, il irait ainsi au devant des vues des autorités coloniales ».

* * *

Sans aucun doute, en guérissant l'Empire de la plaie de l'usure qui le ronge, *les groupements professionnels coloniaux* assureraient plus de bonheur et de prospérité aux populations qui le peuplent. Néanmoins, on peut attendre davantage encore de leur œuvre de *financement des grandes entreprises coloniales* pour la mise en valeur et l'enrichissement de nos possessions d'outre-mer. La nécessité d'une action méthodique et loyale est révélée dans toute son étendue.

due par la carence ou le désordre qui se sont manifestés dans ce domaine jusqu'à ces dernières années.

Longtemps, les capitaux privés dédaignèrent les affaires coloniales. Jusqu'en 1924, les sommes investies en Indochine, notre plus riche colonie, ne dépassèrent pas deux milliards de francs Poincaré. « Puis, dans l'euphorie mondiale, le pays attira l'attention des financiers français et internationaux ; les sociétés anonymes se multiplièrent ; les filiales proliférèrent autour de monstrueux organismes ; les actions montèrent vertigineusement, sans égard aux résultats effectifs, avant même toute mise en œuvre. L'affaire était souvent dirigée de Paris et parfois avec une fâcheuse incompétence. » Dans le domaine de l'activité minière par exemple, « le lancement de l'entreprise reposait souvent beaucoup moins sur l'étude précise des conditions d'exploitation que sur la publicité. L'achat d'un puissant matériel faisait généralement partie de la mise en scène, orchestrée par les feuilles financières, les appareils étaient rassemblés dans un port d'Europe bien connu, ils étaient expédiés, ils arrivaient, ils allaient faire merveille. Les cours montaient en chandelle après l'émission, avant qu'une seule tonne ait été extraite du fabuleux gisement. Quelque temps après, c'était la chute brutale (1). »

Dans le désarroi de la crise mondiale, la chute brusque fut la règle pour presque toutes les entreprises, même pour celles fondées sur des bases plus honnêtes et plus stables. Les valeurs « soufflées » se dégonflèrent rapidement, les liquidations se succédèrent ; les sociétés anciennes ou solides restreignirent ou cessèrent elles-mêmes leur exploitation.

Il y avait dans un pareil effondrement financier de quoi ruiner à jamais la confiance si péniblement captée des moyens et petits rentiers français dans les affaires d'outre-mer. Pour avoir laissé se développer une vaine et désordonnée spéculation, on risquait d'avoir compromis définitivement l'avenir de la colonisation. Il était bien improbable en effet que des souscripteurs perdus au fond d'une

(1) C. ROBEQUAIN. *L'Evolution économique de l'Indochine.*

province, n'ayant qu'une vue nébuleuse des possibilités réelles de nos possessions, pussent faire le départ entre les entreprises ayant un caractère purement spéculatif et les entreprises sérieuses.

Or, le développement de ces dernières, les seules qui auraient jamais dû être tolérées, réclamait des capitaux abondants et à bon marché. Si l'on songe qu'à certains moments les taux des prêts des sociétés européennes de crédit à long terme ont dépassé 1 % par mois et que les prêts des particuliers européens ou asiatiques commençaient à 1,5 par mois, on est amené à conclure que ces conditions n'étaient nullement réalisées.

M. Yves Henry, grand animateur de l'agriculture indochinoise, considère que les délais et les taux d'intérêt qu'accordent les établissements de crédit ne permettent pas de réaliser les grandes améliorations foncières. Malgré la rente élevée fournie en temps normal par les cultures riches, en période de crise, le loyer de l'argent devient prohibitif. D'une manière générale, le crédit à l'agriculture est onéreux et très insuffisant. M. Jean Mazel, Président de la fédération nationale des épices et aromates, après avoir exprimé dans le Bulletin des Groupements Coloniaux une opinion analogue, insiste sur la nécessité de faire juges de l'opportunité et de l'importance des prêts à accorder aux planteurs, les membres mêmes de la profession. Mais il est bien entendu, précise-t-il, qu'il ne saurait être question de prêter à un individu qui n'aurait pas déjà investi dans la terre coloniale, avec savoir et discernement, un capital au moins double de celui qu'il sollicite. Le crédit à long terme ne serait accordé aux producteurs agricoles que dans des cas nettement définis. Par exemple, pour permettre aux colons qui ont des propriétés de trop faible étendue d'en augmenter l'importance, pour atteindre la surface minimale au-dessous de laquelle le cultivateur européen ne peut pas vivre convenablement aux colonies et y produire à des prix normaux.

* *

Si une pareille conception du crédit paraît correspondre

pleinement aux intérêts de la colonisation, si elle autorise des placements sûrs, il est à craindre toutefois que bien des prêteurs n'y voient pas une source de profits suffisants pour y adhérer d'eux-mêmes. Pour faire prévaloir l'intérêt général, *l'intervention de l'Etat* sera sans doute nécessaire dans l'avenir comme elle l'a déjà été dans le passé. Dans un récent numéro de *La Vie*, M. Marius Leblond révèle que « c'est l'absence durant 20 ans d'une banque d'Etat à Madagascar qui a empêché la construction de routes et de chemins de fer ». M. Hanotaux avait bien établi un plan d'ensemble et fait appel pour sa réalisation aux banques de Paris. Mais le ministre qui lui succéda se laissa intimider par les rivalités de celles-ci et n'eut pas la volonté de leur imposer un consortium. Par ailleurs, l'absence dans la Grande Ile d'un institut d'émission distribuant le crédit, retarda l'essor de l'industrie et empêcha le développement du commerce européen. Or, tandis que Madagascar, faute de banques, manquait de capitaux, tout à côté, à la Réunion, des millions dormaient, sans emploi et sans intérêt. Et, pendant ce temps, l'Océanie, la Nouvelle-Calédonie, « si riches en mines utiles à notre défense économique », connaissaient aussi l'abstention, l'indifférence, voire l'ignorance, de nos banques privilégiées. Elles étaient abandonnées à l'usure et ouvertes à l'invasion des capitaux étrangers.

Dans les grandes colonies, les banques ne se désintéressaient pas de la colonisation, mais, protégeant et finançant d'importants blocs agricoles, commerciaux et industriels, elles avaient une tendance naturelle à fortifier ces groupements d'intérêts plutôt qu'à favoriser le développement général du pays. Actuellement, toutes les banques coloniales sont contrôlées par l'Etat, qui prélève sur leurs bénéfices des sommes qui sont consacrées à la mise en valeur des territoires d'outre-mer. C'est ainsi que la banque de l'A.O.F. doit avancer aux colonies et territoires où elle exerce son privilège une somme de dix millions pour favoriser l'agriculture et l'assistance médicale. Elle doit également ouvrir aux caisses de crédit agricole, jusqu'à concurrence d'une somme déterminée,

un crédit d'escompte dont le taux n'excédera pas 6 %.

Ainsi l'Etat exerce indirectement, par l'intermédiaire de banques privilégiées, une action en vue du développement économique des colonies. Depuis le 8 août 1935, à cette action indirecte s'est ajoutée une action directe, par la création du *Crédit colonial*. Celui-ci a en effet pour objet de consentir des prêts à moyen et long terme en vue de faciliter la création, le développement, la remise en marche et le fonctionnement d'exploitations ou d'entreprises exerçant leur activité dans les territoires dépendant du ministère des Colonies et appartenant à des Français, sujets ou protégés français.

Mais il ne semble pas jusqu'ici que le Crédit Colonial ait pu s'acquitter d'une aussi large mission, et justifier les espoirs que sa création avait fait naître. Les taux de ses prêts sont trop élevés et les capitaux mis à sa disposition trop faibles pour qu'il puisse jouer un rôle important dans le financement des affaires coloniales. Rien ne démontre mieux d'ailleurs cette insuffisance que la *loi du 31 décembre 1941*, aux termes de laquelle, en vue d'assurer la mise en valeur des colonies, l'Etat pourra participer au capital des sociétés qui exercent leur exploitation outre-mer. Il est certain qu'une telle disposition peut être féconde, si elle permet aux entreprises coloniales d'accroître leur capital et de bénéficier du prestige dont jouit le crédit de l'Etat. Mais M. Du Vivier de Streel est sceptique ; il craint que la loi du 31 décembre conserve un caractère surtout spectaculaire. Pour provoquer l'investissement d'abondants capitaux dans les sociétés coloniales, il garde plus d'espoirs dans l'extension de l'exonération du prélèvement sur les bénéfices établie par la loi du 30 juin 1941, aux entreprises investissant leurs superbénéfices dans des sociétés ou exploitations ayant pour objet la mise en valeur de nos possessions d'outre-mer.

* * *

Le Groupement Professionnel du Crédit, considérant que cette mise en valeur, dans l'état actuel des choses, paraît devoir être le fait de puissantes sociétés par actions,

envisage de son côté une série de dispositions et de mesures propres à encourager les investissements de l'épargne et à favoriser la production impériale. Mais il semble que les établissements financiers font plus confiance aux sacrifices de l'Etat qu'à ceux qui pourraient leur incomber pour atteindre ce double but.

Les premières mesures proposées sont d'ordre fiscal. Il n'est pas douteux certes que les capitaux qui s'investissent aux colonies doivent être moins frappés que les capitaux qui s'investissent dans la métropole, en raison de l'inégalité des risques courus. Or, à l'heure présente, l'Enregistrement prétend qu'une société coloniale est impossible uniquement en France, où les impôts sont plus élevés qu'aux colonies, dès lors que son conseil d'administration s'y trouve fixé et que ses assemblées générales d'actionnaires s'y réunissent. En raisonnant ainsi, fait observer M. l'Inspecteur général Saurin, Vice-président du Comité Central, l'administration des Finances va doublement contre le droit. « Elle vise à faire appliquer à des contribuables coloniaux des tarifs métropolitains et à faire verser dans les caisses du Trésor des contributions dues aux colonies... Quelques tribunaux mal informés des choses d'outre-mer et peut-être aussi impressionnés par la qualité du plaignant, ont donné gain de cause à ce dernier. L'exécution des jugements conduirait à la liquidation de sociétés qui ont consacré de nombreuses années de travail et d'importants capitaux à la mise en valeur des pays neufs. La thèse de l'Enregistrement fait peser sur les affaires en général une menace qui aggrave bien inutilement » les conditions d'exploitation déjà si difficiles des entreprises d'outre-mer.

Non seulement il convient d'écarter cette menace par un texte législatif qui pourra être invoqué à l'avenir devant les tribunaux par les sociétés visées, mais il faut, de l'avis du Comité du Crédit, pratiquer une large politique de limitation des impôts en faveur des entreprises coloniales. Limitation des impôts locaux frappant les sociétés ; limitation des droits de constitution des sociétés ; limitation des impôts sur les bénéfices industriels et commerciaux ;

limitation des impôts sur le revenu des valeurs mobilières lorsque la taxation a lieu à la colonie. Enfin, exonération temporaire des impôts et notamment des impôts fonciers en faveur des constructions immobilières et des plantations nouvelles.

Puis, estimant que les avantages fiscaux que l'on peut concevoir en faveur des entreprises coloniales peuvent dans certains cas ne pas constituer des encouragements suffisants, le Comité du Crédit envisage une série d'encouragements directs : majoration des recettes brutes d'exploitation par des primes à la production, allègement des charges financières des entreprises par des bonifications d'intérêts, proportionnelles à l'importance des capitaux investis, ou bien encore : maintien à un prix très bas de l'octroi des concessions, et exécution ou participation par les Pouvoirs publics aux travaux d'intérêt général, nécessaires à l'installation des entreprises.

Il existe en effet toute une catégorie de travaux qui présentent un intérêt général certain, bien que des entreprises privées soient appelées à en bénéficier au premier chef. Tels sont l'aménagement de chutes d'eau, la création de voies carrossables. Très fréquemment, la rentabilité limitée des entreprises exclut pour elles la possibilité d'assumer elles-mêmes la charge de ces travaux : il appartient à l'Etat de les prendre en charge.

Ainsi, le rôle de l'Etat est nécessairement très large dans la mise en valeur des colonies. Les professions reconnaissent elles-mêmes implicitement qu'elles n'y peuvent suffire, en réclamant de lui des privilèges, des subventions. Il est logique qu'en contre-partie des sacrifices qu'il consent au nom de l'intérêt général, l'Etat exerce, pour le compte de cet intérêt général dont il est le représentant suprême, un contrôle et une haute direction de l'économie coloniale sous son aspect social comme sous son aspect matériel.

Et quand l'œuvre à entreprendre dépasse les possibilités de l'activité privée, il est non seulement logique, mais nécessaire que l'Etat prévoie, prépare et exécute. C'est pour lui alors moins un droit qu'un devoir.

LIVRE IV

LES TRANSPORTS : MOYEN DE LA SOLIDARITÉ (1).

« Colonie de peuplement ou colonie d'encadrement, l'une et l'autre ont besoin de voies de pénétration et de communications aisées et rapides, qui assurent d'abord la sécurité, puis l'administration régulière du pays, qui favorisent et accélèrent les échanges intérieurs : échanges d'hommes, échanges de marchandises, échanges de conceptions et d'idées. D'autre part, chacune demande des liaisons commodes avec la Métropole et le reste du monde. Vaincre la distance, gagner du temps, ce sont les lois imposées par la civilisation moderne (2). »

(1) Voir la carte en tête de l'ouvrage.

(2) C. ROBEQUAIN, *op. cit.*

CHAPITRE PREMIER

Les transports dans l'Empire.

Les lois de lutte contre l'espace et contre le temps imposées par la civilisation moderne, ce sont elles en retour qui la commandent, la déterminent. Seuls des moyens de transport abondants et rapides autorisent une économie impériale organisée, accroissant les transactions avec la métropole, et maintenant ou même augmentant les échanges avec l'étranger grâce au bas prix de revient, obtenu à force de méthode.

Doté seulement de 22.000 kilomètres de voies ferrées et de 99.000 kilomètres de routes, alors que la métropole, 20 fois plus petite, en a respectivement 44.000 et 651.000, l'Empire voit son développement économique paralysé par la rareté des moyens de communication.

Les houillères de Madagascar ne sont pas exploitées et celles du Maroc le sont à peine parce que ces territoires manquent de chemins de fer. Les bois de l'A. E. F. sont négligés parce que, les forêts proches de la côte ayant été abattues, il n'existe aucun moyen de transport pour amener des troncs pesants de l'intérieur jusqu'à la côte. Le Laos reste vierge de voies ferrées. La liaison des chemins de fer indochinois avec le réseau chinois n'est pas encore réalisée. Au mines de Nam Patène, du fait de la précarité des moyens de communication, la réception d'une pièce de rechange exige souvent plusieurs mois de délai après l'accident. En Afrique, la « tare dirimante » est toujours, selon la formule du Gouverneur Reste, la dispersion de l'homme, en des blocs de population épars, sé-

parés par d'immenses solitudes ». Il est impossible de songer à cultiver à l'intérieur du continent noir des denrées qui exigent une rapide évacuation. Même en Guinée, pour le développement de la banane, c'est un problème de cet ordre qui se pose. L'évacuation est coûteuse et difficile parce qu'elle se fait par camions, en l'absence de wagons spéciaux ou même simplement ventilés. Les régimes sont soumis à une température élevée, qui entraîne une détérioration que l'on ne peut éviter qu'en les coupant trop verts.

En un mot, comme l'a dit M. Du Vivier de Streel, « la France possède un domaine d'outre-mer dont la superficie dépasse dix millions de kilomètres carrés ; en réalité, elle ne peut tirer parti, faute de possibilités de transports à bon marché, que de la superficie économiquement accessible » (1).

C'est pourquoi, avant toutes choses, pour remédier à cette situation, l'économie nouvelle se propose de créer aux colonies les moyens de communication qu'exigent une production et une activité commerciale appelées à croître sans cesse. La construction du transsaharien est une première marque de cette volonté. Grâce à lui pourront être mis en valeur les bords du Niger, liées plus étroitement l'économie nord-africaine et l'économie de l'A. O. F. Il sera le moyen le plus économique pour transporter dans les deux sens un fret de 500.000 tonnes par an. Il mettra enfin le Soudan à quatre jours de Paris, événement énorme au point de vue économique. Par la

(1) En 1921, on calculait que le transport à dos d'homme d'une tonne kilométrique revient à 3 fr.-or ; par bête de somme à 1,5 ; par charrette de 0,75 à 1 fr. ; par chemin de fer de 0,02 à 0,09 ; par bateau à 0,01.

Ainsi, pour une matière première comme le blé qui valait en 1914 250 fr. la tonne et ne pouvait guère supporter plus de 60 fr. de transport pour atteindre le marché consommateur, si le producteur devait transporter ce blé à dos d'homme, il était contraint de le récolter à moins de 20 km. du centre consommateur ; s'il utilisait une charrette à moins de 0 km. ; le chemin de fer à 1.500 ; le bateau à 6.000. Ainsi, suivant qu'une colonie sera pourvue ou non de chemin de fer, l'aire d'attraction commerciale y variera dans la proportion de 75 à 1 (P. TASSON, *Mémoire*, ENFOM 1941).

suite, et surtout lorsque les matières premières seront plus faciles à se procurer, la liaison de ce tronc Méditerranée-Niger avec les autres chemins de fer africains sera assurée à son tour.

Expansion à force de capitaux et de rails, telle doit être la définition de l'œuvre africaine, comme elle a été hier celle de l'œuvre américaine. Ce sont en effet, comme l'a souligné Dubois, les chemins de fer surtout qui ont aidé à triompher aisément de l'étendue du continent américain, « de son âpreté par endroits, et de sa pauvreté originelle. Les échecs et les succès sont venus du sol plus ou moins fertile et arrosé, plus ou moins pauvre de richesses minérales ; mais partout il a fallu, pour lancer les entreprises, compléter en premier lieu les voies de communication naturelles. » C'est là un point et un exemple qu'il convient de ne jamais oublier dans l'œuvre constructive de mise en valeur de notre immense empire.

Si l'établissement des indispensables moyens de communication réclamera de longs délais et d'importants capitaux, l'organisation des transports, elle du moins, sera aisée. Travaillant presque sur table rase, on pourra faire coopérer automobiles et trains, les mettre en liaison sans que puisse jamais se poser le problème de la concurrence du rail et de la route.

CHAPITRE II

Les liaisons impériales.

SECTION I. — LES LIAISONS MARITIMES.

L'établissement de moyens de communication puissants au sein de l'Empire n'atteindrait pas son but s'il ne s'accompagnait d'un renforcement des liaisons impériales.

Ces liaisons étaient hier presque aussi mal assurées que les relations internes.

Le sisal de nos possessions nous arrivait par Anvers, Londres, Hambourg. Nous achetions aux Anglais l'alfa d'Afrique du Nord sous forme de papier ; et nous leur achetions aussi l'étain d'Indochine dont le minerai était transformé à Singapour.

A Saïgon, on utilisait du charbon britannique et non de la houille d'Indochine. La France importait trois fois moins de caoutchouc de l'Union que de l'étranger parce que les taux de fret élevés pratiqués sur les lignes de navigation françaises et les conditions de manutention dans les ports métropolitains incitaient les exportateurs indochinois à exporter leurs produits vers New-York ou vers Londres. La flotte française en 1938 ne transportait que 17,6 % du riz importé par la France. Les 63.854 tonnes de paddy achetées par l'A. O. F. étaient chargées sur 35 bateaux dont un seul français. Les ports coloniaux étaient souvent démunis de moyens de mise à sec de bateaux de tonnage moyen. Dakar même ne disposait pas de cale sèche réservée aux besoins privés. Bordeaux n'étant pas outillé pour ce trafic, les bois du Gabon allaient à Hambourg.

Souvent, des cargaisons de denrées périssables pourris-

saient sur les quais des ports coloniaux par suite de l'absence de navires.

On était ainsi en pleine anomalie commerciale. La production des colonies était insuffisante, et on laissait se gaspiller ou on négligeait une partie de cette production.

La France manquait de débouchés, et on laissait l'étranger en conquérant de nouveaux dans nos colonies, en lui laissant assurer une part croissante de leur commerce, comme l'attestent les données ci-dessous, extraites des tableaux publiés par le Comité Central des Armateurs de France le 9 avril 1940.

PART DU PAVILLON FRANÇAIS DANS LE COMMERCE FRANCO-COLONIAL

a) Pour l'ensemble de l'Empire :

ANNÉE	EXPORTATIONS de France	IMPORTATIONS en France
—	—	—
1913	97,19 %	71,69 %
1937	98,40	65,96
1938	96,66	69,70

b) Par groupe de colonies en 1938.

GROUPE DE COLONIES	EXPORTATIONS de France	IMPORTATIONS en France
—	—	—
A. O. F. et A. E. F. . . .	91,41 %	47,81 %
Océan Indien	89,75	70,90
Levant	93,03	71,22
Indes.....	79,36	48,40
Indes et Indochine ...	99,85	20,60
Océanie.....	99,94	86,56

En ce qui concerne l'Afrique du Nord, vis-à-vis de l'Algérie jouait le monopole de pavillon, mais il n'en était pas de même à l'égard des protectorats, et notre marine ne transportait que 46 % de leurs exportations et 18 % de leurs importations totales.

Dans l'ensemble, la part du pavillon national était donc faible dans le commerce colonial, et elle était proportionnellement moins forte encore en 1938 qu'en 1913.

En moyenne, nos navires transportaient seulement 95 % de nos exportations et 70 de nos importations coloniales.

La marine française, qui occupait le deuxième rang dans le monde en 1870, le troisième en 1914, ne venait plus qu'au huitième, derrière les Pays-Bas, en 1938 (1). En 1937, elle n'avait assuré que 41,90 % du trafic maritime français. Ses navires étaient lents et démodés. La proportion de ses motorships ne s'élevait qu'à 14,09 %, alors que pour le Japon et la Norvège elle atteignait respectivement 50 et 55 %. Sur quarante bâtiments de commerce desservant la côte d'Afrique, 6 avaient plus de 24 ans, 2 plus de 20 ans, les autres plus de 17 ans, et leur vitesse ne dépassait pas 10 nœuds.

Alors que la Grande-Bretagne avait construit 726 navires, l'Allemagne 260, la France n'en avait lancé que 25 depuis 1933.

Relativement riches en paquebots malgré tout, nous étions affreusement pauvres en cargos. Ils ne représentaient que 44, 8 % de notre tonnage total, contre 52,5 pour les marines étrangères. Les pétroliers, les navires frigorifiques pour le transport des viandes, fruits et poissons manquaient cruellement.

*
* *

Cette insuffisance et cette décadence de notre marine marchande avaient surtout pour cause le coût de la construction navale en France, et les charges sociales qui pesaient sur notre armement.

Non seulement en France les tôles étaient plus coûteuses, mais encore les ouvriers, payés plus cher, travaillaient moins qu'à l'étranger. Un riveteur hollandais fixait 450 rivets par jour, un Français de 90 à 190. Un bâtiment qui coûtait en Norvège 88 millions revenait en France à 167 millions.

(1) Quand le président Tardieu s'adressa aux principales banques pour leur demander que dans la France victorieuse et prospère elles fissent pour notre marine ce que les banques faisaient dans l'Allemagne vaincue et pauvre pour créer de toutes pièces une nouvelle et copieuse marine, elles s'y refusèrent. (MARIUS LEBLOND, dans *La Vie*.)

Avec l'introduction de la loi de 8 heures dans la marine marchande, le travail à bord n'étant pas continu, ce ne fut pas huit heures de travail, mais huit heures de présence que l'on paya aux équipages. Les équipages étrangers restant soumis au système des deux bordées de douze heures, la marine française fut mise en état d'infériorité. Ses frais se trouvaient accrus de 70 à 133 fr. par tonneau de jauge brute selon les navires. Par ailleurs, nos bateaux avaient 44 % de plus d'équipage à entretenir que les bateaux étrangers.

Du fait de la loi de quarante heures, la situation se trouva encore aggravée. Les charges augmentèrent de 10 à 15 %. Tandis qu'un navire norvégien pouvait appareiller avec quinze hommes à bord, un navire français identique réclamait quarante hommes d'équipage. En 1939, notre coût d'exploitation était double de celui du Danemark, et nos frets étaient devenus les plus élevés du monde.

Même à égalité de charges sociales, les frets français seraient d'ailleurs assez élevés, le commerce d'exportation de France étant surtout composé de produits de luxe légers et peu encombrants, incapables de remplir les cales des navires. Si les bateaux britanniques pouvaient consentir des frets très inférieurs, c'est parce qu'ils avaient toujours au contraire la faculté de prendre en charge à leur départ de Grande-Bretagne une cargaison de charbon. Mais l'incidence du fret sur les prix de détail n'est pas très forte ; bien qu'il n'existe dans ce domaine de statistique sérieuse que pour le riz, il semble que l'on puisse estimer qu'elle ne dépasse pas en moyenne 7 à 12 % du prix des différents produits coloniaux.

Il n'y a donc pas lieu, semble-t-il, de continuer à faire user le trafic colonial des bas tarifs pratiqués par les pavillons étrangers, allant ainsi contrairement aux apparences à l'encontre des intérêts supérieurs de la nation et de l'empire. La marine marchande en effet, grâce aux profits que réalisent les armateurs, contribue au redressement de la balance des comptes. De plus, dans bien des cas, les coloniaux et les étrangers s'adressent pour leurs commandes aux pays dont les navires assurent leur approvisionnement.

Comme l'a dit M. de Rouziers : « C'est courir un danger que de confier le transport des produits industriels à un rival. Pour lui, le seul fait de connaître la destination de vos marchandises et votre clientèle est déjà un profit. Il utilisera cette connaissance soit directement pour lui, soit pour indiquer à ses nationaux l'existence et la nature de ces débouchés. » La France doit donc constituer la marine qui lui est nécessaire pour assurer son commerce extérieur et lui donner une pleine indépendance dans ses relations avec son empire. La France doit aussi avoir une politique de transports à bon marché, le niveau des prix de transport facilitant, s'il est peu élevé, la cadence des échanges

*
* *

Déjà d'ailleurs, la France a pris des mesures capables d'abaisser le taux prohibitif de ses frets. Aux termes d'un décret publié au *Journal officiel* du 1^{er} mars 1941, la semaine de travail dans la marine marchande a été portée de 40 à 54 heures. Cette semaine de travail, se décomposant en six journées de 9 heures d'activité et une journée de repos, sert d'assiette au salaire et autorise les heures supplémentaires. Cette mesure a été accompagnée d'une normalisation du coût de la construction en France par une stabilisation des salaires, et une réglementation du prix des matières premières qui lui permettra d'avoir son plein effet.

Grâce à ces dispositions, la France pourra à la fois développer sa marine marchande et son trafic. Les navires seront mieux entretenus et les mouvements de marchandises mieux surveillés. Les services seront multipliés et de nouveaux courants commerciaux naîtront à notre profit. La marge de tonnage à récupérer dans notre commerce avec les colonies le sera progressivement, même si l'on n'estime pas utile d'étendre à tout l'empire le monopole de pavillon qui joue déjà à l'égard de l'Algérie. Monopole qui, généralisé, aurait apporté à notre armement 2.355.403 tonnes supplémentaires en 1938 et qui aurait aussi l'avantage (tous les échanges entre métropole et colonies se fai-

sant dès lors sous pavillon français), d'affirmer la solidarité évidente qui existe entre le développement de notre marine de commerce et la prospérité de nos colonies.

Il est souhaitable qu'une communauté de vues et d'action toujours plus étroite anime notre économie impériale et notre armement maritime. Elle ne pourra se réaliser au sein de la nouvelle organisation professionnelle que si une liaison permanente est assurée entre les différentes branches de l'activité coloniale et métropolitaine. Quoi qu'il en soit, la mission qui incombera aux organismes professionnels ne s'éloignera que peu, sans doute, de celle qu'ont tracée aux pouvoirs publics le Conseil National Economique puis la Conférence Impériale, c'est-à-dire essentiellement :

S'assurer que l'importance des services coloniaux répond bien aux besoins des échanges présents et prochains.

Contrôler l'organisation et l'amélioration des ports coloniaux.

Inviter les organismes coloniaux à pratiquer au profit de l'armement français une évacuation régulière des contingents d'exportation afin d'augmenter la fréquence des départs et la rapidité des services.

Coordonner le travail des transporteurs depuis la piste coloniale jusqu'à la gare française de livraison.

Considérer les divers modes de transport utilisés comme un mode de transport unique auquel est appliqué le tarif unique et dégressif dit « bout en bout » (1).

Concourir enfin à la création dans les principaux ports de France et villes de l'intérieur d'expositions d'objets fabriqués intéressant les colonies, et de matières premières produites par les colonies.

Les ressources de plus en plus considérables de l'empire seraient ainsi connues de tous, et tous pourraient se les procurer grâce à l'abondance et à la rapidité de moyens de communication sans cesse plus perfectionnés.

(1) Ces deux vœux ne figurent pas parmi ceux émis par le Conseil National Economique.

SECTION II. — LES LIAISONS AÉRIENNES.

Alors que l'homme a fait la conquête de l'élément liquide depuis plusieurs millénaires, il n'y a guère plus d'un siècle et demi que Joseph et Etienne Montgolfier, d'Annonay en Vivarais, lui ont ouvert la voie des airs. Après d'inévitables tâtonnements, l'invention et l'utilisation du moteur à explosion est venue apporter une solution définitive à la conduite des vaisseaux aériens. Durant les trois dernières décades, le progrès sur le plan de la vitesse et sur celui du tonnage a marché à un rythme étourdissant.

Le record de vitesse est passé de 77 kilomètres heure en 1909 à 709 en 1939. Les vitesses des avions de transport qui ne dépassaient pas 140 kilomètres en 1920, atteignaient 300 kilomètres-heure en 1938.

Les premiers avions ne pouvaient emporter que leur pilote. Depuis 1920, le tonnage global et la charge utile des appareils n'ont cessé de croître. Un hydravion de 43 tonnes destiné aux transports commerciaux au-dessus de l'Atlantique vient d'être achevé en France. Il est muni de six moteurs Hispano-Suiza de 1100 CV. Son rayon d'action est de 8.300 kilomètre. On envisage dès à présent la construction d'avions de 70 tonnes, et les études américaines prévoient l'utilisation d'appareils pesant 100 tonnes à pleine charge (1).

*
* *

L'avion apparaît comme un moyen de transport rapide susceptible d'emporter des charges de plus en plus importantes. Et il a bien d'autres qualités. Comme l'a fait observer Clerget, la locomotion aérienne est particulièrement adaptée aux grands espaces, elle abolit la distinction et le transbordement entre la terre et la mer, tout en possédant les deux grands avantages propres à la mer :

(1) Avec cette guerre est apparu « l'avion remorqueur », appareil capable d'entraîner à sa suite 5 ou 6 planeurs où peuvent prendre place une centaine de soldats avec leur équipement.

la possibilité de suivre toujours la ligne droite, et la gratuité de la route dispensée de frais d'entretien.

Mais c'est sans aucun doute par la célérité des jonctions qu'il autorise, que le vaisseau aérien est appelé à se substituer de plus en plus au navire pour assurer le transport de tout ce qui représente une grande valeur sous un faible volume, et resserrer davantage chaque jour les liens humains. A ce point de vue, la supériorité de la ligne aérienne sur la ligne maritime est écrasante. Le tableau ci-dessous montre que la liaison par la voie des airs était dès 1938 huit fois plus courte sur certains parcours que par la voie des mers.

L'AVION ET LA LIGNE MARITIME de France en :		DURÉE DU PARCOURS :	
		PAR MER	PAR AVION
Afrique du Nord	{ Alger	40 heures	5 heures
	{ Tunis	44	6
	{ Casablanca..	4 jours	8
	{ Dakar.....	8 jours	24 heures
Afrique	{ Abidjan.....	13	2,5 j.
	{ Brazzaville..	21	4
	{ Tananarive .	25	7
Asie	{ Damas.....	7	2
	{ Saïgon	25	5

Ces avantages de rapidité et de commodité des transports aériens par rapport aux transports maritimes, sensibles pour tous les pays du monde, paraissent inappréciables dans les pays neufs et aux colonies. L'avion dompte tous les obstacles naturels, les forêts impénétrables, les marécages infranchissables, les déserts illimités, les barrières montagneuses les plus élevées. C'est l'instrument rêvé et irremplaçable de la mise en valeur économique et humaine. « Un réseau aérien bien conçu apparaît comme l'une des pièces maîtresses de l'équipement économique des grands empires coloniaux modernes, et l'on peut dire que ces réseaux impériaux sont en passe de jouer, à leur égard, le rôle du système nerveux qui permet à la volonté centrale de se faire sentir dans tous les membres et de recevoir d'eux toutes leurs perceptions (1). » Politiquement

(1) L. CHARVET : *Rapport* au Congrès de l'Outillage public et privé de la France d'outre-mer (1937).

et administrativement, l'avion permet de transporter les hommes dont on a besoin, au lieu et à l'heure où l'on en a besoin ; il assure ainsi la sécurité et le bon ordre. Médicalement, il autorise l'évacuation des malades sur les centres hospitaliers, et le transport rapide des médicaments, favorisant le maintien d'un bon état sanitaire. Moralement, il garantit une transmission rapide des nouvelles, évitant aux cadres européens un isolement affectif trop prolongé. Techniquement, il permet l'envoi à la colonie d'ingénieurs de classe, dont le degré d'évolution du pays n'autoriserait pas l'absence de plusieurs mois qu'exigent les voyages par mer. Economiquement, les services que rend l'avion sont dès à présent considérables. Avant la guerre même des primeurs nord-africaines utilisaient la voie des airs, arrivant ainsi sur les marchés de Paris et de Londres dans des conditions de fraîcheur exceptionnelle. Au Congo Belge, Chinkolobwe, la ville du radium, a un aérodrome particulier. Les concentrés de minerai sont transportés par air jusqu'à la plus proche station de chemin de fer. Ce chemin de fer les transporte aux ports où ils sont embarqués pour la Belgique.

De même, dans l'Extrême Nord Canadien, dans la région arctique, quand les voies d'eau sont gelées, les transports de concentrés de minerais ont lieu par le moyen d'avions. Non seulement la poste, non seulement les vivres, mais aussi les appareils pour le travail de la mine sont apportés par avion. C'est aussi grâce à lui, nous dit M. Blondel, Président du Comité d'Organisation des Mines Coloniales, qu'a pu être équipée la mine de Bulolo en Nouvelle-Guinée. « Le problème était d'amener à pied d'œuvre de grandes et lourdes pièces mécaniques pour la mise en marche d'une drague. La mine était séparée de la mer par la forêt tropicale et une chaîne de plus de 1.200 mètres d'altitude. La distance était de 120 kilomètres. Après étude, on se rendit compte qu'une route devrait avoir plus de 150 kilomètres. Elle aurait exigé une dépense de plus d'un million de livres sterling, et sa construction aurait pris un temps très long. On préféra utiliser le transport aérien, et tout le matériel fut acheminé par de

gros trimoteurs Junkers qui ont transporté, normalement, des charges de deux tonnes.

« La dépense a été largement inférieure à celle de la route, et on a gagné plus d'un an. A l'heure actuelle, la mine produit annuellement plus de trois tonnes d'or. »

Et si l'avion permet d'équiper et d'exploiter les mines, il permet aussi de les découvrir. « L'avion est susceptible de rendre les plus grands services pour les recherches géologiques et minières dans les pays neufs. Son emploi est déjà très important dans certains pays anglo-saxons, notamment au Canada et en Australie ; il a aussi été réa-lisé dans une certaine mesure pour quelques-unes de nos possessions françaises d'outre-mer. » Certains caractères visibles de l'air, le relief, la couleur, la végétation soulignent pour le géologue les lignes de séparation des roches qu'il recherche. L'avion le met à même d'effectuer de très complètes et très rapides interpolations. De préciser les points où il devra, à terre, approfondir son exploration géologique. Enfin, de donner des renseignements au moins généraux sur des régions difficilement accessibles ou même tout à fait inaccessibles. Renseignements qui peuvent être ensuite complétés pour une meilleure connaissance du pays par l'établissement de la carte topographique au moyen de photographies aériennes. C'est là un procédé commode, rapide, qui a été largement employé déjà. C'est grâce aux photographies aériennes aussi qu'a pu être dressé en quelques années le cadastre cochinchinois.

* * *

Ainsi, l'avion apparaît comme un instrument vital d'une politique impériale, non seulement par les liaisons qu'il assure entre métropole et colonies, mais par son rôle même dans l'activité économique des pays neufs que sont les colonies. En 1937, le Congrès de l'Outillage de la France d'outre-mer a consacré plusieurs de ses séances à l'étude des problèmes aériens. Il demandait que la France, à l'exemple de l'Angleterre et de la Hollande, considère désormais les liaisons impériales comme des services in-

térieurs et exonère les courriers aériens de toute surcharge postale. En ce qui concerne le transport des passagers, le Congrès souhaitait que : la construction aéronautique s'attache à réaliser des appareils à grande capacité, permettant de répondre à toutes les demandes de place, et d'accroître par une politique convenable de tarifs le nombre des usagers de l'avion.

Cette question de la construction de gros porteurs, de l'abaissement du coût des transports et de leur fréquence, reste la préoccupation dominante des *Professionnels* à qui l'on a confié l'entretien et le développement du réseau colonial français.

Les lignes existantes ou dont la création est envisagée s'ordonnent en trois sections : Indochine, Antilles et Afrique. Les deux premières sections sont à compléter ou à créer, le réseau africain formant seul dès maintenant un ensemble harmonieux. Les lignes antillaises, et surtout indochinoises, sont appelées, du fait de la situation de ces possessions, à avoir ou à conserver un caractère plus ou moins international. Mais il n'en va pas de même de l'Afrique qui prolonge la métropole au delà de l'étroite Méditerranée. Alger apparaît comme un centre unique pour le réseau africain français. Sur cette capitale peuvent s'ordonner les axes longitudinaux desservant l'Afrique du Nord, tout comme les axes méridiens plongeant au cœur de l'Afrique noire. La société responsable de la navigation aérienne au-dessus du continent, maîtresse de toutes les lignes françaises le desservant, pourra s'adapter plus complètement encore qu'elle ne l'a fait jusqu'ici à ses besoins particuliers en matériel et en personnel. Sa profonde connaissance des caractères géographiques et des ressources de nos possessions africaines favorisera le développement d'une exploitation commerciale efficace et facilitera la coordination des différents modes de transport locaux.

Par la subordination des lignes aériennes aux nécessités économiques présentes ou devant se manifester dans l'avenir, la mise en valeur de l'Afrique pourra s'opérer d'un même élan à travers les différentes branches de l'activité humaine. Et les liaisons avec les autres blocs colo-

niaux et la métropole, toujours plus nombreuses, formeront le canevas d'un réseau de plus en plus serré au-dessus de nos possessions écartelées par les mers. Comme l'a dit Delfontaines dans sa *Géographie des Transports aériens* : « En réduisant dans le temps les dimensions du monde à celles qu'avait l'Europe aux ^{xix}^e siècle ou la France au ^{xviii}^e, et en donnant aux courants d'échanges séculaires une vitesse jusqu'à lui inespérée, le transport aérien permet d'unir dans un même domaine de commandement et de culture les terres éparses des grands empires coloniaux, et constitue sur toute l'étendue de la terre un élément nouveau d'échange, de rapprochement et d'entr'aide, dont l'influence ne cessera pas de grandir. »

SECTION III. — LES LIAISONS RADIOPHONIQUES.

Par la radio s'opère la liaison plénière, totale. Par elle, la voix d'un homme qui se trouve en un lieu retentit en tous les lieux de la terre. Et dans l'instant même où cette voix unique émet un son, il arrive aux oreilles des 2.500.000.000 d'hommes qui peuplent la terre. Devant la radio, les notions d'espace et de temps s'évanouissent. Elle surpasse et elle gouverne tous les autres modes de liaisons. Elle coordonne leur action pour améliorer les services qu'ils rendent, diminuer les aléas et les périls, réduire les inconnues, multiplier les secours. C'est le verbe, c'est la puissance du verbe, qui ordonne et qui défend, qui démontre et qui explique, qui dissuade et qui encourage, qui menace et qui console, répandu partout. C'est la parole qui vivifie tout, c'est le lien qui existe encore quand tous les autres sont rompus ou détruits. C'est par la radio, par la « Voix de la France », qu'aujourd'hui, au milieu de la mêlée, la France reste en contact avec les populations des possessions les plus lointaines de son empire, de celles mêmes que les événements ont détachées de la métropole. C'est par elle que le monopole britannique des câbles sous-marins est devenu désuet. Des liaisons radiotélégraphiques existent entre la France et toutes ses colonies. Une liaison radiotéléphonique directe avec Saïgon permet aux

administrations française et indochinoise de rester en contact permanent.

Les stations centrales installées par la métropole à Dakar, Bamako, Brazzaville, Tananarive, Djibouti, Nouméa, Papeete, Saïgon, Hanoï, Fort-de-France et Saint-Pierre, sont complétées par 225 stations locales, établies par les colonies, et chargées soit de la télégraphie et de téléphonie sans fil, soit de la radiodiffusion, soit encore de la protection de la navigation aérienne.

Ces stations constituent un réseau intérieur qui complète les commodités de l'aviation pour mener à bien l'œuvre de solidarité économique et de solidarité humaine qui s'offre à la nouvelle organisation professionnelle au sein de la communauté impériale. Mais, pour faciliter encore cette œuvre, il faudra qu'à la politique d'émission pratiquée jusqu'ici s'ajoute une politique de réception. Il faut que dans chaque lieu de réunion, sur chaque place de marché des diffuseurs fassent entendre les mots d'ordre professionnels. Il faut aussi que chaque indigène puisse écouter, quand bien même il ne les comprendrait pas, les paroles des grands chefs de l'Empire, et la voix du chef suprême, la voix du chef de tous les Français.

C'est à ce prix seulement que le sentiment des liens matériels et spirituels qui relient la métropole et ses colonies deviendra manifeste chez tous, que, du plus civilisé au moins évolué, tous en seront pénétrés jusqu'à l'âme.

CONCLUSION

L'ordre professionnel dans l'ordre des pouvoirs.

Mettant en contact étroit les hommes et les choses, permettant de guider les mouvements de la matière et de l'esprit, les moyens de transport modernes sont l'instrument idéal du gouvernement des peuples et des économies. Ils sont les facteurs déterminants d'une bonne administration. Leur insuffisance ou leur carence interdit une bonne répartition des biens, paralyse la défense nationale, annihile le prestige national. Leur activité touche donc aux intérêts permanents de l'Etat.

Mais par ailleurs aussi l'influence des moyens de transport s'exerce à tous les degrés de l'économie interne. Il n'est pas de groupement professionnel, comme il n'est pas d'entreprise privée, qui ne dépende d'eux pour l'évacuation, la production et la réception des matières premières qui leur sont nécessaires. Les particuliers pas plus que l'Etat ne peuvent donc se désintéresser des transports, et, par suite, sont en présence d'une part les intérêts économiques de la profession et d'autre part les intérêts politiques de l'Etat. Pour des raisons militaires, l'Etat construit des voies stratégiques qui n'ont aucun intérêt commercial, pour des raisons de prestige il crée des lignes maritimes ou aériennes qui ne sont pas rentables. En contre-partie, les chefs d'entreprise réclament l'établissement de moyens de communication appelés à servir davantage leurs intérêts propres que l'intérêt général.

Et ce conflit d'intérêts entre le Politique et l'Economique, qui n'est que dualité au sommet, va se compliquant à mesure que l'on descend les échelons de l'organisation des Pouvoirs Publics et de l'organisation profession-

nelle. Un département ministériel préconise une politique de grands travaux, mais un autre réclame une politique d'économies ; ou encore un département songe à la défense du pays, tandis qu'un autre est préoccupé par son prestige.

Les gouvernements coloniaux réclament un perfectionnement de leurs réseaux routiers et ferroviaires, mais la métropole préfère employer ses disponibilités à l'amélioration de son propre outillage. Dans l'Empire, les colonies rivalisent pour que ce soit sur leur territoire que passent les voies projetées. Et, à l'intérieur de chaque colonie, le conflit s'étend jusqu'aux plus petites divisions administratives. Du sommet à la base de la hiérarchie des pouvoirs, la question des transports est donc un facteur de discorde. Au sein des professions, les conflits qu'elle soulève sont peut-être plus âpres encore, car on se bat alors pour l'argent, pour l'intérêt propre du métier ou de l'entreprise. Tandis que le transporteur se réclame de la juste rémunération de ses services, le producteur, abrité derrière l'intérêt du consommateur, proteste contre l'incidence élevée du coût des transports sur les prix. Tandis qu'une profession demande une meilleure adaptation des moyens de transport à sa production, une autre profession intrigue pour que désormais les nouveaux moyens de transport créés correspondent aux besoins de sa spécialité propre. Parfois, au gré des circonstances, des alliances se nouent ou se dénouent, pour poursuivre un but commun ou, au contraire, ce but atteint, poursuivre de nouveaux intérêts particuliers.

Il en résulte des combinaisons inextricables d'intérêts mouvants, où il est difficile de voir clair, et par conséquent plus encore de mettre de l'ordre, d'introduire une discipline. La tâche d'un Comité d'Organisation des Transports apparaît donc particulièrement lourde. Et, si l'entreprise est malaisée en temps ordinaire, à l'heure actuelle où la totalité de la flotte de commerce et tous les avions sont réquisitionnés, où l'Etat assume la responsabilité des transports maritimes et aériens, elle paraît particulièrement improbable. En fait, l'action du Groupement géné-

ral se trouve limitée à l'étude de projets et à un rôle de coordination pour tout ce qui dépasse les cadres de l'organisation des transports dans l'empire. Et même, pour remplir cette mission restreinte, pour réaliser, selon la formule de M. Du Vivier de Streel, « la cohésion nécessaire entre tous ceux qui collaborent à l'activité économique de notre empire », il est à craindre que le groupement ne soit pas doté de toute l'autorité et de toute la puissance désirables.

Pour vaincre les intérêts hostiles, imposer silence aux intérêts en conflit, il faut être en mesure de les dominer. Or, si l'on songe que parmi ces intérêts il y en a qui ont un caractère public, qui sont assortis de toute la force de la puissance publique, on conçoit mal comment un organisme professionnel qui n'a reçu qu'une mince délégation de cette puissance pourrait faire entre eux et les intérêts privés, un partage équitable. Le but proposé : substituer la solidarité des intérêts à leur lutte, est trop élevé, ou le système créé pour l'atteindre insuffisant.

A travers l'étude des transports, et sans doute parce qu'ils touchent à toutes les branches de l'activité de la communauté française, apparaissent comme à travers une loupe les points faibles de la nouvelle organisation professionnelle.

Comme on jette à l'eau un homme pour lui apprendre rapidement à nager, sous la pression des circonstances, pour faire de l'économie dirigée, on a jeté en vrac dans l'économie française un certain nombre de comités d'organisation. Ces rouages nouveaux, créés d'autorité, se sont surajoutés plutôt qu'engrenés jusqu'ici avec les rouages spontanément disposés de la vieille machine économique française. Le contraire eut été surprenant. Pour que les Comités puissent jouer pleinement le rôle de groupements intermédiaires, de groupements relais entre les entreprises et les pouvoirs publics, il faudrait qu'entreprises et pouvoirs publics aient une politique concordant avec la leur. Or, tel n'est pas le cas. On peut concevoir qu'à la longue les Comités d'Organisation parviendront à plier des entreprises ayant vécu séculièrement sous un

régime d'économie libérale aux disciplines de l'économie dirigée, mais il n'appartient certes pas aux Comités d'adapter l'organisation étatique aux nécessités de cette économie. Cette réforme de structure s'impose pourtant au premier chef. Tant que les organes gouvernants représenteront davantage des forces politiques que les professions, il n'y aura pas de solidarité possible entre les différents facteurs de la production, et, partant, pas de communauté nationale réelle. Avec la révolution de 1789 s'est substitué à un régime où la puissance reposait sur la propriété de la terre, un régime bourgeois où le pouvoir réel appartenait au capital. Depuis lors, il n'y a pas eu de Révolution, mais seulement des simulacres de révolution. Le pouvoir est toujours resté en effet aux mains des affaires, c'est-à-dire de la classe moyenne. Si, aujourd'hui, on veut franchir une nouvelle étape, si l'on veut faire de la puissance étatique la représentation, non plus seulement des coalitions d'intérêts, mais de tous les membres de la communauté nationale, il faut, comme le disait Napoléon, au début de la campagne de France, « retrouver sa résolution de 93 » pour mettre les faits en accord avec les principes.

Un Etat qui serait à la fois l'émanation et la tête de la communauté nationale, c'est-à-dire qui serait à la fois le représentant et le maître de toutes les activités professionnelles, verrait ses intérêts confondus avec les leurs. Tout ce qui ferait la force des groupements ferait la force de l'Etat. Il n'aurait pas à se méfier des groupements créés par lui, à leur ménager ou même à leur retirer les pouvoirs d'abord accordés, à rogner leurs budgets ; enfin, n'ayant pas à redouter la formation d'Etats dans l'Etat, il n'aurait pas à diviser pour régner. L'unité de vues et d'action entre toutes les forces de la nation pourrait être réalisée, passerait enfin du plan des idées sur celui des réalités. On pourrait concevoir une mise en route effective du nouveau régime économique, enfin en harmonie de la base au sommet avec tous les organes, avec tous les rouages moteurs de la communauté française.

Car, comme l'a bien montré M. Culmann, pour qu'un tel régime puisse fonctionner, la condition première « est

qu'il soit institué dans le pays une direction économique unique. On ne peut pas admettre qu'il y ait plusieurs politiques économiques différentes : politique financière, politique agricole, politique industrielle, politique coloniale. Toutes ces politiques sont liées entre elles et entraînent les unes sur les autres des répercussions qui interdisent qu'on puisse les conduire séparément. » Et la nécessité d'une direction unique apparaît d'autant plus évidente si l'on songe « qu'il y a des possibilités de conflits d'autant plus graves entre les diverses institutions professionnelles qu'elles exercent un pouvoir réglementaire de telle sorte qu'elles peuvent lutter les unes contre les autres à coup de règlements, à armes égales. Il ne suffit pas d'organiser les professions, il faut que tous les systèmes d'organisation soient, à un moment donné, non coordonnés, mais ordonnés. » A l'heure actuelle, les professions et les pouvoirs n'étant pas ordonnés, les interventions de l'Etat pour arbitrer les conflits qui peuvent s'élever entre professions risquent d'être inefficaces ou mêmes dangereuses. Pour faire un bon arbitre, l'Etat, s'il a la force, n'a pas toute l'indépendance désirable. Il est à la fois juge et partie. Et rien ne dit, en conséquence, qu'il ne sera pas parfois le troisième larron de la fable. Rien ne garantit qu'il n'étouffera pas dans l'œuf certaines initiatives par une politique fiscale mesquine ; rien n'assure qu'il ne se montrera pas trop avare de ses deniers pour subventionner des entreprises qui ne peuvent être rentables que dans un long avenir. Or, ce sont là des risques qui peuvent être mortels pour l'économie coloniale, qui exige pour son maintien et son développement d'avenir une massive injection de capitaux, et réclame la sollicitude constante des pouvoirs publics métropolitains. Un plan décennal de mise en valeur de l'Empire est en voie d'élaboration, mais il est bien certain que l'Empire ne tiendra toutes ses promesses que si l'Etat s'associe sans réserve à l'œuvre créatrice de l'instrument qu'il a créé sous la forme des Groupements professionnels coloniaux ; que si l'Etat est en mesure de lier toujours plus étroitement, pour les réduire à une même entité économique, les organisations pro-

fessionnelles métropolitaines et coloniales ; que si une autorité unique dirige et veille à ce que chacun accomplisse sa tâche dans l'intérêt de tous. Il importe donc au plus haut chef que, de la base au sommet, s'accélère l'organisation constitutionnelle, économique et sociale de toutes les forces de la communauté française, conformément aux principes d'autorité, de responsabilité et de solidarité depuis longtemps proclamés. « Il faut que nous ne songions plus au passé, que nous ne nous arrêtions plus au présent ; il faut que tout ce que nous avons en nous de forces physiques et morales soit tendu vers l'avenir dans un effort de tout notre être, il faut vaincre. Et ceux qui seront vainqueurs en dernière analyse seront ceux qui sont assez jeunes, assez énergiques, assez libérés de toutes routines et de toutes pesantes traditions pour se lancer avec confiance dans l'avenir qui s'ouvrira devant eux.

« Quand on est vraiment fort, quand on est en vie, quand l'âme est véritablement en feu et que l'inspiration vous anime, il faut produire à plein jet et tout entreprendre. »
(*Gouverneur Général Van Vollenhoven.*)

TROISIÈME PARTIE

LES PERSPECTIVES D'AVENIR

Préambule.

I. — LA REPRÉSENTATION IMPÉRIALE.

A travers la défaite s'offre l'occasion de forger l'œuvre qui aurait pu donner la victoire. Les grands bouleversements qui accompagnent les grandes tourmentes permettent seuls de briser les routines, de secouer les inerties, de tirer un franc trait sur les errements du passé.

Une suite de guerres et de révolutions jalonnent les étapes de l'unification des vastes empires contemporains. Aujourd'hui à son tour l'organisation de l'économie de la France et de la France d'outre-mer, conçue comme un bloc, peut être réalisée.

Mais une telle unification suppose au préalable une unification politique et juridique de nos territoires d'outre-mer. On ne ruse pas avec l'économie dirigée. Elle forme un corps de doctrine qu'il faut adopter ou rejeter intégralement. Fragmenter le système, brûler les étapes, c'est le plus sûr moyen d'organiser l'anarchie.

L'économie dirigée exige tout d'abord et par essence une Direction unitaire à la tête d'un Etat unifié. Ce sont donc là l'organe et l'organisme que l'on peut s'attendre à voir naître dès que les circonstances le permettront, dès que la France sera en mesure de parachever son œuvre de rénovation économique. Un régime corporatif réclamant une représentation professionnelle, si la France respecte la logique du système où elle s'est engagée, l'assemblée ou une des assemblées de demain sera composée de représentants des différentes branches de l'activité nationale. Les intérêts coloniaux s'élevant à peu près au tiers de la masse des intérêts français, les professionnels d'outre-mer pourraient prétendre à la désignation du tiers des mem-

bres d'une telle assemblée. La représentation impériale perdrait ainsi le caractère dérisoire que lui valait une représentation fondée sur des bases politiques. Elle échapperait par ailleurs à la faiblesse certaine d'une assemblée coloniale restreinte fonctionnant aux côtés des assemblées métropolitaines. Une assemblée au petit pied de cette nature, sous le poids de la coutume, en dépit même des règles qui pourraient être édictées, n'aurait, ou finirait probablement par n'avoir plus qu'un rôle très minime. La sauvegarde des intérêts coloniaux risquerait par suite de ne pas être pleinement assurée, et l'harmonisation des économies métropolitaine et impériale serait compromise. Une assemblée générale des corporations, formée des délégués des groupements, et présidée de droit par le ministre des corporations, étant une et équitablement composée, serait au contraire en mesure d'assurer l'équilibre des intérêts, et d'imposer au besoin l'indispensable unité de vues et d'action. Elle serait apte à généraliser et à étendre en profondeur les efforts d'organisation tentés jusqu'ici, puis à les coordonner, et à les ordonner pour les intégrer dans un plan d'ensemble. Elle serait capable enfin, étant formée de praticiens et de techniciens éprouvés, d'énoncer avec rigueur et compétence les dispositions à édicter pour permettre la valorisation intégrale de toutes les forces économiques et sociales de la France comme de l'Empire.

II. — LES LOIS IMPÉRIALES.

Dans un système d'économie dirigée, les lois doivent être rigoureusement appliquées, sous peine de détraquer le plan dont elles se proposent d'assurer l'exécution. Elles doivent donc être rigoureusement applicables, être l'œuvre de techniciens compétents.

Une législation telle que celle que nous connaissons, et qu'a décrite M. René Maunier : « législation infiniment touffue, dit-il, qui, le plus souvent, n'a vigueur qu'en théorie, qu'en fiction, qu'en prétention », est interdite. Si les lois qui régissent nos colonies ne sont généralement que « du noir sur blanc, en d'autres mots, des décisions,

des volontés ou des velléités sur le papier », c'est parce qu'elles ne sont pas adaptées à leurs mœurs ou à leurs besoins. Cela s'explique facilement si l'on songe que le Parlement avait tendance à étendre de plus en plus aux colonies les lois nationales. « Aux colonies, le corps des nationaux a des aspects particuliers. Il comprend des citoyens d'origine métropolitaine, il comprend à côté d'eux des Français qui ne sont pas d'origine métropolitaine et qui n'ont pas tous la citoyenneté.

« Les circonstances économiques et sociales ne se présentent pas dans les colonies de la même manière que dans la métropole. L'adaptation de la réglementation aux besoins nécessite une connaissance particulière du milieu. Les assemblées électives métropolitaines sont fort peu à même d'adapter la réglementation à des conditions particulières qu'elles connaissent mal.

Au surplus, dans les colonies surtout, les circonstances économiques et sociales se modifient rapidement. Les réglementations doivent être souvent modifiées pour être adaptées aux situations qu'elles entendent régler. Ici encore, les assemblées sont mal outillées pour intervenir. Le chef de l'Etat est infiniment mieux placé pour agir. » (*L. Roland.*)

C'est donc au chef de l'Etat seul, éclairé par les conseils de spécialistes des questions coloniales, que doit désormais appartenir le droit de légiférer en matière impériale.

III. — LE STATUT IMPÉRIAL.

Même issues d'une seule source, même élaborées pour les colonies par des coloniaux, les lois ne peuvent prétendre réaliser l'unité économique de l'Empire que si l'Empire est unifié. Or, à l'heure actuelle, cette unification est à peine ébauchée. Bâti comme la France au gré des occasions et des circonstances historiques, l'Empire est fait de territoires qui, comme nos provinces de jadis, ont souvent un statut particulier.

« A côté des colonies proprement dites, où l'on a un

seul pouvoir régissant et légiférant, celui de la Métropole, où la sujétion est complète pour les relations d'ordre extérieur et intérieur, existent des protectorats et territoires sous mandat, ainsi que des territoires soumis à des règles internationales spéciales.

« Il y a autant de statuts de protectorats qu'on peut rencontrer de protectorats. Cependant, c'est toujours en définitive un statut hybride où jouent avec complexité et souvent difficulté domination et association, le pouvoir du pays dominé étant associé au pouvoir du pays dominant. Au point de vue extérieur comme au point de vue intérieur, la sujétion alors n'est plus complète. » (*R. Mau-nier.*)

Mais c'est surtout dans les Mandats, mélanges de droit colonial et de droit international, que la sujétion dans les relations extérieures apparaît relâchée. Comme, pour les plus importants de ceux-ci, le pouvoir est seulement délégué par la S. D. N. à la puissance mandatrice, cette dernière est contrôlée dans son action et doit en rendre compte chaque année. Ces mandats ont été établis sous l'inspiration américaine sous le prétexte hypocrite de « promouvoir l'éducation des peuples attardés et de réaliser leur civilisation », et, en fait, dans le but de laisser ces pays, qui auraient pu devenir des colonies, ouverts au commerce de tous les peuples. Ce sont les mêmes motifs intéressés qui expliquent le régime de la porte ouverte au Maroc et au Congo. C'est aussi pour ménager les intérêts étrangers qu'ont été conservés la plupart des protectorats.

Il est regrettable que la puissance dominante, qui fait les frais de l'administration, qui assure la sécurité et la prospérité des populations indigènes, ne retire pas d'avantages tangibles de ses sacrifices. L'économie dirigée dans tous les cas ne peut s'accommoder d'une pareille situation. Elle suppose, sinon une sujétion absolue à l'intérieur, du moins une sujétion totale dans les relations de tout l'Empire avec l'étranger. Elle implique une même frontière douanière pour toutes les puissances groupées sous une même égide. Il importe donc de combler au plus tôt les

vides et les lacunes que comporte notre ligne de défense économique impériale. Il faut le faire sans hésitation et sans crainte ; ce n'est ni par des actes de faiblesse ni par des demi-mesures que l'on s'impose au respect des forts.

En ce qui concerne le statut interne des protectorats et des mandats, leur conservation ou leur modification est une simple question d'opportunité administrative. « Quand l'accord ne se réalise pas entre dominants et dominés, on passe du statut de protectorat au statut de colonie. Cela est arrivé en A. O. F., au Gabon, chez les Somalis, à Madagascar, à Tahiti. En contre-partie, lorsque le souverain a un pouvoir de l'ordre religieux, comme le Sultan du Maroc, descendant de Mahomet, ou comme l'Empereur d'Annam « Fils du Ciel », son autorité peut être un appui précieux pour la puissance protectrice. » (*R. Maunier.*)

Quoi qu'il en soit, la politique impériale doit toujours tendre à renforcer les liens qui unissent métropole et colonies, pour faire un bloc de plus en plus cohérent.

LIVRE I

LES ORGANES DE LA DIRECTION MÉTROPOLITAINE

CHAPITRE PREMIER

Le ministère de la France d'outre-mer.

A la tête d'un Empire unifié dans sa législation et dans son statut, l'économie dirigée réclame une direction unitaire. Or, aujourd'hui plus encore qu'hier, le ministère des Colonies subit l'ingérence des autres ministères. La loi du 6 septembre 1940 sur la composition du gouvernement a remplacé le ministère des colonies par un secrétariat d'état aux Colonies. Le Secrétaire d'Etat n'a pas rang de ministre et ne siège au Conseil des ministres que pour l'examen des projets intéressant son département. Pour les questions touchant à la politique générale du gouvernement, il relève d'un ministre désigné par décret.

Dépendant sur le plan vertical, le Secrétariat d'Etat l'est aussi sur le plan horizontal. Il n'a pas autorité sur tous nos territoires d'outre-mer. Il est secondé ou plutôt suppléé dans sa tâche par des organes accessoires.

« Parmi ces organismes accessoires, il faut citer d'abord le ministère de l'Intérieur duquel relève l'Algérie. Puis celui des Affaires étrangères auquel sont rattachés nos deux protectorats indochinois. Il faut citer ensuite selon

les rôles ou les objets ou les fonctions, le ministère de la Guerre, le ministère de la Marine, le ministère de l'Air, qui ont pour rôle d'assurer la défense de l'Empire, et puis enfin les ministères de la Justice, de l'Education nationale, qui ont compétence dans les colonies quant à leurs fonctions.

« En sorte qu'il y a imbrication des ministères en notre empire colonial, entrelacement, entrecroisement. En un seul pays de l'Empire, on doit s'adresser selon la région ou bien la question à des ministères superposés dont chacun dit son mot, ce qui demande beaucoup de temps. Inversement, le ministère des Colonies ne peut prendre de décisions qu'après avoir consulté les autres ministères. De ce fait, elles sont souvent minimisées, et dans tous les cas toujours retardées.

« Au point central, au point vital, l'unité d'action n'est aucunement réalisée (1). » Et elle ne l'est pas davantage outre-mer. La lutte des pouvoirs militaire et civil ou des pouvoirs militaires entre eux, qui avait sévi au Canada, a sévi à Madagascar, et sévit encore au Maroc.

* * *

Il est grand temps de créer, comme le demande l'Académie des Sciences Coloniales depuis de longues années, et comme l'a demandé plus récemment la Conférence Impériale de 1934, un ministère de la France d'outre-mer.

Diriger l'économie à travers le chevauchement et la confusion actuels des pouvoirs et des fonctions serait impossible.

Le Ministère de la France d'outre-mer doit être autonome, unique et exclusif. De lui doivent relever tous les territoires de la France lointaine, soit directement, soit à travers un sous-secrétariat pour les possessions d'Extrême Orient et un sous-secrétariat pour l'Afrique du Nord.

Ainsi la politique vis-à-vis de l'Islam, entité morale et économique fortement marquée, ou vis-à-vis des populations noires ou jaunes ne se trouvera plus morcelée par les

(1) R. MAUNIER (*op. cit.*).

divisions administratives (1). Ainsi seront assurées l'unité et la continuité de vues qui doivent présider à l'harmonisation des ressources de l'ensemble, à l'élaboration d'un plan définitif d'équipement colonial, et à la politique financière à laquelle il demeure subordonné.

Mais délivrer le ministère des Colonies de la tutelle des autres ministères, lui conférer la direction de tout l'Empire serait bien vain si on ne l'outillait pas, si on ne le mettait pas en mesure de remplir sa mission, c'est-à-dire de régenter 70 millions d'hommes et d'organiser l'économie de territoires vastes comme vingt fois la France.

« Ce n'est pas avec les 3 directeurs, les 10 chefs de bureau et les 17 sous-chefs que lui accordait le décret du 7 mars 1936, qu'il pourrait le faire. Le Ministère de la France d'outre-mer doit cesser d'être le moins peuplé et le moins coûteux, pour ne pas dire le plus déshérité, de nos départements ministériels. Il ne doit plus être relégué dans l'ancien couvent de la rue Oudinot, où ses agents étouffent en ses logettes, ou bien en ses cellules » (2). De l'avis de M. le Directeur Régismanset, il lui faut de vastes salles où se puissent tenir des réunions et des conférences. Un personnel actif et suffisamment nombreux, bien payé et honoré pour que l'élite continue à aspirer à en faire partie. Il est souhaitable aussi que les fonctionnaires aient autonomie et responsabilité, que la décision et les responsabilités soient déferées aux chefs de services, aux chefs de bureaux, que chacun ait son rôle à remplir et, dans la limite de ce rôle, soit indépendant, sauf sanction et moyennant avancement, s'il y a lieu. Pour remplir la grande tâche qui s'offre à lui, le Ministère de la France d'outre-mer doit être puissamment outillé aussi bien moralement que matériellement.

(1) Malgré la création d'une voie ferrée « impériale » qui unit le Sud-Marocain au Sud-Tunisien, c'est bien une frontière qui sépare Oudjda de Tlemcen, Constantine de Tunis. — Les conférences nord-africaines, ouvertes solennellement en 1923, sont mortes d'épuisement en 1930 (H. HAUSER).

(2) RENÉ MAUNIER, *op. cit.* Depuis que ces paroles ont été prononcées, des améliorations sensibles ont été apportées à une fraction des bâtiments de la rue Oudinot.

CHAPITRE II

L'économie professionnelle mixte.

A des temps nouveaux doivent correspondre des méthodes nouvelles. « L'Etat chargé autrefois, surtout ou même exclusivement, de la tâche administrative, d'assurer l'ordre intérieur, s'est vu confier, depuis la guerre mondiale, l'attribution économique sans cesse plus importante et plus lourde d'assurer et d'améliorer le bien-être économique et social de la collectivité. » (*Laufenburger.*)

A cet élargissement de la mission de l'Etat correspond un élargissement de la mission de chacun et de tous ses serviteurs. Les fonctionnaires ne peuvent plus se permettre d'être seulement des hommes de bureau, et la bureaucratie, comme on l'a dit souvent, une armée de porte-plumes. Elle doit être une armée militante ayant ses combattants et ses chefs dotés non plus seulement d'une forte culture générale, mais ayant une connaissance approfondie des problèmes économiques et sociaux. L'action des pouvoirs publics est appelée en effet à pénétrer toujours plus largement et plus profondément dans ces domaines, puisque l'Etat est le seul organisme coiffant, et comme tel le seul organisme capable de coordonner l'activité des différentes institutions professionnelles, tant métropolitaines que coloniales. C'est à lui qu'il appartient d'organiser la puissance par l'union, et l'ordre par l'unité.

Si dire qu'il faut diviser pour régner est un truisme, c'est parce qu'il est reconnu jusqu'à l'évidence que la division est la cause majeure de la faiblesse. Ne correspondant pas à des formes de travail différenciées, mais fractionnant une même compétence entre divers organismes, la division est la source même de tous les conflits de compé-

tence et d'attribution qui paralysent l'action, épuisent les bonnes volontés et les énergies les mieux trempées.

Il est donc souhaitable, lorsqu'un nouvel organisme est créé pour atteindre plus facilement un but depuis longtemps visé, qu'il ne soit pas contraint de fonctionner parallèlement aux organismes préexistants. Pour qu'il ne donne pas l'impression de se surajouter à eux, il doit, sinon les englober, du moins leur être étroitement associé. A l'heure actuelle, s'intéressent à la production coloniale, et la Section Economique du Ministère des Colonies, et les Groupements professionnels, et le Fonds de Solidarité. Les administrateurs du fonds se préoccupent avant tout d'assurer une bonne gestion financière, tandis que les représentants de l'Etat apportent des solutions administratives et les praticiens des solutions commerciales aux problèmes qui se posent. D'où nécessité de recours hiérarchiques et d'appels aux textes pour conclure et décider. Or, il s'agit moins, en définitive, comme l'a dit une haute personnalité, de texte que d'esprit de collaboration et de poursuite, à efforts communs, d'un but où l'intérêt public et la généralité des intérêts privés se rencontrent.



Il est bien évident que ce but, la prospérité du pays, sera d'autant plus aisément atteint que les intérêts communs de l'Etat et des particuliers seront plus nombreux. Les interventions directes des pouvoirs publics dans l'économie pour gérer des services de caractère privé, comme le caractère de fonction sociale attribué à la production et la tendance à faire du chef d'entreprise sinon un fonctionnaire du moins une personne relevant du droit public, contribuent à combler sans cesse davantage le fossé qui séparait jadis activités publiques et activités privées. Les interventions de l'Etat comme actionnaire dans les sociétés assurent de plus en plus par ailleurs la conjugaison de ces deux formes d'activités. Souvent fortuite à l'origine, la participation financière de l'Etat est devenue progressivement une association déterminée à l'administration et

à la propriété des entreprises. C'est ainsi que l'Etat est devenu actionnaire majoritaire de la S. N. C. F., d'Air-France, de la Compagnie générale transatlantique. Tout récemment, par un décret du 20 janvier 1941, les Messageries maritimes sont à leur tour passées sous le contrôle de l'Etat. Et celui-ci ne s'est pas contenté de s'associer à l'activité des particuliers dans l'exploitation des grands services publics, il est devenu actionnaire dans un nombre de plus en plus considérable d'entreprises dont la production avait un intérêt national. Aux colonies, l'économie mixte a reçu son application la plus importante dans le régime bancaire. Etablissements privés organisés en sociétés anonymes, les banques sont liées à l'Etat d'une manière très étroite en ce qui concerne la constitution de leur capital et leur administration. La loi du 31 décembre 1941, ouvrant à l'Etat la faculté de participer au capital des sociétés qui exercent leur exploitation aux colonies, et déterminant les conditions dans lesquelles l'Etat pourra être appelé à participer aux bénéfices, peut être à l'origine d'un large développement de l'économie mixte dans l'Empire.

* * *

Une compénétration plus étroite de l'économie privée et de l'économie publique d'outre-mer ne peut choquer personne. Les économistes libéraux se sont tous inclinés, les plus récents comme les plus anciens, devant l'étatisme colonial. Leroy-Beaulieu a reconnu que dans ces pays il faut l'Etat intervenant à chaque instant pour régenter et contrôler. Pour Stuart Mill, l'intervention de l'Etat dans le domaine colonial touche aux intérêts permanents et futurs de la civilisation même. Il estime que la colonisation, sur une grande échelle, ne peut être accomplie que par le Gouvernement ou par des groupements en accord avec lui. Il n'est pas douteux que les actionnaires des sociétés privées recherchent avant tout un rapport immédiat et substantiel pour l'argent qu'ils ont investi dans les entreprises de colonisation. Or, ces

exigences sont incompatibles avec une mise en valeur rationnelle des territoires d'outre-mer, œuvre de longue haleine, nécessitant l'investissement préalable de très importants capitaux, et dont les résultats ne peuvent apparaître qu'après plusieurs années d'efforts continus. Ainsi les sociétés concessionnaires du Congo ont mis en coupe réglée, sans souci de l'avenir, toutes les ressources directement exploitables des régions qu'elles contrôlaient. Cette économie destructrice est à l'opposé des buts poursuivis par l'œuvre de mise en valeur, essentiellement créatrice de richesses.

Les sociétés privées abandonnées à elles-mêmes risquent donc de commettre des abus, elles risquent aussi de manquer de capitaux ou de hardiesse pour entreprendre une œuvre de grande colonisation, favorable à l'intérêt général, mais d'apparence peu rentable.

M. Du Vivier de Streel a noté dans un récent numéro de la *Revue des Deux Mondes* que « si l'on attend que des initiatives privées s'attachent à la solution des problèmes industriels coloniaux, il est à craindre que l'attente soit trop longue. Il s'agit en effet d'initiatives coûteuses et parfois assez aléatoires qui ne peuvent être demandées qu'à des sociétés très riches ; il n'en existe pas un grand nombre dans nos colonies.

« D'autre part, les pouvoirs publics ont trop laissé entendre qu'ils n'admettaient plus les larges profits qui étaient, jusqu'à une date récente, la contre-partie des grands risques, et cette politique a jeté l'inquiétude parmi les colons qui sont pourtant d'un naturel entreprenant (1).

« Si l'Etat entend limiter les bénéfices, il se met dans l'obligation, quand il s'agira d'exploitations offrant un intérêt général supérieur à l'intérêt particulier, de supporter les risques autrefois acceptés par les entreprises privées. »

Certes, « chaque fois que, dans l'Etat, l'unanimité ou même une fraction importante du peuple a des besoins

(1) En Allemagne, des impôts de 35 à 40 % ont été établis sur les bénéfices des corporations. Les dividendes dépassant 6 à 8 % sont convertis en titres de rente sur l'Etat.

communs, et que la satisfaction de ces besoins risque d'être compromise par inexpérience, par mauvaise volonté, par défaut d'intérêt pécuniaire ou par impuissance à surmonter certains obstacles, si on l'abandonne à l'entreprise privée, l'Etat intervient pour assurer la satisfaction de tels besoins (1). » Mais il paraît préférable, lorsque la carence de l'initiative privée n'est pas totale, que l'Etat recoure à l'économie mixte. Il semble devoir en être ainsi tout particulièrement dans le domaine de l'industrie minière qui réclame encore beaucoup plus de capitaux que de bonne volonté. Dès 1937, le Congrès de l'Outillage public et privé de la France d'outre-mer émettait le vœu que les exploitants soient représentés au sein du comité des Travaux publics des Colonies en vue de *réaliser encore plus étroitement la collaboration nécessaire entre les Pouvoirs publics et l'Industrie privée minière coloniale*. En fin mars 1942, M. Blondel annonçait dans une conférence faite à l'Ecole supérieure d'Organisation professionnelle qu'une collaboration entre l'entreprise privée et l'Etat, propre à fournir les gros capitaux nécessaires à une exploitation systématique, était à l'étude.

Une même participation de l'Etat se révélera sans doute utile dans l'exploitation des grandes entreprises agricoles, qui exigent également des investissements considérables et une longue patience. Il faut attendre sept ans avant que s'ouvre l'ère des rendements des plantations caoutchoutières. Et l'on estime qu'un planteur qui voudrait établir en Indochine une plantation de caféiers de 100 hectares, minimum indispensable pour obtenir des ressources normales, travaillerait dix ans et aurait investi plus de deux millions de francs avant de pouvoir vivre du produit de son travail.

Aucun doute que de pareilles perspectives ne découragent toutes initiatives particulières, et vraisemblablement même attirent peu de société en dehors de celles qui se sentiront vigoureusement épaulées par l'Etat (2).

(1) M. WALINE : *Traité de Droit administratif*.

(2) Dès 1938, M. Lacam notait : « Après avoir passé par une phase

* * *

Il apparaît donc de l'avis général, de celui des praticiens comme de celui des théoriciens, de celui de la doctrine comme de celui de l'expérience, que l'intervention de l'Etat dans les diverses branches de l'activité économique est indispensable outre-mer pour assurer une mise en valeur effective. Et il n'est pas à craindre que cette intervention, cette association des intérêts publics et des intérêts privés, s'opère à contre-sens, que l'action des représentants de l'Etat soit malhabile ou inadaptée, car « jusqu'à présent, tout ce qui concerne la production aux colonies a été réalisé sous le signe de l'autorité administrative et beaucoup plus par des fonctionnaires de commandement que par des spécialistes. » (Paul Bernard.) Ainsi, aux colonies, les cadres nécessaires à une économie mixte, à une économie contrôlée par l'Etat, existent. L'introduction de la nouvelle économie ne risque pas d'y provoquer le même désarroi que dans la métropole (où l'incompétence notoire du personnel faisait qu'il devait en même temps exécuter et apprendre son métier), pour la bonne raison que l'on a fait de l'économie dirigée aux colonies avant même que le mot fût prononcé, sans le savoir et peut-être sans le vouloir. Les conditions géographiques et historiques l'imposaient. De longue date, le droit foncier aux colonies est dominé par une idée de droit commun ou collectif. « *La propriété*, déclarait M. René Maunier dès 1937, *est considérée comme une mission ou une fonction* qui doit s'exercer dans l'intérêt commun, pour le bienfait commun. C'est un droit sous condition, qui peut être suspendu ou bien révoqué. » De plus, la propriété est sans cesse surveillée, contrôlée. On doit cultiver telle denrée, ne pas cultiver telle autre denrée. Le prix d'achat et le prix de

que caractérise l'activité du colon, puis par une autre que caractérise l'activité du groupe financier, on peut se demander si la mise en valeur de l'Indochine n'entre pas dans une troisième phase qui sera marquée par l'intervention toujours plus étendue des pouvoirs publics. »

vente sont fixés. Des contingentements d'exportation vers la mère patrie ou bien vers l'étranger sont imposés.

Partout la liberté a fait place depuis longtemps à l'intervention du règlement. On ne peut nullement parler de droit privé aux colonies. C'est toujours l'Etat qui a son action, c'est toujours lui qui intervient avec tous ses pouvoirs pour assurer l'exécution des conventions et des tâches imparties à chacun.



Les fondements d'une économie corporative existent donc dans nos possessions. Pour en assurer une mise en valeur rationnelle, il n'est plus nécessaire que de financer, et de faire concourir toutes les forces actives à cette grande tâche, « aucune œuvre d'envergure ne pouvant être ébauchée sans une collaboration active et confiante entre l'effort privé et les milieux officiels ». (*Paul Bernard.*) C'est pourquoi l'économie mixte, qui dépasse le stade de la collaboration, qui réalise une intime association des intérêts publics et privés, et qui apporte par ailleurs la puissance et la pérennité de crédit de l'Etat, est appelée à être le régime économique de l'avenir (1). Elle conjugue la compétence, l'esprit d'initiative des particuliers, avec l'autorité morale et matérielle des pouvoirs publics. Elle encourage l'épargne et favorise les investissements de capitaux, en donnant aux épargnants la certitude d'une

(1) « Ce sont principalement les perturbations monétaires de l'après-guerre qui, en France, comme souvent à l'étranger, ont permis aux entreprises les plus puissantes et les plus résistantes de prendre sous leur tutelle les moins fortes dans les cas où elles se trouvaient en difficulté... Le rôle des banques a souvent été décisif dans ces opérations, qui ont abouti à la constitution de sociétés financières spécialisées, tandis que de leur côté les sociétés industrielles créaient de telles sociétés financières.

L'importance et la puissance de ces groupements, qu'il est d'ailleurs souvent malaisé de mettre en lumière, pose le problème du contrôle de leur activité par la puissance publique et notamment le contrôle des prix de leurs produits, problème délicat entre tous, et dont une solution satisfaisante semble pouvoir être *l'intervention de l'Etat comme actionnaire* dans les sociétés dirigeantes. » (J. DENUC, dans *De la France d'Avant-Guerre à la France d'Aujourd'hui*. SIREY.)

gestion loyale et la garantie de l'Etat. Elle est la promesse que l'intérêt général prévaudra toujours sur les desseins égoïstes des coalitions d'intérêts. Elle est la promesse que les écueils de la nouvelle économie, qu'a bien fait ressortir M. Culmann dans son ouvrage consacré à l'Organisation Professionnelle, seront évités. On évitera grâce à elle que les particuliers, « néophytes du pouvoir réglementaire », prennent des décisions « sans en avoir suffisamment étudié, connu et prévu les conséquences ». On évitera aussi que les dirigeants des comités se montrent plus indulgents et plus généreux envers eux-mêmes qu'envers les autres membres de la profession. On évitera enfin que les matières premières soient réservées aux plus forts. Toutes les entreprises seront également fortes puisque toutes jouiront de la puissance publique. Et, l'Etat participant aux bénéfices, c'est en définitive toute la communauté nationale, qu'il représente, qui sera associée, participera, sera intéressée au succès de la mise en valeur des colonies.

CHAPITRE III

Les organismes complémentaires de l'économie professionnelle mixte.

SECTION I : LE COMITÉ DE LA PROPAGANDE IMPÉRIALE.

Faisant participer chaque citoyen, par l'économie mixte, aux profits des entreprises capitalistes, l'Etat doit être en mesure de rendre compte à tous de sa bonne gestion. En sens inverse, il doit avoir la faculté de provoquer tous les concours susceptibles de favoriser l'œuvre commune.

Par l'intermédiaire du Comité central et de son bulletin, qui est certainement le périodique colonial le plus remarquable que la France ait eu jusqu'ici, les professionnels coloniaux sont informés de leurs droits et de leurs devoirs. Mais la constitution d'un organisme capable à la fois de faire connaître aux industriels et aux commerçants métropolitains et étrangers les possibilités de l'économie impériale, d'assurer la liaison entre la nouvelle organisation professionnelle et le public pour orienter les goûts des consommateurs et les courants de l'épargne, s'impose encore.

Une loi publiée au *J. O.*, du 11 février 1941 a organisé l'Agence Economique des Colonies Françaises, en centralisant tous les offices coloniaux qui étaient dispersés dans différents quartiers de la capitale.

Par ailleurs, le 22 décembre 1941, les Associations coloniales françaises : l'Union Coloniale française, le Comité de l'Indochine et l'Institut Colonial français, ont fusionné en un centre unique d'information et d'études, qui prendra le nom de « Comité de l'Empire Français ».

Il n'est pas douteux que de cette fusion ou de cette cen-

tralisation, ces deux organismes tireront un supplément de puissance et de vitalité, et seront mieux en mesure d'apporter leur collaboration et d'harmoniser leur action avec celle du Comité central.

Mais ils auraient davantage de prestige et d'autorité encore, et pourraient ainsi rendre de plus larges services à la cause impériale, si, s'agrégeant aux six comités déjà existants, ils formaient, après fusion et réforme de leur statut, un Comité de la propagande relevant directement du Comité central.

SECTION II. — LE COMITÉ D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES.

Comme le Comité de Propagande, le Comité d'études et de recherches, formé de 3 sections (Statistique, Agriculture, Industrie et Mines), constituerait un organisme au service des Groupements professionnels, et de tous les responsables de l'économie impériale. [Mais tandis que le comité de propagande s'adresserait au public, le Comité d'études et de recherches aurait pour mission d'éclairer et de préparer sur le plan technique et scientifique les éléments des décisions des dirigeants de l'économie professionnelle mixte. Il est indispensable en effet que ceux qui détiennent les leviers de commande puissent être renseignés immédiatement et complètement sur chaque problème qui se présente, qu'ils sachent exactement à chaque instant quel est l'état et quelles sont les possibilités nouvelles de l'activité coloniale. Ne le sachant pas, ils se trouvent dans la situation de pilotes qui dirigeraient un sous-marin sans périscope et sans boussole.

A) *La section de la Statistique Coloniale* : Un décret du 11 octobre 1941 a doté la statistique d'une organisation rationnelle et moderne. Elle groupe dans une même direction générale les divers services déjà existants, et renforce et développe leurs possibilités d'action pour satisfaire aux nécessités de l'économie nouvelle. Le service National des Statistiques relève du ministère de l'Econo-

mie Nationale et des Finances et comprend des organes annexes rattachés à chacun des secrétariats d'Etat et des organes régionaux placés aux chefs-lieux des régions économiques. Les secrétaires d'Etat aux Affaires Etrangères et aux Colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de provoquer toutes mesures utiles pour déterminer les modalités d'application de ce décret aux territoires d'outre-mer relevant de leurs départements. Ainsi pourra être assurée une connaissance aussi complète et sûre que possible des ressources sociales et économiques de l'Empire, puis leur classement rationnel dans le sens des intérêts de la communauté française. Mais l'œuvre sera sans doute longue et difficile, car si le secrétariat d'Etat aux colonies possédait un service central de la statistique, ses antennes aux colonies mêmes étaient courtes ou nulles. Outre-mer, sauf en Indochine, rien n'avait été fait dans ce domaine. « La documentation ne naissant pas toute seule », comme aime à le répéter M. Thomas Bournier, dans le cours qu'il professe à l'Enfom, la première tâche qui s'impose est donc la création de commissions locales de statistique dans chaque circonscription coloniale.

B) *La Section d'Etudes et de Recherches agronomiques* : Organisée sous la forme des Instituts Pasteur, la Section d'Etudes et de Recherches agronomiques dirigerait et coordonnerait les travaux des laboratoires et stations d'essais répandus à travers l'Empire. Au travail en ordre dispersé serait substitué une mise en commun des recherches et des travaux scientifiques, concernant l'étude des sols, celle des maladies et des insectes qui s'attaquent aux cultures, celle des sélections et celle de l'emploi des engrais. « Jusqu'ici, les recherches poursuivies dans les colonies françaises ont été insuffisantes et souvent nulles. Nous ne disons pas que tout reste à faire dans ce domaine, mais que presque tout y reste à faire ». (*Jean Mazel*, 1942.) En Indochine, la nécessité des études agronomiques est sans doute reconnue depuis longtemps. Elle a suscité la formation de nombreuses « stations d'essai » dans les divers pays de l'Union. Mais elles travaillaient

sans liaison les unes avec les autres. Elles manquaient de laboratoires bien outillés, de personnel spécialisé, elles étaient en effet dotées de crédits très maigres et très irréguliers ; les administrateurs, trop souvent pressés, en raison de leur instabilité, s'accommodaient mal de la lenteur inévitable de l'expérimentation ; telle station, fondée dans l'enthousiasme, était abandonnée au bout de trois ans, en raison de l'absence de résultats définitifs. » (C. Robequain.)

Toutefois, les stations expérimentales de l'Indochine ont été récemment regroupées sous le contrôle de l'Institut des Recherches agronomiques et forestières, disposant de laboratoires centraux à Saïgon et à Hanoï. En Afrique, l'Office du Niger a créé un Service agronomique central à Ségou, dont l'action se fait sentir sur le Soudan, la Haute-Volta et la Côte d'Ivoire. Il comporte un personnel d'ingénieurs agronomes, un botaniste, un entomologiste, un chimiste, et un spécialiste américain, le Dr Forbes. Les travaux pratiques sont réservés à des « Fermes cotonnières », dépendant dans chaque colonie de l'administration locale.

Par ailleurs, sollicité par les Groupements Professionnels Coloniaux, le Gouvernement vient de décider la création d'un Institut du Coton, d'un Institut des Fruits Coloniaux, d'un Institut du palmier à huile, d'un Institut du Caoutchouc en Afrique. Et il étudie la création d'autres organismes de même nature pour le café, le cacao et les autres denrées coloniales. Comme le dit M. Du Vivier de Streel : il faut aussi souhaiter qu'il prenne les dispositions nécessaires pour former les savants qui constitueront le personnel de ces organismes nouveaux. Il sera utile également que les activités de ces divers instituts d'étude soient coordonnés entre elles et avec celles de la métropole, non seulement pour que l'unité d'action soit assurée mais aussi, parce que, déclare M. Mazel, il est des compartiments de la Recherche qui ne sauraient être créés aux colonies. C'est dans la métropole seulement qu'existent les matériaux d'étude et de comparaison indispensables en certaines matières.

Enfin, il faut faire le vœu que toutes les branches de l'agriculture de toutes les colonies bénéficient sans délai des bienfaits de la science, car « c'est pour cette agriculture une question de vie ou de mort. Abandonnée et privée de l'immense et indispensable concours que la science peut et doit lui apporter, elle reste en état d'infériorité par rapport à celle des pays qui ont fait appel à toutes les ressources de la science pour organiser, orienter et perfectionner leur agriculture. » (*Jean Mazel.*) En multipliant et en coordonnant l'action de leurs stations d'essais et laboratoires, les Anglais et plus encore les Hollandais ont obtenu des résultats prodigieux en ce qui concerne les progrès en rendement et qualité des denrées tropicales.

C) *La Section d'Etudes et de Recherches industrielles et minières* : Divisée en sous-section des industries de transformation et sous-section de l'industrie minière, la section de recherches industrielles et minières jouerait, dans le domaine de ses spécialités propres, le rôle de la section d'études et de recherches agronomiques dans le domaine agricole.

Elle guiderait et centraliserait les recherches, tout particulièrement en ce qui concerne les produits de remplacement, vulgariserait les nouvelles méthodes, formerait un personnel spécialisé, constituerait une documentation s'étendant à tous les Empires coloniaux du globe. Au point de vue minier, il existe depuis 1931 un bureau d'études géologiques et minières coloniales, qui a été récemment rattaché au Groupement pour la documentation relative à la géologie et aux mines coloniales. On peut espérer qu'ainsi ces services et tous les services géologiques des colonies qui en dépendent seront dotés du minimum de crédits nécessaires à leur fonctionnement régulier. Mais il est probable que l'appui de l'Etat sera utile pour permettre leur multiplication, l'accroissement de leur personnel, et surtout pour couvrir les besoins de l'exploration géologique et minière.

SECTION III. — LES INSPECTIONS GÉNÉRALES
DE L'AGRICULTURE ET DES INDUSTRIES COLONIALES.

Les Inspections générales de l'Agriculture et des Industries minières et de transformation seraient les yeux et les bras de l'économie professionnelle mixte. Ayant leur siège à Paris, elles s'assureraient sur place de l'exécution au sein des sections locales des nouvelles méthodes préconisées par les Comités d'organisation sur le conseil du Comité d'étude, comme de la bonne utilisation des crédits consacrés aux recherches. Elles pourraient prononcer des sanctions entraînant la suspension, et avec l'approbation du ministre, la révocation des agents. Enfin, ces deux inspections générales feraient des enquêtes sur chaque région. Le résultat de ces enquêtes périodiques et fréquentes serait largement diffusé par le Comité de la Propagande Impériale.

Conclusion. — Grâce à ces inspections et aux organismes complémentaires chargés de les seconder dans leur action, les Comités professionnels connaîtraient à chaque instant les résultats obtenus et les possibilités nouvelles de production. Ils pourraient s'en prévaloir vis-à-vis des organismes économiques, aussi bien métropolitains qu'étrangers. D'autre part, assurés de l'exécution de leurs directives et pouvant en apprécier l'efficacité sur le champ, ils seraient en mesure d'établir comme d'exécuter un plan souple et vivant de mise en valeur articulé par un financement judicieux.

CHAPITRE III

La Caisse autonome de la France d'outre-mer.

SECTION I. — JUSTIFICATION.

1. — *Médiocrité et dispersion des crédits.*

On ne peut envisager un essor économique de l'Empire ni même espérer tirer utilement parti de ses richesses. tant qu'un vaste outillage moderne n'aura pas été créé. Un tel outillage est indispensable pour améliorer les conditions de la production agricole, minière et industrielle, et pour faciliter l'évacuation et l'échange des produits vers les marchés de consommation (1).

D'après les estimations de la Conférence Impériale les dépenses à engager de ce chef n'auraient pas dépassé 15 milliards. On considère aujourd'hui que la réalisation du plan décennal de mise en valeur actuellement en préparation reviendra à 50 milliards. C'est peu de chose si l'on

(1) L'expérience a montré par ailleurs qu'un pays retirait un profit immédiat d'une politique de grands travaux entraînant des commandes massives des collectivités publiques. En Allemagne, la politique des grands travaux augmenta les revenus des entreprises, des employés et des ouvriers. Les plus-values fiscales atteignirent 25 milliards de marks de 1932 à 1937. Et 6,5 milliards furent économisés au titre de l'assistance et de l'assurance-chômage (extrait de Laufenburger, *op. cit.*).

Pour une puissance coloniale, en plus de ces raisons financières, une raison de prestige milite en faveur des grands travaux. « La question coloniale est devenue uniquement une question de travaux publics... Les avantages matériels que retirent les indigènes de la mise en valeur est à leurs yeux l'excuse de notre domination et constituent en même temps le meilleur moyen d'assimilation. Le progrès matériel doit précéder et préparer le progrès moral. » (A. GIRAULT.)

considère que la dette publique atteindra bientôt 1000 milliards. Ce chiffre écrasant fait regretter amèrement que l'Etat n'ait jamais eu le courage d'émettre en son nom les quelques milliards d'emprunts supplémentaires qui auraient permis à nos colonies de réaliser leur programme de travaux, d'assurer leur mise en valeur.

En 1921, la dette de toutes nos possessions réunies ne dépassait pas 800 millions. Depuis 1928, l'Empire a été autorisé à contracter des emprunts relativement importants, mais bien des tranches envisagées n'ont même pas été émises en raison des trop lourdes charges qu'elles auraient entraînées pour les budgets des colonies.

Les budgets coloniaux en effet doivent faire face à toutes les charges résultant de l'emprunt, payer les annuités correspondant à l'intérêt et à l'amortissement des obligations, l'Etat seul pouvant emprunter en perpétuel. Or, la durée de l'amortissement est généralement inférieure à cinquante ans, et les conditions d'emprunt se sont révélées de plus en plus prohibitives, comme le soulignent les données numériques suivantes (1) :

Années	Valeur nominale des titres	Valeur d'émission	Taux
1931	1.000	978,50	4 %
1932	—	917,50	4,5
1933	—	912	5
1937	—	880	5,5

De telles conditions ne pouvaient pas engager les colonies à emprunter dans les limites qui leur étaient apparemment ouvertes, leurs budgets étant déjà lourdement obérés par le paiement des arrérages. Le service des emprunts en 1935 représentait 26,7 % des dépenses de l'Indochine, et respectivement 29,7 % et 40,6 % des dépenses budgétaires de l'A. O. F. et de l'A. E. F., en 1937.

En fait, de 1931 à 1941, les emprunts coloniaux n'ont pas atteint 15 milliards. Ils se sont répartis comme suit :

(1) M. SIRO : *Mémoire*, ENFOM, 1941.

Années	Afrique du Nord	Colonies tropicales	Total
1931	1.250	1.800	3.050
1932	1.200	1.250	2.450
1933	2.100	1.000	3.100
1934	1.250	350	1.600
1935	1.400	450	1.850
1936		200	200
1937	337	350	687
1938	600	600	1.200
1939		30	30
1940		46	46
			14.213

De plus, les fonds empruntés ont été divisés et répartis en fractions infinitésimales, comme le fait apparaître le tableau ci-dessous :

RÉPARTITION DES PREMIERS EMPRUNTS AUTORISÉS
PAR LA LOI DE 1931 (EN MILLIONS DE FR.)

A. O. F.	1.600	Somalis	44
E. A. F.	1.100	Indes	1,3
Togo.....	73	Nlle-Calédonie...	93
Cameroun.....	57	Océanis	15
Réunion.....	63	Antilles	275
Madagascar.....	735	Guyane	21

Et non seulement toutes les colonies ont reçu quelque chose, mais encore il a paru bon que tous les services, au sein de chaque colonie, aient leur part du mince gâteau. Si bien que, comme toujours lorsqu'on touche à tout, l'on n'aboutit à rien. Déjà en 1921, M. Albert Sarraut critiquait de pareils procédés. Il écrivait dans son projet de loi sur la mise en valeur des colonies : « Le système des petits paquets ne convient plus à l'effort de masse prompt et puissant qu'il faut porter sur la création de grand outillage économique indispensable si l'on veut obtenir de robustes résultats dans un temps relativement rapide ».

2. — Les exemples et les projets.

Il faut donc, en définitive, pour créer l'outillage indispensable, recourir à de grands emprunts. Les budgets coloniaux ne pouvant pas en supporter les arrérages, la métropole doit les prendre en charge.

C'est ce qu'ont bien compris les Anglais, dont les possessions ont cependant des moyens financiers bien plus puissants que les nôtres.

Le « Colonial Development Fund » a été institué en 1929, pour prendre en charge les intérêts des emprunts contractés par les gouvernements coloniaux.

Et par ailleurs, ce fonds alimenté par le Trésor a la faculté lorsque les dépenses projetées par les colonies ne justifient pas un emprunt, de leur consentir des avances jusqu'à concurrence de 1.000.000 de livres sterling par an.

En 1939, les dettes publiques contractées par l'Empire Britannique atteignaient 8 milliards de livres sterling, soit environ 1.500 milliards de francs. Elles étaient donc cent fois plus grandes que les dettes contractées à la même époque par nos colonies. Les investissements britanniques dans la seule Afrique les dépassaient de beaucoup aussi puisqu'ils s'élevaient à plus de 200 milliards.

En cinq ans, les Hollandais ont fait 7 milliards d'avances à leurs colonies, et ils leur fournissaient annuellement 150 millions de florins.

De 1922 à 1935, l'Italie a consacré 5.800 millions de liras au développement de ses possessions.

En France, un avant-projet de 1935 envisageait la « création » d'un fonds national pour l'outillage public de la France d'outre-mer, doté de 150 millions chaque année par un prélèvement sur le budget. Il sombra dans l'oubli. En 1937 parut un nouveau projet. Il ne prévoyait plus qu'une dotation de 50 millions. Le programme de grands travaux était supprimé. Son but était « l'amélioration sociale et économique ». Ce n'était en définitive qu'une œuvre qu'il offrait aux colonies.

Le Fonds de Solidarité Coloniale, institué par la loi du 25 octobre 1940, n'est pas un organisme capable de promouvoir la mise en valeur des colonies : son nom d'ailleurs suffit à l'affirmer.

Le Groupement Professionnel du Crédit considère que, selon la nature et selon la situation financière des colonies, le financement des travaux d'intérêt général devrait

être supporté : soit par le gouvernement métropolitain, soit par les gouvernements généraux ou par les gouvernements des colonies, soit par un organisme impérial dont le noyau devrait être constitué par le fond de solidarité coloniale et qui devrait être géré par un conseil composé tant de fonctionnaires que de représentants des organisations professionnelles coloniales.

Un organisme impérial ainsi dirigé, et alimenté à la fois par les diverses sources de crédit énumérées et en plus par l'emprunt, serait sans doute capable d'assurer d'abord une mise en valeur massive et rapide de l'Empire et ensuite de financer toute entreprise d'intérêt général exigeant des capitaux considérables. Organisme d'amortissement et de crédit à la fois, la pleine efficacité de son activité serait assurée par l'autonomie. On pourrait donc l'appeler : Caisse autonome de la France d'outre-mer.

SECTION II. — ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DE LA CAISSE AUTONOME DE LA FRANCE D'OUTRE-MER.

Autonome par rapport au ministère des Finances, cette caisse impériale serait rattachée au ministère des Colonies. Elle serait dirigée et gérée par des spécialistes et des techniciens des questions financières, par de hauts fonctionnaires coloniaux, et par les présidents des groupements professionnels.

A. — Ses ressources ordinaires proviendraient :

- a) Du produit de certains monopoles métropolitains qui lui seraient spécialement affectés.*
- b) Des intérêts des prêts consentis par le Crédit colonial, qu'elle dirigerait.*
- c) Des bénéfices de l'Etat dans les entreprises d'économie mixte, et des ressources de l'ancien fonds de solidarité coloniale.*

B. — Ses ressources extraordinaires proviendraient :

a) Du versement des excédents budgétaires coloniaux, opérés en contre-partie des subventions reçues.

b) D'emprunts.

1. — *Les emprunts, les bons d'Empire.*

La Caisse autonome emprunterait en émettant dans le public des Bons d'Empire à 1.000 et 500 francs. Bons de petites coupures à échéance de 6 mois, un an, portant intérêt de 3 à 4 %, et mis à la disposition des particuliers par le plus grand nombre de guichets possibles.

Comme l'a fait observer M. Bertrand Nogaro, le succès de tels bons est assuré, car ils répondent à un intérêt profond des petits épargnants, qui sont souvent moins soucieux de percevoir un intérêt élevé que d'être assurés de retrouver en cas de besoin l'intégralité de leur capital. Or, un titre qui se négocie en Bourse, se négocie à un cours incertain qui est souvent au-dessous du pair, et qui peut être inférieur au prix d'achat, d'où perte certaine sur le capital, cruellement ressentie par le petit épargnant. Le Bon d'Empire, au contraire, serait nécessairement remboursé pour sa valeur nominale, et, comme il pourrait être facilement renouvelé, il constituerait un placement de longue durée tout en présentant un caractère de liquidité très appréciable.

2. — *Gestion et amortissement des bons d'Empire.*

La Caisse autonome de la France d'outre-mer réaliserait l'aménagement et la consolidation de sa dette à court terme en émettant des obligations à long terme qu'elle échangerait contre les Bons.

Elle assurerait le service des arrérages de ses emprunts à l'aide de ses ressources ordinaires. C'est aussi à l'aide de ses ressources ordinaires, auxquelles s'ajouteraient occasionnellement les excédents des budgets coloniaux, qu'elle procéderait à l'amortissement de sa dette.

3. — *Les subventions aux colonies.*

La Caisse d'outre-mer ne contracterait d'emprunts que dans le but de fournir aux colonies les subventions nécessaires à leur mise en valeur.

Pour ne pas entraver leur développement économique, elle n'exigerait aucune contre-partie en dehors des excédents budgétaires, excédents qui, s'ils se produisaient, traduiraient une situation financière permettant quelques sacrifices de la part de la colonie.

4. — *Son rôle dans le Crédit colonial.*

Les puissants moyens financiers dont disposerait la Caisse seraient mis à la disposition du « Crédit colonial ». En retour, elle exercerait un contrôle sur son activité et aurait la haute-main sur sa direction.

Le Crédit colonial consentirait désormais des prêts de 3 à 20 ans à faible intérêt, et, à l'occasion, sans intérêt, durant les premières années, en vue de faciliter la création, le développement, la remise en marche ou le fonctionnement d'exploitations ou d'entreprises exerçant leur activité à travers l'Empire, et appartenant à des Français, sujets ou protégés français.

Ainsi, le rôle du Crédit colonial, se trouverait fortement étendu, puisque son activité, qui se limitait aux territoires coloniaux aux termes du décret de 1935, s'étendrait désormais à tout l'Empire, et qu'il disposerait des crédits mis à sa disposition par la Caisse de la France d'outre-mer.

Cependant, les grandes banques coloniales conserveraient leur importance, les réformes qu'ont connues leurs statuts dans l'après-guerre les ayant déjà intégrées dans un système de finances dirigées. Toutefois, le contrôle et la participation de l'État seraient exercés par la Caisse d'outre-mer. Et, alors que l'activité du Crédit colonial serait strictement coloniale, locale, celle des banques serait surtout orientée vers les opérations intercontinentales et internationales. Opérations que pratique depuis longtemps

la banque de l'Indochine, par ses succursales très puissantes de Chine, du Siam, de la Malaisie et de l'Afrique.

5. — *Conclusion.*

Placée à la tête des finances impériales, jouissant de l'autonomie, alimentée par des ressources spéciales, la Caisse de la France d'outre-mer serait assurée d'un revenu stable. Elle échapperait aux risques de subventions budgétaires irrégulières. Elle imposerait pleinement confiance aux épargnants ? La souscription des emprunts serait facilitée par la commodité des bons qu'elle émettrait.

Le gros œuvre de la mise en valeur des colonies réalisé, elle cesserait d'emprunter et amortirait. Sa dette amortie, elle pourrait consacrer toutes ses ressources à la création et au développement des entreprises coloniales.

La prospérité qui en résulterait pour les colonies retentirait sur celle de la métropole, qui exporterait davantage et importerait à meilleur compte. Le sacrifice qu'elle consentirait en renonçant au produit de certains monopoles en faveur des colonies serait largement couvert par l'accroissement de sa richesse.

Si au sein de l'Empire le besoin de productions nouvelles, de services publics nouveaux, se manifestait, et que leur financement exigeait des capitaux considérables la Caisse redeviendrait emprunteuse suivant le processus primitif.

Ainsi la Caisse autonome de la France d'outre-mer donnerait à la direction unitaire de l'Empire le moyen de créer l'Economie Impériale, puis de la perfectionner sans cesse. De la maintenir en haleine, de la vivifier par un courant d'argent continu. En fournissant par l'intermédiaire du « Crédit colonial » de larges capitaux aux organes directeurs coloniaux, elle leur procurerait les meilleures armes qui soient pour développer la production.

LIVRE II

LES ORGANES DE LA DIRECTION ÉCONOMIQUE COLONIALE

CHAPITRE PREMIER

Caractère de l'organisation locale.

Dans un pays neuf qui doit être organisé, développé suivant ses aptitudes et ses moyens propres, il est indispensable que l'autorité agissante, l'initiative et la responsabilité soient aussi rapprochées que possible du milieu où elles s'exercent, et fortement concentrées sur place. « En enlevant aux organes locaux toute initiative, et, partant, toute responsabilité, en substituant sans cesse à la manière de voir et de faire de ceux qui sont sur place la manière de voir et de faire de ceux qui sont au loin, on provoque fatalement le découragement, puis la résignation, et enfin l'atrophie. » (*Van Vollenhoven.*) Pour éviter l'apathie des agents locaux, pour éviter qu'ils se consacrent à la critique et non à l'action, il conviendrait donc que les organes métropolitains de l'économie mixte aient leurs répondants aux colonies et leur laissent une liberté d'action suffisante pour assurer une bonne exécution de leurs directives générales. Par ailleurs, l'organisation économique englobant désormais les entreprises artisanales et familiales, il serait nécessaire que l'activité des petits producteurs soit coordonnée, qu'ils soient groupés et encadrés.

1^o La cellule de base de l'économie impériale pourrait être constituée par les *Associations professionnelles locales* dirigées par des chefs d'entreprises : les entrepreneurs impériaux, investis de l'autorité publique et contrôlés par les administrateurs des colonies.

2^o L'ensemble des *Associations professionnelles locales* d'une colonie ou d'un territoire relèverait du *Comité régional des Associations professionnelles*, institué auprès des *Heutenants-gouverneurs*.

3^o Le *Comité général des Associations professionnelles*, service du gouvernement général, serait à la tête des *Comités coloniaux régionaux* et dépendrait du *Comité central des groupements professionnels coloniaux* de Paris. Il serait composé, comme les conseils d'administration des banques coloniales, de représentants de l'Etat et de praticiens, son président, nommé par le secrétaire d'Etat aux Colonies, ayant voix prépondérante.

Toutes les forces de la colonisation se trouveraient ainsi associées et ordonnées. Administration centrale et locale, groupements professionnels, producteurs européens et indigènes ne formeraient plus qu'un seul bloc, au sein duquel le jeu de l'initiative et de la responsabilité aux divers échelons de la hiérarchie assurerait le rendement maximum et optimum de chaque rouage de l'économie.

* *

Il est certain qu'une telle organisation, par l'encadrement des activités productrices qu'elle impliquerait à la base, ne conviendrait pas aux vieilles colonies, mais il est non moins certain que l'on ne songe guère à elles lorsqu'on parle de mise en valeur de l'Empire. Cette organisation constituerait en fait une extension de la colonisation d'association qui a fait ses preuves dans les grandes colonies tropicales.

M. Leplae rapportait récemment, dans une communication à l'Académie d'Agriculture belge, que la colonie du Congo, qui, en 1910, n'exportait pas du tout de coton, en

a expédié près de 50.000 tonnes en 1937. Il attribuait ce succès aux méthodes employées : les indigènes sont obligés de planter certaines cultures dans les conditions prescrites par les autorités territoriales. « C'est un régime de cultures éducatives obligatoires faites par l'indigène dans ses terres, à son profit exclusif, avec l'aide de sa famille, et dont le commerce ne peut acheter les récoltes qu'à un prix minimum fixé chaque année par le Gouverneur général. » Ce système s'est révélé excellent. Les indigènes, qui il y a 50 ans étaient des primitifs, sont aujourd'hui des agriculteurs. « De simples exhortations, ajoute M. Leplae, ne nous auraient donné que des résultats intimes dépourvus de toute importance économique. 700.000 familles cultivent le coton, représentant un total de 3.000.000 d'individus. Le succès de cette législation cotonnière est complet. »

Des succès identiques ont été remportés par la colonisation française toutes les fois qu'elle a employé des méthodes analogues. Dans *Les Paysans Noirs*, en des pages animées par la poussée d'une sève généreuse, M. Robert Delavignette a fait apparaître comment les indigènes de l'Afrique Occidentale, sous la conduite de chefs blancs, avaient gagné la bataille de l'arachide. En Côte d'Ivoire, le Gouverneur Angoulvant, en faisant de la culture du cacao une obligation administrative, en instituant des moniteurs pour apprendre aux autochtones la taille et la conduite de l'arbre, fit passer la production de 5.000 tonnes à 50.000. Ces résultats considérables, selon les paroles mêmes du gouverneur, les indigènes livrés à eux-mêmes, non conscients de leurs véritables intérêts, « n'auraient eu ni l'intelligence ni l'énergie de les préparer et de les réaliser ».

Paroles confirmées par les faits, puisque dans un des derniers bulletins des G. P. C. M. Jean Mazel nous révèle que dans cette même colonie de la Côte d'Ivoire les noirs se contentent d'une récolte de 50 à 100 kg. de café, « alors qu'encadrés dans une plantation européenne, leur travail permettrait d'en récolter 500, 700 et même 1000 kg. Et cet accroissement quantitatif, grâce à un encadrement judi-

cieux, s'accompagnerait d'un progrès qualitatif et d'une valorisation générale des produits. L'indigène, en effet, livre des denrées mal présentées qui déprécient toutes celles de même nature, et par ailleurs leurs plantations mal soignées, véritables réservoirs à parasites, constituent autant de foyers d'infection extrêmement dangereux pour les plantations européennes ».

Ces remarques, inspirées au président de la Section des Aromates par une expérience approfondie et concrète des réalités de la colonisation africaine, sont valables dans leurs grandes lignes pour tout l'Empire. Le paysan jaune comme le paysan noir ne se dégage des routines séculaires et des procédés d'exploitation que lui dicte sa négligence ou son imprévoyance, pour mettre en œuvre un outillage perfectionné et des méthodes modernes de culture, que s'il est suffisamment encadré par des Européens.

Les résultats considérables obtenus en très peu de temps par les *Coopératives indigènes en Indochine* sont probants à cet égard (1). Ces coopératives, placées sous l'égide de l'Institut des Recherches agronomiques et du Crédit agricole mutuel, sont dirigées et contrôlées par des techniciens français, car « on rencontre rarement chez des cultivateurs annamites les mêmes garanties de compétence, de probité et d'énergie qui sont absolument indispensables dans un tel poste » (*Empis*) (2). Dans une note rédigée à

(1) Nous résumons ici le chapitre qu'a consacré à ces coopératives M. PHILIPPE EMPIS (aujourd'hui président du Centre Interprofessionnel) dans *La Colonisation et ses perspectives d'avenir en Indochine*. Les coopératives ne datent d'ailleurs pas d'hier dans l'Empire. Plusieurs années avant la précédente guerre, le gouverneur Van Vollenhoven écrivait : « Certains administrateurs intelligents ont organisé de véritables coopératives agricoles... Parfois même ils ont pu organiser des sociétés de vente qui permettent aux cultivateurs indigènes de lutter contre la rapacité et les ruses de ceux qui viennent acheter leurs récoltes ».

(2) En ce qui concerne l'Afrique, le gouverneur Van Vollenhoven a exprimé une opinion analogue : « L'éducation des indigènes africains ne permet pas d'espérer que l'on puisse encore tabler sur l'initiative d'une élite pour donner à ces organismes (coopératifs) toute l'impulsion désirable... »

l'intention des notables des provinces de Bac Ninh, M. Chazeaux, Directeur de la Coopérative agricole de Bac Giang, écrivait : « ... La Société coopérative indigène en créant entre ses membres des *liens de solidarité morale et économique*, leur apprend à accomplir un effort d'entr'aide, à pratiquer la solidarité. Les agriculteurs, lorsqu'ils sont isolés, n'ont guère d'autres débouchés que ceux du marché local, et ils ne peuvent discuter les prix qui leur sont imposés.

« Au contraire, groupés en coopératives, ils offrent des quantités plus grandes de leurs produits, peuvent rechercher des débouchés nouveaux... Ils obtiennent des *prix plus rémunérateurs en supprimant certains intermédiaires*. Les produits, traités en plus grande quantité, sont plus homogènes, de meilleure qualité et acquièrent ainsi une sensible plus-value.

« A l'époque de l'impôt, la plupart des cultivateurs doivent vendre leurs produits à des cours assez bas ; l'acheteur, sachant très bien qu'il leur faut à tout prix de l'argent, impose ses prix. Les agriculteurs associés n'ont plus à s'inquiéter de vendre tout de suite leurs récoltes, la Banque agricole de Crédit populaire, par l'intermédiaire de la coopérative, avance sur les produits emmagasinés les sommes nécessaires au paiement de l'impôt.

« La coopérative peut également rendre les plus grands services aux agriculteurs pour la transformation de leurs produits : installation de rizerie, huilerie et distillerie.

« La Société coopérative, groupant toutes les demandes d'engrais, de matériel agricole et de semences, peut obtenir, pour des commandes importantes, des prix intéressants.

« En collaboration avec les différents organismes officiels, Office du Riz et Institut des Recherches agronomiques, la sélection des plantes agricoles et les améliorations culturales ainsi que la transformation des produits peuvent être entreprises avec plus de facilité et un contrôle plus sévère. »

Tous ces avantages, se cumulant les uns les autres, font apparaître le rôle capital que peuvent jouer les coopéra-

tives indigènes dans l'économie coloniale. Si, « en raison de leurs frais de production et frais généraux moins élevés... leur création a rencontré en général une hostilité assez grande dans les milieux français étrangers à l'administration » (*P. Empis*), l'intérêt général commande que cette hostilité cesse.

La colonisation d'association, en effet, par l'accroissement global de la production, par l'amélioration de la qualité des denrées qu'elle provoque, favorise l'enrichissement de tout l'Empire, comme elle favorise l'enrichissement de chaque indigène, par l'augmentation des rendements, et par l'établissement d'un juste prix pour les marchandises et pour le loyer de l'argent.



Les indigènes ne sont d'ailleurs pas longs à s'en apercevoir et à s'en féliciter. En Côte d'Ivoire où, devant la prospérité provoquée par la culture du cacao les villages misérables ont fait place à de belles agglomérations, un notable épanoui, couvert d'or et de pierreries, déclarait à une haute personnalité en tournée : « Si le gouverneur Angoulvant ne nous avait pas contraint à planter, nous ne serions pas aussi heureux aujourd'hui. » Ce cri du cœur traduit évidemment un bonheur tout matériel, un sentiment de confort et de sécurité physique, mais un encadrement européen bien compris permet d'y joindre un enrichissement de la vie sociale et mentale des indigènes. L'œuvre des Belges au Congo est là pour l'attester. L'évolution des indigènes a marché à pas de géants. Ils se sont sensiblement rapprochés par leurs goûts des Européens. On les voit se grouper volontiers en équipes de jeu, et en sociétés sportives, amicales ou philharmoniques, du type de celles que connaissent nos petites villes d'Europe. Beaucoup même, aujourd'hui, ne dédaignent pas les distractions d'ordre purement intellectuel ; la lecture chez certains est devenue un besoin et rien ne peut davantage contribuer à créer entre eux et la civilisation blanche des attaches solides. L'instrument de ce progrès a été et reste

surtout le missionnaire. L'Etat en effet a confié au missionnaire ses propres établissements. Les missions instruisent les indigènes, dirigent des colonies scolaires, les écoles primaires, les écoles d'apprentissage, soignent les malades et secourent les miséreux. « Les missionnaires, nous dit CA Le Neveu dans *Les Empires coloniaux*, fondent leur action sur le respect de l'autorité de la puissance coloniale et la font porter sur la mentalité indigène pour arriver à lui donner une conscience de plus en plus nette de ses devoirs. Vivant simplement, changeant rarement de poste (certains missionnaires passent 20 ou 30 ans à la colonie sans rentrer en Europe), ils acquièrent la sympathie et la confiance des populations qui les entourent. Pour eux, les indigènes sont vraiment leurs enfants ! »

« La charité, le désintéressement, le mérite d'une vie pure sont encore une dynamique nouvelle pour l'âme indigène. Faisant corps avec une doctrine religieuse, les conceptions sont acceptées plus facilement pour l'être essentiellement religieux qu'est le nègre que si elles représentaient uniquement la volonté du législateur européen. »

Sous l'impulsion des missionnaires, l'évolution morale des indigènes peut donc s'opérer parallèlement à leur évolution matérielle. De ce frein aux appétits déréglés et aux excès que pourrait provoquer chez les néophytes de la civilisation une vie neuve et parfois mécanisée, il convient de tenir le plus large compte dans l'intérêt des indigènes comme dans l'intérêt de la société tout entière. Et ce d'autant plus que ce frein est plus encore un lien, par les idées, les conceptions communes, en un mot les points de contact étroits, la communauté d'idéal et de vie qu'il est susceptible de forger entre les indigènes et les Européens. Si un esprit de solidarité et d'entraide parvenait à s'instaurer au sein des diverses collectivités coloniales, l'existence de chacun s'en trouverait embellie et celle de tous facilitée. Dans le domaine social comme dans le domaine économique, de la base au sommet de l'organisation coloniale, des Associations professionnelles locales au Comité général en passant par les comités régionaux, les plus larges espoirs dans les réalisations à venir seraient autorisés.

CHAPITRE II

Comité général et Comité régional.

I. — *Le Comité général.*

Le Comité général des Associations professionnelles serait formé de techniciens et de praticiens. Il comprendrait à côté d'ingénieurs agronomes et d'ingénieurs des Mines et des Manufactures, ayant exercé leur activité avec bonheur dans la colonie durant plusieurs années, des délégués des comités coloniaux et des entrepreneurs impériaux. Le Gouverneur, président de droit du Comité, désignerait son vice-président et son secrétaire général parmi ses membres. Le Comité général déléguerait deux de ses membres aux sessions principales du Comité central métropolitain.

Le rôle du Comité général serait à la fois économique et financier. Il aurait la responsabilité et l'exécution du plan impérial, en ce qui concerne la Fédération ou l'Union. Il transmettrait les directives du Comité central et du Ministère aux Comités coloniaux régionaux en les adaptant aux conditions particulières à chaque colonie. Inversement, il émettrait des vœux, ferait connaître les besoins des colonies aux organes métropolitains.

De plus, le Comité général dirigerait les Offices d'Importation et les Offices d'Exportation ayant pour but la standardisation des produits et l'affirmation de leur qualité par la création de marques.

Il jugerait enfin de l'opportunité des prêts demandés au « Crédit colonial » par les entreprises dont l'activité retiendrait directement sur la vie générale de la colonie.

2. — *Les Comités régionaux.*

Les comités régionaux auraient une composition analogue à celle du comité général, mais leurs membres seraient moins nombreux. Présidés par les lieutenants-gouverneurs, ils seraient responsables de l'exécution du plan impérial dans toute la mesure où il concernerait la colonie. Ils assureraient la transmission des ordres du *Directorat du Plan* aux sections locales et aux administrateurs de qui relèveraient les entrepreneurs impériaux. Les doléances de ces derniers leur arriveraient par le canal des administrateurs et ils les soumettraient au Comité général dont ils relèveraient.

Par ailleurs, les Comités régionaux assureraient la centralisation de la production agricole et industrielle destinée à l'exportation, et la répartition des importations. Ils achèteraient et vendraient au prix fixé par le Comité des Prix. Achetant aux coopératives locales de production et vendant aux coopératives locales de vente.

Enfin, les comités régionaux établiraient par ordre d'urgence le tableau des entreprises à créer ou à agrandir dans leurs colonies respectives ; puis ils se prononceraient sur l'importance des prêts que ces entreprises pourraient solliciter, et répartiraient le crédit disponible entre Caisses de prévoyance locales dont les ressources propres seraient insuffisantes.

CHAPITRE III

L'entrepreneur impérial et les Associations professionnelles locales.

SECTION I. — L'ENTREPRENEUR IMPÉRIAL.

Les entrepreneurs impériaux seraient les chefs des associations professionnelles locales et relèveraient directement des administrateurs des colonies.

Ils seraient choisis parmi des gens de métier, citoyens français possédant une robuste instruction et ayant eu une activité couronnée de succès, à la tête d'une affaire coloniale saine et prospère. Des fonctionnaires n'auraient généralement ni l'éducation, ni l'autorité, ni les aptitudes requises pour diriger les associations professionnelles.

L'entrepreneur impérial serait et devrait rester un brasseur d'affaires. Cependant, avant d'entrer au service de l'Etat, il recevrait pendant un an à Paris une instruction complémentaire. Elle aurait pour but d'en faire un technicien éprouvé et un conducteur d'hommes. On lui enseignerait tous les secrets et les plus récents progrès de sa spécialité et on lui insufflerait la mystique du Plan.

Son année d'études achevée, il sera nommé dans la colonie et dans la région où il aurait vécu. Région dont il connaîtrait la langue et les mœurs.

Bien que serviteur de l'Etat, l'entrepreneur impérial ne serait pas soumis au statut des fonctionnaires. Il serait responsable de l'exécution du Plan pour la part qui incomberait à l'association locale qu'il dirigerait. Des échecs répétés entraîneraient automatiquement sa révocation. Son traitement varierait en fonction de la quantité et de la qualité de la production de son groupement.

Il serait secondé dans sa tâche par un conseil local, formé de propriétaires indigènes et européens. Le nombre de ses membres varierait suivant l'importance de l'association professionnelle ; ils seraient choisis par l'administrateur de la circonscription, sur une liste de noms qui lui serait soumise par l'entrepreneur impérial, président de droit du conseil.

Les membres du conseil ne seraient pas rétribués. Leurs fonctions seraient honorifiques. Des satisfecits et des décorations récompenseraient les services exceptionnels.

Avec le concours du conseil local, l'entrepreneur impérial dirigerait tous les organismes économiques locaux. Mais son activité aurait moins encore un caractère administratif, formaliste, qu'un caractère psychologique. Son but serait avant tout de communiquer à tous ceux qui collaboreraient à la réalisation du Plan la foi qui l'animerait dans la beauté de l'œuvre entreprise et l'espoir d'une plus grande prospérité. L'extrême malléabilité des indigènes, faciliterait cet endoctrinement. Les masses indigènes en effet, entièrement déterminées par le milieu, sont facilement influencées par les éléments extérieurs tels que la réclame et la propagande. Elles sont volontiers animées d'un sentiment et d'un vouloir commun.

De toutes façons, l'entrepreneur impérial se devrait d'instruire les indigènes, de les atteindre, de les convaincre, de les séduire par la parole, par les écrits, par l'image, afin de les conduire vers plus de richesse et de confort.

SECTION II. — LES ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES CULTURALES.

i. — *Le Centre modèle.*

Tous les moyens de propagande : causeries, tracts, brochures, journaux, films, démonstrations pratiques, seraient employés au centre modèle où l'entrepreneur impérial deviendrait le professeur d'agriculture que souhaitait Pierre Mille pour les indigènes (1).

(1) Les indigènes du delta nigérien se sont longtemps montrés re-

Les chefs d'entreprise seraient convoqués au Centre à l'issue du marché. Ils recevraient les directives intéressant la production locale. On leur enseignerait les méthodes de culture les plus rationnelles ; le moyen de réaliser le meilleur travail possible avec le moindre gaspillage de travail humain, d'énergie physique et de temps. La plupart des indigènes en effet ignorent la valeur exacte du temps. Aussi serait-il bon de leur apprendre comment on peut, en l'économisant, augmenter le rendement du travail et les joies de l'existence. On leur inculquerait également la notion de prix de revient, plus inconnue d'eux encore.

Pour leur enseigner enfin la valeur que confère à une denrée sa qualité et exciter leur zèle de producteurs, l'entrepreneur impérial attribuerait au cours de séances solennelles des prix et médailles aux chefs d'entreprises ayant obtenu les meilleurs rendements et les meilleurs produits.

2. — *La Coopérative de production.*

La section locale de production, dirigée par l'entrepreneur impérial, assurerait des commandes une année à l'avance aux cultivateurs qui s'engageraient à livrer à un prix déterminé une quantité déterminée. L'opération étant contractuelle, l'intérêt et le profit continueraient à stimuler le producteur ; débouché et rentabilité seraient garantis.

Au cas où une évacuation immédiate des produits fournis ne serait pas prévue, la coopérative les enfermerait dans des silos en attendant que les ordres du Comité régio-

belles à l'introduction de la charrue, ne sachant ni s'en servir ni dresser les bœufs. Mais aujourd'hui, grâce à l'action des écoles d'apprentissage et de labourage, annexées par M. Belime aux fermes cotonnières, les résistances sont vaincues. M. Perrot rapporte que l'on réclame par milliers des charrues, des herses, des batteuses mécaniques même.

Le dressage des zébus est résolu. Dans le Centre Barouéli, par exemple, on a recensé dans les villages 3.500 bœufs de labour, soit deux à six par charrue.

(A. SÉITÉ : *Mémoire Enfom* 1941.)

nal interviennent. Ainsi pourrait être constituée une réserve pour les mauvaises années et pour l'exportation.

Le prix serait payé comptant au producteur au moment de la livraison si le produit correspondait effectivement au standard. Mais il serait payé pour partie en espèces et pour partie en nature.

Le paiement en nature correspondant à des fournitures d'engrais, de semences que l'indigène n'achèterait peut-être pas lui-même, et qui sont pourtant indispensables à l'amélioration de ses cultures.

La coopérative vendrait aussi aux acheteurs bénévoles des machines, des reproducteurs pour l'amélioration et le développement de l'élevage. Si leur prix était très élevé, elle les louerait.

Elle veillerait enfin au conditionnement des produits, de manière qu'ils puissent être présentés sur les marchés, dans les conditions et avec les garanties d'uniformité que réclame la clientèle. Et elle se montrerait particulièrement rigoureuse tant que le conditionnement des produits coloniaux n'aurait pas atteint un point de perfection comparable à celui sous lequel sont présentés les produits étrangers similaires avec lesquels ils doivent entrer en concurrence.

3. — *La Coopérative de consommation.*

La coopérative de consommation, qui n'est pas une nouveauté aux colonies, puisque Boufarik en possédait une en 1835 (1), aurait pour but l'achat en commun et la vente en commun. Non pas précisément pour gagner plus et pour vendre moins cher, mais pour distribuer et épargner communément le gain fait. Le profit, le boni, serait réparti en fin d'année parmi les associés au prorata de leurs achats. Grâce aux coopératives de consommation, les indigènes et colons pourraient se procurer, en définitive, avec les moindres débours, toutes les denrées et tous les objets métropolitains qu'ils pourraient désirer, les coo-

(1) R. MAUNIER, *op. cit.*

pératives coloniales et métropolitaines ne formant qu'une seule société. Grâce à elles, encontre-partie, les producteurs métropolitains trouveraient des débouchés assurés et faciles pour leurs exportations.

4. — *Les Caisses de prévoyance.*

La Caisse de prévoyance fournirait le crédit cultural. Ce serait une institution d'ordre professionnel auquel tout propriétaire, tout producteur, devrait obligatoirement adhérer et cotiser annuellement.

Les indigènes seraient écartés de l'administration de la Caisse, car on a fréquemment vu des Caïds se faire payer, et jusqu'à 20 %, pour désigner les emprunteurs, pour désigner qui serait admis à obtenir des prêts parmi les adhérents.

C'est l'entrepreneur impérial qui jugerait de l'opportunité, tantôt des prêts gratuits, des secours gratuits, en cas de calamités, tantôt des prêts à intérêt annuel et à bas taux, à consentir par la Caisse aux propriétaires pour l'acquisition du bétail et pour les frais de culture.

5. — *Les camps de travail.*

Les individus incapables de fournir librement un travail suivi, ou dont l'égoïsme et la mauvaise conduite seraient objets de scandale pour l'association professionnelle, seraient versés dans des camps de travail. Ils y connaîtraient une discipline rigoureuse mais juste, capable de les régénérer moralement, et seraient employés au défrichement et à la mise en valeur de nouveaux terrains de culture (1).

(1) En vertu d'un décret du 23 novembre 1940, les personnes du sexe masculin résidant en Algérie, aptes au travail et ne justifiant ni d'un emploi ni de ressources suffisantes, peuvent être groupés en *compagnies de travailleurs*. Les compagnies ainsi constituées sont mises à la disposition des services et entreprises ayant besoin de main-d'œuvre. Ceux qui ont commis des manquements à la discipline de la compagnie peuvent être affectés, par décision du préfet, à un *camp de travail*.

SECTION III : LES ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES INDUSTRIELLES ET MINIÈRES.

Comme les associations culturelles, les associations industrielles et minières auraient à leur tête des entrepreneurs impériaux. Mais ceux-ci seraient choisis parmi des techniciens ayant occupé des postes importants dans les usines et les entreprises extractives. La cellule de base serait la mine ou l'usine. Le personnel des petites usines toutefois serait réuni en une seule association.

En cas de carence de l'initiative privée, les entrepreneurs impériaux seraient chargés de créer des exploitations présentant un caractère d'intérêt général. Dans les grandes entreprises, la participation de l'Etat à la direction serait assurée par eux.

La mission des entrepreneurs impériaux serait de faire appliquer totalement le plan de production qui aurait été établi pour l'entreprise qu'ils dirigeraient, en fonction du plan général. Ils seraient responsables de sa bonne exécution.

La production serait vendue au prix prévu par le plan d'ensemble au Comité régional qui en assurerait la répartition, conformément aux directives du Comité central.

Ainsi les exploitations auraient des débouchés et un prix de vente certains. Elles pourraient établir rigoureusement leurs prévisions.

Pour abaisser le prix de revient et vaincre, dans la mesure du possible, l'inertie qui caractérise trop souvent les travailleurs indigènes, les salaires seraient payés aux pièces, des primes de rendement seraient instituées et les meilleurs ouvriers seraient décorés.

Une quote-part du profit appartiendrait à l'association. Pour qu'elle ne soit pas dilapidée, l'emploi en serait fixé par le Conseil du Travail de l'entreprise. Elle servirait en premier lieu à l'entretien d'un centre de perfectionnement où serait poursuivie l'éducation professionnelle des indigènes suivant le système Taylor. On y formerait une élite de contremaîtres et de spécialistes, capables de donner l'exemple et de créer une mystique du travail. Le reliquat

de la quote-part serait versé à la Caisse professionnelle des œuvres sociales et irait ainsi grossir le patrimoine commun.

SECTION IV. — L'ORGANISATION SOCIALE.

L'organisation sociale s'inspirerait des réalisations remarquables déjà apportées dans ce domaine par certaines grandes plantations européennes, notamment par les planteurs d'hévéa en Indochine.

Chaque association professionnelle mettrait progressivement à la disposition de ses membres des maisons propres et saines. Chaque maison serait isolée des voisines par un jardin. Ainsi disparaîtraient les maisons collectives, toutes les familles pourraient accéder à la propriété, toutes auraient un foyer. Le village aurait des édifices culturels, une école professionnelle, un foyer indigène avec théâtre et cinéma, et, selon son importance, une infirmerie ou un hôpital, avec maternité annexe.

Pour les enfants, l'œuvre de l'Après-Travail ouvrirait des parcs, des crèches. Pour les adolescents, elle posséderait des patronages, des clubs. Elle favoriserait les organisations sportives, l'éducation physique, la préparation militaire. Elle créerait des piscines et des terrains de sport.

Pour amener les indigènes à se mieux nourrir, seraient créées des cantines, où le riz serait accommodé, accompagné de plats de viande et de légumes provenant de vastes jardins potagers, et où les repas seraient vendus à un prix notablement inférieur à leur prix de revient.

Afin de faciliter le fonctionnement des associations et d'affirmer la solidarité de leurs membres, serait édifiée une maison commune. La maison commune serait la demeure de l'entrepreneur impérial, et grouperait sous son toit la plupart des services sociaux. C'est là que se réunirait le conseil local, chargé d'administrer le patrimoine commun de l'Association, alimenté par une fraction de bénéfices des entreprises, des dons et legs et exclusivement destiné à l'amélioration des conditions d'existence des

membres de la profession. Ainsi seraient assurées l'entr'aide de l'assistance pour toutes les difficultés ne provenant pas de l'exercice de la profession, et l'aide familiale sous toutes ses formes. Les travailleurs pourraient fonder un foyer sans difficultés ni appréhensions. La caisse de retraite leur permettrait d'achever leur vie dans la tranquillité. Une pension viendrait les assister en cas d'accident survenu au cours du travail.

Les indigènes seraient guidés dans leur vie sociale par des moniteurs, des infirmiers, des médecins, des missionnaires, dont le nombre varierait suivant l'importance de l'association professionnelle. Ces cadres sociaux seraient placés sous l'autorité de l'entrepreneur impérial, qui coordonnerait leur activité et la modèlerait sur l'activité économique locale. Missionnaires, médecins et moniteurs pourraient être déplacés sur la simple demande de l'entrepreneur impérial, pour éviter tous conflits d'opinion, de doctrine, ou toute incompatibilité d'humeur susceptible d'entraver le bon fonctionnement de l'association professionnelle.

* * *

Chef indiscuté de la cellule de base de la nouvelle organisation professionnelle, l'entrepreneur impérial aurait un rôle primordial. Ce serait le coordinateur direct de la production et de la consommation, le pivot humain du système. L'Esprit qui dispose de la Matière, le cerveau qui guide le bras, qui cherche par une meilleure utilisation des forces humaines à triompher des résistances de la nature.

A lui d'apprécier le potentiel dont il dispose, d'inventer, d'organiser, d'imiter. Il court des risques et, s'il échoue, ne peut et ne doit accuser personne : sa responsabilité personnelle est lourde. Acteur vivant, maître de son destin, il est aussi dans une large mesure maître du destin des individus placés sous ses ordres.

A lui de guider les indigènes qui lui sont confiés vers plus de prospérité en les intégrant dans le cycle de l'économie impériale comme le veut l'intérêt de tous. En

vendant leurs produits à la métropole, en achetant des produits métropolitains, ils nous enrichissent et s'enrichissent. L'accroissement de la production et de la prospérité financière allant de pair de part et d'autre, la cadence des échanges va s'accéléralant entre la France et les colonies. Et l'amélioration du conditionnement des denrées, la progression du rendement, l'abaissement des prix de revient facilitent le commerce extérieur.

LIVRE III

L'ORGANISATION DU COMMERCE EXTÉRIEUR

CHAPITRE PREMIER

Nécessité d'un régime douanier homogène et équilibré (1).

L'étude des statistiques du commerce extérieur fait apparaître avec évidence la nécessité d'un régime douanier homogène pour tout l'Empire.

Les relations de la France avec la Tunisie et le Maroc, le Levant, le Togo, le Cameroun et l'A. E. F., qui ne sont pas protégées économiquement ou le sont mal, sont faibles, quand elles ne sont pas à peu près nulles. Le tableau ci-dessous, qui traduit le rapport entre les importations totales de ces possessions et leurs importations de France, en fait foi.

IMPORTATIONS EN MILLIONS DE FR. POUR L'ANNÉE 1938

Territoires	Des colonies françaises	De France	De l'étranger	Part de la France
Tunisie.....	125	966	468	62 %
Maroc.....	38	733	1.413	34 %
Levant	7,9	184	1.223	13 %
A. E. F.	9	104	184	35,3
Cameroun....	7,5	57	150	26,6
Togo.....	3	12	58	16,7

(1) « Nous avons fait de lourds sacrifices (pour les colonies). Nous avons versé... le sang de nos soldats, nous avons dépensé l'argent de nos contribuables, il ne faut pas que ces sacrifices restent stériles, qu'ils ne profitent » qu'aux étrangers. (WADDINGTON.)

La même année, en 1938, le pays occupant la première place dans les importations du Levant et du Togo est la Grande-Bretagne. La part du Japon représente respectivement 8,9 %, 10,9 et 14,4 % des achats du Levant, du Togo et du Cameroun.

Parce que *la Tunisie* est considérée au point de vue juridique comme un Etat étranger, les exportations dans une colonie française, par exemple l'envoi en Indochine de vins tunisiens, sont actuellement soumises au tarif des produits étrangers.

Parce que *le Maroc* est abandonné à des conventions diplomatiques spéciales, un tarif fiscal unique de 12,5 % est appliqué à toutes ses importations. Aussi importe-t-il un pourcentage beaucoup plus faible de marchandises françaises que les autres colonies, en particulier que l'Algérie qui bénéficie de l'Union douanière, comme le montrent les chiffres ci-dessous, s'appliquant à quelques marchandises d'usage courant :

PROPORTION DES ACHATS ALGÉRIENS ET MAROCAINS
EN FRANCE EN % DE LEUR VALEUR POUR L'ANNÉE 1938

Marchandises	Algérie	Maroc
Beurre et fromage.....	97 %	27 %
Sucre.....	96	52
Tissus de coton	99,6	2
Automobiles.....	99,7	57
Machines.	71	9
Tissus de rayonne	98,7	13

Ce régime douanier, ou plutôt cette absence de régime douanier au Maroc n'est pas néfaste seulement pour la France, qui est le principal acheteur tandis que l'étranger est le principal fournisseur, elle est néfaste aussi pour ce protectorat. Sa balance des comptes est lourdement déficitaire.

Il ne peut vendre que des quantités insignifiantes de marchandises au Japon et aux USA, bien qu'il achète énormément d'articles japonais, d'essence et d'automobiles américaines, comme en témoigne cette statistique de 1938, établie en millions de francs :

Pays	Ventes au Maroc	Achat de marchandises marocaines
Japon.....	222	4
Chine.....	116	0,2
U. S. A.	116	27
Roumanie.....	51	1
U. R. S. S.	3	1

Ainsi, la situation commerciale du Maroc est doublement désastreuse. Tout en étant bien meilleure, celle des colonies protégées est loin d'être satisfaisante, surtout si on l'envisage du point de vue métropolitain. Le déficit de la balance commerciale de la France avec ses colonies est devenu énorme (1).

DÉFICIT DE LA BALANCE COMMERCIALE DE LA FRANCE AVEC SES COLONIES

	En millions de fr.-or.	en quantum
1909.....	24	24
1937.....	445	645

« L'augmentation constante du déficit des échanges de la métropole avec ses colonies n'aurait pas autrement d'importance, puisque l'Empire constitue un bloc monétaire, si en même temps les échanges des colonies avec l'étranger ne s'amenuisaient. Mais il n'en est rien.

« La France est devenue depuis la guerre meilleure cliente du reste de l'Empire sans y trouver des débouchés plus étendus, tandis que l'étranger, au contraire, a su y conserver la place qu'il occupait en tant que fournis-

(1) Pour les huit premiers mois de l'année 1938, la balance commerciale de la France avec son Empire s'établissait comme suit en milliers de francs :

A. O. F.	—	676.760
Algérie.....	—	834.392
Indochine.....	—	626.295
Madagascar.....	—	128.397
Maroc.....	—	91.038
Levant.....	+	24.083
Tunisie.....	+	11.349
Autres possessions	—	658.705
<i>Total pour l'Empire</i>	<i>—</i>	<i>2.980.155</i>

seur, tout en réduisant d'une manière considérable l'importance de ses achats. » (*Guy Lacam.*)

Mais si les colonies ont ainsi manqué à leur devoir envers la métropole, fréquemment aussi la métropole a sacrifié les colonies dans les conventions diplomatiques passées avec certains pays étrangers. A l'avenir, comme le demande depuis de longues années M. Du Vivier de Streel, l'Empire devrait être représenté lors de la conclusion des accords commerciaux.

Il importe que l'intérêt général soit toujours strictement apprécié et que la France protège mieux ses possessions contre les prétentions et les empiètements des économies étrangères en les soumettant toutes à un régime douanier cohérent. Ce double but peut être atteint par le régime douanier que suppose une économie impériale organisée et dirigée.

CHAPITRE II

Système douanier de l'économie impériale organisée et dirigée.

Ce système découle tout entier de l'idée que le bloc métropole-colonies ne doit acheter à l'étranger que dans la mesure où il a des créances sur l'étranger. Il est caractérisé par une généralisation du système des contingentements et un accroissement des échanges entre métropole et colonies.

I. Importations.

Si un tel régime des échanges commerciaux devait être adopté par notre pays, tous les produits importés en France seraient soumis à un contingentement. A mesure que s'accroîtrait la production aux colonies, le contingentement des produits coloniaux s'élèverait, tandis que le contingentement des produits étrangers diminuerait d'autant. La somme des deux contingents étant égale aux importations de ces produits nécessaires chaque année à la consommation métropolitaine, consommation connue exactement par le système du rationnement.

Les produits coloniaux ne paieraient aucun droit à leur entrée en France, ni d'une colonie à l'autre. Du fait des contingentements qui limiteraient automatiquement les importations étrangères, les droits qui frapperaient celles-ci n'auraient plus qu'un caractère fiscal.

Comme les contingentements étrangers ne diminueraient que progressivement et très lentement, des représailles seraient peu à craindre. Elles le seraient d'autant moins

qu'aucun pays ne détenant le monopole d'un produit indispensable, la France pourrait, en cas d'attitude inamicale d'une puissance, réduire à néant ses contingentements au profit d'une seconde puissance, jusqu'au retour de la première à une attitude conciliante.

Si tous les produits importés en France étaient soumis à un contingentement, il en irait de même pour tous les produits importés dans l'Empire.

Mais tandis que les marchandises de provenance française ou coloniale entreraient en franchise (1), les marchandises étrangères paieraient un droit. Les exportations métropolitaines seraient contingentées de manière que les balances des comptes des colonies restent en équilibre.

Si leur balance des comptes était en déficit, par suite d'achats trop nombreux, elles se videraient de leur substance et ne pourraient bientôt plus acheter. Le système serait alors complètement désorganisé.

Un contingentement ne serait accordé aux produits étrangers que dans la mesure où la métropole serait incapable de fournir ces produits et où la capacité financière de la colonie le permettrait.

C'est cette préoccupation de ne pas ruiner l'équilibre commercial de la colonie qui a inspiré la nouvelle réglementation des importations en Indochine.

Le Gouvernement général de l'Indochine a récemment publié un décret qui prévoit la création de plusieurs associations d'importateurs. Grâce à celles-ci, le Gouvernement va contrôler désormais les importations du pays. C'est la Chambre de Commerce qui doit veiller à l'application de la nouvelle réglementation dont les points essentiels se résument de la façon suivante :

1° Toute importation en Indochine française nécessite

(1) « On a coutume de répéter que la France est une nation de 100 millions d'habitants. Cette constatation n'a qu'un intérêt purement statistique si des droits de douane viennent élever autant de nouvelles frontières dans le territoire impérial. » (PAUL BERNARD : *Nouveaux aspects du problème économique indochinois.*)

une autorisation du Gouverneur général, accordée à chaque association particulière d'importateurs ;

2° Un comité ayant à sa tête le Président de la Chambre de Commerce de Saïgon et de Hanoï doit établir une liste des importateurs en Indochine ;

3° Les importateurs devront adresser une demande à la Chambre de Commerce afin de faire partie des associations ;

4° Seuls les importateurs qui ont exercé leur activité dès avant le 1^{er} septembre 1939 peuvent être nommés membres des associations ;

5° La valeur des importations accordées aura pour base la moyenne des années 1937, 1938 et 1939 ;

6° On va établir dix associations diverses d'importateurs suivant les articles importés. Ces associations seront les suivantes : Textiles et cuirs ; matériaux de construction ; matériel électrique et objets manufacturés : papeterie ; droguerie ; produits médicaux et spécialités pharmaceutiques pour Européens, Chinois et Annamites ; automobiles et pièces de rechange, chambres à air et produits en caoutchouc, bicyclettes, pousses et pièces détachées ; minéraux et produits pétroliers ; marchandises générales.

2. — *Exportations* (1).

Le total des exportations possibles, aux termes des conventions passées avec les pays étrangers, serait divisé et réparti entre métropole et colonies d'après les facultés et la situation particulière de chacune d'elles. Les marchandises exportées ne paieraient aucun droit à leur sortie de l'Empire ou de la métropole, l'idéal étant de livrer les marchandises à un prix aussi bas que possible, pour en vendre le plus possible : idéal qui serait atteint non seulement par l'absence de taxes fiscales, mais encore

(1) Dans *L'intervention de l'Etat en matière économique*, M. LAUFENBURGER cite ce mot d'un économiste allemand : « Quand l'étranger saura que notre importation de produits alimentaires ne nous est pas indispensable et représente seulement un supplément de luxe, alors il sera contraint d'accepter nos produits industriels. »

et surtout par la bonne organisation de l'ensemble de l'économie.

3. — *Déroptions.*

Les colonies qui du fait de leur éloignement de la métropole ou du caractère de leur production doivent nécessairement entretenir de larges relations avec l'étranger, comme l'Indochine et Madagascar, auraient la faculté d'accroître leur contingentement d'importations étrangères si cela était nécessaire pour amener l'écoulement de leurs exportations. Ce qui n'est pas toujours évident. Ainsi, hier encore, malgré l'interruption des exportations de caoutchouc vers la France, la production de caoutchouc indochinois était insuffisante, le Japon et l'Amérique se l'arrachant à n'importe quel prix.

Quoi qu'il en soit, les dérogations qui seraient accordées à certaines colonies ne les soumettraient pas à un régime particulier. La règle resterait pour elles de n'acheter à l'étranger que dans la mesure où elles auraient des créances sur l'étranger. Une telle règle ne serait d'ailleurs pas faite pour embarrasser une colonie comme l'Indochine, qui a de très gros clients en Extrême Orient.

4. — *Avantages.*

Le système douanier de l'Economie Impériale organisée serait donc à la fois souple et ferme. Plus souple que ne l'était l'exclusif, puisqu'il accorderait des dérogations partielles à certaines colonies en raison de leur situation économique particulière, plus ferme que ne l'est le régime douanier actuel, puisqu'il engloberait tout l'Empire et affirmerait dans tous les cas la prééminence des intérêts communautaires.

Les échanges avec l'étranger seraient maintenus, ou même accrus, grâce au bas prix de revient, et les transactions avec la métropole considérablement augmentées. Des liens étroits confondraient économie continentale et économie d'outre-mer. La solidarité des marchés irait s'affirmant sans cesse. L'activité humaine, toujours croissante, récolterait toujours plus de fruits. L'Empire serait plus uni et plus prospère.

CONCLUSION

Economie coloniale et économies continentales (1).

« A raison des concurrences redoutables qui se dessinent de divers côtés contre la vitalité économique et solidaire de l'Europe et de la France » (2), la France et l'Europe seront sans doute amenées à pratiquer une austerité toujours plus étroite. Jadis notre continent recevait des pays extra-européens les denrées alimentaires et surtout les matières premières industrielles qui lui manquaient, et il leur vendait en contre-partie des produits manufacturés. Mais, ces pays s'étant outillés à l'instigation ou à l'image de l'Europe, cette source et cet exutoire se sont taris et fermés peu à peu. Notre expansion économique a été battue en brèche puis vaincue, à l'Est, « en Orient et en Extrême Orient par le machinisme automatique doublé du bas salaire » (3) à l'Ouest par les prodigieuses ressources et le dynamisme de l'économie américaine.

Dans *Grandeur et Servitude coloniales*, M. Albert

(1) Voir ANDRÉ SIEGFRIED : *La Crise de l'Europe*. — ANDRÉ TOUZET (ancien chef du cabinet du Ministre des Colonies, résident supérieur en Indochine) : *Le Problème colonial et la Paix du Monde* (1938).

(2) Paroles de M. A. SARRAUT extraites d'une déclaration faite au Sénat le 5 mai 1933. — M. J.-H. RICARD, Président du Comité national des Conseillers du Commerce extérieur, estime que l'organisation des échanges européens consistera : 1^o Dans la fixation en commun de programmes européens d'importation et d'exportation ; 2^o Dans la coordination des transports internes et extérieurs de chaque Etat ; 3^o En un maximum d'échanges à l'intérieur de l'Europe.

En 1938, le commerce de la France avec l'Europe et l'empire représentait 73 % de son commerce total (63 % de ses importations et 83 % de ses exportations).

(3) A. SIEGFRIED, *op. cit.*

Sarraut a comparé « le bloc américain et le bloc asiatique à deux mâchoires d'une tenaille prête à se refermer sur la vieille Europe et à l'écraser comme une noisette ». Il n'est pas douteux que, depuis l'autre guerre, la part de l'Europe dans le commerce mondial a sensiblement diminué. De 36,5 % en 1913, elle est passée à 31 % en 1937. Et tandis que diminuait le commerce total de l'Europe, décroissaient plus fortement encore ses exportations par rapport à ses importations. Le rapport de l'exportation à l'importation tombait en effet de 67,4 à 58 % de 1913 à 1937.

Le déficit de la balance commerciale du continent qui représentait en 1913 19 % de son commerce total, s'élevait en 1937 à 26,5 % de son commerce.

Les paiements invisibles : prêts, assurances, tourisms, intérêts des capitaux, perdant sans cesse de leur importance, l'Europe se vidait peu à peu de sa substance et courait à sa ruine.

*
* *

C'est la prospérité où l'avait conduit son avance industrielle qui l'avait amenée à pratiquer une politique de facilité la rendant de plus en plus dépendante du reste de la planète. Il fallut la contraction progressive des marchés mondiaux pour que s'amorçât une réaction. L'Europe songea alors à la fois à demander davantage à son propre sol, à développer ses débouchés internes et à se réserver une sphère économique privilégiée. Tandis que les Etats-Unis s'efforçaient de faire entrer dans leur orbite les dominions britanniques et toute l'Amérique du sud, tandis qu'il se formait en Orient des zones d'intérêt asiatiques, l'Europe allait jeter les yeux sur son prolongement naturel : l'Afrique.

Il y a une centaine d'années déjà, Victor Hugo avait proclamé : « Au xix^e siècle, le blanc a fait du noir un homme. Au xx^e siècle, l'Europe fera de l'Afrique un monde. » Mais ce n'est guère que depuis deux générations que cette idée a pénétré dans les milieux politiques et gouvernementaux. Il devait appartenir à M. Albert Sarraut,

que M. A. Touzet considère comme le chef de l'école coloniale française contemporaine, de lui donner une forme concrète. L'ancien gouverneur général de l'Indochine voyait dans l'Eurafrrique, à côté d'une grande œuvre humaine, un moyen de pacification. Dans un discours prononcé à Saint-Amand le 11 octobre 1931, il déclarait : « La coopération économique d'où l'Europe doit tirer son salut suppose logiquement des efforts de détente... Une vaste coopération européenne peut être organisée pour l'accomplissement de telle grande œuvre comme l'outillage et la mise en valeur de l'immense Afrique, où l'Europe trouverait à la fois un large élément de richesse et une solution au moins partielle du problème de migration posé par la pléthore croissante de sa population. »

Cette doctrine et ce programme d'action trouvèrent des adhésions pleines et entières dans tous les milieux coloniaux français. M. Du Vivier de Streel, Président de l'Académie des Sciences Coloniales, et Africain de vocation, s'en fit un des plus ardents apôtres. Un autre pionnier de la colonisation française en pays noir, M. Charton, considère quant à lui que « l'Afrique, à l'école de l'Europe, peut en vingt ans doubler sa population. Et que cette Afrique féconde et vigoureuse sera pour l'Europe occidentale, qui l'aura formée, élevée, et sauvée, la véritable ressource, la grande ressource de l'avenir (1) ». M. le Résident supérieur A. Touzet, de formation indochinoise, mais qui a parcouru l'Afrique en tous sens, du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest et qui est l'auteur d'un projet de Corporation eurafricaine, est du même avis. Il souligne toutefois que, quand on parle de grande ressource de l'avenir, il faut envisager un très lointain avenir. « Il ne servirait à rien, écrit-il dans *Le Problème Colonial et la Paix du Monde*, de mettre à la disposition de l'Afrique des quantités énormes de capitaux parce qu'elle n'a pas les moyens de les absorber tout d'un coup.

(1) En 1937, les échanges de l'Europe avec l'Afrique représentaient 21 % de son commerce total. La part de l'Asie et de l'Amérique dans ce commerce total étant respectivement de 23,7 et 46 %.

Il faut compter uniquement sur la main-d'œuvre noire. Elle est rare et chère eu égard à la quantité produite. » Si, une fois la mise en valeur en train, elle irait en s'accélégrant comme la vitesse d'un mobile sur une pente, plusieurs décades seraient nécessaires pour jeter les fondements de l'économie africaine. Un plan rationnel de mise en valeur du continent devrait donc s'étendre sur un demi-siècle au moins.

A l'heure présente en effet, la contribution de l'Afrique à la production mondiale est encore des plus modestes, même si on la considère globalement, même si l'on ajoute à la production de l'Afrique noire celles des deux Afriques blanches. A la veille de la guerre, la production comparée de la production mondiale et de la production du continent noir s'établissaient comme suit en ce qui concerne les *matières minérales* :

Produits	Unité	Production mondiale	Production africaine	Part de de l'Afrique en %
Pétrole	(milliers de t.)	273.000	300	0,102
Houille.....	—	122.000	20.200	16,55
Fer.....	—	75.000	3.900	5,2
Cuivre	—	2.030	400	19,70
Plomb.....	—	1.800	70	3,89
Zinc.....	—	1.870	30	1,60
Étain.....	—	164	21	14,03
Nickel.....	—	110	—	—
Manganèse...	—	3.000	500	16,66
Phosphates...	—	14.600	4.500	30,82
Molybdène....	Tonnes	16.500	100	0,66
Antimoine....	—	36.500	600	1,64
Or.....	kilogs	999.700	454.000	45,41

Pour les *matières d'origine animale ou végétale*, la part de l'Afrique dans la production et dans les échanges mondiaux n'était pas d'un ordre beaucoup plus élevé, comme le fait apparaître le tableau ci-contre :

Produits en milliers de qx.	Pro- duction mondiale.	Pro- duction afric.	Expor- tation afric.	Impor- tation europ.	% entre exp. afric. et imp. européenne
Froment	1.500.000	40.000	3.000	114.000	2,62
Riz	914.000	22.000		12.200	
Maïs	1.200.000	60.000	4.000	80.000	5,00
Amandes de palme			6.380	6.800	93,80
Huile de palme..			2.050	2.890	70,93
Graine de coton.	124.000	9.200	5.900	6.600	89,85
Soja.....				14.100	
Sucre.....	273.000	12.000	8.000	30.000	26,66
Cacao			4.870	4.500	108,22
Café.....	22.700	1.520	1.500	7.600	19,73
Coton égrené....	61.000	5.800	5.600	18.200	30,76
Laine.....			1.300	7.500	17,33
Caoutchouc	920.000	10.000	10.000	400.000	2,5

On voit d'après ces données statistiques que c'est seulement en ce qui touche le cacao, les amandes de palme et l'huile de palme que l'Afrique serait capable de couvrir dès maintenant les besoins européens. M. Belime juge que les travaux gigantesques qu'il conduit pour faire du « Delta nigérien » une terre à coton ne porteront leurs fruits que dans 30 ans. C'est sans doute un délai analogue qu'il faudrait envisager pour que la prophétie de Victor Hugo se réalise, pour que l'Afrique devienne un monde « capable tout à la fois de solidariser plus étroitement l'Europe, de décongestionner le chantier européen surpeuplé et sursaturé, et de relever le prestige moral de l'Europe, berceau illustre du progrès, par l'accomplissement d'un grand acte de civilisation humaine (1) ».

(1) A. SARRAUT (Extrait d'un discours prononcé le 29 mars 1933 et cité par M. A. TOUZET).

La vocation impériale de la France.

La carence économique de l'Afrique pendant plusieurs décades encore n'est pas de nature à affaiblir la position de la France en Europe. Elle la renforcera et la grandira peut-être même, notre Empire étant un empire de caractère universel. Nos possessions au carrefour de toutes les races et de tous les mondes, nos bases sur toutes les routes du globe doivent nous faire rechercher et apprécier par tous les peuples dont le dynamisme créateur, le potentiel d'expansion dépassent le champ d'action et les horizons ouverts à l'heure présente par les perspectives de mise en valeur des pays noirs.

Si « en Afrique, nous tenons la moitié du continent et l'un de ses axes ; en Asie, le Levant est la clef de voûte du système Méditerranée orientale ; l'Indochine la clef de voûte du système Pacifique » (1). Ainsi nos territoires d'outre-mer sont des clefs qui ouvrent toutes les portes du monde. « Continentale et maritime, européenne et impériale, la France peut contribuer efficacement à la liaison économique des peuples comme elle a été dans le passé la terre traditionnelle des échanges spirituels. » Cap avancé de l'Europe vers les Amériques, lien unique entre les civilisations, les terres et les mers nordiques et méridionales, la France est à la fois le tremplin et le creuset sans égal des idées et des choses. A travers elle rayonne la civilisation européenne, vers elle convergent les forces du monde. Ses ports méditerranéens reliés au réseau fluvial du continent rattachent le cœur de l'Europe à toute l'Afrique et à toute l'Asie. Ses ports atlantiques peuvent devenir l'indispensable relais des liaisons maritimes et aériennes vers

(1) P. LYAUTEY : *La Bataille économique*.

l'Amérique, tout comme ses ports coloniaux peuvent constituer l'entrepôt idéal des marchandises européennes à exporter à travers chaque continent, et le réceptacle des matières premières nécessaires à l'Europe. Tâche gigantesque, qui exige certes un équipement à sa mesure, qui réclame une création et une coordination des transports maritimes, non seulement à travers tout l'Empire, mais aussi à travers tous les pays voisins pour que les courants commerciaux puissent converger et diverger vers les centres maritimes coloniaux, pour que les marchandises puissent affluer et défluer en un volume et à un rythme capables de couvrir les besoins européens et extra-européens. Tâche qui demande aussi une mise en valeur intensive des arrière-pays autour des grandes artères de communication pour leur assurer un tonnage suffisant de marchandises à transporter. Tâche qui impose donc en définitive une organisation méthodique et puissamment armée des différentes branches de l'activité économique impériale.

* * *

Coordonnant et ordonnant les grandes forces de la colonisation, les Groupements professionnels coloniaux peuvent être l'instrument de cette grande œuvre. Ils sont fondés sur des bases assez solides, ils sont assez puissamment ancrés pour supporter cet élargissement de leur mission et l'accroissement des moyens d'action mis à leur disposition qui l'accompagnerait inévitablement. Ce n'est pas parce que la nouvelle organisation économique que s'est donnée la France s'inspire de principes corporatifs que l'on est en droit de douter d'elle et de refaire à travers elle le procès des vieilles corporations du Moyen Age. « L'objet ni le but des anciennes corporations n'était de diriger l'économie. Leur action ne s'étendait pas au delà de la ville où elles étaient constituées (1). » C'étaient, comme l'a dit M. Coornaert, « des syndicats de patrons exploitant un monopole ». L'organisation professionnelle

(1) A. DE PÉRALDI : *Le Corporatisme*.

actuelle englobe toutes les activités de la communauté nationale sous la tutelle de l'Etat. Elle ne sépare pas l'intérêt des professions de l'intérêt général. Les pouvoirs publics sont sans cesse présents pour harmoniser les intérêts des métiers et ceux des consommateurs avec les intérêts permanents du pays. Ces derniers exigeant, pour que l'Etat se maintienne ou vienne se placer à la tête des autres États, une économie d'avant-garde, il n'est pas à craindre que les corporations s'embourbent jamais dans la routine. On peut s'attendre au contraire à ce que les groupements exigent qu'une partie des bénéfices, qui sans leur intervention auraient été distribués sous forme de dividendes, soient employés à une rationalisation et à une modernisation de l'outillage des entreprises. On peut s'attendre aussi à ce que dans un Etat où les meilleurs gouvernent, les plus capables et les plus dignes soient placés à tous les postes de commande. On est donc autorisé à croire à un rendement optimum et maximum du matériel et des hommes dans un régime corporatif.

Les faits l'ont d'ailleurs déjà démontré. « Qu'on pense aux progrès considérables de l'industrie de l'essence et du caoutchouc synthétiques, à la prodigieuse et rapide réorientation de l'aviation et des moyens de transport terrestres en fonction d'une guerre entièrement nouvelle » dans les pays qui possédaient précisément une économie professionnelle dirigée (*Laufenburger*). Toutefois, si les progrès techniques sont si rapides et si puissants dans un pareil système économique, c'est surtout parce que l'impulsion motrice de l'Etat ne se substitue pas à celle des particuliers, mais s'y surajoute. La raison d'Etat et l'intérêt personnel concourent vers un même but : une production massive et de qualité. L'initiative personnelle est sanctionnée de tout le poids de l'autorité de la puissance publique (1). La nouvelle organisation ne consiste nulle-

(1) « Croyez-vous donc que, pour obtenir une discipline dans une corporation, le seul moyen soit de supprimer l'intérêt de travailler et la possibilité de se développer plus que son voisin ? C'est par l'autorité que nous donnons à ceux de nos collègues qui dirigent que nous pouvons arriver à un résultat satisfaisant ; ce n'est pas en supprimant

ment en un partage des débouchés, mais en une normalisation de la concurrence et en la découverte de nouveaux marchés. A aucun moment, l'entrepreneur ne peut avoir le sentiment que son capital industriel est assuré de la pérennité au même titre qu'un immeuble d'habitation. Son imagination est au contraire constamment sur le qui-vive. Pénétré du sentiment que l'immobilité est pour son industrie un symptôme morbide, il va au-devant de toutes les initiatives (1).

Ainsi la nouvelle organisation, non seulement entretient, mais suscite la recherche technique et la conquête de nouveaux foyers de consommation, soit à l'intérieur du pays, soit à l'étranger. Ses points faibles, car elle en a, bien sûr, ne proviennent pas de déficiences du système : ils ne résultent que de sa trop grande perfection logique. Mettant en marche une énorme machine, l'économie dirigée exige pour assurer son fonctionnement continu et régulier, que tous ses rouages s'engrènent et tournent dans le même sens. En mécanique, la chose est aisée, car le rôle de chaque pièce est rigoureusement et inéluctablement déterminé. Mais il n'en va pas de même en matière économique où sans cesse il faut compter et composer avec le libre arbitre de l'homme. Si les dirigeants ont de puissants moyens pour orienter les activités humaines, ils n'ont pas la faculté de les modeler totalement. Ils ne peuvent empêcher que des individus aveuglés par leurs passions ou par la fausseté de leur esprit ne se désolidarisent de la communauté nationale et, ne se rendant pas compte de la conformité de leur intérêt avec l'intérêt général, agissent à son encontre. En France, où « cinquante années d'individualisme forcené » ont tué tout esprit civique, « les comités d'organisation ne trouvent pas partout

l'initiative individuelle, et nous considérons que ce serait une grosse erreur que de faire reposer l'organisation d'une corporation sur des bases d'entente trop étroites qui risqueraient de supprimer le goût au travail. » (Déclaration du Président de l'Organisation des marchands de fer allemands à M. Henry FAYOL).

(1) Écrit d'après une étude de M. Paul BERNARD dans le *Bulletin des G. P. C.*

et toujours le dévouement, l'esprit de discipline et de collaboration sur lesquels ils doivent pourtant compter pour réussir leur tâche ». (*H. Fayol.*) « Les ressortissants ne mettent pas toujours une complète bonne volonté à répondre aux appels qui leur sont adressés ; on doit déplorer chez certains encore de la négligence, de la méfiance ou de l'incompréhension. » (*Du Vivier de Streel.*) « Les milieux coloniaux ont été parmi les plus clairvoyants et les plus compréhensifs » ; il n'en reste pas moins que « l'inaction de quelques individualités risque de nuire à la collectivité ».

Recourir à un contrôle et à une tutelle étroite de toutes les activités privées pour vaincre ces résistances égoïstes, ce serait pour les dirigeants se mettre eux-mêmes en tutelle. Un pareil contrôle en effet impose un formidable, pesant et ruineux appareil bureaucratique. En Italie, il y a déjà un fonctionnaire pour 200 syndiqués. En France, « l'envoi d'une circulaire à l'ensemble des ressortissants, pour obtenir d'eux un seul renseignement, représente en frais de temps et de travail une dépense de 25 millions. » (*Du Vivier de Streel.*)

En fait, « de même que la constitution d'une nation n'a de valeur qu'autant qu'elle s'harmonise avec son caractère et ses mœurs, son organisation économique, pour fonctionner sans heurt, doit être en quelque sorte portée par l'adhésion de l'esprit public... Nul en France ne dénie aujourd'hui à l'Etat le droit et le devoir d'intervenir dans la répartition des produits et d'imprimer à la production l'orientation qu'impose de toute évidence la situation. Mais, si les Français entendent la voix du bon sens, leur conversion spirituelle n'est pas encore complète. Ils acceptent l'économie dirigée comme une nécessité passagère, valable pour la collectivité, mais à laquelle ils cherchent à se dérober individuellement, par égoïsme, par habitude, et plus encore peut-être par révolte intellectuelle (1). »

Au-dessus et préalablement à une réforme de structure

(1) ANDRÉ TERRASSE: *L'Economie dirigée et le Problème des Cadres.* — *Vie industrielle*, n° 283.

des institutions françaises, une réforme morale s'impose pour assurer le succès de la nouvelle organisation, car les institutions ne sont pas ce que les font les hommes, elles sont ce qu'ils en font. Sans une discipline librement consentie par tous, on ne peut espérer assurer une pleine valorisation de toutes les forces du pays. Or, jusqu'ici, l'Etat, qui est le directeur et le moteur indispensable, parce qu'il est l'unique représentant de l'intérêt général et le seul organisme capable de coordonner et d'ordonner toutes les activités nationales, est toujours apparu aux Français, selon le mot de Nietzsche, comme « le plus froid de tous les monstres froids ». Jamais ils n'ont pu considérer sans appréhension cette énorme entité organique qui paraissait animée d'un mouvement sidéral, dont l'éternité semblait garantie par la force même des choses, au-dessus du jeu des événements et de la politique. Ils redoutaient que, dans sa marche immuable et aveugle, cette masse n'écrase les pauvres mortels réduits à sa merci. L'Etat, c'était l'ennemi de tous les instants, le Moloch qui réclamait des sacrifices d'argent et de sang, le concurrent implacable, le gendarme sans pitié que l'on se faisait une joie et comme un devoir de gruger et de piper toutes les fois que l'on pouvait surprendre son attention. L'Etat, c'était aussi le détenteur de trésors qui semblaient inépuisables, et dont chacun voulait sa part. On le suppliait, on le menaçait, on l'injuriait pour qu'il fit pleuvoir la manne d'or sur toutes les têtes. Pour ses serviteurs, c'était une maîtresse sinon honnie, du moins dédaignée. Ils lui faisaient souvent grief du piètre train de vie qu'elle leur imposait, tout en aimant la tiède sécurité qu'ils trouvaient auprès d'elle.

Une telle mentalité, une pareille conception de l'Etat et de son rôle ne sont plus de mise, aussi bien chez ses agents que ses ressortissants. Aujourd'hui, l'Etat n'est plus que l'Etat-gendarme ou l'Etat-providence, c'est l'émanation même de la communauté nationale. Associant chacun à son œuvre, et s'associant à travers l'organisation professionnelle à l'œuvre de tous, il collabore à toutes les activités de la vie nationale. Porter atteinte aux intérêts de l'Etat,

c'est commettre un attentat contre la nation, c'est porter préjudice aux intérêts de chaque Français.

« C'est pourquoi la conscience ponctuelle et nonchalante qu'apportaient les fonctionnaires à l'exécution de leur tâche ne suffit plus. » Le service de l'Etat réclame une direction efficace de l'économie. Si les règlements sont bons, « les règlements valent (en définitive) ce que valent ceux qui les appliquent. On n'administre pas avec des impersonnalités, pas plus qu'on ne combat avec des matricules. Il faut pourchasser énergiquement les négligents, les paresseux et les imbéciles. Il faut mettre chacun à sa place, sans aucune considération de hiérarchie administrative. Il faut en finir avec les questions de camaraderie, d'ancienneté, de droits acquis, d'intérêts respectables. Il faut élaguer et couper les branches mortes si on veut que le tronc vive. » (*Gouverneur général Van Vollenhoven.*) C'est l'enthousiasme dynamique et créateur de l'inventeur et du bon ouvrier, que les hommes à qui sont confiés les leviers de la direction économique doivent apporter à l'exécution de leur tâche. En bons mécaniciens, ils doivent connaître à fond les rouages de leur machine, en pénétrer l'âme, éprouver de la joie lorsqu'elle tourne rond (1). Artisans de l'avenir, ils doivent travailler la main dans la main, animés par un même esprit d'équipe, vivifié par une communauté intellectuelle forgée dans l'amitié. Ayant assez d'imagination et de hardiesse pour trouver des solutions à la dimension des problèmes, et assez de réalisme et de caractère pour réaliser ces solutions, ils entraîneront la masse à leur suite par la grandeur de leurs conceptions et le prestige de leurs succès. Suscitant et entretenant un idéal de dévouement, de tradition, de progrès et d'unité, ils obtiendront le concours joyeux et enthousiaste de tous. C'est en portant jusqu'au sein des villages et des familles les hargnes politiciennes qu'on a donné aux Français l'habitude de tout dénigrer avec complaisance, de se consacrer à la critique et non à l'action (2).

(1) D'après ANDRÉ TERRASSE.

(2) « Le Français moyen est souvent plus conservateur et moins dynamique que ne le demanderaient les circonstances. Il arrive qu'il



Pour soulever tous les Français au-dessus d'eux-mêmes, pour les grandir pour que la France soit plus grande, leurs chefs devront donner un incessant exemple de dévouement et d'esprit de sacrifice. Accablée par sa défaite survenue comme un coup de foudre au milieu d'une euphorie dégradante et de querelles byzantines, la masse française reste plongée dans une torpeur languide. Mais, enfermés au plus profond des êtres, les espoirs et les ambitions de la race ne sont pas éteints. Le pays empoigné avec résolution et audace, ils rejailliront tumultueusement des cœurs. Si les goûts et les passions mêmes de notre peuple sont devenus mesquins et médiocres, c'est parce qu'on n'a plus assigné depuis des décades que des buts mesquins et médiocres à son ardeur généreuse. Certes, en ce siècle d'acier, où la puissance des nations est à la mesure de leur potentiel industriel et de leur masse démographique, une nouvelle ère de prépondérance française ne peut s'ouvrir. Mais demain, l'organisation économique peut non seulement autoriser mais provoquer des rapprochements interdits jusqu'ici par la politique entre la France et les territoires qui en sont géographiquement et culturellement le prolongement naturel. A travers une longue paix, le peuple français saigné à blanc et privé de ses élites par trois guerres successives à peine séparées par l'intervalle d'une génération peut aussi retrouver sa fécondité de jadis et aller croissant et se multipliant.

Quel que soit d'ailleurs l'avenir, dans le présent déjà la France a des moyens d'action suffisants pour atteindre des buts dignes d'elle et occuper dans un monde réconcilié la place que lui mérite son hautain passé. A son capital national s'ajoutent les richesses de ses territoires d'outre-mer. Il lui appartient de les faire fructifier par un acte de volonté. Toutes les réalisations deviendront

ait une répugnance excessive à l'égard des nouveautés, qu'il oppose aux changements nécessaires une résistance peu compréhensive, qu'il accorde aux considérations de prudence raisonnable trop de poids, et qu'il ne fasse pas à la vie et au risque une part assez grande. » (CH. RIST et G. PIROU.)

possibles, la France pourra doubler ses revenus, répartir plus équitablement les biens et diminuer la peine des travailleurs si elle poursuit opiniâtrément la grande œuvre impériale qui s'offre à elle. Et, « parce que nous connaissons bien ce monde colonial qui s'est formé sous d'autres astres que ceux qui éclairent notre métropole, cette élite d'administrateurs, d'officiers, de planteurs, d'industriels, de commerçants de la France extérieure, qui ont sauvé par leur clairvoyant labeur une partie de notre prestige national, nous croyons pouvoir exprimer mieux que d'autres peut-être notre confiance dans le succès de leurs efforts.

« Nous savons qu'ils sont animés par une grande force ailleurs défaillante, par un magnifique idéal, forgé dans les difficultés et les épreuves, affranchis des égoïsmes corrupteurs qui avilissent les plus brillants mérites, épurés par les salutaires méditations des longues solitudes, illuminés par une foi ardente dans les destinées de notre Empire.

« Nous connaissons leur énergie opiniâtre, leur ingéniosité, leur indéfectible patriotisme. Et cela nous autorise à dire que les premiers travaux des groupements professionnels coloniaux accréditent les plus solides espérances (1). »

Guidés par des chefs jeunes et hardis, attelés à leur tâche avec une ardeur virile et joyeuse, paysans de France et paysans de l'Empire, ouvriers de France et ouvriers de l'Empire sauveront la communauté française et assureront la pérennité de son Génie à travers le Monde.

(1) E. DU VIVIER DE STREEL, *op. cit.*

VU : *Le Doyen,*
C. RIBERT.

VU : *Le Président de Thèse,*
RENÉ MAUNIER.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER,
Le Recteur de l'Académie de Paris,
GILBERT GIDEL.

Bibliographie sommaire

- Action (L') économique en France depuis l'Armistice* (1941).
ALLIX. — *Les Principales puissances économiques du Monde* (1940).
Ame de chef (Une) : le Gouverneur général J. Van Vollenhoven (1938).
ANGOULVANT (G.). — *Les Indes Néerlandaises* (1926).
Annuaire de Documentation coloniale comparée (Bruxelles).
Annuaire de la Statistique générale de la France (1941).
Annuaire statistique de l'Indochine (1938).
Annuaire statistique de la S. D. N. (1938-1939).
Annuaire de statistique de l'Institut international du commerce (1941).
BAUDIN (L.). — *Le Corporatisme* (1941).
— *Histoire des Doctrines Economiques* (1941).
BEAUREGARD (V.). — *L'Empire colonial de la France* (1924).
BELIME. — *Production du coton en A. O. F.*
BERG. — *Les régions naturelles de l'U. R. S. S.*
BERNARD (P.). — *Nouveaux aspects du problème économique indochinois* (1937).
BIENSTOCK (G.). — *La lutte pour le Pacifique* (1938).
BISSON (A.). — *Finances publiques françaises* (1941).
BOINIE. — *Histoire économique de l'Europe*.
BOURGUIN. — *L'Etat corporatif en Italie*.
BOUVIER-AJAM. — *La doctrine corporative* (1937).
BOISDÉ (R.). — *Economie organisée* (1941).
BOWMANN (I.). — *Le Monde Nouveau*.
BRÉVIÉ (J.). — *Discours. — Circulaires*.
BRUEL (G.). — *L'A. E. F.* (1930).
Budgets des Colonies.
CALOT (C.). — *Les transports commerciaux*.
CLERGET (P.). — *La France dans le monde* (1938).
Conférence Impériale. — Rapports et vœux (1934).
Congrès de l'outillage public et privé de la France d'outre-mer. Rapports et vœux (1937).
COQUELLE-VIANCE (G.). — *Libertés corporatives et Unité nationale* (1937).
CULMANN (H.). — *La Nouvelle Organisation professionnelle* (1941).
DAUPHIN MEUNIER. — *Une économie pour l'homme* (1941).
DELAISI. — *Les deux Europes* (1937).
DELAVIGNETTE (R.). — *L'Afrique Occidentale Française* (1931).
— *Soudan. — Paris. — Bourgogne* (1935).
— *Les Paysans noirs* (1931).
DEFFONTAINES (P.). — *Géographie des transports aériens* (1939).
DELAFOSSÉ. — *Les noirs de l'Afrique* (Payot, 1941).
DEMANGEON (A.). — *L'Empire britannique* (1928).

- DENIS (H.). — *La Corporation* (1941).
- DIDIER (J.). — *Résumé économique du monde* (1941).
- DOYE (P.). — *L'empire colonial belge* (1923).
- DUBOIS (M.). — *Systèmes coloniaux et peuples colonisateurs* (1895).
- DUBOIS et TERRIER. — *Un siècle d'expansion coloniale* (1902).
- DUCHÉNE. — *Histoire des Finances coloniales* (1938).
- DU VIVIER DE STREEL. — *L'Outillage public et les communications avec la métropole*.
- Economie dirigée* (L'), recueil de Conférences, Alcan (1934).
- EMPIS (P.). — *La colonisation et ses perspectives d'avenir en Indochine* (1940).
- Empires coloniaux* (Les), recueil de Conférences, Presses Universitaires (1940).
- FOURGEAUD (A.). — *La rationalisation*.
- GALLOUEDEC (L.). — *Géographie humaine* (1935).
- GÉRIN (O.-J.). — *La publicité suggestive*.
- GIGNOUX (C.-J.). — *Monsieur Colbert* (1941).
- GIRAULT (A.). — *Principes de législation coloniale* (1926).
- GOUDAL (J.). — *Destin de l'Afrique*.
- GOUROU (P.). — *L'utilisation du sol en Indochine française* (1940).
- *La Terre et l'Homme en Extrême Orient* (1941).
- GUERDAN (R.). — *La charte du travail* (1941).
- GUERNIER (E.-L.). — *L'Afrique champ d'expansion de l'Europe* (1933).
- GUERNIER (M.). — *Essai sur une politique économique de l'Empire français* (1935).
- HANOTAUX (G.). — *Histoire des colonies françaises* (1929).
- *Histoire de la nation française* (1928).
- *Pour l'Empire colonial français* (1933).
- HARDY (G.). — *Nos grands problèmes coloniaux* (1929).
- *Géographie et colonisation* (1933).
- *L'A. O. F.* (1933).
- HAUSHOFER (K.). — *Le Japon et les Japonais*.
- HOFFHERR (René). — *La politique commerciale de la France*.
- HUET. — *Structure des emprunts depuis la fin des hostilités* (1935).
- JALBERT (J.). — *Une réserve d'énergie : l'huile végétale de l'Afrique noire* (1942).
- JOUVENEL (B.). — *L'économie dirigée* (1928).
- LABOURET (H.). — *Les paysans de l'A. O. F.* (1941).
- LACAM (G.). — *Inventaire économique de l'Empire* (1938).
- LAROCHE (P.). — *Rapports entre patrons et ouvriers*.
- LAUFENBURGER (H.). — *L'intervention de l'Etat en matière économique* (1939).
- *La réorganisation économique et sociale de l'Allemagne* (1941).
- *La nouvelle structure économique du Reich* (1938).
- LEGUME (P.). — *Possibilités et conditions d'une politique impériale* (1938).
- LE NEVEU (C.-A.). — *Forces Impériales*.
- *Les Empires coloniaux* (1938).
- LENORMAND (M.-H.). — *Manuel pratique du corporatisme* (1938).
- LYAUTEY. — *Paroles d'action* (1926).
- *Lettres du Tonkin et de Madagascar* (1920).
- *L'Empire colonial français* (1933).

- MANOÏLESCO (M.). — *Le siècle du corporatisme* (1934).
- MARETTE (A.). — *Le problème de l'industrialisation des territoires français d'outre-mer* (1938).
- MARTIN (Germain). — *Histoire économique et financière* (1927).
- MARTIN DE SAINT-LÉON. — *Histoire des corporations de métier* (1941).
- MASSIS (H.). — *Défense de l'Occident*.
- MAUNIER (R.). — *Des comptoirs aux Empires* (1941).
- *Sociologie coloniale* (1932).
- *Coutumes algériennes* (1935).
- *Œuvres diverses*.
- MÉRAT. — *L'évolution actuelle du régime financier des colonies* (1927).
- MERLY et SOL. — *Le régime financier des colonies* (1932).
- MESSMER. — *Le régime financier des colonies* (1939).
- MICHELIS (G. DE). — *La corporation dans le monde* (1938).
- NOGARO (B.). — *Problèmes financiers contemporains* (Doctorat 1938-39).
- NOGARO et OUALID. — *L'évolution du commerce, du crédit, des transports, depuis 150 ans*.
- NOYELLE (H.). — *Les divers modes d'économie dirigée* (1938).
- *Utopie libérale, chimère socialiste, économie dirigée* (1933).
- Organisation économique actuelle (L')*. — *Publication du centre inter-professionnel* (1941).
- PAHL (W.). — *La lutte mondiale pour les matières premières* (1941).
- *Les routes aériennes du globe* (1935).
- PAULIAT. — *La politique coloniale de l'ancien régime* (1887).
- PÉGUY (Ch.). — *Œuvres*.
- PÉRALDI (A. DE). — *Le corporatisme* (1941).
- PERROT (E.). — *Où en est l'A. O. F.* (1939).
- PERROUX (F.). — *Autarcie et expansion* (1940).
- *Capitalisme et communauté du travail* (1938).
- *Communauté et société* (1941).
- *Législation du travail appliquée aux colonies* (cours, 1942).
- PÉTAÏN (P.). — *Messages*.
- PIERSON (H.). — *L'économie dirigée en régime collectiviste* (1935).
- PIGEONNEAU. — *La politique coloniale de Colbert* (1889).
- PINON (R.). — *Histoire diplomatique* (1929).
- PIROU (G.). — *La crise du capitalisme* (1936).
- *Essais sur le corporatisme* (1938).
- *Néo-libéralisme, néo-corporatisme, néo-socialisme* (1939).
- PORTAL. — *Présence de Lyautey*.
- PSICHARI. — *Œuvres*.
- RADULESCU (DAN.). — *Introduction à l'économie dirigée* (1937).
- RAY. — *Le Japon grande puissance moderne* (1941).
- REGISMANSET (C.). — *Régime économique et colonisation française* (cours).
- Questions coloniales* (1923).
- RIST (C.) et PIROU (G.). — *De la France d'avant-guerre à la France d'aujourd'hui* (1939).
- ROBEQUAIN (CH.). — *L'Indochine française* (1935).
- *L'évolution économique de l'Indochine française* (1939).
- ROQUES (P.). — *L'Empire français* (1940).
- ROUSIERS (P. DE). — *Les grandes industries modernes*.
- RUSSEL. — *L'évolution des idées au XIX^e siècle* (1938).

- SAND (R.). — *L'économie humaine* (1941).
 SARRAUT (A.). — *La mise en valeur des colonies françaises* (1924).
 — *Grandeur et servitude coloniale* (1931).
 — *Discours*.
 SCHUELLER. — *La révolution de l'économie mondiale* (1941).
 SIEGFRIED (A.). — *La crise britannique au XX^e siècle* (1931).
 — *La crise de l'Europe* (1935).
 SOT. — *Éléments de législation financière coloniale* (1933).
 SOLUS (H.). — *Traité de la Condition des indigènes en Droit privé* (1928).
Statistical abstract for the British Empire (1938).
Statistical abstract for the United Kingdom (1938).
 TEILHAC (E.). — *Les fondements nouveaux de l'économie ; Rationalisation et monnaie dirigée* (1932).
 TOUZET (A.). — *Le problème colonial et la paix du monde* (1938).
 TRAMOND. — *Éléments d'histoire maritime et coloniale contemporaine* (1924).
 WEULERSSE (J.). — *L'Afrique noire* (1940).
-

Revues. — Périodiques — Journaux

- Agence économique et financière*.
Annales de l'Académie des Sciences coloniales.
Bulletin des groupements professionnels coloniaux.
Bulletin de la statistique générale de la France.
Cahiers communautaires (Les).
Collection de droit social.
Chronique coloniale (La).
Chronique des mines coloniales.
Exportateur (L') Français.
Information (L').
Journal de la Bourse (Le).
Journal officiel.
Monde colonial illustré (Le).
Revue de botanique appliquée.
Revue des Deux Mondes (1^{er} mars 1935 : « Métropole et Empire ») (1^{er} et 15 novembre 1940, E. DU VIVIER DE STREEL : « Notre future politique coloniale »).
Revue d'économie politique.
Revue économique internationale (« La répartition des activités économiques entre la métropole et les colonies », mai 1934).
Revue politique et parlementaire (« L'outillage de la France d'outre-mer », mai 1935. « L'armature des colonies », mai 1935. « Rapports franco-coloniaux et intercoloniaux », 1937).
l'ie (La).
Vie industrielle (La).
-

Centres d'information ou de recherches

Groupements professionnels coloniaux, 110, rue de l'Université.

Centre d'information interprofessionnel, 16, rue Monceau.

Ecole supérieure d'organisation professionnelle, rue Miromesnil.

Institut scientifique de recherches économiques et sociales, 4, rue Michelet.

Agence économique de l'Indochine, 25, rue la Boétie.

Centre de documentation et de statistique du ministère des Colonies, rue Oudinot.

Bureau d'Etudes Géologiques et Minières Coloniales, 13, rue de Bourgogne.

Bibliothèque de l'Ecole Nationale de la France d'outre-mer, 2, avenue de l'Observatoire.

Bibliothèque de la Faculté de Droit, rue Saint-Jacques.

Bibliothèque nationale.

Centre de documentation de la bibliothèque nationale, 127, rue du Faubourg-Saint-Honoré.
